Yvonnick Denoël

HISTOIRE SECRÈTE DU XX^{e} SIÈCLE

Mémoires d'espions

De 1945 à 1989

nouveau monde
éditions

HISTOIRE SECRÈTE DU XX^{e} SIÈCLE

Du même auteur chez Nouveau Monde éditions

Le livre noir de la CIA, 2007

1979, guerres secrètes au Moyen-Orient, 2009

Comment devient-on espion ? 2009

Sexus economicus – Le grand tabou des affaires, 2010

Suivi éditorial : Sabine Sportouch
Corrections : Catherine Garnier
Maquette : Pierre Chambrin

© Nouveau Monde éditions, 2010
24, rue des Grands-Augustins - 75006 Paris
ISBN : 978-2-84736-534-4
Dépôt légal : octobre 2010
Imprimé en France par Corlet

Yvonnick Denoël

HISTOIRE SECRÈTE DU XX^{e} SIÈCLE

MÉMOIRES D'ESPIONS DE 1945 À 1989

nouveau monde éditions

Introduction

À quoi servent les espions ?

Le 14 février 2003, deux ministres prennent la parole à l'Onu, devant le Conseil de sécurité et sous l'œil des caméras. Leur affrontement va entrer dans l'histoire : d'un côté les États-Unis, représentés par Colin Powell, secrétaire du département d'État, recherchent le soutien de l'Onu pour engager une seconde guerre contre l'Irak. De l'autre, la France par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, privilégie une sortie de crise pacifique. Le premier insiste sur les « preuves accablantes » de la présence d'armes de destruction massive en Irak. Et le second défend avec panache le point de vue d'un « vieux pays », ami de l'Amérique mais partisan de mener à son terme le processus d'inspection en cours. On présente souvent le discours du Français comme une réplique à celui de l'Américain, ce qui est inexact : ce jour-là, Powell a parlé *après* Villepin. En revanche, il s'était exprimé une dizaine de jours plus tôt devant le Conseil de sécurité pour présenter les preuves « en béton » recueillies par les agences de renseignement américaines. C'est, indirectement, à ce discours que répond le ministre français.

Lorsqu'il s'avance vers la tribune, Dominique de Villepin a en main un discours assez bref et maintes fois remanié avec son équipe. Mais il a aussi en tête un dossier fourni par le service de renseignement extérieur français. Car, dans les heures qui ont suivi la présentation des preuves « en béton » par Colin Powell, une cellule de crise constituée par la DGSE a travaillé d'arrache-pied pour les évaluer et

les soumettre à une critique rigoureuse. Des spécialistes de chaque domaine (armes chimiques, atomiques, bactériologiques, etc.) ont rédigé « en direct » leur évaluation des accusations américaines, égrenées à un rythme soutenu. Si, à première vue, ces « preuves » pouvaient sembler accablantes, il en allait tout autrement pour les experts de la DGSE, qui décortiquèrent les incohérences et les à-peu-près, voire les francs mensonges compilés – non sans réticences – par la direction de la CIA. Un cadre expérimenté du service entreprit ensuite de fondre ces diagnostics en une note de synthèse la plus limpide possible. Celle-ci fut transmise à la direction du renseignement et au cabinet du directeur, puis au directeur lui-même, qui décida de l'envoyer aux « clients » habituels de la DGSE, entre autres le président de la République, le Premier ministre, le ministre de la Défense et le ministre des Affaires étrangères. De l'avis unanime de tous ceux qui ont pu la consulter, cette note était tout simplement accablante. Elle mettait tranquillement en pièces l'argumentaire américain, et pouvait sans doute retourner une partie des chancelleries favorables à la guerre. Cependant, au vif étonnement de ceux qui y avaient contribué, Dominique de Villepin une fois monté à la tribune de l'Onu n'en fit pas le moindre usage.

De l'usage du « renseignement » en politique

L'explication politique est la plus plausible pour interpréter sa décision. Le discours qu'a choisi de prononcer le ministre ce jour-là était ramassé et lyrique : il plaçait le débat au niveau des *principes* et des *valeurs* de la vieille Europe contre l'Amérique conquérante de G.W. Bush. Entrer dans des réfutations précises et techniques aurait sans doute délayé son propos. Une autre considération a pu entrer en ligne de compte au Quai d'Orsay : en plus de s'opposer frontalement à la puissance américaine, il n'était guère prudent d'accuser, depuis la tribune de l'Onu, les États-Unis de mensonge ou de fraude, ce qui aurait sans doute laissé des traces durables et rendu encore plus

difficile une réconciliation ultérieure. Voilà sans doute pourquoi, en apparence du moins, le travail de la DGSE n'a servi à rien ce jour-là. On peut le comprendre tout en imaginant le dépit de ceux qui avaient travaillé dur pour fournir à leurs dirigeants des armes solides.

Il n'est donc pas interdit de poser la question : a-t-on vraiment besoin des espions ? Microscopique à l'échelle de la « grande » histoire, cet épisode de l'Onu n'est pas un fait isolé. Il témoigne d'une sous-utilisation du renseignement par les dirigeants politiques, à quelques exceptions près. On peut citer de nombreux exemples, aux conséquences parfois vertigineuses : c'est le gouvernement français de 1938, informé par son espion au cœur de l'appareil hitlérien des projets de l'Allemagne nazie, qui ne tient aucun compte de ses avertissements ; c'est Staline, renseigné avec précision sur les projets d'attaque allemande contre l'URSS, qui écarte ces informations d'un revers de main ; c'est de Gaulle, à qui le Sdece offre dès 1959 un canal officieux de négociation avec le FLN et qui refuse de l'utiliser ; c'est Mitterrand, qui refuse de faire confiance aux seules DGSE et DST lors de la vague d'attentats qui frappe Paris en 1982, décidant de constituer une cellule antiterroriste à l'Élysée ; c'est l'équipe Bush-Cheney, qui falsifie les rapports négatifs sur les armes de destruction massive attribuées à Saddam Hussein pour justifier l'attaque contre l'Irak en 2002-2003 ; c'est Ehud Olmert, qui ignore les mises en garde du Mossad sur l'inefficacité d'une attaque d'Israël au Sud-Liban en 2006, etc., etc.

Autant d'erreurs faciles à pointer, après coup, par l'historien, mais plus difficiles à expliquer de la part de chefs d'État. Il faut dire, à la décharge des politiques, que les espions se trompent parfois, se manipulent et s'intoxiquent souvent, bref que leur « production » n'est jamais fiable à cent pour cent. Tout comme celle des diplomates, cabinets ministériels, experts en tous genres et conseillers politiques, serait-on tenté d'ajouter. À force de croiser, dans des entretiens ou des Mémoires d'anciens responsables du renseignement, des récriminations sur la non-exploitation de telle ou telle révélation ou analyse, on en vient à se demander pourquoi les décideurs ne suppriment pas,

tout simplement, leurs services secrets, ce qui permettrait de considérables économies ! En réalité, même ceux qui arrivent au pouvoir emplis de méfiance envers les « barbouzes » deviennent vite « accros » aux rapports du contre-espionnage et du renseignement extérieur. Et ils réalisent que les services sont un rouage nécessaire de l'État, ne serait-ce que pour répondre à des questions précises et urgentes que se posent les dirigeants. L'information privilégiée, celle qui n'est pas encore publique, est un des privilèges du pouvoir, qui n'y renoncerait à aucun prix. Ce qui manque le plus, en somme, ce serait le temps et la compétence pour vérifier et analyser l'information reçue des services. Sans compter que le renseignement n'est pas toujours « utile », au sens où il pourrait déboucher sur une décision politique concrète.

Dans leur méconnaissance du renseignement, certains politiques fantasment aussi sur un mythique « service action », qui serait capable dans leur esprit d'accomplir n'importe quel exploit digne de James Bond, quasiment sans préparation, l'exemple type restant l'affaire du *Rainbow Warrior*, opération décidée sur un coup de tête alors qu'elle était évoquée comme une hypothèse de travail extrême, parmi beaucoup d'autres moins risquées.

On voit bien le rôle capital que peut jouer la culture du renseignement acquise, ou non, par les dirigeants (ou à défaut par leurs collaborateurs directs). Le « bon usage » des services relève à la fois d'une familiarité suffisante avec ce monde très particulier, et d'une bonne interface entre un service et le cabinet du décideur. La personnalité des dirigeants des services secrets est toujours un choix politique : on place souvent à ces postes sensibles des personnes « de confiance »… qui sont rarement des praticiens du renseignement et qui doivent « apprendre » pendant un an ou deux les rouages de leur maison tout en la représentant le mieux possible. Certaines greffes ne prennent jamais, d'autres réussissent au-delà de toute attente. Dans tous les cas, la relation du dirigeant avec le chef de l'État est cruciale pour l'efficacité du service. Trop lointaine, sa production sera ignorée ou examinée avec suspicion. Le premier mandat de Bill Clinton a ainsi vu défiler plusieurs « têtes » à la CIA, aucune ne parvenant à construire

un lien avec le président. Si au contraire la relation est trop proche et trop exclusive, elle peut conduire à des dérapages par manque de garde-fous : on songe pour les années 1980 à la vieille complicité entre le président Ronald Reagan et William Casey, son patron de la CIA. Laquelle a permis à Casey de lancer à peu près toutes les opérations qu'il voulait, par exemple la vente d'armes à l'Iran pour faire libérer des otages américains – avec l'insuccès que l'on sait– et le financement de la guérilla des Contras au Nicaragua. Bref, il ne faut pas juger les uns et les autres uniquement à la lumière de leurs échecs ou de leurs réussites, mais avoir en tête que le « renseignement » n'occupe qu'une toute petite partie du « temps de cerveau disponible » des décideurs et que le choix des informations et analyses qui doivent leur être transmises est un exercice des plus difficiles.

De l'utilité des espions en histoire

Longtemps les historiens ont affiché pour « l'espionnage » ou le « renseignement » une méfiance ou un dédain similaires à celui des politiques, mais pour d'autres raisons. L'abondance de productions romanesques et journalistiques conférait à ce domaine une aura de frivolité. L'action, par définition occulte, des services secrets souffrait aussi de n'être pas facilement vérifiable. L'histoire s'est constituée en discipline scientifique essentiellement sur la base des sources écrites. Les archives des services secrets étant souvent inaccessibles pour des durées fort longues, ou sévèrement épurées, l'historien sérieux a longtemps préféré rester à l'écart. L'argument de la dissimulation ne nous semble pas acceptable, même selon les canons les plus stricts de l'histoire : la diplomatie, la politique, la finance usent aussi du mensonge, de la dissimulation et de la désinformation. Ce qui n'en fait pas pour autant des objets « indignes » à étudier. Quant au manque d'archives écrites, il doit être relativisé. Dans les pays anglo-saxons, particulièrement aux États-Unis, l'effort d'ouverture doit être salué : grâce au *Freedom of Information Act*, les chercheurs ont accès à

toutes sortes d'archives jusqu'aux années 1980 – pas toutes, c'est certain, mais suffisamment pour travailler. En Russie, l'ouverture des archives sous Boris Eltsine a été fugace et les chercheurs occidentaux n'y ont plus accès, pour l'essentiel. Mais des chercheurs russes publient d'importants travaux sur la période antérieure à 1945. En Grande-Bretagne, MI5 et MI6 ont choisi d'ouvrir leurs archives jusqu'aux années 1950 à des chercheurs choisis de *l'establishment* académique. En France, l'accès est moins libéral qu'ailleurs, puisque les archives librement consultables ne dépassent pas les années 1930. Mais certains jeunes chercheurs commencent à obtenir des dérogations pour des périodes plus récentes…

En réalité, derrière la question des archives écrites se profile le statut que l'on veut bien accorder au témoignage oral, essentiel en la matière. Ce dernier est longtemps resté l'apanage des enquêteurs journalistes, avec parfois de réelles réussites. Les historiens ont mis du temps à reconnaître que les sources orales sont certes insuffisantes à elles seules, mais pourtant exploitables. L'ancien espion qui raconte telle ou telle opération à dix, vingt ou cinquante ans de distance, déforme les faits, confond des dates ou des acteurs secondaires, enjolive son action, affabule parfois… quand il ne tente pas tout simplement un hold-up sur l'histoire, comme Léopold Trepper, cet ancien du réseau communiste l'Orchestre rouge, qui a laissé dire, puis raconté lui-même qu'il était le chef du réseau alors que les archives entrouvertes en Russie montrent aujourd'hui qu'il en était un membre relativement secondaire ! Les (bons) journalistes savent qu'un témoin ne peut être cru sur parole sans de sérieuses vérifications et recoupements. Mais c'est surtout une source irremplaçable pour comprendre tout ce que des archives « papier » n'apporteront jamais : l'ambiance et le fonctionnement d'un service, au-delà des organigrammes théoriques, le déroulement des opérations, la part des personnalités dans tel échec ou telle réussite, etc.

Une « histoire secrète du XX^e siècle » sous forme de témoignages directs, issus de Mémoires ou d'interviews d'« anciens » du renseignement, fera peut-être quelques sceptiques, mais on espère

qu'elle illustrera, par quelques cas remarquables, le rôle parfois important du renseignement dans l'histoire. Oui, les exploits des « services » sont parfois ignorés au sommet de l'État ; oui, les espions ont rarement droit au premier plan des histoires académiques, mais quelques années de fréquentation vagabonde du monde du renseignement nous ont convaincus qu'une poignée de ces hommes et de ces femmes ont un impact encore sous-estimé. La meilleure façon de l'établir est encore de livrer un échantillon suffisamment large d'acteurs choisis selon quelques critères simples, après avoir dépouillé une grosse centaine de volumes et réalisé quelques dizaines d'entretiens. Alors que l'histoire du renseignement mondial est écrite en majorité par des auteurs anglo-saxons, il nous a semblé utile de ne pas se limiter à des témoins de cette sphère, ni même aux deux grands blocs, occidental et russe. On trouvera donc dans ce recueil des Américains et des Britanniques, des Russes et des Européens de l'Est, mais aussi un Pakistanais, un Irakien, un Israélien, etc., même si certains pays n'ont pu être représentés par la force des choses. Nombreux sont les anciens dirigeants de services à avoir publié leurs Mémoires. Ils ont quelques atouts pour cela : par leur position, ils ont eu un regard global sur les activités de leur service. Et ils ne sont pas toujours tenus aux engagements de confidentialité signés par leurs subordonnés. Mais leur position est aussi un handicap dans la mesure où, n'ayant pas été « sur le terrain » dans les moments clés, ils se cantonnent le plus souvent à des généralités. Rare exception retenue pour cette anthologie : Markus Wolf qui mérite bien son qualificatif de « maître espion », par son expérience et sa réflexion. *In fine*, les deux critères décisifs ont été d'une part l'importance historique des opérations décrites par les témoins (ont-elles influencé, si peu que ce soit, le cours de l'histoire ? En révèlent-elles une ou des dimensions ignorées ou méconnues ?) et d'autre part, la faible médiatisation des personnages et l'originalité des récits.

La présentation de chaque auteur se limitera aux éléments indispensables pour situer le témoignage. Il va de soi que d'un chapitre à l'autre, les points de vue idéologiques seront des plus variés ! Nous

avons en effet choisi de débuter l'entreprise d'une histoire « parallèle » ou « secrète » du XX^e siècle par ce volume, central, sur la période 1945-1989.

Nous sommes tous des enfants de la guerre froide

Plus de vingt ans après la chute du bloc communiste, il peut sembler paradoxal de revendiquer pareille filiation. Notre monde est devenu multipolaire, instable, saturé d'informations aussi incontrôlables qu'abondantes, secoué de mouvements tectoniques par la communauté financière et diverses mouvances terroristes, marqué par l'impératif écologique, etc. Bref, l'exact contraire de ce qu'il a été entre 1945 et 1989.

S'en tenir à ce constat serait oublier à quel point notre monde est encore – et pour longtemps – façonné, ou déformé, par ce qui l'a précédé. La plupart de nos dirigeants ont été éduqués dans les années 1960 à 1980 et manient toujours des grilles d'analyse conçues à cette époque, quoi qu'ils en disent. Un Vladimir Poutine, dont on connaît l'expérience passée dans le renseignement, est loin d'avoir renié l'héritage et les pratiques de ses prédécesseurs. Angela Merkel a grandi dans une société communiste, en RDA, sous l'œil de la Stasi. Une bonne partie du personnel politique israélien a fait ses classes au sein du Mossad des années 1980, à l'image d'Ehud Barak ou de Tzipi Livni. Même un Nicolas Sarkozy, parmi les plus jeunes dirigeants contemporains, pourtant adepte de la « rupture », quand il affirme sa nostalgie pour les grandes heures de l'ORTF, signale par là même ce qu'ont été ses années de formation intellectuelle.

Les grandes institutions internationales telles que l'Onu ou le FMI reflètent davantage, dans leur distribution des droits de vote et de veto, les grands équilibres établis au sortir de la Seconde Guerre mondiale que les actuels rapports de force économiques et géopolitiques. Si elles ont officiellement disparu, les « zones d'influence » traditionnelles des ex-superpuissances subsistent en

réalité, comme l'a montré la récente crise géorgienne, dans laquelle les États-Unis et les puissances européennes se sont bien gardés de toute intervention militaire. Quant aux crises ouvertes par le vaste mouvement de décolonisation des années 1940 aux années 1960, alors qu'on accusait les grandes puissances de les entretenir par leurs luttes d'influence au sein du tiers-monde, force est de constater qu'elles ne se sont pas refermées après 1989. Enfin, comment ne pas voir que beaucoup de grands événements géopolitiques actuels, décrits par beaucoup comme des « ruptures historiques », sont en fait le résultat de processus engagés *pendant* la guerre froide ? Citons l'affirmation économique et politique de la Chine, la stratégie de rupture iranienne, le fondamentalisme islamiste, parmi tant d'autres.

Nous avons donc changé, c'est un fait, mais nous aurions tort de reléguer aux curiosités pour érudits ce passé proche, que nous croyons, à tort, connaître, et qui nous conditionne. L'actualité ne cesse de nous le rappeler. L'été 2010 a ainsi été marqué par l'arrestation d'une douzaine d'« espions » russes organisés en réseau sur le territoire américain, et qui ont été « échangés » contre des informateurs présumés de la CIA détenus par la Russie, comme au plus fort de la guerre froide. Une affaire qui a laissé perplexes bien des observateurs, tant les « espions » en question semblent avoir plus fait la chasse aux remboursements de notes de frais qu'aux informations secret-défense. Mais on remarque que cet incident n'a pas sérieusement affecté le « redémarrage » des relations entre Washington et Moscou voulu par le président Obama. De même que, malgré les gesticulations médiatiques réciproques, les grandes affaires d'espionnage de la fin de la guerre froide (notamment la découverte de la trahison des agents américains Ames et Hanssen, recrutés par le KGB) n'ont pas eu de conséquences sérieuses sur le rapprochement Reagan-Gorbatchev au temps de la *Perestroïka*.

Voici donc le moment de jeter de nouveaux éclairages sur une histoire beaucoup moins simple que ne le disent les manuels scolaires. Trois thématiques la dominent : l'affrontement bloc contre bloc, la décolonisation, la montée de nouvelles menaces. On croit

connaître l'essentiel de l'affrontement sans merci entre services secrets occidentaux et communistes. Dans une certaine mesure, cette guerre souterraine, directe ou via des partenaires interposés, s'est substituée à un conflit mondial ouvert. Raymond Aron a résumé d'une formule la situation au sortir de la guerre : « Paix impossible, guerre improbable ». L'équilibre des forces nucléaires interdit en principe tout conflit direct, qui mènerait à une destruction mutuelle assurée, comme on le constate dans la crise des missiles de Cuba. De fait, les « coups tordus » entre services servent de substitut au conflit direct, de même que les guérillas pro ou anticommunistes en Afrique ou en Asie sont instrumentalisées par la CIA et le KGB. Pourtant, cet affrontement est moins schématique qu'il n'y paraît. Comme le montre Oleg Kalouguine, qui dirigea au sein du KGB l'espionnage à l'Ouest, cette guerre secrète a fait relativement peu de victimes directes. Les grands services n'allaient pas jusqu'à éliminer des ressortissants ennemis, par peur de déclencher une escalade meurtrière. Leur véritable objectif était d'infiltrer le dispositif adverse pour recueillir le maximum d'informations, et si possible influer sur sa stratégie. De ce point de vue, les services de l'Est ont démontré un savoir-faire hors du commun, comme le montre le cas des « Cinq de Cambridge », abordé ici à travers le témoignage de Kim Philby, ou l'infiltration de l'entourage du chancelier Willy Brandt par l'équipe de Markus Wolf. Mais l'espionnage ne s'est pas uniquement exercé entre ennemis. Le témoignage de Peter Wright, ex-directeur adjoint du MI5, nous apprend que ce service n'hésita pas à écouter l'ambassade de France à Londres au plus fort des négociations sur l'entrée de la Grande-Bretagne en Europe. Il n'y a là rien qui puisse étonner les professionnels : on s'espionne *aussi* entre alliés, même si l'on feint de s'en indigner lorsqu'une opération est révélée dans la presse. De plus, la solidarité entre pays de l'Ouest n'exclut pas quelques lâchages, comme pendant la crise de Suez qui vit les États-Unis contrer la tentative de putsch conjointe de la France, de la Grande-Bretagne et d'Israël sur le canal égyptien. Et même lorsque d'anciens ennemis sont en train de se réconcilier, comme les États-Unis et l'URSS pendant la

Perestroïka, les coups bas continuent de plus belle, ce que confie l'ancien chef du contre-espionnage du KGB Rem Krassilnikov.

On ignore encore qu'il y a eu pendant cette période des « crises aiguës » demeurées secrètes pour ne pas envenimer des situations qui auraient pu devenir incontrôlables. On pense à ces deux officiers de la CIA qui ont passé vingt ans dans les prisons de la Chine communiste, avant que Nixon et Kissinger n'obtiennent leur libération. On ignore aussi certains projets fort heureusement restés dans les cartons, qu'il s'agisse d'assassinats de dirigeants étrangers pour les Britanniques ou d'invasion de Cuba (bien avant la baie des Cochons) par des mercenaires envoyés depuis Saint-Domingue, épisode loufoque rapporté par l'ex-espion franquiste Gonzales-Mata. On ignore enfin que les positionnements politiques de certains chefs d'État sont parfois bien éloignés de ce qu'ils affirment sur la scène internationale. Ainsi le très nationaliste et tiers-mondiste Nasser ne serait, selon Miles Copeland, ancien chef de poste de la CIA en Syrie et en Égypte, qu'une créature des services américains ! Tout aussi surprenant, la posture de relative indépendance du Roumain Ceausescu au sein du bloc soviétique n'aurait été qu'un leurre, élaboré en plein accord avec l'URSS, selon son ancien chef des services secrets Ion Pacepa.

Plus important encore pour l'histoire, des espions ont contribué à faire basculer des conflits régionaux, tel Wolfgang Lotz, placé par le Mossad au cœur du dispositif égyptien, d'où il peut fournir à Israël des informations sur les forces arabes, ou Pham xuân Ân, agent du Viêtcong auprès des chefs de guerre américains, qui joue un rôle crucial dans leur défaite au Vietnam. Les derniers témoignages de ce recueil nous montrent quels mouvements tectoniques étaient déjà à l'œuvre dans les années 1980 pour façonner notre monde actuel : montée de l'islamisme alimenté en Afghanistan par les services pakistanais, saoudien et américain (témoignage de Mohammed Yousaf, ancien chef du bureau afghan de l'ISI) ; instrumentalisation du terrorisme par certains « états voyous » profitant d'une focalisation trop exclusive des Occidentaux sur la menace communiste (comme l'affirme Bill Cowan, ancien enquêteur du Pentagone au Liban) ;

prémisses de la cyberguerre, initiée par les États-Unis pour briser l'espionnage technologique des Russes (comme le raconte son inventeur Gus Weiss).

Bien entendu, ces témoignages ne reflètent pas la réalité quotidienne du travail au sein des agences de renseignement. Il s'agit pour la majorité des cas d'opérations exceptionnelles par leur ampleur, leurs moyens, leur audace… La Seconde Guerre mondiale a été une époque de pionniers, pendant laquelle des agences se sont créées (OSS américain, BCRA gaulliste…) et d'autres ont grossi jusqu'à devenir des bureaucraties (services russes et britanniques notamment). Mais c'était surtout une époque de grande « créativité », imposée par les circonstances souvent extrêmes, le manque de moyens et l'urgence des situations. Que l'on soit agent du SOE parachuté en France occupée, « taupe » communiste au sein de l'état-major allemand ou nageur de combat italien infiltré dans un port américain pour poser des bombes sur des « Liberty ships », on était le plus souvent livré à soi-même, seul en terrain ennemi, contraint d'improviser en permanence, quitte à rendre compte par la suite. Le retour à la paix a évidemment changé la donne.

Dans un contexte de guerre froide émergente, les grands pays ont tous renforcé leurs moyens de renseignement. En France, le BCRA gaulliste et le service de renseignement d'Alger ont été fondus pour former ce qui allait devenir le Sdece, après une sévère épuration des éléments douteux et des sympathisants communistes, tandis que l'on créait *ex nihilo* une DST en charge du contre-espionnage. Les États-Unis se sont dotés de la CIA qui allait devenir une énorme bureaucratie. Quant aux services russes, ils ont poursuivi leur croissance et leur emprise tentaculaire sur la société russe, jusqu'à employer des centaines de milliers de personnes. Ces organisations se sont inévitablement structurées, hiérarchisées, organisées en développant des règles qui laissaient fort peu de place à l'aventure. Pour l'essentiel, le travail du renseignement en temps de paix n'a d'ailleurs rien de romantique : il réside dans le recueil minutieux et le traitement patient d'informations ouvertes et fermées, le maniement de sources

plus ou moins bien placées, etc., et dans une infime part d'« actions » de type infiltration ou offensive musclée. C'est bien pourquoi certains héros de l'action clandestine pendant la Seconde Guerre mondiale ont eu du mal à trouver leur place dans ces dispositifs lourds, à moins qu'ils ne les aient dévoyés, comme ce fut le cas pour Allen Dulles et son entourage dans les débuts de la CIA, quand ils ont autorisé des assassinats de chefs d'État ou des expérimentations d'armes prohibées[1]. Ces vétérans n'avaient pas compris que certains expédients qui pouvaient être tolérés en période de guerre totale, sous réserve de rester discrets, devenaient injustifiables en période de paix dans une société démocratique.

De fait, la montée des normes bureaucratiques et des contrôles (ces derniers encore insuffisants du point de vue démocratique) a sans doute pesé sur l'efficacité des services occidentaux et même soviétiques, comme le démontre la carrière brisée d'un Oleg Kalouguine, victime de jalousies et d'intrigues intestines au KGB. Mais elle n'a pas empêché pour autant les témoins que nous présentons ici d'accomplir des actions spectaculaires, soit seuls, soit avec une poignée d'hommes. Les infiltrations hardies de Wolfgang Lotz, pour le Mossad, ou de Pham xuân Ân, pour le Viêtcong, dans les rangs ennemis sont dignes des exploits de la Seconde Guerre mondiale. Malgré la dérive bureaucratique des services communistes, les opérations lancées avec des effectifs réduits mais choisis par Kalouguine, Krassilnikov, Pacepa ou Wolf ont produit de belles réussites. Quant aux initiatives prises sur le terrain par un Miles Copeland ou un Peter Wright, leur efficacité en fait des cas d'école pour les apprentis espions. Les histoires que vous allez maintenant découvrir ne racontent donc pas le quotidien du renseignement pendant la guerre froide, mais témoignent d'expériences fondatrices qui ont, à leur niveau, façonné notre histoire et ce que nous sommes. Du même coup, elles forment les « grandes heures » du renseignement contemporain.

1. Voir Yvonnick Denoël, *Le livre noir de la CIA,* Nouveau Monde éditions, 2007 et J'ai lu, 2009.

Chapitre 1

Ces hommes de la CIA qui ont passé vingt ans dans les prisons chinoises[2]

C'est une des affaires les plus embarrassantes et les plus secrètes de la guerre froide : deux opérationnels de la CIA envoyés en mission secrète en Chine continentale tombent, en 1952, dans un guet-apens. Sans nouvelle d'eux pendant deux ans, l'agence les croit morts en service. Deux ans plus tard, ils sont enfin jugés et condamnés à de lourdes peines de prison, vingt ans pour l'un et la perpétuité pour l'autre. Pendant deux décennies, la Chine communiste refusera de les libérer. Si elle avait été révélée au grand jour dans les détails, nul doute que cette affaire aurait provoqué une vive émotion dans l'opinion publique américaine. Laquelle aurait forcé son gouvernement à réagir… mais jusqu'où ? La vie de deux espions valait-elle un conflit armé avec l'autre grande puissance communiste ? Il faudra donc attendre le réchauffement des relations sino-américaines initié par Kissinger et Nixon, pour négocier la libération des deux hommes. Ceux-ci auront passé vingt années de leur vie en captivité et redécouvrent en 1973 une Amérique qui n'a plus grand-chose à voir avec celle qu'ils ont quittée.

Les détails inédits de cette affaire nous sont rapportés par un retraité de la CIA, longtemps en poste à la division de l'Est asiatique. Il n'était pas encore dans le service lors de l'opération fatale, mais il a suivi les négociations pour la libération de ses collègues et leur retour à l'agence.

2. Témoignage sous anonymat : ayant signé un *non-disclosure agreement* (accord de confidentialité), ce témoin a souhaité garder l'anonymat.

Quelques mois avant mon départ de la CIA, le directeur George Tenet a organisé une grande cérémonie en l'honneur de John Downey et Richard Fecteau. Je ne les avais pas revus depuis des années : ils sont devenus de vieux messieurs, mais ils n'ont rien perdu de leur sens de l'humour ni de leur modestie. À l'occasion de cette cérémonie, je me suis aperçu que bien de nos jeunes collègues, recrutés dans les années 1980 et 1990, ignoraient tout de leur histoire. Ça a pourtant été un traumatisme pour l'agence, aussi important que certains échecs beaucoup plus médiatisés. Ces deux vieillards qui sont venus faire des plaisanteries sur scène ont passé les plus belles années de leur vie dans l'isolement et le dénuement le plus total. D'une certaine manière, on leur a volé un tiers ou un quart de leur vie. Et pourtant je ne les ai jamais entendus se plaindre ni reprocher quoi que ce soit à l'agence ou au gouvernement américain. Je me suis toujours demandé si on n'aurait pas pu faire plus, plus vite pour les libérer… et aujourd'hui encore je n'ai pas la réponse…

Pour comprendre, il faut avoir en tête le contexte de l'époque. Les États-Unis ont mis plusieurs décennies à reconnaître la légalité du pouvoir communiste qui a triomphé en 1949 en Chine continentale. On a d'abord soutenu les forces nationalistes, en espérant qu'elles pourraient reprendre le pouvoir sur le continent. Quand il est devenu évident que ce ne serait pas le cas, car elles étaient très impopulaires, l'agence a élaboré une nouvelle stratégie, dite de la « troisième force ». Il s'agissait d'envoyer des Chinois entraînés et recrutés par nous pour discuter avec des officiers ralliés au régime mais dont on pensait qu'ils restaient au fond d'eux hostiles au communisme et saisiraient toute occasion de renverser Mao si on leur en donnait les moyens. Je crois que nous nous sommes largement abusés nous-mêmes car si ces officiers ont existé, ils ont été rapidement éliminés. Mais peut-être était-ce dans l'intérêt des Chinois de nous laisser croire qu'il y avait un espace pour les contre-révolutionnaires afin de nous faire sortir du bois. Toute cette doctrine partait du principe

que le pouvoir communiste était largement impopulaire, or la propagande maoiste était déjà très puissante. Bref, des contacts ont eu lieu et nos cinq agents infiltrés en Mandchourie pendant l'été 1952 ont envoyé des messages plutôt encourageants. Nous étions alors en pleine guerre de Corée, un conflit dans lequel les Chinois intervinrent lourdement. Nous avions donc carte blanche pour leur rendre la monnaie de leur pièce. On développa des contacts avec la supposée guérilla anticommuniste – parce qu'à l'époque les responsables étaient des anciens de l'OSS qui avaient combattu le nazisme en Europe, où il y avait toujours des mouvements de résistance : ils ne pouvaient donc pas imaginer qu'il n'y en avait pas en Chine ! Un présupposé qui devait nous coûter très cher, en particulier à deux jeunes recrues de l'agence.

John Downey et Richard Fecteau avait le profil type des jeunes qu'on recrutait à l'époque : diplômés des grandes facs de la côte est (Yale et Boston), sportifs, patriotes, volontaires, prêts à partir au feu pour leur pays. Théoriquement, ils n'auraient jamais dû être envoyés sur le terrain, en particulier celui-là, aussi jeunes. Leur unité était stationnée hors de Chine, chargée d'assurer le lien avec nos gars sur le terrain. Justement, début novembre 1952, ils reçurent des messages indiquant que les gars sur place étaient entrés en contact avec un chef militaire dissident et qu'il leur avait remis des documents proposant l'ouverture de discussions. Nous avions besoin de ce genre de documents car à l'époque nous ne pouvions agir que comme soutien à une force de résistance nationale, pas de notre propre initiative.

En novembre 1952, Downey était basé dans cette unité depuis un an : c'est lui qui avait entraîné les Chinois qu'on avait parachutés en Chine ; quant à Fecteau, il débarqua juste au début du mois de novembre ! On décida d'exfiltrer par les airs un de nos hommes, porteur des messages du chef rebelle. C'est une opération délicate : bien évidemment, on n'allait pas envoyer un avion se poser tranquillement en Chine communiste pour récupérer le gars puis redécoller ! Il fallait agir de nuit, le plus furtivement

possible. On eut recours à une technique qui avait déjà servi du temps de l'OSS, je crois. L'homme à récupérer était sanglé dans un harnais. On y faisait passer une longue boucle de corde qui était ensuite suspendue en hauteur à un filin reliant deux poteaux que l'on éclairait. L'avion devait passer à très basse altitude, reconnaître le dispositif et refaire un passage en déployant un long crochet qui devait attraper la boucle de corde. L'homme était alors propulsé à la remorque de l'avion qui reprenait de la hauteur tandis qu'on remontait le crochet et qu'on hissait notre homme à l'intérieur. Il fallait beaucoup d'entraînement pour réussir cette manœuvre, à la fois pour le pilote, mais aussi pour celui qui exécutait la cascade. C'était également une manœuvre délicate pour ceux qui étaient chargés de remonter le gars.

Pour une raison très peu claire à mes yeux, le chef de l'unité a désigné à la dernière minute Downey et Fecteau pour accomplir cette mission. On a parlé de problèmes d'accréditation : les hommes qui devaient initialement embarquer et qui étaient rompus à ce genre d'exercice n'auraient pas eu les accréditations leur donnant le droit de participer à une opération aussi secrète. Ça ne tenait pas la route. Il est certain que ce responsable avait commis une faute en décidant quatre jours avant la mission d'envoyer deux jeunes officiers peu familiers avec la manœuvre, même s'ils s'étaient entraînés avant de partir. Le 29 novembre 1952, l'avion de la CIA, un C47 spécialement équipé, a donc décollé pour la Mandchourie avec des conditions de vol excellentes.

Arrivant au-dessus du point de contact vers minuit, le pilote identifia les signaux lumineux convenus. L'avion largua les provisions et le matériel destinés à l'équipe clandestine, s'éloigna puis revint pour procéder à l'exfiltration. Tout semblait en ordre. Le pilote entama sa descente et, alors qu'il arrivait presque à hauteur de l'homme à récupérer, ce fut la surprise : des camouflages tombèrent, laissant apparaître plusieurs canons ainsi que des troupes communistes armées de fusils. Le pilote tenta de reprendre de l'altitude, mais son moteur eut des ratés et l'appareil se

crasha, se brisant en deux. Downey et Fecteau furent juste commotionnés. Mais le feu des Chinois se concentra sur le cockpit et les deux copilotes moururent aussitôt dans la fusillade. Les deux agents de la CIA furent capturés en quelques minutes.

Toute l'opération était viciée dès le départ. Nos agents chinois parachutés quelques mois plus tôt n'avaient pas établi de contact avec la guérilla anticommuniste, et pour cause : ils étaient très vite tombés entre les mains des communistes et avaient révélé tout ce qu'ils savaient de la mission. Les messages envoyés par eux étaient dictés par les Chinois, afin d'attirer notre équipe dans un piège. Un des membres de l'unité a eu des doutes à la lecture des messages. Il s'en est ouvert auprès du responsable qui a refusé d'en tenir compte. Comme il s'entêtait, ce chef l'a fait transférer dans une autre unité. Il y a donc eu non pas une mais deux erreurs graves de la part de ce responsable, qui n'a jamais été sanctionné pour cela, même si les faits étaient bien connus au sein de l'agence…

De leur côté, les Chinois ont envoyé de faux messages disant que tout s'était passé comme prévu, pour faire croire que l'avion avait eu un accident postérieur à l'exfiltration. Ils espéraient sans doute que nous enverrions plus tard un deuxième avion ! C'est pourquoi ils ont gardé un silence total sur leurs prisonniers. En général, les communistes donnaient un maximum de publicité à la capture d'espions américains, comme ce fut le cas en URSS lorsque Francis Gary Powers, le pilote de l'avion U2 abattu en mai 1960, fut capturé. Du coup, l'agence en a conclu que ses deux hommes étaient probablement morts et en a informé les familles : vous imaginez ce qu'elles ont dû vivre…

Pendant ce temps, nos hommes ont résisté aux mauvais traitements avec un courage remarquable. Ils étaient isolés, séparés l'un de l'autre, avec des chaînes aux pieds, privés de sommeil, interrogés parfois pendant vingt-quatre heures d'affilée. Ils ont dû admettre leur appartenance à la CIA. On leur demandait de révéler tout ce qu'ils savaient sur l'agence : les noms, les lieux,

les opérations, etc. Ils firent de leur mieux pour en dire le moins possible. Quant à l'opération dite de la « troisième force », les Chinois savaient déjà tout ce qu'il y avait à savoir. Au bout de cinq mois, on les transféra dans une prison de Pékin, toujours en isolement. Ce n'est qu'au bout de deux ans qu'on les autorisa à se revoir, au moment de leur procès. Pékin avait jugé le moment venu d'exploiter politiquement cet atout. Étant le plus ancien et gradé, Downey fut condamné à perpétuité, Fecteau à vingt ans. Bien entendu, la CIA a nié énergiquement que ses agents lui appartenaient. La version officielle annonça qu'il s'agissait de contractuels de l'armée qui se trouvaient à bord d'un vol reliant la Corée au Japon, et qui s'était égaré par erreur dans l'espace aérien de la Chine communiste. Les proches des deux hommes aux États-Unis furent bien briefés et pendant toutes ces années cette version ne fut pas mise en doute par la presse américaine. La direction de la CIA multiplia les démarches auprès du département d'État et du Pentagone pour que l'on négocie la libération de ses hommes. En 1955, il y eut une négociation globale pour la libération des soldats américains capturés par les Chinois pendant la guerre de Corée, mais le gouvernement américain refusa d'inclure Downey et Fecteau dans la discussion. Ceux-ci n'étant pas militaires, Washington ne voulait pas mélanger militaires et civils, craignant que les Chinois ne refusent dès lors aux premiers le statut de prisonniers de guerre. Personnellement, je n'ai jamais été convaincu par cette explication. Quand je suis arrivé au sein de la division asiatique, l'affaire était encore très sensible. En pleine guerre froide, chacun suivait attentivement chaque développement : par solidarité avec nos camarades, bien sûr, mais aussi parce que chacun de nous pouvait, demain, se trouver dans une situation similaire. Nous voulions être sûrs que le maximum serait fait pour nous tirer de là si une mission tournait mal. Contrairement à ses habitudes, la hiérarchie a donc communiqué régulièrement sur le sujet, du moins dans la division. L'agence est venue en aide aux familles

et a financé plusieurs de leurs voyages pour qu'elles puissent rendre visite aux prisonniers. Une fois le procès achevé, Downey et Fecteau ont vu leurs conditions de détention s'humaniser. Ce n'était pas le grand luxe, mais ils avaient accès à une meilleure nourriture, à des livres et des journaux, ils pouvaient se voir et côtoyer d'autres prisonniers. Ils ont pu aussi apprendre le chinois et le russe ! Pour tenir et ne pas sombrer dans le désespoir, ils se sont inventé une routine avec de nombreuses activités.

Pouvait-on faire plus ? Je me le suis toujours demandé. Si on avait fait une campagne de presse, cela aurait sans douté suscité une vive émotion. Les vétérans de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre de Corée étaient nombreux et influents dans la vie politique. Ils auraient pu faire du bruit, exiger que l'on agisse plus fermement. Mais quoi ? Entrer en guerre contre la Chine ? Envoyer un commando ? Ce n'était pas sérieux. D'autant qu'il y a eu aussi le Vietnam…

Seul un rapprochement diplomatique avec la Chine pouvait permettre d'en sortir. C'est précisément la stratégie choisie par le président Nixon, sur les conseils de son conseiller national à la sécurité Henry Kissinger, pour tirer profit de l'hostilité alors croissante entre les deux puissances communistes, l'URSS et la Chine. La levée des restrictions touchant les échanges commerciaux entre Chine et États-Unis, en 1971, a amorcé le processus. Sans que la presse en sache rien à l'époque, Downey et Fecteau faisaient partie des tractations secrètes de Kissinger lors de ses voyages discrets en Chine cette année-là. Fecteau fut le premier libéré en décembre. Il faut dire qu'il avait déjà purgé dix-neuf ans de sa peine. Il se garda bien de dire quoi que ce soit qui pouvait irriter les Chinois ; son retour se fit donc dans la plus grande discrétion. En mars 1973, sur intervention directe du président Nixon, Downey fut à son tour libéré.

Les deux hommes ont été accueillis comme des héros. Ils n'étaient pas trop délabrés car on les avait laissés faire du sport. Mais ils étaient assurément déboussolés. Ils avaient quitté un pays

sortant tout juste de la Seconde Guerre mondiale et ils retrouvaient une Amérique modernisée, mais en proie à de multiples contestations… Je ne vous parle pas du choc pour les familles : Fecteau avait deux filles, âgées de 2 ans quand il a disparu. Elles étaient devenues adultes lorsqu'il les a retrouvées ! Ils ont été longuement débriefés par l'agence, puis on a eu de longues discussions sur ce qu'ils allaient pouvoir faire. On leur a versé leurs salaires régulièrement augmentés et ils avaient reçu sans le savoir de l'avancement à plusieurs reprises. Il ne leur manquait plus grand-chose pour atteindre les vingt-cinq ans d'ancienneté requis pour partir avec une retraite complète. En réalité, ils n'avaient plus envie de rester dans le renseignement et on peut les comprendre. Ils ont toujours refusé de monnayer leur expérience en vendant leurs témoignages à la presse ou en écrivant des livres. Downey a repris des études de droit et est devenu juge pour enfants. Fecteau est parti travailler à l'université de Boston. Ils sont cependant restés en contact régulier avec nous. Ce qui m'a toujours frappé, c'est leur absence de ressentiment envers le supérieur qui les avait envoyés en enfer par son piètre jugement, et envers l'agence. Ils ont juste tourné la page comme ça, avec une grande sagesse.

Traduit de l'anglais par Yvonnick Denoël

Chapitre 2

Quand le chasseur de taupes enquêtait sur lui-même

PHILBY. Les deux syllabes claquent comme une promesse d'aventure. C'est peut-être le plus célèbre espion du siècle, le plus flamboyant des « Cinq de Cambridge » et l'un de ceux qui auront le plus fait pour établir l'équilibre de la guerre froide entre les deux superpuissances, américaine et soviétique.

Harold Adrian Russell Philby est né en Inde en 1912, fils d'un officier colonial excentrique qui le surnommera « Kim » en référence au roman de Rudyard Kipling. Pendant ses études au Trinity College de Cambridge, il fréquente les cercles intellectuels procommunistes. Comme bien d'autres étudiants, il adhère au Parti communiste britannique et se lie d'amitié avec plusieurs étudiants, dont Guy Burgess, Donald Maclean et Anthony Blunt. Son chemin va croiser celui d'Arnold Deutsch, un membre du Komintern, l'internationale communiste. Envoyé à Londres en 1934, Deutsch recrute une vingtaine d'étudiants parmi les plus brillants, appelés à faire carrière dans l'*establishment* britannique. Les recrues vont devoir rompre tout lien avec le Parti communiste pour ne pas nuire à leur carrière : leur bref passage au sein du parti pourra ainsi passer pour une « erreur de jeunesse »... Grâce à Philby, Deutsch recrute Maclean et Burgess ; par l'entremise de Burgess, Blunt est recruté à son tour et il amènera bientôt un cinquième homme : John Cairncross. Tous partagent de solides convictions communistes et antifascistes. Lors d'un séjour

à Vienne, Philby a été témoin des progrès du nazisme. L'empire soviétique semble alors pour ces jeunes intellectuels idéalistes le seul en mesure de s'opposer à la barbarie nazie. Pour des raisons diverses, les uns et les autres partagent aussi un même mépris pour l'aristocratie britannique, s'y sentant étrangers par influence paternelle (c'est le cas de Philby) ou en raison d'une homosexualité clandestine (Burgess, Maclean).

Théoriquement, on ne doit jamais recruter des agents qui se connaissent, car le risque est trop grand de voir tout le réseau démantelé si l'un d'entre eux est démasqué. Et pourtant : les « Cinq de Cambridge » vont opérer dans l'impunité pendant deux décennies !

Dès 1935, Maclean est engagé au Foreign Office. Burgess devient assistant parlementaire, Cairncross fonctionnaire : il rejoint le ministère des Finances en 1938. Philby devient pour sa part journaliste au *Times*, correspondant de guerre en Espagne en 1937. Fin 1940, il intègre le SOE (le service paramilitaire du renseignement britannique, créé en juillet 1940). En 1943, il rejoint le MI6 et, à partir de la fin 1944, il va en diriger la section IX, chargée des menées antisoviétiques. Une taupe est ainsi tenue de diriger la lutte contre les espions communistes clandestins ! Alors que le conflit mondial prend fin et que la guerre froide débute, on imagine la satisfaction des Russes d'avoir réussi un aussi joli coup, basé sur la patience. Philby n'est pas seul dans le dispositif. À la même période, le NKVD (ancêtre du KGB) a aussi recruté Guy Burgess et Donald Maclean (qui feront carrière au Foreign Office), ainsi que Anthony Blunt et John Cairncross, lequel travailla notamment au MI6, puis au service des écoutes sur le projet « Enigma ».

Grâce aux agents qu'ils ont patiemment recrutés à Cambridge, puis accompagnés jusqu'à leur maturité professionnelle, les Russes disposent donc d'informations de première main sur ce que sait et prépare le renseignement britannique, lequel partage nombre de secrets avec les services américains, à savoir l'OSS puis la CIA.

En 1947, Philby change d'affectation : il déménage avec sa deuxième épouse pour Istanbul, pour y diriger le poste local du MI6. Deux ans plus tard, il est envoyé à Washington. Il se lie étroitement

d'amitié avec James Jesus Angleton, le responsable du contre-espionnage de la CIA. Ce dernier, déjà d'un naturel méfiant et paranoïaque, aura beaucoup de mal à se remettre de la traîtrise de son ami et complice Philby. Il se mettra à voir des espions partout, imposant sa paranoïa à l'agence jusqu'au début des années 1970. Idéalement placé comme point de contact entre la CIA et le MI6, Philby collecte de précieuses informations pour les Russes. Il les renseigne notamment sur le parachutage par les Américains d'agents clandestins russophones en territoire soviétique… lesquels seront tous capturés et tués. Hélas pour Philby, en 1951, Burgess et Maclean, sur le point d'être découverts, s'enfuient en URSS. Philby ayant brièvement hébergé Burgess à Washington devient alors suspect. Les services britanniques n'arriveront jamais à prouver formellement sa culpabilité. Les Américains ne veulent plus de lui à Washington. Philby n'ayant pas flanché pendant les interrogatoires du MI6, ses collègues ont tendance à le croire innocent, mais le MI5 persiste à le soupçonner d'être le « troisième homme » qui a renseigné Burgess et Maclean sur leur arrestation imminente. Il lui faut quitter le renseignement et retourner travailler comme journaliste. L'affaire sort dans la presse en 1955 et Philby se défend avec des accents de vérité tels qu'il obtient une mise au point du Premier ministre Macmillan en sa faveur. Philby ne pourra plus travailler dans le saint des saints, mais on lui propose une reconversion : retourner au Moyen-Orient, sous couverture journalistique, et mettre au service du MI6 ses contacts dans la région. En 1963, apprenant que des preuves ont été enfin trouvées et que son arrestation est imminente, Philby s'enfuit à Moscou. Il espérait sans doute y mener grand train, mais il sera déçu. Après avoir donné un maximum de publicité à sa défection et à ses exploits, le KGB l'utilise certes pour former ses agents en partance pour le Royaume-Uni, mais ne lui fait pas assez confiance pour l'employer sur d'autres affaires. Le service de sécurité du KGB imagine même que Philby pourrait être un agent triple, envoyé par les Américains ! À tel point qu'il ne sera jamais promu au sein du KGB et restera sur écoute toute sa vie. Il termine ses jours, alcoolique, dans un appartement moscovite

sans avoir rien perdu de son mordant, comme en témoignent ses Mémoires. Nous en avons extrait un épisode illustrant la pression exercée sur lui et le double jeu particulièrement serré qu'il a dû mener pour ne pas être « grillé »...

L'affaire Volkov

J'en arrive maintenant à l'affaire Volkov, que je me propose d'exposer en détail, à la fois pour son intérêt intrinsèque et parce qu'elle faillit mettre fin à une carrière prometteuse. L'affaire commença en août et se termina en septembre de l'année 1945. Ce fut un été mémorable pour moi, puisque je vis pour la première fois Rome, Athènes et Istanbul. Mais l'enchantement que me procura Istanbul fut tempéré par une réflexion qui me traversa fréquemment l'esprit : je vivais peut-être là mon dernier été mémorable. Car au cours de l'affaire Volkov, qui devait me conduire jusqu'au Bosphore, je m'en tirai d'extrême justesse.

À peine étais-je installé derrière mon bureau un matin du mois d'août que je reçus une convocation du Patron. Il poussa vers moi une liasse de documents et me demanda d'y jeter un coup d'œil. Le premier était une courte lettre adressée au Foreign Office par Knox Helm, alors ministre à l'ambassade britannique de Turquie. Elle attirait l'attention du Foreign Office sur les pièces jointes et demandait des instructions. Les pièces jointes étaient un certain nombre de notes qui avaient circulé entre l'ambassade britannique et le consulat général et d'où émergeait l'histoire suivante.

Un certain Konstantin Volkov, vice-consul attaché au consulat général soviétique d'Istanbul, avait contacté un M. Page, son homologue au consulat général britannique et lui avait demandé asile en Angleterre pour lui-même et sa femme. Il prétendait que, bien que nominalement vice-consul, il était en fait agent du NKVD. Il déclarait que sa femme était dans un état de nerfs

lamentable, et Page remarqua que Volkov lui-même n'était pas un modèle de calme.

En échange de ce droit d'asile, Volkov s'engageait à révéler des détails sur le Quartier général du NKVD pour lequel il avait apparemment travaillé durant de nombreuses années. Il proposait également des renseignements sur les réseaux soviétiques et les agents opérant à l'étranger. Il prétendait, *inter alia*, connaître le vrai nom de trois agents soviétiques travaillant en Angleterre. Deux d'entre eux étaient au Foreign Office, le troisième à la tête d'un service de contre-espionnage à Londres. S'étant ainsi débarrassé de sa « liste de courses », il stipulait avec la plus extrême véhémence qu'il ne fallait surtout pas signaler sa démarche à Londres par télégramme, car d'après lui les Russes avaient trouvé la clef d'un certain nombre de codes britanniques. Le reste des papiers présentait peu d'intérêt et n'étaient que des commentaires improvisés de différents membres de l'ambassade, certains fort désinvoltes de ton. Cela se révéla par la suite d'une certaine importance, car l'ambassade avait respecté les stipulations de Volkov sur la transmission du message et fait parvenir les documents à bon port, en toute sécurité mais lentement, par la valise. Une bonne semaine s'était donc écoulée depuis que Volkov avait contacté Page lorsque le matériel fut examiné par une personne suffisamment compétente pour en évaluer l'importance.

La personne en question était moi-même ; et le lecteur ne me reprochera pas de me vanter si je déclare que j'étais en effet assez compétent pour estimer la valeur des documents. Deux agents soviétiques au Foreign Office, l'un d'eux à la tête d'un service de contre-espionnage à Londres ! Je considérai les documents plus longuement qu'il n'était nécessaire afin de mettre de l'ordre dans mes pensées. Je rejetai l'idée qui m'avait effleuré de suggérer la prudence au cas où il s'avérerait que les travaux d'approche de Volkov étaient une provocation. Cette solution serait inutile à court terme et risquerait par la suite de me compromettre. La seule attitude à adopter était d'aborder hardiment le problème.

Je déclarai au Patron qu'à mon sens nous étions tombés sur une information de la plus haute importance. Il me fallait un peu de temps pour approfondir le contexte, et, à la lumière de nouveaux renseignements obtenus sur le sujet, pour suggérer les mesures à prendre. Le Patron acquiesça, me demanda de venir le trouver dès mon arrivée le lendemain matin et, entre-temps, de garder les papiers strictement pour moi.

Je rapportai les documents à mon bureau, et spécifiai à ma secrétaire que je ne voulais pas être dérangé, à moins que le Patron lui-même ne m'appelât. J'avais grand besoin d'être seul. Ma demande d'un délai « pour étudier le contexte » avait été un coup de bluff. J'étais à peu près sûr que nous n'avions jamais entendu parler de Volkov ; quant à lui, sans doute pour rehausser son importance à nos yeux, il avait rédigé sa « liste de courses » en termes si vagues qu'ils n'offraient aucun indice permettant une enquête immédiate. Je ne manquais pas néanmoins de matière à réflexion. Pour commencer, il me semblait que le facteur temps était vital. Comme Volkov s'était opposé aux communications par télégramme, l'affaire avait mis dix jours à venir à ma connaissance. Personnellement, j'estimais ses craintes exagérées. Nos codes étaient fondés sur le système de l'adjonction des mots nuls, réputé infaillible s'il est utilisé correctement ; et dans le domaine du chiffre, nous observions une discipline stricte. Pourtant, si Volkov le désirait, je ne voyais aucun inconvénient à éliminer les communications rapides.

Mais un autre sujet de préoccupation m'absorba bientôt. L'affaire était si délicate que le Patron avait insisté pour que je m'en occupe moi-même. Mais, une fois les décisions prises à Londres, ce serait à nos gens d'Istanbul de passer à l'action. Il me serait impossible, avec la lenteur des communications, de leur transmettre mes directives jour par jour, heure par heure. L'affaire échapperait à mon contrôle, avec des résultats imprévisibles. Plus je réfléchissais, plus j'étais convaincu que je devrais me rendre moi-même à Istanbul, pour veiller à l'exécution du plan que

je devais proposer au Patron. L'action elle-même exigeait peu de réflexion. Elle impliquait une rencontre avec Volkov, qu'il faudrait installer avec sa femme dans une des maisons sûres que nous avions à Istanbul pour ensuite le faire filer, avec ou sans la connivence des Turcs, en territoire occupé par les Anglais en Égypte. Lorsque je rangeai les documents dans mon coffre personnel et quittai Broadway, j'avais décidé de suggérer, en priorité, au Patron de m'expédier à Istanbul pour continuer à m'occuper de l'affaire sur place. Ce soir-là, je travaillai tard. La situation semblait exiger une action immédiate de nature particulière.

Le lendemain matin, je signalai au Patron que, en dépit de la présence de plusieurs Volkov dans nos fichiers, aucun d'entre eux ne correspondait à celui d'Istanbul. Je lui répétai que, d'après moi, l'affaire pouvait être d'une extrême importance. Insistant sur les délais inhérents à la transmission des messages par la valise, je laissai entendre, discrètement, qu'un agent bien informé de l'affaire devrait être envoyé de Londres pour aller s'en occuper sur place. « C'est exactement ce que je pensais », répliqua le Patron. Mais, à peine avait-il éveillé mes espoirs, qu'il les réduisait à néant. La veille au soir, dit-il, il avait rencontré le général de brigade Douglas Roberts au Clubland. Roberts était alors à la tête du Service de sécurité (Moyen-Orient), l'organisation régionale du MI-5 basée au Caire. Il savourait les derniers jours d'une permission à domicile. Il avait fait une excellente impression sur le Patron qui se proposait, me dit-il, de demander à Sir David Petrie, Chef du MI-5, d'envoyer Roberts directement à Istanbul pour prendre en main l'affaire Volkov.

Je ne trouvai rien à objecter à cette proposition. Bien que je n'eusse jamais eu une très haute opinion de la compétence de Roberts, il possédait tous les titres officiels et qualifications nécessaires pour la mission envisagée. Il était officier supérieur ; son uniforme de général impressionnerait sans aucun doute Volkov. Il connaissait la région et avait travaillé avec les services secrets turcs, dont la collaboration pouvait devenir nécessaire et

surtout, il parlait russe couramment, énorme atout en sa faveur. Démoralisé, j'étudiai avec le Patron les autres aspects de la question, entre autres la nécessité d'obtenir l'approbation du Foreign Office pour notre plan d'action. Au moment où je partais, le Patron me demanda de rester à sa disposition dans l'après-midi, puisqu'il espérait voir à la fois Petrie et Roberts au cours de la matinée.

Pendant le déjeuner, je maudis la malchance qui avait mis Roberts et le Patron en présence la veille au soir. Je ne voyais guère ce que je pouvais faire. Malgré le *suspense*, il ne me restait plus qu'à attendre et à laisser les événements suivre leur cours, en espérant que mon travail de la nuit précédente porterait ses fruits avant que Roberts se fût emparé de l'affaire. Mais j'allais encore recevoir une autre leçon de philosophie quotidienne. De retour à Broadway, j'y trouvai une convocation du Patron qui m'attendait. Il semblait déconcerté et plongea sans préambule dans son histoire ; dès ses premiers mots, je me rendis compte que la chance, que j'avais si amèrement insultée, avait brusquement tourné en ma faveur. Roberts, semblait-il, en dépit d'un cœur de lion qui valait bien celui d'un autre, éprouvait pour les avions une insurmontable aversion.

Il avait pris ses dispositions pour rentrer par bateau depuis Liverpool au début de la semaine suivante. Aucun des arguments avancés par le Patron ne réussit à le convaincre de modifier ses plans. Nous en étions donc revenus à notre point de départ.

À l'origine, j'avais espéré pouvoir manœuvrer assez habilement avec le Patron pour qu'il me suggérât lui-même de prendre l'avion pour Istanbul. Mais l'interlude Roberts m'incita à l'action directe. Je déclarai donc qu'étant donné la défection du général, je ne pouvais que suggérer de prendre sa place. Il ne faudrait pas longtemps pour mettre mon adjoint au courant des affaires les plus pressantes. Je pourrais partir dès que les papiers nécessaires auraient été obtenus. Visiblement soulagé, le Patron acquiesça. Nous nous rendîmes ensemble au Foreign

Office, où me fut remise une lettre pour Knox Helm, le priant de m'accorder toutes facilités pour l'accomplissement de ma mission. Ma seule autre visite fut pour le général Hill, chef de notre section du chiffre. Il me fournit les pièces de mon code personnel et me prêta une de ses secrétaires pour m'en rappeler le mode d'emploi. Il s'ensuivit un léger retard supplémentaire – que je ne déplorai guère d'ailleurs, puisqu'il me donnait un peu plus de temps pour réfléchir à la ligne de conduite que je pourrais adopter à Istanbul. Trois jours pleins s'écoulèrent entre l'arrivée des papiers d'Istanbul à Broadway et le départ de l'avion qui allait m'emmener à Istanbul, *via* le Caire.

Mon voisin dans l'appareil était taciturne. En avion, il est rare que mes compagnons de voyage m'ennuient longtemps, aussi bavards soient-ils. Pour moi, un trajet d'avion m'incite à la réflexion, et j'avais largement de quoi m'occuper l'esprit. Pendant un certain temps, je retournai un problème qui me stupéfiait alors et continue à ce jour à me stupéfier : à savoir l'étrangeté de la réaction commune à l'ambassade de Turquie, au Foreign Office, au Patron et à Sir David Petrie, devant la terreur qu'inspiraient à Volkov les communications par télégramme. Cette étrangeté tenait au fait qu'ils s'étaient abstenus d'envoyer des télégrammes mentionnant Volkov, et uniquement ceux-là. La correspondance télégraphique sur tous les autres sujets, dont un bon nombre devaient être ultra-secrets, se poursuivait gaiement comme auparavant. Si nous prenions au sérieux l'avertissement de Volkov, nous aurions dû conclure que toutes transmissions télégraphiques étaient dangereuses. Si nous ne le prenions pas au sérieux, nous aurions dû ordonner à notre agence d'Istanbul de prendre sans délai les dispositions nécessaires. En fait, le tuyau fourni par Volkov eut pour seul résultat de retarder de deux ou trois semaines les mesures qui s'imposaient à son sujet. De toute évidence, la réponse était enfouie au plus profond de la psychologie du désir pris pour une réalité. N'étant expert ni en code ni en chiffre, je décidai finalement que mon rôle n'était pas d'attirer

l'attention sur l'absurdité flagrante de notre conduite. De toute façon, des problèmes plus urgents requéraient mon attention.

Il avait été convenu au Foreign Office que je me servirais de Page pour rétablir le contact avec Volkov et obtenir un rendez-vous. J'y viendrais accompagné par John Reed, premier secrétaire de l'ambassade qui avait auparavant servi à Moscou et passé l'un des examens de russe du Foreign Office. Ces dispositions devraient être approuvées par l'ambassadeur, Sir Maurice Peterson, que j'avais connu en Espagne ; mais le Foreign Office me recommanda en termes pressants de contacter d'abord Helm, le ministre. Helm, semblait-il, avait commencé sa carrière dans le Service consulaire, et se montrait toujours fort pointilleux sur les questions de hiérarchie et de protocole. Je ne m'attendais pas à rencontrer de grosses difficultés avec Helm, ce en quoi j'avais foncièrement tort. Le nœud du problème, à mon avis, c'était l'entretien entre Volkov et moi-même, en présence de Reed. En admettant qu'il eût lieu, Reed allait subir le choc de sa vie si Volkov se mettait à débiter le nom des agents soviétiques au service du gouvernement britannique. Il serait charitable, estimai-je, de lui épargner ce genre de surprise. Comment m'en assurer ?

Il n'y avait manifestement aucun moyen. Mais je pensais avoir une légère chance si je jouais bien mon jeu. Je décidai donc que mon premier objectif était de mettre la main sur Reed et de le convaincre que ma mission se limitait à un champ d'action restreint. Je n'étais pas autorisé à discuter en détail avec Volkov de ses sources d'information. Il serait extrêmement dangereux qu'il se livrât à des révélations prématurées, c'est-à-dire avant d'être en sécurité sur le sol britannique. J'avais reçu l'ordre d'empêcher à tout prix que la conversation ne déviât dans ce sens. J'étais à Istanbul uniquement pour emmener Volkov dans un lieu sûr où il pourrait être interrogé par des spécialistes qualifiés. Je pensais pouvoir abuser un peu plus Reed en insinuant que nous n'étions nullement certains que Volkov ne fût pas un provocateur. Il serait en conséquence désastreux de mettre ses renseignements

en circulation avant d'avoir pu en vérifier l'authenticité. Un expert, évidemment, aurait percé à jour mes élucubrations. Mais Reed n'était pas un expert et je comptais bien le manœuvrer. En début de soirée, mon optimisme naissant s'accrut encore. Le pilote annonça par l'*intercom* qu'en raison d'orages électriques au-dessus de Malte, nous étions déroutés vers Tunis. Si les conditions météorologiques s'amélioraient, nous pourrions gagner Le Caire *via* Malte le lendemain. Encore vingt-quatre heures ! Ma chance tenait.

Dans l'après-midi du lendemain, nous arrivâmes enfin au Caire, trop tard pour attraper la correspondance pour Istanbul. Ce ne fut donc que le jour suivant, un vendredi, que je parvins à destination. Je fut accueilli à l'aéroport par Cyril Machray, le Chef de notre agence d'Istanbul, que je dus renseigner sur la nature de ma mission. Les relations existant entre le Foreign Office et le SIS étaient telles à cette époque que personne à l'ambassade ou au consulat général n'avait eu l'idée de le consulter au sujet de Volkov et, bien entendu, nous n'avions pas osé lui télégraphier de Londres. Nous allâmes ensemble cet après-midi-là voir Knox Helm, à qui je remis la lettre du Foreign Office. Mais si j'avais escompté de sa part un concours sans réserve à l'exécution de nos plans, je fus bientôt désabusé. Quelques années plus tard, après que Helm eut obtenu son ambassade, à Budapest, un collègue m'assura qu'il était le plus obligeant et le plus compréhensif des diplomates. Mais quand je le vis, il n'était encore que ministre, et aussi rébarbatif qu'un roncier. Il temporisa avec obstination. Nos suggestions pouvaient fort bien mettre l'ambassade dans une situation embarrassante ; il lui fallait absolument consulter l'ambassadeur avant que j'aille plus loin. Il me demanda de revenir le voir le lendemain matin (une autre journée de perdue) puis, aimablement, m'emmena chez lui boire un verre. Était également invité l'attaché militaire, qui me proposa de dîner en sa compagnie au Park Hotel. En repartant de chez Helm, nous avions à peine fait dix pas qu'il se tourna vers moi en s'exclamant :

« Quel salaud, quand même… » Lui aussi devait avoir des ennuis avec Helm.

Lorsque j'allai voir Helm, le lendemain matin, il me gratifia d'un regard accusateur. « Vous ne m'avez jamais dit que vous connaissiez l'ambassadeur ! » Après quoi, notre conversation prit un tour languissant mais je conclus, à l'attitude de Helm, que Peterson lui aussi émettait des réserves. D'assez mauvaise grâce, il m'annonça que l'ambassadeur voulait que je passe la journée du lendemain, un dimanche, avec lui sur le yacht *Makouk*. Il appareillerait de l'embarcadère de Kabatash à onze heures du matin. Entre-temps, je ne devais rien faire. Le week-end tout entier était donc fichu.

La plupart des gens qui ont visité Istanbul connaissent le *Makouk*, le yacht de l'ambassade, construit à l'origine pour Abbas Hilmi, un Égyptien. C'était une grande embarcation à fond plat, parfaitement adaptée aux eaux calmes du Nil, mais qui avait tendance à rouler dans la houle de la mer de Marmara. Il y avait plusieurs autres invités à bord et ce ne fut qu'après le déjeuner, alors que nous étions mouillés devant le Prinkipo de Trotsky, que je pus parler avec l'ambassadeur dans une relative intimité pendant que les autres invités s'ébattaient avec les marsouins. Comme il ne se décidait pas à briser la glace, je pris les devants, faisant allusion à certaines objections qu'il aurait formulées sur les plans que j'avais apportés de Londres. « Quels plans ? » demanda-t-il, une question qui me révéla un autre aspect de la personnalité de Helm. Il écouta attentivement mon exposé, puis me posa une question : – Avions-nous consulté le Foreign Office ? – Mais oui, répondis-je. Le Foreign Office avait donné son entière approbation et j'avais apporté à Helm une lettre lui demandant de m'accorder toutes les facilités qu'il pourrait. « Alors il n'y a rien à ajouter, dit-il. Allez-y. » Le dernier prétexte à traîner en longueur était éliminé.

Ce soir-là, Machray et moi discutâmes en détail le plan de campagne. Nous envisageâmes diverses solutions pour faire filer

Volkov, certaines impliquant la collaboration des Turcs ; d'autres pas. Il semblait difficile de décider du meilleur plan à adopter avant d'avoir parlé à Volkov lui-même. Le choix dépendait pour une bonne part de sa propre situation et de son mode de vie : ses heures de travail, le degré de liberté de manœuvre qui lui était accordé, etc. La première étape consistait à établir le contact avec lui et à cet égard le meilleur intermédiaire était Page, du consulat général, que Volkov avait contacté en premier lieu. Le lendemain matin, en conséquence, Machray invita Page à venir à son bureau et je le priai, en lui fournissant le minimum d'explications indispensables, de me ménager un entretien avec Volkov dans le plus grand secret au cours de l'après-midi. (Je ne voulais pas que le rendez-vous eût lieu le matin car il me fallait le temps de chapitrer John Reed dans le sens indiqué plus haut.) Nous envisageâmes plusieurs lieux de rencontre possibles, puis optâmes finalement pour la solution la plus simple. Page déclara qu'il lui arrivait fréquemment de traiter de problèmes consulaires avec Volkov. Il était donc parfaitement normal qu'il invitât Volkov à passer à son bureau pour un entretien. Enfin, alors que Page tendait la main vers le téléphone, l'heure H était arrivée.

Page obtint le consulat général soviétique et demanda Volkov. Une voix d'homme se fit faiblement entendre à l'autre bout du fil, mais les phrases que prononçait Page ne signifiaient rien pour moi. Son visage, en revanche, trahissait la plus grande perplexité, me révélant qu'il s'était passé quelque chose. Lorsqu'il raccrocha, il me regarda en secouant la tête. – Il ne peut pas venir ? demandai-je. C'est drôle. – C'est encore plus drôle que vous ne pensez, répondit Page. J'ai demandé Volkov et un homme m'a répondu, se prétendant Volkov. Mais ce n'était pas Volkov. Je connais parfaitement la voix de Volkov, je lui ai parlé des douzaines de fois. Page essaya de rappeler, mais cette fois n'alla pas plus loin que la standardiste. « Elle prétend qu'il est sorti, dit Page avec indignation. Il y a une minute, elle me l'a passé ! » Nous nous dévisageâmes, mais sans trouver l'un ou l'autre d'idée constructive. Je

suggérai finalement qu'il y avait peut-être du grabuge au consulat général soviétique et qu'il vaudrait mieux refaire un essai le lendemain avec l'espoir d'être plus heureux. L'impression se précisait en moi qu'à un moment quelconque était survenu un incident décisif. Je tuai le temps pendant l'après-midi en codant personnellement un bref rapport pour le Patron.

Le lendemain matin, nous nous retrouvâmes, Machray, Page et moi, et Page appela le consulat général soviétique. Je perçus l'écho assourdi d'une voix féminine, puis un déclic brutal. Page considéra d'un regard stupide l'appareil silencieux dans sa main. « Qu'est-ce que vous dites de ça ? Je demande à parler à Volkov et la fille me répond : Volkov est à Moscou. » Là-dessus, des bruits confus, un claquement et la communication coupée.

Ce qui s'était passé me semblait clair : l'affaire était close. Mais je tenais essentiellement à m'en assurer, ne fût-ce que pour améliorer mon rapport destiné au Patron. Je demandai donc à Page de faire un dernier effort désespéré. Aurait-il l'obligeance de se rendre au consulat général soviétique et de demander à voir personnellement Volkov ? Page, cette fois décidé à aller au fond du problème, accéda volontiers à ma demande. Moins d'une heure après, il était de retour, toujours perplexe et furieux. « Ça ne tient pas debout, bon Dieu ! s'exclama-t-il. Je ne comprends rien à cette maison de fous ! Personne n'a jamais entendu parler de Volkov ! » Nous nous séparâmes et j'entrepris de chiffrer un autre câble pour le Patron. Après avoir avoué ma défaite, je lui demandai la permission de liquider l'affaire et de rentrer à Londres.

Durant le voyage de retour, j'ébauchai un rapport à l'intention du Patron, décrivant en détail l'échec de ma mission. J'y mentionnais bien entendu ma théorie sur la disparition de Volkov. Elle était fondée sur l'idée qu'en insistant lui-même pour utiliser la valise diplomatique à l'exclusion de tout autre moyen de correspondance, Volkov avait causé sa propre perte. Près de trois semaines s'étaient écoulées entre le moment où il avait contacté Page et celui où nous avions essayé de le joindre. Pen-

dant cette période, les Russes avaient eu amplement l'occasion de le démasquer. Sans doute des micros étaient-ils dissimulés aussi bien dans son bureau que chez lui. On nous avait signalé que lui et sa femme étaient nerveux. Son attitude l'avait peut-être trahi ; peut-être avait-il bu et trop parlé ; peut-être même avait-il changé d'avis et s'était-il confessé à ses collègues. Évidemment, reconnaissais-je, ce n'étaient là que pures suppositions. La vérité ne serait peut-être jamais connue. Une autre théorie – suivant laquelle les Russes auraient été avertis que Volkov avait contacté les Britanniques – n'était étayée par aucune preuve valable. Il était donc inutile de l'inclure dans mon rapport.

Référence : Kim Philby, My Silent War, Macgibbon & Kee Ltd, London, 1968, traduit de l'anglais par H. Robillot et J. Hérisson.

Chapitre 3

Quand le KGB noyautait les services secrets français

Oleg Kalouguine n'appartient à aucune catégorie d'espions russes que l'on a pu croiser sur les rayonnages des librairies : ce n'est pas un défecteur du KGB comme il y en a eu beaucoup, authentiques ou non, dès les années 1940. Mais ce n'est pas non plus un retraité des services russes qui écrit, prudemment et avec le souci de ne pas compromettre sa retraite, ses Mémoires d'un KGB héroïque et astucieux. Recruté en 1959, Kalouguine a été en poste aux États-Unis sous couverture journalistique puis diplomatique, avant de diriger les agents soviétiques en charge de l'espionnage en Amérique du Nord. Dès ses débuts, sous la couverture d'un « étudiant » à l'université Columbia (à l'époque il est encore en formation à l'école du renseignement soviétique), il réussit un joli coup en recrutant un scientifique américain procommuniste : nom de code « Cook ». En 1965, Cook devra s'enfuir en URSS, sur le point d'être arrêté par le FBI. Mal intégré au paradis du socialisme, Cook sera de plus en plus critique envers le régime et deviendra un trafiquant d'art.

Devenu le plus jeune général du KGB en 1974, Kalouguine nourrit lui aussi des doutes et des critiques à l'égard du système soviétique de plus en plus déliquescent, mais il se garde bien d'en faire état. Son parcours météorique semble le destiner aux plus hautes fonctions, mais les déboires de son ancienne recrue vont le faire dérailler. Cook fait l'objet d'une enquête à la fin des années 1970 pour divers trafics.

Pour aggraver son cas, il est devenu ouvertement critique, si bien qu'il est arrêté par le KGB et soupçonné d'être un espion américain. Si c'est le cas, font remarquer les ennemis de Kalouguine, alors son recruteur est lui aussi un agent double, qui a fait carrière grâce à une affaire montée de toutes pièces avec l'aide de la CIA ! Cherchant à enquêter de son côté, Kalouguine est jugé par ses pairs pour avoir voulu brouiller l'enquête. On l'envoie dans un « placard » à Léningrad, loin du centre nerveux du service. Ses critiques de plus en plus acerbes du KGB et de ses méthodes barrent désormais toute perspective d'avancement. C'est en 1990 qu'il quitte le KGB, en raison de l'hostilité de son directeur Krioutchkov. Il se fait élire comme député. Après la chute du régime (il a pris position pour Boris Eltsine lors du putsch avorté de 1991), il souhaite désormais exprimer ses critiques de l'intérieur de la Russie, avec sa légitimité d'ancien du KGB. Il conseille même pendant quelques mois la refonte de son ancien service. Mais lorsque Vladimir Poutine arrive au pouvoir, les « anciens », tenants d'une ligne dure, reprennent les manettes du service, désormais scindé en FSB (contre-espionnage) et SVR (renseignement extérieur). Par prudence, Kalouguine accepte un poste d'enseignant à Washington. Juste intuition : en 2002, il sera jugé *in absentia* par un tribunal moscovite et condamné à quinze ans de prison pour espionnage au profit des États-Unis ! Lesquels refusent bien sûr de l'extrader.

Il est donc rare qu'un des plus importants anciens responsables du KGB s'exprime aussi librement, sans toutefois livrer les noms de ses anciens agents occidentaux encore en vie. Kalouguine dévoile dans les pages qui suivent quelques affaires méconnues de l'affrontement Est-Ouest : l'action des illégaux, le recrutement d'agents jusque dans les services occidentaux, mais aussi la chasse aux transfuges et les stratagèmes complexes pour duper l'ennemi. Il livre enfin un tableau inquiétant de la pénétration des services français par ses équipes, SDECE et DST en tête. Peut-on croire Kalouguine quand il affirme avoir disposé d'une douzaine d'agents français, recrutés pour des raisons idéologiques dans les années 1930 et 1940, progressivement partis à la retraite dans les années 1970 ? Sans doute, car

son livre fournit dans l'ensemble un témoignage jugé de première main et de qualité exceptionnelle par l'historien britannique Christopher Andrew, qui a publié deux volumes de référence sur l'espionnage soviétique, les archives Mitrokhine[3], convergentes sur ce point : après que les « Cinq de Cambridge » ont été démasqués en Angleterre, la France est devenue pour le KGB la source d'informations la plus productive sur la politique occidentale envers le bloc communiste, pour au moins une dizaine d'années.

De plus, Kalouguine n'écrit pas pour un public français, son livre est d'ailleurs resté inédit chez nous jusqu'à ce jour. Alors, identifiera-t-on jamais avec certitude tous les agents soviétiques de nos services ? Certains ont fait l'objet de forts soupçons et ont été priés de quitter leurs fonctions lors de la purge entamée en 1972 par Alexandre de Marenches. Mais on est sans doute bien loin d'avoir identifié tous ceux qui devraient l'être. Il faudra attendre plusieurs décennies avant de pouvoir s'en assurer dans les archives du SDECE et de la DST…

Le grand jeu

Au milieu des années 1970, le nombre d'agents du KGB en poste à Moscou dépassait le nombre total d'employés de la CIA et du FBI réunis. Le KGB n'était rien de moins qu'une gigantesque armée d'un demi-million d'hommes. Environ 220 000 d'entre

3. Christopher Andrew et Vassili Mitrokhine : *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, Paris, Fayard, 2000 et *Le KGB à l'assaut du tiers-monde, agression – corruption – subversion, 1945-1991*, Paris, Fayard, 2008. Le premier volume permet d'ailleurs de recouper les affirmations de l'auteur (chap. XXVII) : une liste incomplète des « agents particulièrement précieux » de la résidence en 1953, relevée par Mitrokhine dans les archives du centre, comprenait ainsi quatre fonctionnaires du SDECE (« Nossenko », « Chirokov », « Korablev » et « Doubravine ») et un respectivement à la DST (« Goriatchev »), aux Renseignements généraux (« Guiz »), au ministère des Affaires étrangères (« Izvekov »), au ministère de la Défense (« Lavrov »), au ministère de la Marine (« Pijo »), à l'ambassade en Nouvelle-Zélande (« Long ») et dans la presse (« Jigalov »). « Pijo » désigne à coup sûr Georges Pâques, qui sera démasqué plus tard.

eux surveillaient les frontières de l'Union soviétique. Quant au reste, ils servaient pour la plupart en URSS et étaient regroupés au sein de cette énorme machine totalitaire qui traquait les dissidents et les fauteurs de trouble, ouvrait le courrier, faisait de l'écoute électronique, posait des micros dans les appartements et les bureaux, prenait en filature les étrangers, enquêtait sur les crimes et, de manière générale, maintenait sous une poigne de fer notre vaste et, malgré les apparences, turbulent pays. Nous formions un groupe d'élite relativement restreint qui s'occupait des opérations extérieures du KGB et nous étions fiers d'avoir à l'œil les ennemis de l'Union soviétique ailleurs dans le monde, et non pas nos propres concitoyens. En fait, certains parmi nous considéraient le KGB qui s'occupait des opérations intérieures comme une organisation répugnante, cruelle et totalitaire, et nous étions heureux d'avoir le moins de contacts possible avec elle.

En 1973, Iouri Andropov me proposa de diriger les opérations de contre-espionnage extérieur du KGB. L'année suivante, à l'âge de 40 ans, je devins la plus jeune personne à être promue au rang de général dans l'histoire du KGB d'après-guerre. À cette époque, je supervisais un nombre vertigineux d'opérations de contre-espionnage outre-mer, une croissance qui se reflétait d'ailleurs dans beaucoup d'autres sections du KGB. Malgré sa relative petitesse, mon service, qui depuis 1972 portait le nom de direction K de la section renseignement, était en pleine expansion, passant de 200 à 700 officiers. Nous avions également lancé une offensive en règle contre la CIA et les autres services de renseignement occidentaux tout en essayant de resserrer notre contrôle sur le nombre sans cesse croissant de Soviétiques qui travaillaient à l'étranger.

Dans l'organigramme complexe du KGB, le renseignement extérieur (connu sous le nom de première direction générale) était une des principales ramifications d'un arbre gigantesque. La première direction générale comptait 12 000 personnes. Pour comprendre l'immensité et la complexité bureaucratique du

KGB, il suffit de regarder mon propre service, le contre-espionnage extérieur. Même si nous n'étions que 700 officiers environ, nous étions répartis en huit directions auxquelles était confiée toute la gamme des opérations du KGB.

La première direction avait pour mission d'infiltrer la CIA, la National Security Agency, le FBI et les divers services du renseignement militaire américain. Comme nous le verrons plus loin, nous étions à l'œuvre dans toutes les régions du monde pour atteindre cet objectif, surveillant et perturbant les activités de renseignement des États-Unis au Ghana, en Grèce ou en Irlande, par exemple.

La deuxième direction avait pour tâche d'infiltrer l'Otan et les services de renseignement des pays de l'Ouest. Nous connaissions un succès plus que respectable, principalement grâce à un groupe d'espions vieillissants mais loyaux qui avaient infiltré les services anglais et français à l'époque de la Seconde Guerre mondiale. De leur côté, nos camarades d'Allemagne de l'Est nous assuraient d'une infiltration complète des services secrets d'Allemagne de l'Ouest.

La troisième direction s'était vu assigner l'infiltration des divers services de renseignement dans le monde, de la Chine à l'Amérique latine. Même si nous connaissions du succès dans de nombreux pays, notamment en Inde, les résultats obtenus n'avaient qu'un impact marginal dans notre affrontement avec notre principal adversaire, les États-Unis.

La quatrième direction s'était vu confier l'infiltration des organisations d'émigrés soviétiques et des centres de « subversion idéologique », obtenant de beaux résultats.

La cinquième direction était responsable de la sécurité interne. Sa mission consistait à surveiller les 12 000 employés de la direction du renseignement afin de s'assurer qu'ils ne soient pas des espions à la solde de l'Ouest ou qu'ils ne fassent défection. Pour ce faire, nos agents du contre-espionnage extérieur postés dans les ambassades autant à l'étranger qu'à Moscou surveillaient les activités des personnes travaillant pour le renseignement

soviétique. Avec le temps, comme notre bilan sur le plan des défections et des fuites de sécurité interne était de moins en moins reluisant, il devint évident que nous nagions à contre-courant de l'histoire. La cinquième direction était également responsable de toutes les installations de renseignement de l'URSS situées à l'extérieur de nos frontières.

Nous devions en plus effectuer une surveillance de tous les Soviétiques (diplomates, touristes, soldats ou artistes) qui voyageaient et travaillaient à l'étranger. Comme nous ne disposions pas d'effectifs suffisants pour infiltrer chaque groupe, nous saupoudrions généreusement d'informateurs les délégations partant à l'étranger.

La sixième direction se chargeait du secteur des transports, ce qui signifiait en gros qu'elle devait garder un œil sur chaque bateau, camion ou avion qui sortait d'URSS. Quand deux chauffeurs soviétiques livraient de la marchandise en Europe, l'un d'entre eux, ou les deux, devait faire un rapport au KGB. Quand un navire marchand ou scientifique naviguait dans des eaux étrangères, au moins un quart de l'équipage était composé d'officiers ou d'informateurs du KGB. À bord, au moins un officier faisait partie du KGB. Quant aux avions d'Aeroflot qui volaient autour du monde, les équipages étaient plein d'informateurs du KGB.

Peu importe le mode de transport, s'il battait pavillon soviétique et qu'il roulait, naviguait ou volait à l'étranger, nous exercions un contrôle sur lui.

La septième direction était chargée de la collecte et de l'analyse de l'information ; à la fin des années 1970, ce service était devenu la source de données de renseignement et d'analyses les plus complètes et les plus à jour du KGB. En combinant nos propres sources d'information avec celles provenant des services de renseignement des pays d'Europe de l'Est et des services militaires soviétiques, nous produisions des rapports quotidiens, hebdomadaires, mensuels et annuels. Ces rapports décrivaient non seulement les activités des services de contre-espionnage de

la CIA et de l'Otan, mais également des services secrets ailleurs dans le monde, de l'Indonésie au Pérou. Nous examinions les méthodes de recrutement utilisées dans les ports et les capitales étrangères, puis nous expédions des synthèses aux postes du contre-espionnage en URSS et à l'étranger. Les officiers du contre-espionnage intérieur utilisaient nos rapports top secrets pour comprendre ce qui se passait dans le monde de l'espionnage à l'extérieur des frontières de l'URSS. Nous produisions également des rapports sur le terrorisme, le trafic des stupéfiants et le crime international.

Notre rapport annuel qui reposait principalement sur des sources américaines et de l'Otan passait en revue les événements de l'année précédente en politique internationale et dans le renseignement, et faisait des projections pour l'avenir. Nous produisions également un livre hautement classifié intitulé *Who's Who in the CIA*[4] *?* Ce livre aussi épais que l'annuaire de Manhattan contenait des renseignements biographiques sur 10 000 agents, actifs ou à la retraite, de la CIA. J'en déposai un sur le bureau de Iouri Andropov en 1977 en lui disant que c'était mon cadeau pour commémorer le soixantième anniversaire de la révolution russe. Andropov était enchanté et je lui suggérai même de le rendre public pour embarrasser la CIA.

Quand John Barron publia son livre *KGB* où il révélait le nom de centaines d'officiers du KGB, j'avais dit à Andropov : « Donnez-en l'ordre et nous publierons un livre intitulé *CIA*. Le nom de chaque agent de la CIA dans le monde sera dévoilé. – Ne fais surtout pas ça, répondit Andropov. Contentons-nous de l'utiliser dans notre travail. Il nous est plus utile ainsi. »

Finalement, la huitième direction de la direction K avait été créée pour combattre l'espionnage économique et le sabotage à l'étranger. Nous exercions un contrôle dans ce domaine après une série de scandales impliquant des employés soviétiques

4. *Qui fait quoi à la CIA ? (NdT)*

qui avaient détourné des fonds provenant de banques soviétiques ou d'organisations commerciales étrangères. Au début des années 1980, le KGB avait placé des officiers qualifiés à des postes importants dans la plupart des banques soviétiques faisant affaire avec l'étranger.

Voici comment la direction K était structurée, et, en 1973, après avoir procédé à une réorganisation et à une consolidation de nos activités, nous étions prêts à affronter la CIA. Nous avions également élaboré une nouvelle doctrine en matière d'espionnage qui comportait une attitude plus agressive envers les services de renseignement occidentaux. En préambule de cette doctrine, il était notamment écrit que « dans un monde divisé en deux camps hostiles et face à un adversaire possédant des armes de destruction massive et une capacité de riposte immédiate, éléments d'une importance capitale en cas de conflit nucléaire, le principal objectif des services de renseignement [soviétiques] consiste à découvrir les plans stratégiques militaires des États qui s'opposent à l'URSS et à prévenir sans délai le gouvernement de l'émergence d'une crise afin de prévenir une attaque surprise contre l'Union soviétique et ses alliés ».

À la fin de l'année 1974, Andropov convoqua les responsables des diverses directions du renseignement pour nous présenter notre nouveau patron, Vladimir Krioutchkov. Andropov profita de cette rencontre pour critiquer notre manque de dynamisme et de créativité, puis il nous encouragea fortement à recourir aux services de renseignement du pacte de Varsovie et du tiers-monde dans notre combat contre la CIA. Il ajouta que nos agents avaient fait du bon travail en découvrant de l'information sur le programme du bombardier américain B1 et sur d'autres projets militaires, mais qu'en revanche nous en savions très peu sur le programme spatial américain. Sur un ton calme et neutre, Andropov nous expliqua que selon lui, les ratés que connaissait la détente étaient causés par les groupes réactionnaires américains et occidentaux qui sabotaient les initiatives de paix de l'Union

soviétique. Je me demandais comment Andropov pouvait défendre une vision aussi naïve et partiale qui consistait à faire porter tous les problèmes entre les États-Unis et l'URSS sur l'extrême-droite américaine et non, en partie, sur l'intransigeance de nos dirigeants partisans de la ligne dure. C'était toutefois ainsi qu'il voyait les choses et cette vision avait peu évolué au moment où il devint le plus haut dirigeant du pays.

J'avais donc pour mandat de pourchasser la CIA de la manière la plus agressive, et à mon retour aux bureaux du contre-espionnage extérieur, je demandai à mes adjoints d'élaborer des plans pour intensifier notre offensive contre l'Ouest. Outre la poursuite de nos efforts en matière de recrutement de membres des services de renseignement occidentaux, actifs ou à la retraite, je disposais dans mon arsenal de plusieurs autres armes, dont l'utilisation accrue d'agents doubles soviétiques. Parmi eux se trouvait un homme dont j'avais fait la connaissance à Washington, un espion dont le nom de code était « Lark ». Bientôt, l'affaire Lark allait se transformer en incident international majeur.

Le vrai nom de Lark était Nikolaï Fyodorovich Artamonov, un officier de la marine soviétique qui, en 1959, commandait un torpilleur au moment où il s'était réfugié en Suède avec sa petite amie polonaise. Il avait finalement fait défection aux États-Unis où mes agents, au terme d'une longue recherche, avaient retrouvé sa trace alors qu'il prononçait une conférence à l'université Georgetown. Sous le nom d'emprunt de « Shadrin », il travaillait comme analyste pour le compte de l'Office of Naval Intelligence. Nous décidâmes alors de tenter de le recruter de nouveau, cette fois comme agent double. Après avoir reçu la promesse d'un pardon complet, d'une aide financière pour sa famille russe et l'admission de son fils dans une académie navale soviétique, Lark accepta de collaborer secrètement avec nous tout en continuant de travailler pour les Américains. Quand je quittai Washington en 1970, Artamonov nous fournissait des informations utiles sur les opérations militaires américaines.

Après avoir pris la barre du service de contre-espionnage extérieur en 1973, j'avais décidé d'insister auprès d'Artamonov afin qu'il nous fournisse des renseignements plus intéressants ; nous avions l'impression au quartier général que ses résultats n'étaient pas à la hauteur de son potentiel. Sakharovsky, le chef du renseignement, s'était montré sceptique dès nos premiers efforts pour le recruter de nouveau. À mon retour à Moscou en 1970, un collègue m'informa que Sakharovsky se méfiait des maigres résultats fournis par Artamonov et qu'il craignait que celui-ci travaillât toujours pour la CIA. Pour ma part, je ne doutais aucunement de la sincérité d'Artamonov et j'étais persuadé qu'il était de nouveau de notre côté.

Or, un doute s'insinua également dans mon esprit lorsque, à titre de chef de la direction K, je passai minutieusement en revue le dossier d'Artamonov. Quelque chose clochait. Lark travaillait supposément pour nous à Washington depuis 1967. Même si la plupart du matériel qu'il nous transmettait était classé secret, il en révélait peu sur les opérations militaires et de renseignement des Américains. De plus, Artamonov nous avait fait beaucoup de promesses, par exemple nous aider à retracer le transfuge Yuri Nosenko, mais tout ce qu'il nous avait appris était que ce dernier vivait près de Washington DC. Comme Artamonov ne faisait pas le maximum pour nous fournir de l'information, je donnai l'ordre à mes agents à Washington de lui demander de transmettre certains documents de base afin qu'il nous prouve qu'il travaillait réellement pour nous. Un des documents demandés était l'annuaire interne de l'Office of Naval Intelligence, un document classifié qu'Artamonov n'aurait aucune difficulté à se procurer.

Lors d'une rencontre à Washington, son contact du KGB lui demanda une copie de l'annuaire. Après avoir tourné autour du pot, Artamonov affirma que s'il pouvait mettre la main sur un annuaire, le photocopier était hors de question ; trop de gens l'utilisaient et il ne pourrait le prendre sans que personne ne le remarque. Notre agent répondit alors que nous lui fournirions

une minicaméra spéciale pour accomplir cette tâche, mais Artamonov rétorqua qu'il ne pourrait entrer dans son bureau avec une caméra. Notre agent revint à la charge en expliquant que la caméra serait trafiquée pour ressembler à un paquet de cigarettes. Tout ce qu'Artamonov aurait à faire serait de passer le dessous du paquet au-dessus de l'annuaire et la minicaméra photographierait automatiquement les pages. Finalement, Artamonov accepta et après quelques semaines, son contact lui remit la caméra.

Lorsque Artamonov rendit la caméra, nous développâmes le film pour découvrir qu'il était sous-exposé et illisible. Artamonov jura qu'il avait utilisé la caméra correctement et que l'erreur était sans doute due à un mauvais fonctionnement ; nous lui remîmes donc un autre « paquet de cigarettes ». Pour la deuxième fois, le film s'avéra inutilisable. Nos experts vérifièrent la caméra et constatèrent qu'elle fonctionnait parfaitement. À Moscou, je devins de plus en plus convaincu qu'Artamonov jouait de nouveau un double jeu avec son pays.

« Il existe un moyen de vérifier sa sincérité, dis-je à un de mes adjoints. Invitons-le au Canada. »

Nous avions une taupe de haut rang au sein du service de contre-espionnage de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et il y avait de bonnes chances qu'en attirant Artamonov au Canada, nous pourrions découvrir pour qui il travaillait réellement. Comme je savais quelles ficelles tirer pour intéresser la CIA et le FBI, nous échafaudâmes, pour amener Artamonov au nord, un prétexte auquel les Américains ne pourraient résister. Le contact d'Artamonov à Washington lui annonça donc que nous voulions qu'il se rende au Canada pour rencontrer l'agent du KGB en charge des opérations clandestines en Amérique du Nord. Le service de contre-espionnage du FBI salivait toujours à l'idée d'en apprendre davantage sur les clandestins, ces agents dissimulés au sein de la population américaine. Artamonov accepta rapidement d'aller au Canada où il rencontra un de

mes adjoints venu de Moscou qui prétendit être le contact de ces agents clandestins.

Après quelques semaines, nos craintes se confirmèrent. Notre taupe à la GRC nous transmit un rapport de la GRC où il était écrit clairement qu'un Soviétique travaillant pour le FBI était venu à Montréal rencontrer un agent du KGB. Le rapport indiquait également que l'agent soviétique du FBI avait enregistré quelques conversations avec l'homme du KGB.

Il n'y avait plus de doute : Lark nous trompait depuis six ans et travaillait toujours pour les Américains. La question suivante était : que faire avec lui ? Sa condamnation à mort, levée après qu'il eut commencé à travailler pour nous, fut rétablie. Toutefois, j'avais d'autres idées en tête quant au sort à réserver à Artamonov. Le défi consistait à mettre la main sur lui.

Nous savions que les services de renseignement américains permettaient habituellement aux transfuges de rencontrer des Soviétiques, mais uniquement au Canada et aux États-Unis. Or, notre plan consistait à attirer Artamonov en Autriche où nous pourrions l'enlever, le conduire jusqu'en Tchécoslovaquie et de là, l'expédier dare-dare à Moscou. Encore une fois, nous avions besoin d'un appât et encore une fois, nous élaborâmes un scénario auquel les Américains ne pourraient résister. Nous consacrâmes plusieurs mois à travailler sur ce plan, attendant le moment propice. Finalement, en 1975, le contact d'Artamonov le rencontra pour lui annoncer qu'il devait se rendre en Autriche pour apprendre à manipuler une radio secrète qui lui permettrait de communiquer avec son nouveau contact aux États-Unis. Pour rendre notre piège encore plus alléchant, nous dîmes à Artamonov que ce contact serait un agent clandestin dissimulé aux États-Unis. Pour couronner le tout, nous promîmes à Artamonov qu'il pourrait rencontrer cet agent clandestin à Vienne afin de faire connaissance et de déterminer le meilleur moyen de communiquer l'un avec l'autre une fois de retour aux États-Unis. Pour justifier ce voyage, nous dîmes à Artamonov que la surveillance

de nos opérations en Amérique du Nord s'était resserrée et que Vienne offrait un cadre plus sûr pour cette rencontre.

Les responsables du renseignement américain, cherchant désespérément de l'information sur notre réseau d'agents clandestins, avalèrent cet appât et donnèrent le feu vert à Artamonov pour qu'il se rende à Vienne.

En 1975, Artamonov, accompagné de son épouse, arriva en Autriche, officiellement pour y faire du ski. Deux agents américains leur avaient été assignés pour garder un œil sur eux. Entretemps, j'étais en route vers la frontière tchécoslovaque.

Pendant deux jours, nos agents à Vienne rencontrèrent Artamonov pour lui montrer comment utiliser l'émetteur radio. Ils commencèrent également à lui parler en termes vagues d'opérations clandestines aux États-Unis. Nous avions promis à Artamonov qu'au troisième jour il pourrait rencontrer l'agent clandestin qui serait son nouveau contact aux États-Unis. Pour une raison inconnue, peut-être par paresse ou parce qu'ils croyaient que tout allait bien se passer, les agents américains cessèrent de le suivre. Nos agents ne détectèrent aucune filature et nos informateurs au sein de la police autrichienne nous informèrent que les Américains, probablement de la CIA, s'aventuraient rarement à l'extérieur de leur hôtel. Ils faisaient confiance à Shadrin et apparemment, ils croyaient qu'il en était de même pour nous et que nous ne tenterions pas de l'enlever.

Donc, le soir du troisième jour, plusieurs agents du KGB vinrent chercher Lark en voiture. Parmi ces agents se trouvait un homme costaud qui allait devenir responsable de la sécurité au ministère des Affaires étrangères soviétique. Quelques minutes après qu'Artamonov fut monté à bord, l'homme costaud du KGB appuya un chiffon imbibé de chloroforme sur son visage. Assis sur la banquette arrière, Lark, dont le poids approchait les 99 kilos, essaya de se dégager. Notre homme sortit une seringue remplie d'un puissant sédatif et enfonça l'aiguille. Artamonov perdit connaissance après que notre équipe de Vienne, ne vou-

lant courir aucun risque compte tenu de son poids, lui eut administré le double de la dose requise pour assommer un homme.

La voiture du KGB quitta Vienne en direction de la Tchécoslovaquie.

En compagnie de plusieurs collègues de Moscou, je me trouvais à la frontière austro-tchécoslovaque depuis deux jours pour repérer les endroits où nos agents de Vienne pourraient traverser avec Artamonov. Après avoir informé le chef de la police frontalière tchèque de notre intention de rencontrer un agent clandestin à la frontière, nous reçûmes carte blanche. Mes collègues et moi enfilâmes des tenues de camouflage et prétextâmes une excursion de chasse pour passer ces deux journées à trouver un endroit propice pour le rendez-vous. Nous en trouvâmes rapidement un : une vieille route asphaltée qui traversait un secteur boisé. Même si la route était peu fréquentée et qu'il n'y avait aucun poste frontalier, il était possible de se rendre jusqu'à la frontière à partir du côté autrichien. Une fois passée en territoire tchèque, la route traversait un terrain vague et c'est à cet endroit que nous projetions de rencontrer la voiture du KGB en provenance de Vienne. À moins d'un kilomètre derrière ce terrain vague il y avait une clôture de barbelés et des tours d'observation des gardes-frontières tchèques.

La nuit était froide et sans lune au moment du rendez-vous. Même si le mercure se situait sous le point de congélation, il n'y avait pas de neige au sol. Devant nous se trouvaient des arbres et un champ. Il faisait noir comme dans un four et le seul son qui parvenait à nos oreilles était le faible murmure du vent qui soufflait à travers les quelques feuilles séchées encore accrochées aux arbres.

Pendant que nous attendions, cachés dans les buissons, j'avais l'estomac noué par l'anxiété. Notre plan consistait à ramener Artamonov à Moscou où il serait placé devant le choix suivant : il nous disait tout ce qu'il savait sur les opérations de renseignement des Américains et sur les autres agents qui travaillaient

contre l'URSS ou c'était le peloton d'exécution. Nous étions persuadés qu'il se mettrait à table et c'est à ce moment que nous le ferions parader devant la presse moscovite afin qu'il décrive ses nombreuses années passées à être une loyale taupe soviétique à l'intérieur de l'infâme machine de renseignement américaine.

Tout à coup, nous aperçûmes du côté autrichien les phares d'une voiture filant à vive allure dans notre direction. La lumière éclaira les bornes indiquant la frontière autrichienne, quelques dizaines de mètres devant nous. Après un dernier vrombissement, la voiture s'arrêta tout près de l'endroit où nous étions tapis. Les portes claquèrent et nous entendîmes les murmures excités et les jurons de nos trois collègues du KGB.

Tandis que je m'approchai du véhicule, nos collègues de Vienne essayaient tant bien que mal de tirer Artamonov hors du véhicule pour le déposer sur la chaussée. La respiration d'Artamonov était lourde et il poussait de temps à autre des gémissements.

« Un brancard ! cria quelqu'un. Il n'y a pas d'autre moyen de déplacer ce porc. »

Quelqu'un apporta un grand poncho en toile que nous fîmes glisser sous Artamonov, toujours inconscient. Nous nous mîmes à quatre pour accomplir la tâche ardue qui consistait à traîner Lark jusqu'au poste frontalier où se trouvait notre voiture. Nous nous trouvions à mi-chemin quand nous décidâmes de faire une pause. Nous laissâmes Artamonov sur le sol et c'est alors que quelqu'un sortit une lampe torche pour vérifier l'état de notre prisonnier. En éclairant son visage, nous constatâmes avec horreur qu'il avait cessé de respirer. Nous massâmes son thorax puis nous ouvrîmes ses mâchoires serrées pour y faire couler du brandy. Aucun résultat.

Nous nous précipitâmes vers le poste frontalier pour demander aux gardes-frontières d'appeler un médecin. Toutefois, nous savions déjà que nous n'avions pas besoin d'un médecin pour poser un diagnostic : Lark était décédé. Le médecin tchèque arriva et tenta en vain de le ranimer avec des injections et un

massage cardiaque. Au bout de quelques minutes, il renonça en disant avec un haussement d'épaules : « C'est inutile. Il est mort. »

Étendu sur le poncho, bras et jambes écartés, Artamonov avait un air apaisé, comme s'il accordait son pardon à tous, y compris à lui-même, pour les torts causés et la peine infligée. Plus jamais il ne parlerait de sa difficile existence d'agent double et des calamités qui s'étaient abattues sur lui depuis ce coup de foudre pour une beauté polonaise âgée de 16 ans qui l'avait poussé à tout abandonner – son épouse, son fils, son pays natal – pour fuir à l'Ouest. Artamonov était mort. Disparue aussi l'occasion en or d'en apprendre davantage sur les services de renseignement américains et d'utiliser Lark comme attraction principale d'un grand spectacle de propagande. J'étais désolé pour Artamonov et je l'étais encore plus pour moi. Après tout, il était un traître et il avait reçu le sort qu'il méritait. Parce qu'un de nos hommes avait eu la main un peu lourde avec un sédatif, nous venions de perdre un précieux atout que nous avions pris au piège après des années d'efforts.

Mes agents fouillèrent les poches d'Artamonov et trouvèrent une fiche d'inscription d'hôtel, 700 dollars en argent comptant ainsi que le nom et le numéro de téléphone d'une femme à Vienne, apparemment son contact de la CIA.

Nous retournâmes à Moscou avec le corps d'Artamonov afin qu'Yevgeni Chazov – le chef du service médical du Kremlin et futur ministre de la Santé – puisse pratiquer une autopsie. Artamonov avait succombé à une insuffisance cardiaque provoquée par une surdose de sédatif. L'autopsie révéla également qu'Artamonov avait un début de cancer du rein. Il fut enterré secrètement dans un cimetière de Moscou sous un faux nom lituanien.

Au bout de quelques semaines, la disparition d'Artamonov déclencha une tempête sur la scène internationale. L'épouse polonaise d'Artamonov fit appel au président Gérald Ford pour

l'aider à retrouver son mari. Ford et son secrétaire d'État, Henry Kissinger, demandèrent à Brejnev de découvrir ce qui s'était passé. D'autres officiels et soviétologues américains accusèrent le KGB d'avoir enlevé et exécuté un transfuge. Avec le style soviétique habituel, Brejnev nia tout, ajoutant que l'URSS aimerait également savoir ce qui était advenu d'Artamonov. Les accusations et les récriminations durèrent pendant plus d'une année et personne ne pouvait dire où était passé cet homme. Plusieurs livres furent publiés dans le monde et arrivèrent à la conclusion qu'il était impossible de savoir ce qui était arrivé à Artamonov et pour qui il avait travaillé.

Finalement, le KGB répliqua en utilisant un de ses journalistes « préférés » qui obéissait toujours à ses ordres. Il s'appelait Genrikh Borovik et celui-ci écrivit un article intitulé « On achève bien les chevaux » qui fut publié dans le *Literaturnaya Gazeta*. Borovik rapporta fidèlement la version du KGB dans cette affaire. L'article qui reposait prétendument sur des documents et des informations confidentielles, décrivait comment la CIA avait assassiné Artamonov lorsqu'elle avait appris qu'il était un agent double travaillant pour les Soviétiques. Lorsque je présentai à Borovik notre version des événements, il me demanda à plusieurs reprises : « Oleg, êtes-vous certain que les choses se sont passées ainsi ? Artamonov travaillait vraiment pour nous ? – Absolument, Genrikh, répondis-je. C'est la vérité, je le jure. »

Pendant toutes ces années où je dirigeai le contre-espionnage extérieur, *Literaturnaya Gazeta* fut notre principal véhicule de propagande et de désinformation dans la presse soviétique. Chaque fois que nous appelions son rédacteur en chef, Alexander Chakosky, pour lui demander de publier un article, il acceptait. Parfois, nous écrivions nous-mêmes les articles en les signant avec des noms fictifs ; à d'autres occasions, des journalistes comme Borovik ou Iona Andronov les rédigeaient en utilisant l'information fournie par le KGB. Peu importait la méthode utilisée, *Literaturnaya Gazeta*, qui étrangement devint une des

principales publications pendant la *glasnost*, était un de nos journaux préférés.

Je considérais l'affaire Lark comme un travail bâclé de notre part et même si je n'étais pas directement responsable de sa mort, j'assumais une partie du blâme et je considérais cet enlèvement raté comme un des échecs de ma carrière. Quelle ne fut pas ma surprise lorsque, quelques mois après le décès d'Artamonov, je reçus une convocation de Krioutchkov qui me demanda : « Quelle médaille préférez-vous : l'ordre de la révolution d'Octobre ou l'ordre du Drapeau rouge ? »

Je marmonnai qu'il serait préférable que les dirigeants décident quelle était celle que je méritais le plus et Krioutchkov me donna congé d'un signe de la main. Peu de temps après, le présidium du Soviet suprême de l'Union des républiques socialistes soviétiques publia un décret annonçant que j'allais recevoir, en compagnie de plusieurs autres officiers du KGB impliqués dans l'affaire Artamonov, la prestigieuse médaille du Drapeau rouge.

Jusqu'à présent, la version définitive de ce qui était advenu d'Artamonov n'avait jamais été racontée. En 1992, la veuve polonaise d'Artamonov m'appela après avoir appris de diverses sources que j'avais supervisé l'enlèvement de son mari.

« Avez-vous participé à l'opération, me demanda-t-elle. Mon mari est-il mort ? – Oui, il l'est, répondis-je. – Comment est-il mort ? demanda-t-elle. – Je suis désolé, mais je ne peux rien dire au téléphone, répondis-je. Je peux seulement confirmer qu'il est mort et que nous n'avions pas l'intention de le tuer. »

Après l'affaire Lark, nous poursuivîmes nos efforts de recrutement parmi les agents de la CIA pour ne pas nous laisser distancer par l'agence américaine. Une de nos opérations les plus réussies survint vers la fin de mon passage au contre-espionnage extérieur avec le recrutement d'un ancien agent de la CIA nommé David Henry Barnett.

Barnett était un vétéran de la CIA qui avait travaillé pendant plusieurs années dans des pays asiatiques, dont la Corée du Sud et

l'Indonésie. En 1978, Barnett contacta un de nos agents à Jakarta, en Indonésie. Il révéla plusieurs éléments d'information alléchants, puis annonça à notre agent qu'il pourrait nous fournir du matériel détaillé sur les opérations de la CIA dans le monde. Barnett exigea une avance de 80 000 dollars, paiement qui serait suivi par d'autres sommes dans l'éventualité où notre relation se poursuivrait.

Sa proposition atterrit sur mon bureau et je compris immédiatement qu'elle devrait être approuvée au plus haut niveau, c'est-à-dire par Andropov lui-même. Non seulement la signature d'Andropov était requise pour une telle somme versée à un collaborateur, mais je savais également que le chef du KGB voulait être informé lorsqu'un agent de la CIA entrait en contact avec nous. Krioutchkov et moi parlâmes à Andropov et j'expliquai au chef qu'à mon avis, cet homme était sincère et qu'il valait cet argent. Le dossier était suffisamment important, ajoutai-je, pour justifier un voyage à Vienne pour aller le rencontrer.

« D'accord, dit Andropov. Mais ne lui donnez pas toute la somme d'un seul coup. Donnez-lui-en la moitié. Peut-être qu'il ne vaut pas ces 80 000 dollars. »

Andropov signa une lettre autorisant le retrait de cette somme auprès du service de comptabilité qui conservait des millions de dollars en argent comptant. Cet argent était utilisé pour toutes sortes d'opérations, par exemple pour payer des informateurs comme Barnett ou le distribuer aux espions qui nous fournissaient des échantillons de la technologie scientifique, militaire et industrielle de l'Ouest.

Accompagné par un assistant qui m'aidait à transporter cette montagne de billets de 20 dollars, je pris un vol pour Vienne, devenu à l'époque le lieu de prédilection du KGB pour rencontrer des agents occidentaux. Le pays avait une frontière commune avec le bloc de l'Est et les autorités autrichiennes fermaient les yeux sur nos allées et venues ainsi que sur les rencontres clandestines qui motivaient notre présence dans cette ville. Comme d'habitude, j'allai à Vienne muni d'un passeport

diplomatique en qualité de conseiller du ministère des Affaires étrangères soviétique. Je présentai mon passeport diplomatique vert au poste de contrôle de l'immigration et le préposé me fit signe de passer. Personne ne fouilla mes bagages. L'Autriche était un paradis pour les espions.

Nos agents à Vienne avaient prévu de rencontrer Barnett dans la rue, puis de l'amener dans une des maisons utilisées par la mission commerciale soviétique qui était munie de chambres bien aménagées et d'un joli sauna. Lors de ma première rencontre avec Barnett dans la pièce de séjour de la maison, je fus frappé par sa grande nervosité et son agitation. Je me rappelle peu de choses à propos de son apparence mis à part le fait que c'était un homme d'âge et de taille moyenne. Cependant, je n'oublierai jamais son état émotionnel : c'était un homme en proie à un profond désespoir. Il était évident qu'il nous avait contactés non par conviction idéologique (en 1979, cette époque était révolue), mais parce qu'il avait désespérément besoin d'argent et qu'il semblait en pleine crise psychologique de la quarantaine.

« Laissez-moi deviner, me dit-il. Vous faites partie des services de renseignement. »

C'était à peu près ça. « Dans le mille », ai-je répondu. Comme c'était la coutume, je ne révélai pas mon nom.

Je savais que je devais calmer Barnett et briser la glace. De plus, je ne plongeais jamais dans le vif du sujet sans avoir eu d'abord quelque chose à boire et à manger. Nous bûmes un peu de vodka et levâmes nos verres à la paix et à l'amitié. Barnett se détendit un peu, puis nous allâmes dans la salle à manger pour nous faire servir un excellent dîner préparé par le cuisinier de la mission, le tout arrosé de bon vin. Barnett, mon assistant et moi discutâmes à bâtons rompus de nos services respectifs. Après le thé et le café, je suggérai de nous mettre au travail.

« Êtes-vous prêt à passer à des choses plus sérieuses ? demandai-je à Barnett. Détendez-vous, allez vous rafraîchir, puis nous passerons dans une autre pièce. »

Nous avions des centaines de questions à lui poser sur les opérations de la CIA en Asie et ailleurs dans le monde. Nous déposâmes une enregistreuse sur une table et nous commençâmes notre interrogatoire. Au début, je survolai certains aspects des opérations asiatiques de la CIA que Barnett avait déjà abordés avec nos agents en Orient. Pendant ce temps, j'essayai de détecter de possibles contradictions dans son témoignage. C'était une des rares occasions où nous pouvions interroger un agent expérimenté de la CIA qui venait tout juste de quitter le service et à partir de cette nuit-là, nous passâmes deux jours complets à lui soutirer de l'information sur tous les aspects du renseignement américain. Il nous donna les pièces manquantes de notre casse-tête quant à la structure de la CIA et décrivit en détail ses opérations en Corée du Sud, en Indonésie et dans les autres pays asiatiques, révélant les noms d'agents de la CIA ainsi que l'identité des informateurs recrutés par l'agence.

La première nuit, après avoir mis fin à notre discussion, quelque chose semblait perturber Barnett. Je lui demandai ce qui n'allait pas.

« Nous n'avons pas finalisé nos arrangements financiers, dit-il. – À quels arrangements faites-vous référence ? dis-je. – J'ai demandé à vos collègues la somme de 80 000 dollars », répondit Barnett qui devenait de plus en plus crispé.

Me rappelant l'avertissement d'Andropov de lui verser uniquement la moitié de la somme demandée, je dis à Barnett : « Écoutez, avec ce que vous m'avez révélé jusqu'à présent, je ne peux vous donner que 40 000 dollars. Pas un dollar de plus. »

Je n'étais pas préparé à l'explosion qui suivit.

– Qu'est-ce que c'est que ça ! hurla-t-il au bord de la crise d'hystérie. Vous vous foutez de moi ou quoi ? Ces 40 000 dollars, c'est de la merde. Ça ne réglera pas mes problèmes. Je n'ai pas besoin de ces foutus 40 000 dollars ! Si je ne paye pas mes dettes et que je ne retrouve pas mon rang social, je me tire une balle dans la tête. Si vous ne voulez pas que ça arrive, respectez

votre parole. Je vous ai dit tout ce que je savais. C'est maintenant à votre tour de faire ce que vous avez à faire. »

Je compris alors que si nous voulions qu'il continue de collaborer avec nous, je n'avais d'autre choix que de lui remettre les 80 000 dollars en totalité.

« Si vous voulez que je vous verse 80 000 dollars, j'ai besoin d'avoir des réponses beaucoup plus détaillées que celles que vous m'avez données jusqu'à présent, dis-je. – Si je n'ai pas l'argent, je ne travaille plus avec vous », répliqua-t-il.

Je lui remis les 80 000 dollars. Barnett poussa un soupir de soulagement, me serra la main et s'affala dans son fauteuil. Nous parlâmes encore un peu, puis je lui indiquai sa chambre.

Nous reparlâmes le lendemain et après lui avoir soutiré toute l'information qu'il pouvait me donner, nous discutâmes de la possibilité que Barnett continue de travailler comme consultant pour la CIA ou auprès des comités du Congrès qui supervisaient les activités de renseignement. Je donnai à Barnett des instructions précises sur la façon de communiquer avec son contact à Washington, puis nous nous séparâmes. Les informations qu'il nous avait fournies, même si elles n'étaient pas appuyées par des documents, s'avérèrent extrêmement utiles et la perspective que Barnett se trouve un nouveau poste dans le monde du renseignement m'enthousiasmait. À mon retour à Moscou, nous expédiâmes des consignes via un câble codé et une valise diplomatique sur ce premier rendez-vous. J'étais convaincu que nous étions en train de former un excellent espion américain.

Barnett rencontra à plusieurs reprises des agents du KGB à Washington. Puis, venue de nulle part, la rumeur courut que le FBI avait procédé à son arrestation. Le département de la Justice américain indiqua par la suite que des agents américains avaient surveillé une rencontre entre Barnett et le KGB à Vienne, mais ce n'était qu'un prétexte. En fait, Barnett avait été démasqué bien avant. Quelques années auparavant, au moment où l'agent

de la CIA Edward Lee Howard avait fait défection et qu'Aldrich Ames avait vendu des secrets de la CIA au KGB, nous avions appris que les Américains avaient recruté un haut gradé du KGB en poste à notre station de Jakarta, en Indonésie. Lorsque Barnett approcha nos agents en Indonésie, il est probable que le bruit ait couru dans la station de Jakarta qu'un agent de la CIA voulait se mettre à table. Même si la plupart de nos agents à Jakarta ignoraient son nom, tout ce dont la CIA avait eu besoin de savoir de la part de sa taupe infiltrée dans notre service était qu'un agent des services de renseignement américain avait offert ses services. Par la suite, il avait été facile d'identifier Barnett, un retraité aux prises avec des ennuis financiers.

En octobre 1980, Barnett reconnut sa culpabilité à des accusations d'espionnage et il reçut une sentence de dix-huit ans de prison. Grâce à nos sources au sein de la CIA, le KGB découvrit la taupe de la station de Jakarta : au milieu des années 1980, cet homme avait été promu au poste de secrétaire du parti à l'Institut Andropov, à Moscou. Il fut arrêté, jugé et fusillé. Comparativement au sort réservé à Barnett, ce qui advint à notre propre espion au KGB démontre sans aucun doute que si la CIA était sévère face à ses traîtres, nous l'étions infiniment plus.

C'était également en Autriche, dans une petite ville appelée Bad Ischl située près de Strasbourg, que je rencontrai une autre précieuse source américaine, cette fois provenant des services de renseignement militaires des États-Unis. Ce colonel de l'armée américaine qui fut par la suite accusé d'espionnage et condamné à la prison à vie, attira notre attention pendant les années 1960. George Trofimoff était né en Allemagne dans une famille d'émigrés russes et il était devenu citoyen américain en 1951. Il s'était enrôlé dans la réserve de l'armée américaine et pendant plusieurs années, il avait dirigé une unité chargée d'interroger les transfuges provenant des pays du pacte de Varsovie.

C'est pendant son enfance passée en Allemagne que Trofimoff avait fait la rencontre d'Igor Susemihl qui était également le fils

d'immigrants russes. Susemihl allait devenir prêtre de l'Église orthodoxe russe en Allemagne, puis archevêque de Vienne et d'Autriche avec une résidence à Munich.

Susemihl avait été recruté par le KGB pendant les années 1950 avec pour mission de repérer des recrues potentielles parmi ses fidèles. Quand Trofimoff qui avait tendance à dilapider son argent approcha son « frère » pour lui demander un prêt, Igor en informa aussitôt son contrôleur du KGB. Peu à peu, Trofimoff devint dépendant de l'aide financière du prêtre. Un jour, Susemihl proposa à Trofimoff de rencontrer un « ami » de Russie. Trofimoff n'y fit pas objection. En 1969, il commença donc à transmettre de l'information au KGB en retour d'une somme de 2 000 dollars à chaque rencontre avec son contact soviétique.

Lorsque j'entrai en fonction en 1970 comme directeur adjoint du contre-espionnage extérieur, responsable de la section américaine, le dossier Trofimoff fut porté à mon attention. Après l'avoir parcouru, j'eus l'impression que cet agent n'était pas entre de bonnes mains en Allemagne.

Un jour, avec l'accord d'Andropov, je me rendis en Autriche pour rencontrer Trofimoff. À l'époque, il venait de divorcer de son épouse américaine pour épouser une jeune infirmière allemande de 18 ans. Quand je me présentai à Trofimoff comme son superviseur à Moscou, il apparut visiblement enchanté. Il se plaignit de son contact en Allemagne qui n'était pas toujours sobre lors des rencontres, des maigres paiements qu'il recevait et des risques qu'il prenait en sortant clandestinement des documents de son lieu de travail.

Je lui promis de corriger la situation, de trouver un autre contact et d'améliorer sa rémunération. Je lui expliquai le type d'informations recherché par le KGB et qu'il devait nous fournir. Je le prévins également, de manière amicale, que son mariage avec une jeune Allemande pourrait avoir un impact négatif sur sa carrière et le rendre vulnérable. La réponse de Trofimoff fut déconcertante : « Oleg, quand tu as 50 ans et que tu as cette

douce petite chose blottie contre toi, tu oublies ta sécurité et ta carrière. »

Tel que promis, nous remplaçâmes le contact de Trofimoff par un professionnel plus responsable et plus expérimenté et nous doublâmes presque sa compensation financière. Nous l'invitâmes en Russie pour un séjour dans une station balnéaire de Crimée.

Le changement dans les résultats obtenus par Trofimoff fut spectaculaire. Le flux et plus particulièrement la qualité de l'information, notamment les plans de bataille de l'Otan et les prévisions de la CIA en ce qui concernait l'URSS pour la période 1979-1982, firent de Trofimoff l'une de nos sources les plus précieuses. Plusieurs années plus tard, alors que j'avais quitté le monde du renseignement, Trofimoff reçut l'ordre du Drapeau rouge « pour son courage et sa bravoure exceptionnels dans l'accomplissement de missions importantes pour la sécurité de l'Union soviétique ».

Comment aurais-je pu imaginer que trente ans plus tard, je me retrouverais de nouveau face à face avec Trofimoff, cette fois à Tampa, en Floride ? Non par ma propre volonté, mais parce que j'avais été assigné à comparaître par le procureur fédéral à Washington, là où je vivais, pour témoigner lors du procès de Trofimoff à Tampa.

Ma première réaction face à cette requête fut négative. Comment pourrais-je témoigner contre mon ancien agent, l'homme qui nous avait fait confiance, l'homme dont la vie avait dépendu de nous ? Un tel geste était contraire à l'éthique, autant professionnelle qu'humaine. Toutefois, le procureur ne voulut rien entendre. Si je refusais de répondre à cette assignation, c'est moi qui serais assigné et je devrais faire face à de graves conséquences, incluant un changement de mon statut juridique aux États-Unis.

Comme je n'avais pas le choix, je me rendis au tribunal en Floride pour livrer sous interrogatoire un témoignage de quinze

minutes. Ce fut peut-être le point le plus bas de ma carrière en tant qu'agent du renseignement, mais je ne pouvais mentir puisque j'étais sous serment. Comme je l'appris par la suite, Trofimoff avait été placé sous enquête pendant sept années après avoir rencontré un agent du FBI qui s'était fait passer pour un agent russe livrant un paiement.

La première source d'information sur l'implication de Trofimoff avec le KGB fut Vasili Mitrokhin, un transfuge soviétique qui s'était réfugié en Angleterre en 1992 et qui avait fourni aux services de sécurité anglais et américains des milliers de documents provenant des archives du KGB.

Tout ceci est arrivé beaucoup plus tard. Entre-temps, nous redoublions d'efforts sur d'autres projets.

Nous réussîmes un autre coup de maître contre les Américains pendant les années 1970 en piégeant une base de l'armée de l'air américaine en Méditerranée. Nous y parvînmes en recrutant un employé local de la base qui installa des dispositifs d'écoute. Ces micros fonctionnèrent pendant plus d'une année, période au cours de laquelle nous recueillîmes une quantité importante d'informations sur les opérations de l'Otan en Europe.

Parmi les attaques les plus audacieuses que nous planifiâmes contre la CIA pendant mon passage au contre-espionnage extérieur, il y eut un plan pour enlever un agent de la CIA à Beyrouth. Nous préparâmes cette opération pendant une période de six mois en 1977 et 1978. Le complot était relativement simple : nous allions payer des Palestiniens pour faire le sale boulot à notre place. Le KGB entretenait des liens étroits avec des groupes palestiniens au Liban. Pendant des années, nous avions utilisé nos propres agents ainsi que ceux des pays membres du pacte de Varsovie pour nouer des liens étroits avec Yasser Arafat, le chef de l'Organisation de libération de la Palestine. Après avoir reçu l'approbation d'Andropov, nous donnâmes l'ordre à nos agents palestiniens au Liban de prendre en filature un agent de la CIA en poste à l'ambassade américaine à Beyrouth à titre

d'attaché militaire. Notre plan consistait à payer les Palestiniens pour enlever l'agent de la CIA et à l'interroger en menaçant de le torturer. Nous fournirions aux Palestiniens une liste de questions. Nous voulions également leur montrer comment ils pourraient recruter cet Américain. Les Palestiniens avaient l'autorisation d'utiliser des menaces de mort mais en aucun cas ils ne pouvaient le tuer ou le torturer physiquement. Du début à la fin, il s'agirait d'une opération du KGB, mais par personnes interposées.

Notre plan fut mis à exécution. Les Palestiniens exercèrent une surveillance constante de l'agent de la CIA, puis ils nous informèrent qu'ils pouvaient passer à l'action n'importe quand. Ils avaient choisi un lieu sûr à Beyrouth pour le détenir et l'interroger. J'allai voir Boris Ivanov, un ancien chef de la station de New York qui était maintenant premier chef adjoint du renseignement.

« Tout est prêt, lui dis-je.

– Je dois obtenir le feu vert, répondit Ivanov. C'est une opération majeure. Je dois en parler à Andropov.

– Pourquoi lui en parler de nouveau ? soutins-je. J'ai déjà son approbation écrite.

– C'est un dossier délicat, dit Ivanov. Je dois lui en reparler. »

Ivanov téléphona à Andropov afin que nous puissions lui parler ensemble sur un poste téléphonique protégé de la Loubianka. Après avoir décrit le plan, j'informai Andropov que nous étions prêts à enlever l'agent de la CIA.

« Un enlèvement ! aboya Andropov. Avez-vous perdu la tête ?

– Mais vous avez donné votre autorisation, dis-je.

– Peut-être que je l'ai fait, répliqua Andropov, mais j'ai changé d'avis. Nous ne devrions pas faire ce genre de choses. Qu'arrivera-t-il si notre plan dérape et que les Américains découvrent le pot aux roses ? Allons-nous déclencher une guerre ? Ils commenceraient à kidnapper nos agents partout dans le monde et ils sont mieux équipés pour enlever les nôtres que nous les leurs. Cela

déclencherait une guerre des services de renseignement. Nous en sortirions perdants.

– Les Américains ne le découvriront pas », répondis-je, toujours certain qu'il s'agissait d'un moyen sûr de mettre la main sur un agent de la CIA et de l'interroger. « Les Palestiniens peuvent le faire. J'en suis persuadé.

– Je ne fais pas confiance aux Palestiniens, dit Andropov. Ne faites rien. Je vous l'interdis. »

Ma conversation téléphonique d'une minute avec Andropov balaya d'un seul coup six mois de planification et de préparation.

Près d'une décennie plus tard, des terroristes du mouvement Hezbollah appuyés par les Iraniens kidnappèrent William Buckley, le chef de la station de la CIA à Beyrouth. Soumis à d'horribles tortures, ils lui soutirèrent tout ce qu'il savait sur les opérations de la CIA. L'Américain décéda pendant cet interrogatoire. À l'époque, même si je participais davantage aux opérations extérieures, je ne croyais pas que le KGB avait quelque chose à voir avec l'enlèvement et la torture de Buckley. Toutefois, il demeure à peu près certain que la transcription de l'interrogatoire de Buckley (que les bouchers du Hezbollah avaient enregistré) fut éventuellement refilée ou vendue à prix d'or au KGB.

Une de mes dernières rencontres avec un agent du renseignement américain eut lieu en 1979 à Helsinki, ville qui rivalisait avec Vienne en tant que lieu de rencontre préféré des agents soviétiques. Encore aujourd'hui, j'ignore si cet Américain était sincère ou s'il s'agissait d'un plan de la CIA.

L'homme, un commandant à la retraite d'un sous-marin nucléaire américain, était entré en contact avec une de nos stations en Europe. Au début, tout semblait trop beau pour être vrai. Non seulement cet homme avait une connaissance approfondie de la flotte sous-marine américaine, mais il prétendait également travailler à temps partiel pour la CIA. Comme j'avais

souvent fait face à ce qui semblait être une prise de choix, je décidai de rencontrer cet homme pour voir s'il disait la vérité.

À l'automne 1979, je me rendis à Helsinki pour rencontrer l'officier naval américain. Malgré mon scepticisme, j'en vins rapidement à la conclusion qu'il était sincère. L'Américain me raconta qu'il nous avait contactés parce qu'il avait besoin d'argent et aussi parce qu'il était en colère : après sa mission à bord d'un sous-marin nucléaire, il n'avait reçu ni promotion ni transfert au quartier général naval du Pentagone. L'information qu'il nous donna était intéressante sans être sensationnelle. Après plusieurs rencontres à Helsinki sur une période de deux jours, l'Américain me fournit certains détails sur les opérations de la flotte de sous-marins nucléaires des États-Unis et sur les activités contre l'URSS. Il ne fournit aucun document, affirmant qu'il n'avait plus accès au matériel de la marine et que son contrat avec la CIA venait tout juste de commencer. Nous lui versâmes des sommes modestes, au total 10 000 dollars, pendant mon séjour à la tête du contre-espionnage étranger.

Je voulais que ce commandant décroche un emploi permanent à la CIA. À la fin de nos entretiens, je lui suggérai d'écrire à l'amiral Stansfield Turner, directeur de la CIA, pour lui expliquer qu'il était un commandant de sous-marin à la retraite travaillant à temps partiel pour la CIA et qu'il cherchait un emploi à temps plein au sein de l'agence. Le commandant, qui garda le contact avec nous, nous fit savoir par un intermédiaire qu'il avait écrit la lettre, mais n'avait reçu aucune réponse.

Encore aujourd'hui, j'entretiens des doutes envers cet Américain. Un des grands défis en matière de contre-espionnage consiste à déterminer si une personne est sincère lorsqu'elle nous offre ses services ou si elle obéit aux ordres de la CIA ou de l'Otan. Dans le cas de ce commandant ainsi que dans plusieurs autres cas, je retournais sans cesse leur histoire dans ma tête, essayant de deviner la vérité. C'est un aspect de mon travail qui était à la fois exaspérant et excitant.

Peu importe qui était ce marin américain, il me laissa un chaleureux et mémorable cadeau d'adieu. Une de nos rencontres finnoises avait eu lieu dans un café situé dans un secteur boisé et isolé à une cinquantaine de kilomètres d'Helsinki. Pendant la discussion, l'Américain me demanda à brûle-pourpoint : « Avez-vous déjà vu du vrai scotch ?

– Euh, oui », répondis-je. J'étais hésitant parce que j'avais comme ligne de conduite de ne jamais débattre avec les Américains ou les Anglais sur le whisky ou le scotch : c'était leur domaine, comme la vodka était celui des Russes. « Avez-vous déjà goûté au Glenfiddich ? demanda l'Américain.

– Non répondis-je. Jamais entendu parler.

– Vraiment ! s'exclama-t-il. Donc, vous ne savez pas ce qu'est le vrai scotch. Je vais vous envoyer une bouteille ou deux par l'entremise de mon contact. »

Un mois plus tard, mon subalterne au KGB qui s'occupait de cet Américain m'envoya une bouteille de scotch via la valise diplomatique. Je l'ouvris et alors que je m'apprêtais à prendre une gorgée, ma paranoïa d'espion reprit le dessus. Et si ce type travaillait pour la CIA ? Les Américains essayaient-ils d'empoisonner un général du KGB avec une bouteille de scotch ? J'en arrivai à la conclusion que non. En fait, nous-mêmes n'oserions pas un coup de ce genre. Je pris donc une gorgée et le scotch descendit dans ma gorge comme un nectar. Dans les semaines qui suivirent, mes collègues et moi – une gorgée ou deux à la fois – arrivâmes au bout de cette bouteille de délicieux scotch. Depuis ce jour, je suis un grand amateur de Glenfiddich.

À mon retour de Finlande et tout au long du printemps 1979, je vécus une expérience qui, en rétrospective, fut annonciatrice de la suite des choses. À la fin des années 1970, alors que je dirigeais une des plus importantes directions du KGB, je peux affirmer en toute honnêteté que j'adorais mon travail. C'était un milieu stimulant qui me plaçait au cœur de la guerre froide que se livraient l'Union soviétique et les États-Unis. Je

voyageais à travers le monde pour superviser les opérations de contre-espionnage et quand j'étais à Moscou, mon travail au KGB m'accaparait six ou sept jours par semaine. J'avais la ferme conviction que j'accomplissais quelque chose d'utile et de nécessaire. Je n'étais pas aveugle au point de ne pas voir le retard que nous prenions par rapport à l'Ouest, la corruption qui rongeait les échelons les plus élevés du Parti communiste et le vieillard sénile qu'était devenu Brejnev. Toutefois, je croyais toujours en mon pays et je pensais qu'une réforme était encore possible. Les grandes illusions qui avaient modelé ma vision du monde depuis mon enfance étaient peut-être en lambeaux, mais je m'y accrochais encore.

En route vers la maison à bord du train reliant Helsinki à Moscou, j'étais de belle humeur. Notre long train vert fit un arrêt dans la ville frontalière finnoise de Vainikkala. Le soleil réchauffait mon compartiment. De chaque côté de la voie ferrée, les premières pousses d'herbe perçaient le sol. Soudainement, sans raison apparente, un sentiment de tristesse s'empara de moi. Je regardais les coquettes maisons finnoises et mon cœur se serra lorsque je les comparai avec la ville grise et morne de Vyborg, de l'autre côté de la frontière en territoire soviétique. La perspective de retourner à Moscou et de voir les médias discourir sur les plans quinquennaux et le triomphe du socialisme me rendait malade. Je sentais qu'une catastrophe était imminente et, comme la suite des événements l'a montré, j'avais raison. J'avais le sentiment troublant que je ne rentrais non pas à la maison, mais en prison. Et j'avais le pressentiment que je ne reviendrais pas à l'Ouest de sitôt. Sur ce point, j'avais également raison.

Je devance toutefois mon propos.

Notre action dans le domaine du contre-espionnage s'étendait à l'infiltration des services de renseignement des pays membres de l'Otan et, dans une moindre mesure, des pays du tiers-monde. En regroupant l'information obtenue de la CIA, de l'Otan et d'autres sources, nous fûmes capables de dresser un portrait assez

complet de la stratégie des États-Unis et des pays de l'Ouest ainsi que de leurs activités contre l'URSS. Entre-temps, les services de renseignement de la CIA et de l'Otan faisaient la même chose, et probablement avec plus de succès. Pendant mes dix années au contre-espionnage extérieur, j'eus souvent l'impression de participer à une grande partie d'échecs : si les défections et les fuites accentuaient notre retard, l'apparition de sources comme John Walker ou David Henry Barnett nous ramenait dans la course. C'était un coup pour coup constant et étourdissant. Nous leur prenions une pièce et ils nous en prenaient une. Cependant, l'utilisation d'agents doubles ajoutait des couches de duperie qui embrouillaient et obscurcissaient cette mêlée frénétique. C'était la sensation exaspérante de ne pas savoir à qui faire confiance. Bref, c'était de l'espionnage et après avoir consacré dix ans de ma vie au contre-espionnage extérieur, j'avais l'impression d'avoir fait de mon mieux pour aider mon pays à tirer son épingle du jeu dans cette lutte que nous étions graduellement et inexorablement en train de perdre.

Lorsque je devins chef du contre-espionnage extérieur en 1973, l'ampleur de notre infiltration de l'Otan et des autres services de renseignement de l'Ouest était impressionnante. En parcourant les dossiers, en parlant à mes subordonnés et en accomplissant mes tâches quotidiennes au bureau, je constatai que – souvent grâce aux espions venus vers nous pour des raisons idéologiques pendant les années 1930 et 1940 – nous disposions d'un réseau étendu d'agents occupant des fonctions importantes en France, en Allemagne de l'Ouest, au Canada, en Italie et dans les pays scandinaves, entre autres. Par contre, l'Angleterre qui, pendant les beaux jours des « Cinq de Cambridge » avait été un fer de lance dans nos efforts de renseignement, nous échappa avec l'arrestation d'Oleg Lyalin, ce qui entraîna l'expulsion de plus d'une centaine d'agents du KGB et de diplomates en poste à Londres.

Avant même que je rejoigne les rangs du contre-espionnage extérieur, je savais que nous disposions d'un réseau impression-

nant d'agents en France. Je fus néanmoins surpris de constater à quel point nous pouvions compter sur des taupes de haut rang dans les services de renseignement et de contre-espionnage civils et militaires français. Pendant mon mandat, nous pouvions nous vanter de disposer d'une douzaine d'excellents espions en France, la plupart travaillant aux plus hauts échelons, et tous de fervents communistes qui nous avaient approchés pendant les années 1940. Nos agents leur avaient déconseillé d'adhérer au Parti communiste français ou d'afficher d'une quelconque façon leurs convictions idéologiques. Le KGB attendit patiemment que ces taupes atteignent des postes importants dans les services de renseignement et chez les militaires. Pendant les années 1960 et 1970, les informations provenant des services de renseignement et des militaires français s'écoulaient comme d'un panier percé ; en fait, la situation se détériora tellement que les Américains cessèrent de divulguer aux Français quelque secret que ce soit.

Parmi ces taupes françaises, certaines ne furent jamais démasquées. Une des plus connues fut Georges Pâques, qui travaillait à l'état-major de l'armée française et au quartier général de l'Otan à Paris – le siège de l'Otan demeura à Paris jusqu'à ce que la France quitte l'organisation en 1966 –, qui donna au KGB les plans de bataille de l'Otan pour l'Europe de l'Ouest. Un nombre beaucoup plus important d'agents communistes français ne furent jamais découverts. La plupart avaient entre 50 et 60 ans au moment où je devins chef du contre-espionnage et ils prirent leur retraite lors de l'effondrement de l'URSS en 1991.

Je fis un séjour à Paris au milieu des années 1970 pour rencontrer un de nos principaux agents au sein du contre-espionnage français qui travaillait pour nous depuis 1946. Nous utilisâmes la voiture de l'ambassadeur munie de vitres teintées pour le faire entrer clandestinement dans l'ambassade soviétique. L'agent français arriva en début de soirée et nous discutâmes jusqu'à l'aube. Je n'avais pas pour seul objectif de débriefer un homme qui travaillait pour nous depuis plusieurs décennies et qui était

un agent fiable. Nous pensions qu'il apprécierait de rencontrer le chef du contre-espionnage étranger soviétique et surtout, je voulais le remercier pour l'aide qu'il nous avait apportée au fil des ans. Je l'interrogeai également sur l'étendue des activités des services de renseignement français, c'est-à-dire sur les opérations qu'ils essayaient de contrer, les agents doubles qu'ils utilisaient et la façon dont les Français collaboraient avec la CIA.

De plus, nous discutâmes longuement de l'information qu'il avait obtenue auprès de ses sources à la CIA, selon lesquelles les Américains avaient une taupe de haut rang au sein du KGB ou au GRU (services de renseignement militaires). J'eus la nette impression que cette taupe se cachait dans le GRU et la suite des événements me donna raison lorsque des années plus tard, nos sources au sein de la CIA et du FBI nous fournirent des informations qui menèrent à l'arrestation d'un général du GRU, Nikolaï Polyakov. Cet homme espionnait pour le compte des Américains depuis quinze ans, transmettant des informations clés sur la stratégie militaire soviétique. Il fut exécuté en 1986.

À l'époque, l'information fournie par ce Français déclencha une enquête majeure qui révéla des informations préjudiciables pour plusieurs dirigeants du GRU, même si aucun d'entre eux n'était le véritable coupable. Trouver une taupe équivaut à chercher une aiguille dans une botte de foin. À partir des bribes d'information du Français, nous essayâmes de vérifier les principaux suspects au sein du KGB et du GRU. Dès que nous soupçonnions quelqu'un, nous placions sa ligne sous écoute électronique, exercions une surveillance physique, placions un agent dans son service et vérifions ses amis et ses connaissances. Notre enquête révéla, par exemple, qu'un chef de station du GRU (un général) en poste dans un pays important d'Extrême-Orient était un homosexuel. Il fut congédié sous prétexte qu'il représentait un risque pour la sécurité. Plusieurs autres agents du GRU et du KGB furent mis à la porte lorsque les écoutes révélèrent qu'ils avaient la langue un peu trop pendue au sujet d'opérations ultra-secrètes.

Ma rencontre avec cet agent français à Paris fut mémorable : nous bûmes, mangeâmes et discutâmes jusqu'au lever du soleil. Vers la fin de notre conversation, le Français sortit un revolver et me dit : « Si quelque chose m'arrive, j'ai toujours ceci. – Rien ne vous arrivera », l'assurai-je, car lui et plusieurs autres comme lui opéraient en toute impunité ou presque depuis longtemps.

Pendant mon séjour à Paris, je rencontrai un des nos principaux agents que je nommerai Evgueny. Officiellement, il travaillait pour l'Unesco à Paris mais en fait, il était un de nos agents qui étaient en contact avec les taupes cachées à l'intérieur du renseignement français. Il pouvait se déplacer à sa guise et en toute impunité dans la capitale pour rencontrer nos sources françaises et recueillir des informations cruciales pour le KGB. Evgueny, un homme de très belle apparence, accéda au rang de général du KGB en raison de son excellent travail avec les espions français.

Notre infiltration des services de renseignement français était si profonde que nous étions capables de mesurer avec précision leur inefficacité. Les Français disposaient d'un réseau d'agents à travers le monde dans des villes comme New York et Londres, mais rien n'indiquait que les agents français obtenaient de bons résultats. Sans l'ombre d'un doute, les services de renseignement français étaient les plus faibles et les plus dépensiers parmi tous les services de renseignement hostiles auxquels nous étions confrontés. Le contre-espionnage français n'était guère mieux. Nous avions un accès complet à leurs secrets les mieux gardés.

Référence : Oleg Kalouguine, *Spymaster*, Basic Books, 2009, extrait traduit de l'anglais par Miville Boudreault.

Chapitre 4

Quand les services britanniques espionnaient de Gaulle

Rarement les Mémoires d'un ancien des services britanniques ont provoqué un tel choc et un tel scandale dans le Royaume de Sa Très Gracieuse Majesté. Il faut dire que Peter Wright, ancien sous-directeur du MI5, le service de contre-espionnage, a frappé fort. Après trente-cinq ans de bons et loyaux services, il a quitté sa « maison » sur une profonde frustration : la certitude d'avoir identifié une autre « taupe » soviétique au sein de son équipe. Mais voilà : après des années d'enquêtes acharnées, il n'a pas réussi à étayer ses intuitions par des preuves tangibles. Sa cible ? Rien moins que son ancien patron Roger Hollis, le directeur général du MI5 de 1956 à 1965 ! Wright n'est pas n'importe qui : scientifique de formation, il a été recruté en 1954 pour renforcer les capacités techniques du service, avant de s'orienter progressivement vers le contre-espionnage. C'est lui, notamment, qui a « traité » pour le MI5 le transfuge soviétique Anatoli Golitsine, lequel a indirectement permis d'identifier quatre taupes dans les services occidentaux, dont une à l'amirauté britannique. Après les scandales à répétition causés par les « Cinq de Cambridge », et la suspicion que ces affaires ont suscitée chez les Américains, on imagine aisément l'atmosphère pesante de paranoïa qui règne en ces années-là. Au fil des ans, Wright s'est forgé une conviction dont il ne démordra jamais : son chef Hollis est bel et bien un traître !

Parti en retraite en Tasmanie, Wright rumine son échec et entreprend de rédiger des Mémoires dans lesquels il raconte toute sa carrière, jusqu'aux opérations les plus sensibles, notamment la mise sous surveillance très serrée du Parti communiste britannique, que le MI5 a toujours gardé sous contrôle, ce qui peut expliquer sa relative faiblesse. Wright accuse aussi le Parti travailliste d'avoir laissé prospérer des agents d'influence de l'URSS, y compris au plus haut niveau. Lorsqu'il soumet son manuscrit à son ancien service, Wright déclenche une vive émotion… et des pressions en chaîne orchestrées par le gouvernement de Mme Thatcher. N'étant pas du genre à se laisser intimider, il décide de se faire publier en Australie. Le livre sera repris par un éditeur américain. Dès lors la presse britannique ne peut plus faire silence. Trompant la surveillance du MI5, le *Sunday Times* publie en 1987 les bonnes feuilles du livre, ce qui ouvre une brèche. À l'issue d'une longue bataille juridique, la Chambre des Lords finira par entériner la publication. Entre-temps, le livre est devenu un best-seller mondial… mais pas en France, où les éditeurs ont jugé qu'il traitait d'affaires trop exclusivement britanniques.

Ce n'est pas complètement exact, car « en passant », Peter Wright « balance » des secrets de portée internationale qui n'auraient jamais dû sortir : comme par exemple l'espionnage de l'ambassade de France à Londres par le MI5 ! En pleine négociation sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne, les échanges entre de Gaulle et son ambassadeur n'avaient ainsi plus de secrets pour les espions anglais. Comme quoi on peut être alliés mais légèrement indélicats… Plus étonnant encore : discutant avec les responsables de la CIA qui cherchent comment se débarrasser de Fidel Castro, Wright explique tranquillement les projets formés par les Britanniques pour « éliminer » le leader égyptien Nasser ! Ce sont ces éléments que nous avons choisis pour les extraits qui vont suivre. Car, sur son sujet de prédilection, la « trahison » de Roger Hollis, il semble bien que Wright ait fait fausse route. En 2010, l'historien britannique Christopher Andrew a publié une monumentale histoire (autorisée) du MI5 : *The Defence of the Realm*. Ayant eu accès à toutes les archives du MI5

sur la question, il en arrive à la conclusion que les accusations contre Hollis manquaient de substance et ignoraient de nombreux indices allant dans le sens inverse.

Une dernière curiosité sur ce texte – inédit en langue française : il a été coécrit à l'époque par un jeune journaliste peu connu, du nom de Paul Greengrass… qui devait, vingt ans plus tard, devenir un réalisateur célèbre spécialisé dans… les films d'espionnage ! On lui doit notamment deux épisodes de la saga « Jason Bourne » (*La Mort dans la peau*, 2004 et *La Vengeance dans la peau*, 2007), ainsi que *Green Zone* (2009).

Dans les tranchées de la guerre froide, A2[5] était la ligne de front du MI5 tandis que Hugh Winterborn et moi étions les troupes d'assaut. Hugh Winterborn était un frère d'armes. Il avait servi dans l'armée en Chine, au Sri Lanka et en Birmanie avant de joindre les rangs du MI5 et il parlait couramment le chinois et le japonais. Winterborn était un maréchal manqué[6]. Ses opérations étaient souvent complexes, mais elles étaient toujours magnifiquement planifiées jusqu'au moindre détail et invariablement exécutées avec une précision militaire. Cependant, il n'était pas du genre à se prendre au sérieux. Même s'il abordait chaque mission dans le but de recueillir des renseignements, il n'oubliait pas de prendre du plaisir. Et nous en eûmes. Pendant cinq ans, nous plantâmes des micros et organisâmes des cambriolages un peu partout à travers Londres sur ordre de l'État pendant que les prétentieux fonctionnaires au chapeau melon de Whitehall prétendaient regarder ailleurs.

Winterborn et moi étions faits l'un pour l'autre. Nous étions tous les deux fermement convaincus qu'une modernisation était plus que nécessaire à presque tous les niveaux de l'organisation,

5. A2 est le service du MI5 responsable des opérations de soutien en matière de surveillance. (NdT)
6. En français dans le texte. *(NdT)*

particulièrement sur le plan technologique. Au sein de notre duo, j'étais celui qui avait les idées. Il me tenait lieu de repoussoir, triant le judicieux de l'impraticable et planifiant la façon de transformer mes suggestions en réalité opérationnelle.

Quand je fis équipe avec Winterborn pour la première fois, il savourait encore le succès de sa dernière opération pour le A2, appelée opération « Party Piece ». C'était une opération Winterborn typique : un mélange harmonieux de chance incroyable et de minutie. Un agent du F4[7] avait appris d'une source à l'intérieur du Parti communiste de Grande-Bretagne que la liste secrète des membres se trouvait à Mayfair dans l'appartement d'un riche membre du parti. A2 avait reçu ordre de préparer une opération pour cambrioler l'appartement et copier la liste.

L'appartement fut placé sous une étroite surveillance visuelle, téléphonique et postale. C'est alors que le MI5 profita d'un coup de chance inespéré. L'épouse du propriétaire de l'appartement l'appela à son travail pour le prévenir qu'elle s'apprêtait à sortir pour une heure. Elle ajouta qu'elle laisserait la clé sous le paillasson. Moins de vingt minutes après que l'appel eut été intercepté à Leconfield House, nous étions sur place pour prendre une empreinte en pâte à modeler de la clé.

Le moment du cambriolage fut soigneusement planifié un week-end où le couple était absent. Winterborn envoya une équipe pour les prendre en filature dans l'éventualité où ils décideraient de rentrer plus tôt. Plusieurs caméras furent installées à Leconfield House, prêtes à copier la liste sur microfilm. Une équipe du A2 pénétra dans l'appartement et enleva les serrures des classeurs contenant les fiches. Le contenu de chaque tiroir fut photographié avec une caméra Polaroid. Chaque fiche fut soigneusement retirée du classeur et identifiée afin qu'elle puisse être replacée à l'endroit exact où elle avait été prise. Les fiches furent ensuite regroupées en paquets et transportées à Leconfield

7. F4 est le service du MI5 responsable de la surveillance directe. *(NdT)*

House pour être photographiées dans l'ordre. Pendant le week-end, en tout 55 000 fiches furent copiées sur microfilm. Nous disposions dorénavant d'une mine inestimable d'informations sur le Parti communiste.

Grâce à l'opération « Party Piece », le MI5 avait un accès direct à l'organisation du parti. Chaque fiche contenait une déclaration écrite à la main par la personne recrutée qui expliquait pourquoi elle désirait adhérer. Cette déclaration était accompagnée d'une liste complète de renseignements personnels ainsi que d'une description détaillée des circonstances qui avaient entouré son recrutement, le travail effectué pour le compte du parti et ses contacts au sein des instances. Plus important encore, le matériel recueilli contenait les fiches des membres secrets du Parti communiste de Grande-Bretagne (PCGB), c'est-à-dire les personnes dont l'identité était gardée secrète à leur demande ou à celle du parti. La plupart de ces membres n'étaient pas de la même génération que les communistes clandestins classiques des années 1930, et beaucoup avaient été recrutés pour faire de l'espionnage. Ces gens se retrouvaient dans le Parti travailliste, les syndicats ou la fonction publique et ils étaient entrés dans la clandestinité en raison des nouvelles règles de sécurité adoptées par le gouvernement Attlee.

Dans les années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, le PCGB continua à jouir d'un large appui, surtout dans le mouvement syndical. Ce phénomène s'expliquait principalement par notre alliance avec l'Union soviétique pendant la guerre. Les communistes étaient de plus en plus présents dans les conflits de travail, au grand dam d'ailleurs du Premier ministre Attlee. À la fin des années 1940, le MI5 commença à consacrer des ressources pour surveiller et neutraliser les activités du PCGB au sein du mouvement syndical. En 1955, à l'époque de « Party Piece », le PCGB avait été infiltré à presque tous les niveaux grâce à une surveillance électronique ou à des informateurs. Le matériel obtenu grâce à « Party Piece » qui révélait le cœur

de l'organisation du PCGB prouva sans aucun doute possible l'efficacité du MI5 d'après-guerre. Ironiquement, moins d'une année après l'invasion de la Hongrie par l'Union soviétique, la popularité du parti amorça un long déclin.

Après que le MI5 eut mis la main sur le matériel de « Party Piece », le PCGB ne constitua plus une menace sérieuse pour le pays. Comme le MI5 connaissait tous les membres du parti et plus particulièrement ses membres secrets, il pouvait surveiller leurs activités et les empêcher d'avoir accès à du matériel classifié. Le matériel recueilli avec « Party Piece » resta très utile jusqu'au début des années 1970, moment où le PCGB déclara qu'il renonçait aux membres secrets pour devenir un parti semblable aux autres.

[…]

Après la guerre, le MI5, qui avait alors perdu l'élite intellectuelle qui s'était jointe à elle pendant la guerre, manifesta peu d'intérêt à maintenir ses activités de renseignement liées aux transmissions. En fait, dès le début de la guerre, il avait perdu le contrôle sur le système de radiodiffusion au profit du MI6. Cependant, l'obstacle le plus important à surmonter restait le Government Communications Headquarters (Centre d'interception des télécommunications étrangères – GCHQ) qui protégeait jalousement son monopole sur le renseignement électronique. Lorsque je commençai à travailler à temps plein pour le MI5 en 1955, les liens avec le GCHQ se limitaient à une rencontre tous les six mois entre un officier du MI5 et un haut fonctionnaire du GCHQ. En février 1956, j'assistai pour la première fois à une de ces rencontres. Ce fut un véritable choc. Personne autour de la table ne semblait comprendre que dans le contexte de la guerre froide, comme cela avait été le cas lors de la Seconde Guerre mondiale, le GCHQ avait un rôle clé à jouer pour aider le MI5 à accomplir sa mission principale : le contre-espionnage. Personne ne semblait comprendre non plus que le MI5 et sa technologie de pointe pouvait aider de multiples

façons le GCHQ. Je fis quelques suggestions de collaboration possible, par exemple vérifier si les Russes écoutaient les communications radio des équipes de surveillance, mais Bill Collins, le représentant du GCHQ, sembla complètement pris au dépourvu par cette approche positive du travail en équipe.

Il me répondit alors des choses du genre : « J'ai besoin d'en savoir plus long à ce sujet », ou encore « Je ne pense pas avoir de temps pour ce genre de choses ».

J'en fis la remarque à Cumming, mais il sembla également peu intéressé.

« C'est leur chasse gardée. Mieux vaut ne pas insister. »

L'officier de liaison du MI5 avec le GCHQ était Freddie Beith, un agent dynamique qui travaillait pour la section D. Son père était gallois et sa mère espagnole, ce qui expliquait sa passion pour le rugby et son bouillant tempérament latin. Il parlait couramment allemand et pendant la guerre il avait dirigé un réseau d'agents doubles au Portugal et en Espagne, le Double Cross System. Il avait commencé à travailler avec le GCHQ au cours d'une mission appelée opération « Halt ». « Halt » faisait suite à une demande du GCHQ au début des années 1950. Le GCHQ voulait que le MI5 l'aide à déchiffrer les codes utilisés par les diplomates en poste à Londres. Beith, qui dirigeait l'opération « Halt », demanda aux agents de la section D en poste au sein d'une ambassade de tenter d'obtenir un accès à la salle servant au chiffrement des messages. Le GCHQ espérait que les agents de Beith pourraient s'emparer du matériel chiffré qui avait été jeté à la poubelle. Ce matériel pourrait ensuite être réutilisé pour déchiffrer le code.

Beith s'attela à cette tâche avec enthousiasme, mais elle s'avéra virtuellement impossible. En effet, dans la plupart des ambassades et particulièrement dans celles des pays de l'Est, cette salle était de loin l'endroit le plus difficile d'accès de l'immeuble et les chances d'y infiltrer un agent étaient très minces. Néanmoins, Beith réussit un coup fumant en recrutant un employé de l'ambassade

tchèque qui avait accès à la clé du coffre principal où les codes étaient rangés. Travaillant sous les ordres de Leslie Jagger, l'agent parvint à faire une empreinte en pâte à modeler de la clé. C'était un modèle haut de gamme Chubb, mais en utilisant une pâte à modeler spéciale et un micromètre capable de mesurer les échancrures de la clé avec une précision exceptionnelle, Jagger put en faire une copie parfaite. L'agent réussit à ouvrir le coffre et à copier les codes servant à chiffrer les messages de l'ambassade. Pendant six mois, le GBHQ [Great Britain Head Quarters] put lire les messages. Puis du jour au lendemain, les codes furent modifiés et l'agent renvoyé sans raison apparente.

Ce fut le seul succès remporté par Beith. Lorsque je me joignis à son équipe, je savais que le MI5 pouvait aider le programme « Halt » en utilisant de l'appareillage électronique plutôt que des agents. Toutefois, Beith, qui de son propre aveu était plutôt ignorant côté technique, avait des difficultés à suivre mes explications. Comme il était le seul officier autorisé à assurer la liaison avec le GCHQ, je n'avais d'autre choix que de mettre moi-même la main à la pâte si je voulais que mes idées aient la moindre chance de passer la rampe. Un soir, j'invitai Freddie à prendre un verre et je lui demandai s'il serait froissé que j'aille moi-même expliquer mon plan au quartier général GBHQ à Cheltenham.

« Pas du tout mon vieux, répondit Freddie sur un ton enjoué, ne te gêne surtout pas pour moi. De toute façon, je ne pige pas grand-chose à tout ce charabia technique. Mon expertise à moi, ce sont les vices de la race humaine. »

Je pris donc rendez-vous avec Freddie Butler, une vieille connaissance du temps de la Navy, qui occupait maintenant un poste de direction au sein du GCHQ. J'expliquai à Freddie qu'à mon avis, le mécanisme de liaison entre le MI5 et le GBHQ avait besoin d'être complètement repensé. Butler s'arrangea pour que je puisse rencontrer directement les deux meilleurs cryptoanalystes du GCHQ, Hugh Alexander et Hugh Denham, sans passer par Bill Collins.

Alexander dirigeait le secteur H du GCHQ en charge de la cryptoanalyse. Denham, un homme calme et studieux, était son adjoint. Il devint d'ailleurs son successeur dans les années 1960. Alexander avait commencé sa carrière à Bletchley Park, le prédécesseur du GCHQ, lorsque la guerre éclata et il fut un des principaux responsables, avec Alan Turing et Gordon Welchman, du déchiffrement des messages codés avec la machine Enigma. Après la guerre, Turing fut embauché par l'université de Manchester pour concevoir des ordinateurs et il mit fin tragiquement à ses jours en raison du harcèlement dont il fut victime à cause de son homosexualité. De son côté, Welchman émigra aux États-Unis pour faire de la recherche de pointe en informatique. Alexander fut le seul membre du trio à poursuivre sa carrière au GBHQ. Brillant joueur d'échecs de niveau international, il était tout aussi habile dans le déchiffrage des codes. Malgré l'effort intellectuel requis dans ces deux domaines, Alexander ne cessa de renvoyer l'image d'un homme calme et rassurant vêtu de tweed. Je demeure toutefois persuadé que toutes ces acrobaties mentales l'usèrent peu à peu. Lui qui vécut toute sa vie à la campagne et qui ne toucha ni au tabac ni à l'alcool, il mourut d'un cancer à un âge relativement jeune.

J'expliquai à Alexander et à Denham que j'avais été mis au courant de l'opération « Halt » et que selon moi, le MI5 pouvait apporter une contribution plus substantielle au GCHQ. J'ajoutai que depuis la création du comité Brundrett en 1949, il y avait eu des percées significatives dans la technologie utilisée par le MI5, particulièrement les microphones. Je conclus qu'il serait possible de remplacer les agents, méthode qui jusqu'à présent ne menait nulle part, par des appareils, pour obtenir des renseignements.

« Je ne suis pas encore en mesure de vous dire exactement comment nous pouvons vous aider avant d'avoir pu faire des essais, poursuivis-je, mais je sais toutefois que nos micros ultrasensibles nous permettront de soutirer quelque chose d'un

appareil de chiffrement. Ces appareils doivent être réglés chaque matin par un technicien. Supposons que nous captions le son d'un nouveau code. Cela pourrait-il être utile ? »

Malgré ma nervosité, les deux cryptoanalystes se montrèrent compréhensifs tout au long de ma présentation. Ils étaient très curieux de rencontrer une espèce inconnue dans la ménagerie du renseignement : un scientifique du MI5.

« Toute aide en ce sens sera la bienvenue, dit Alexander. Après tout, nous sommes des néophytes en ce domaine par rapport à vous. Nous ne sommes même pas encore complètement installés ici. »

Il fit un geste vers la fenêtre pour me montrer des ouvriers du bâtiment en train d'installer une autre rangée de baraques en tôle ondulée derrière le bâtiment principal du GCHQ.

« Le problème, c'est que nos capacités en informatique ne sont pas à la hauteur de nos théories, poursuivit-il. Il y a beaucoup de codes que nous pourrions déchiffrer aujourd'hui, mais nos ordinateurs ne sont tout simplement pas assez puissants pour faire le travail. Cela viendra éventuellement, mais en attendant vous pouvez nous aider à faire gagner du temps. »

Je demandai à Alexander quelle était sa principale cible. Ma question directe sembla le mettre mal à l'aise.

« Disons que nous en avons plusieurs et la liste est constamment mise à jour. Les requêtes du JIC [Joint Intelligence Committee], ce genre de choses.

– D'accord, insistais-je, mais si vous aviez à choisir la plus importante aujourd'hui, laquelle choisiriez-vous ? »

Alexander se tourna sur sa chaise et échangea un regard avec Denham.

« Aujourd'hui, je dirais les Égyptiens, dit finalement Alexander. Le Foreign Office nous talonne depuis des mois à ce sujet. Nous parvenons en partie à capter des messages codés, mais de temps à autre seulement et il ne s'agit jamais du matériel le plus récent. »

Nous étions au printemps 1956. Les tensions entre la Grande-Bretagne et l'Égypte avaient augmenté brusquement depuis que

Nasser avait mis en branle le processus qui allait mener quelques mois plus tard à la crise du canal de Suez.

« Quel appareil utilisent-ils ?

– Un Hagelin », répondit Denham. Cette machine fabriquée par Crypto AG, une entreprise suisse, était la préférée des pays du tiers-monde pendant les années 1950.

J'empruntai une des Hagelin du GCHQ et la ramenai avec moi à Londres dans le coffre de ma voiture. Leslie Jagger m'aida à l'installer dans une des maisons secrètes du MI5 à Regent's Park, puis je commençai les expériences pour essayer de confirmer ma théorie.

Cette Hagelin était une machine à clavier munie d'un ruban déroulant qui contenait le message chiffré. Le fonctionnement de la machine était simple. Quand on tapait quelque chose, sept roues alimentées par des commutateurs le remplaçaient automatiquement par des symboles aléatoires produits mécaniquement. Chaque matin, le préposé au chiffrement de l'ambassade effectuait un nouveau réglage des roues avant de commencer les transmissions. Si un de nos microphones pouvait capter les sons des nouveaux réglages qui étaient entrés dans la machine, j'étais convaincu que le GCHQ serait capable de les utiliser pour déterminer la « position de base » de la machine et de là, essayer de déchiffrer le code. Alexander et Denham m'expliquèrent qu'il suffirait d'obtenir les réglages de trois ou quatre roues.

J'installai une série de micros ultra-sensibles à des distances variées de la Hagelin ainsi qu'un microphone sonde sur le mur qui se trouvait derrière. Chaque microphone était relié à un oscilloscope qui permettait de produire un relevé à partir des sons enregistrés. Leslie Jagger fixa un appareil photo face à l'écran de l'oscilloscope pour prendre des clichés. Je soulevai le couvercle de la Hagelin pour effectuer un nouveau réglage des roues en notant les deux réglages, l'ancien et le nouveau. La machine commença à cliqueter pendant qu'elle chiffrait un flux

de messages fictifs. J'envoyai les résultats à Cheltenham afin que Denham puisse les examiner.

Une fois la pellicule développée, je constatai que les relevés de l'oscilloscope étaient suffisamment précis pour nous donner des indices sur les réglages de la machine. Ils donnaient également des indications sur au moins trois des sept roues. Je décidai de poursuivre l'expérience en utilisant l'équipement Satyr, ce qui produisit un son beaucoup moins net. Nous pouvions détecter le mouvement des roues, mais le son était très altéré. J'envoyai les résultats à Cheltenham par messager. Le lendemain, Denham me téléphona sur une ligne brouillée.

« C'est fantastique Peter ! » dit-il. Je sentais son enthousiasme même si sa voix sonnait comme celle d'un cinglé en raison de la distorsion produite par le brouillage.

« Les microphones acoustiques sont les meilleurs. Les relevés nous permettent d'obtenir des résultats pour deux et même trois roues. Le micro sans fil ne donne pas un aussi bon résultat, mais avec le temps, on pourra peut-être en tirer quelque chose. »

Je l'entendais mal à cause de la friture sur la ligne.

« Quand pouvons-nous passer à l'action ? cria-t-il à l'autre bout de la ligne.

– Dès que nous aurons l'autorisation ministérielle », répondis-je.

Le lendemain, le GCHQ dépêcha à Londres un membre de son service de la planification, Ray Frawley. Frawley était un homme perspicace et pragmatique capable de faire le pont entre des intellectuels de haut niveau comme Alexander et Denham et les exigences administratives propres à une organisation aussi énorme et ramifiée que le GCHQ. Frawley était un athée radical qui croyait qu'un jour il y aurait un croisement entre les êtres humains et les ordinateurs ; ainsi toute irrationalité dangereuse disparaîtrait. C'était un idéal plutôt enfantin à défendre en cette période sinistre de guerre froide, mais lui et moi développâmes néanmoins une étroite collaboration. Pour ma part, je demeurai

dans l'âme un adepte de l'irrationalité qui croyait que les solutions aux problèmes apparaissaient par de soudains éclairs d'inspiration ou d'intuition.

Dès que Winterborn, Frawley et moi pûmes nous asseoir pour préparer l'opération contre les Égyptiens, nous comprîmes que le meilleur moyen était aussi le plus simple. Après une vérification faite auprès du bureau des enquêtes du service des postes, j'obtins la liste de tous les appareils téléphoniques de leur ambassade. Comme il semblait y en avoir un à l'intérieur de la salle de chiffrement ou à proximité, nous décidâmes d'y installer un microphone pour tenter de capter les sons de la machine à chiffrer. Le service des postes mit le système téléphonique hors service et nous attendîmes que les Égyptiens le signalent. J'accompagnai l'homme qui planterait le micro dans le récepteur du téléphone en me faisant passer pour un technicien. J'espérais avoir la possibilité d'examiner la pièce et peut-être même d'apercevoir l'équipement de chiffrement.

Le lendemain, j'allai rejoindre l'équipe du service des postes à St. Paul's et nous utilisâmes leur camionnette pour nous rendre à l'ambassade égyptienne. La sécurité était stricte à l'entrée de l'ambassade et nous fûmes escortés dans chaque pièce. La salle de chiffrement était située dans une annexe et le cliquetis d'une Hagelin se faisait entendre à l'intérieur. Trois préposés s'occupaient des machines de Télex et recevaient les messages diplomatiques. Je scrutai attentivement la salle pour voir s'il n'y avait pas des bouts de ruban qui traînaient, mais tout semblait rangé et bien organisé. Un des préposés sortit et engagea une conversation animée avec la personne qui nous accompagnait. Au bout d'un moment, il retourna dans la pièce et ferma les machines. Puis il réapparut et vint vers moi en gesticulant en direction du téléphone. Nous ne parlions pas la même langue, mais grâce au langage des signes, je compris qu'il voulait que je déplace le téléphone à côté de son siège, près de la machine. Profitant de ce coup de chance inespéré, je commençai à allonger lentement le

câble tout en lui faisant dos afin que le technicien puisse insérer un petit micro dans le récepteur. Je déposai ensuite le téléphone sur son bureau à moins d'un mètre de la machine Hagelin. Le préposa prit le combiné et me gratifia d'un large sourire. Je fis de même en me disant que nous avions des raisons différentes d'être de si belle humeur.

Après avoir quitté l'ambassade égyptienne, je me précipitai au septième étage pour entendre les sons du combiné téléphonique. Au début, il semblait y avoir de la friture, mais après quelques ajustements, le cliquetis de la Hagelin devint clairement audible. Le MI5 installa une ligne spéciale jusqu'au GCHQ et chaque matin, pendant que le préposé de l'ambassade égyptienne entrait les nouveaux réglages dans la Hagelin, la section H du GCHQ faisait des calculs pour les découvrir et ainsi lire directement les messages chiffrés. Cette nouvelle technique qui utilisait des moyens électroniques pour obtenir de l'information à partir des machines à chiffrer reçut le nom de code « Engulf ». C'était une percée majeure. L'opération conjointe MI5/GCHQ nous permit de lire les messages codés égyptiens à partir de leur ambassade à Londres tout au long de la crise du canal de Suez. Les Égyptiens utilisaient quatre clés de chiffrement différentes et en utilisant la technique « Engulf », nous pûmes monter des opérations contre leurs autres ambassades ailleurs dans le monde et ainsi infiltrer en grande partie leurs canaux de communication. L'opération contre le code égyptien fut un succès retentissant pour le MI5. Ce triomphe arriva au moment même où le MI6 faisait chou blanc dans ses propres efforts pour recueillir de l'information. En effet, dès le début de la crise, presque tout son réseau en Égypte fut neutralisé et ses agents arrêtés sur ordre de Nasser. Sa seule contribution se limita à une tentative d'assassinat ratée contre Nasser.

Pour Hollis qui était arrivé en poste comme directeur général au moment même où la crise de Suez atteignait son paroxysme, ce triomphe ne pouvait pas mieux tomber. Il allait ainsi compter

sur une réalisation solide pendant ces premiers mois si cruciaux. À la lumière des événements qui se produisirent par la suite, il est ironique de penser que je fus celui qui rendit ce succès possible.

Le renseignement le plus important que notre découverte du code égyptien nous permit d'obtenir fut le contenu des pourparlers entre les Égyptiens et les Soviétiques qui avaient lieu à Moscou. La teneur de ces discussions était ensuite relayée de l'ambassade égyptienne à Moscou à l'ambassade égyptienne à Londres. L'information obtenue grâce à ce canal persuada le Joint Intelligence Committee (JIC) que l'Union soviétique envisageait sérieusement de se ranger du côté de l'Égypte dans la crise du canal de Suez. Un message en particulier fut déterminant, car il relatait en détail une rencontre entre le ministre des Affaires étrangères soviétique et l'ambassadeur égyptien au cours de laquelle les Russes présentèrent un plan de mobilisation de leur aviation en préparation à une confrontation avec la Grande-Bretagne. La panique provoquée par ce message qui fut remis directement au JIC, fut un des éléments clés dans la décision d'Eden[8] de retirer les troupes. De plus, comme le matériel du GCHQ était transmis à son équivalent américain, la National Security Agency (NSA), je suis persuadé que ce message joua également un rôle important dans les pressions qu'exercèrent les Américains sur la Grande-Bretagne pour mettre fin à la crise.

Pourtant, peu de temps après l'installation du micro à l'intérieur de l'ambassade égyptienne, l'opération avait failli tomber à l'eau. Les Russes, désireux de venir en aide à leur allié égyptien face à l'aggravation de la crise de Suez, envoyèrent une équipe de « balayeurs » pour trouver d'éventuels micros cachés dans son ambassade à Londres. C'était un des gestes d'amitié préférés des Russes, car il leur permettait également de recueillir de l'information utile pour eux-mêmes. Notre poste d'observation situé face à l'entrée de l'ambassade égyptienne vit les balayeurs russes

8. Ancien Premier ministre britannique. *(NdT)*

entrer dans l'édifice. Je fus appelé au septième étage pour surveiller leurs progrès dans l'annexe où se trouvait la salle de chiffrement. Je les entendis pénétrer dans la salle sans que je puisse rien y faire. Ils commencèrent par la boîte à fusibles, puis ils balayèrent électroniquement les murs et les plafonds à l'aide de gros instruments qui ressemblaient à des détecteurs de métal. Le microphone émit un son sourd lorsqu'un des Russes prit le combiné et commença à dévisser la partie inférieure. Il y eut ensuite une pause, puis le son d'un téléphone qu'on réassemblait. Hugh Winterborn poussa un soupir de soulagement.

Si les Russes avaient trouvé le micro, ils l'auraient sûrement enlevé, mais il ne se passa rien ! Pourtant, les Russes connaissaient bien les micros, eux qui étaient constamment sur leurs gardes dans leur propre ambassade. Pourquoi n'avaient-ils pas été capables de trouver celui de l'ambassade égyptienne ? Peut-être voulaient-ils nous laisser croire qu'ils ne l'avaient pas trouvé afin que nous puissions continuer de l'utiliser. Après tout, il y avait d'autres moyens à leur disposition pour envoyer de l'information, par exemple utiliser leur propre canal sécurisé Moscou-Londres, puis envoyer un messager à l'ambassade égyptienne. Cette méthode aurait été imparable. Je crois cependant qu'il y avait une autre raison. Les Russes voulaient nous montrer leur détermination à propos de la crise du canal de Suez. Ils voulaient nous montrer que ce n'était pas un bluff. Le seul moyen de s'assurer que nous allions les prendre au sérieux était de nous le faire savoir par l'entremise d'une source irréfutable, par exemple en interceptant un message secret. Je pris alors conscience pour la première fois de la sophistication de la désinformation soviétique.

Après la crise de Suez, je recommençai à harceler les gens du GCHQ avec des propositions de collaboration. Ceux-ci semblaient toutefois souhaiter que notre relation redevienne moins étroite, comme celle qui existait avant. Même si les dirigeants du GCHQ étaient satisfaits des résultats obtenus avec « Engulf », ils étaient moins enthousiasmés par la perspective

d'une réciprocité ; en d'autres termes, ils n'avaient pas d'objection à ce que le MI5 travaille pour eux, et non l'inverse.

J'avais l'impression que le GCHQ pouvait aider grandement le MI5 à contrer les réseaux d'espionnage soviétiques en Grande-Bretagne en interceptant leurs communications. Lorsqu'il s'agissait d'opérations « illégales » très délicates, les services de renseignement russes avaient toujours préféré avoir recours à des agents qui travaillaient de manière complètement indépendante des officiers de renseignement « légaux » en poste à l'ambassade. Ces agents communiquaient avec Moscou en utilisant leur propre émetteur radio. J'étais convaincu qu'en y mettant les efforts requis, nous pourrions intercepter ces transmissions et faire une percée qui nous permettrait de pénétrer au cœur même de l'appareil de renseignement soviétique. Je souhaitais que le GCHQ fournisse au MI5 une aide semblable à celle que nous avions reçue du RSS pendant la guerre, c'est-à-dire la surveillance en continu des messages qui entraient et sortaient de Grande-Bretagne. Cela me semblait logique. Toutefois, le GCHQ ne consacra que des ressources minimales pour capter ce trafic. C'était un effort dérisoire, mais rien ne parvint à les persuader d'en faire davantage.

[…]

Parmi toutes les cibles potentielles pour une opération « Engulf », le code français semblait l'option la plus intéressante. En effet, le Foreign Office exerçait des pressions sur le MI6 et le GCHQ afin d'en savoir plus long sur les intentions françaises au sujet de la candidature anglaise au Marché commun. De plus, le GCHQ connaissait déjà le système utilisé par les Français à Londres. Ceux-ci utilisaient deux codes. Le premier était de qualité inférieure et servait pour les communications par Télex avec le Quai d'Orsay. L'autre était beaucoup plus sophistiqué et servait à transmettre les messages de l'ambassadeur. De plus, il n'était pas généré par une machine à chiffrer. Alexander considérait ce code comme impossible à déchiffrer ; toutefois, le

code de moindre qualité était plus vulnérable au type d'attaque que je viens d'expliquer. Cooper donna son approbation et l'opération « Stockade » fut mise en branle.

La première tâche de cette mission conjointe MI5/GCHQ fut de faire une reconnaissance technique détaillée afin de découvrir comment l'ambassade avait été aménagée et où se trouvait la salle de chiffrement. Je fis une demande auprès des autorités locales pour obtenir une copie des plans et je contactai le service des postes. John Taylor avait pris sa retraite et avait été remplacé par H.T. Mitchell. Mitchell avait de la difficulté à s'exprimer en raison d'une paralysie partielle causée par un accident vasculaire cérébral, mais ses facultés intellectuelles étaient restées intactes. Mitchell me fournit les schémas complets des lignes de Télex et téléphoniques qui entraient et sortaient de l'ambassade et en comparant ces diagrammes avec les plans, nous pûmes établir l'emplacement probable de la salle de chiffrement.

Nous demandâmes au service des postes de mettre les lignes téléphoniques hors service, puis nous allâmes à l'ambassade pour faire une inspection visuelle de l'endroit où se trouvait la salle de chiffrement. Contrairement aux Égyptiens, le service de sécurité français ne nous lâcha pas d'une semelle, mais nous trouvâmes néanmoins ce que nous cherchions. Il n'y avait pas de téléphone dans la salle de chiffrement qui était située au fond d'un corridor. Les machines à chiffrer et les Télex se trouvaient dans des pièces adjacentes, séparés uniquement par une cloison en panneaux de gypse.

Grâce aux schémas que nous avait fournis le service des postes, nous pûmes suivre le tracé des câbles de sortie jusqu'à la rue, puis jusqu'à une boîte située à une des entrées de Hyde Park. Je m'arrangeai avec Mitchell pour placer un dispositif d'écoute radio à large bande sur le câble qui se trouvait à l'intérieur de la boîte. Le signal qui serait intercepté serait ensuite relayé jusqu'à une salle spéciale que nous étions en train d'aménager au *Hyde Park Hotel*. Le système téléphonique de l'hôtel fut également

mis hors service, ce qui nous offrit une couverture pour installer nos câbles jusqu'à la chambre située au quatrième étage que nous avions réservée. Des condensateurs spéciaux furent mis en place sur le circuit téléphonique pour le rendre unidirectionnel afin que rien ne transparaisse à l'ambassade et ne compromette ainsi l'opération. Comme le GCHQ interceptait régulièrement les communications radio et Télex qui entraient et sortaient de chaque ambassade à Londres, nous plaçâmes une ligne entre leurs installations de Palmer Street et notre centre d'opérations au *Hyde Park Hotel*. Nous pûmes ainsi recevoir les communications de l'ambassade française et nous servir de ce point de référence pour vérifier si le signal capté par notre dispositif d'écoute était le bon.

Le premier matin, nous captâmes un signal et nous le fîmes correspondre avec celui qui provenait de Palmer Street. Nous acheminâmes ensuite ce signal vers notre propre téléimprimeur et le message codé français que nous venions d'intercepter commença à apparaître devant nos yeux. Il devint évident dès le début que plusieurs signaux transitaient par le câble mis sur écoute. Il suffisait de s'asseoir avec un crayon pour séparer le message clair du message chiffré afin de pouvoir le lire directement.

C'est en traduisant un message que je décelai les traces d'un autre message sur le téléimprimeur. Je vérifiai sur le relevé du sonar pour m'assurer qu'il n'y avait pas d'erreur et j'appelai les techniciens du GCHQ.

Les sommets et les creux du signal traversaient l'écran en silence. La ligne créée par le code de moindre qualité était nette et son fantôme était clairement visible. Toutefois, il y avait à chaque sommet une espèce de murmure, comme si un autre signal le traversait.

« Nom de Dieu, murmura l'homme du GCHQ, c'est le code sophistiqué. Nous le captons à travers la cloison. »

Je contactai aussitôt Palmer Street pour leur demander de relayer ce code sur la ligne afin que nous puissions comparer les

signaux. Les techniciens du GCHQ réglèrent les amplificateurs afin que la transmission soit suffisamment puissante pour être imprimée et en utilisant le signal émis à partir de Palmer Street comme guide, je pus identifier le message en clair. En moins de dix minutes, j'envoyai une ébauche de traduction d'un message du cabinet du général de Gaulle adressé à l'ambassadeur de France à Londres.

Pendant presque trois ans, entre 1960 et 1963, le MI5 et le GCHQ purent lire le code sophistiqué qui entrait et sortait de l'ambassade de France à Londres. Nous épiâmes chaque geste posé par les Français pendant notre tentative ratée d'adhérer au Marché commun. Le Foreign Office dévora avidement cette information et des copies des messages du président français furent régulièrement transmises au secrétaire d'État par l'entremise de la valise diplomatique.

Malgré son succès, « Stockade » fut un exemple éloquent des limites des opérations de renseignement. De Gaulle était déterminé à bloquer notre candidature et peu importait la qualité des informations dont nous disposions, nous ne pouvions rien y changer. Nous transmîmes aux Américains des précisions sur le projet de « Force de frappe » nucléaire indépendante des Français, ce qui renforça leurs soupçons envers de Gaulle, mais l'avantage que nous en retirâmes resta minime.

Néanmoins, « Stockade » fut considérée comme un triomphe au sein du Foreign Office. Le secrétaire me fit venir pour me féliciter personnellement et louer l'ingéniosité de l'opération.

« Du matériel inestimable, déclara-t-il fièrement, tout simplement inestimable. » Il ne faisait aucun doute que « lire les messages des *Frogs* » était dans la même lignée qu'Azincourt, le siège de Calais et les autres faits d'armes contre ces perfides Français.

[…]

L'année 1961 fut le point culminant de la relation obsessive qu'entretenait la CIA envers Cuba. L'invasion de la baie des Cochons était un échec encore frais dans les mémoires dont nous

discutions régulièrement Angleton[9] et moi, car j'avais été associé de près à l'opération anti-insurrectionnelle menée par le MI5 contre le chef de la guérilla chypriote grec, le colonel Grivas, dans les années 1950. D'ailleurs, lors d'une visite à Washington en 1959, Richard Helms et Richard Bissell qui étaient alors responsables de l'Asie du Sud-Est, m'avaient demandé de prononcer une conférence à ce sujet devant un groupe de hauts dirigeants. Il était déjà évident à l'époque que la CIA préparait des plans contre Fidel Castro qui était en train d'établir un gouvernement communiste à Cuba. Lorsque Bissell prit en charge par la suite l'opération de la baie des Cochons et que celle-ci tourna au vinaigre, tous à Washington surent que ses jours étaient comptés, car les Kennedy renvoyèrent tous les responsables de ce fiasco.

Quand j'arrivai au restaurant deux jours plus tard, Harvey[10] se leva pour m'accueillir et me donner une solide poignée de main. Il avait meilleure mine que d'habitude. C'était un dur à cuire qui savait autant donner des coups qu'en recevoir. Il me dit qu'il surveillait de près ce qui se passait à Cuba et voulait en savoir davantage sur notre campagne chypriote.

« J'ai raté votre conférence en 1959 », ajouta-t-il sans la moindre trace d'ironie.

Je fus affecté au dossier chypriote peu de temps après mon arrivée au MI5 lorsque Bill Morgan, le directeur de la section E (les affaires coloniales), m'envoya des documents sur l'escalade dans ce conflit. L'archevêque chypriote grec Makarios menait une campagne vigoureuse pour l'indépendance avec l'appui du gouvernement grec, du Parti communiste chypriote (AKEL) et de l'EOKA (Ethniki Organosis Kyprion Agoniston – *Organisation nationale des combattants chypriotes*), la guérilla armée du colonel Grivas. La Grande-Bretagne, soucieuse de garder sa base mili-

9. Chef du contre-espionnage au sein de la CIA.
10. Chef de poste de la CIA à Berlin dans les années 1950, avant de rejoindre la centrale de Langley, où il a notamment pris en charge le projet d'invasion de Cuba.

taire située à Chypre, s'y opposait et en 1956, une force militaire d'urgence fut déployée. Il y avait d'un côté 40 000 soldats britanniques et de l'autre quelques centaines de guérilleros de Grivas.

La politique chypriote de la Grande-Bretagne fut un désastre total. Le Colonial Office qui essayait de mener des négociations politiques malgré une situation qui se détériorait sur le plan de la sécurité, comptait sur l'armée pour maintenir l'ordre. Pour que les négociations aient une chance de réussir, il fallait donc trouver Grivas, l'isoler et le neutraliser. Malgré les opérations de recherche massives lancées par l'armée, il demeurait insaisissable. Après avoir étudié le dossier, je devins convaincu que le MI5 pouvait faire beaucoup mieux que l'armée. Je dis à Magan que si on nous accordait le temps nécessaire, nous retrouverions Grivas en retraçant avec précision ses communications grâce aux mêmes méthodes que celles utilisées pour lancer nos attaques contre les Russes.

Magan et moi rencontrâmes ensuite Sir Gerald Templar qui avait mené avec succès la campagne anti-insurrectionnelle en Malaisie et qui était un ardent défenseur de l'utilisation du renseignement pour résoudre des problèmes coloniaux. Templar endossa avec enthousiasme mon plan et accepta de le défendre auprès du Colonial Office, mais sans succès. Le Colonial Office souhaitait poursuivre sa propre politique en matière de sécurité et ne voulait pas que le MI5 joue dans ses plates-bandes. Même à l'intérieur du MI5, la perspective d'être mêlé à un conflit sur le point de devenir insoluble ne soulevait guère d'enthousiasme. Hollis en particulier était opposé à une collaboration avec le Colonial Office sans avoir reçu au préalable une invitation claire du ministre. Selon lui, le MI5 était une organisation opérant sur le plan interne. Il pourrait à la limite dépêcher un officier de liaison avec l'armée, mais rien de plus.

En 1958, Grivas intensifia sa guérilla dans le but de contrecarrer les efforts du nouveau gouverneur, Sir Hugh Foot, visant à trouver une solution politique. L'armée lança une nouvelle opération

massive de recherche pour trouver Grivas, cette fois dans les montagnes, mais il se faufila de nouveau entre les mailles du filet. Foot continua de militer en faveur d'une solution politique, mais confronté à une situation qui se détériorait rapidement, il accepta d'appeler en renfort le MI5. Ce fut dès le départ une course contre la montre : pourrions-nous retrouver Grivas avant que le Colonial Office ne ficelle une entente sans queue ni tête ?

Magan était persuadé que la section spéciale locale devait avoir dans ses dossiers toute l'information requise pour retrouver Grivas, mais que cette information était mal interprétée. Le problème consistait toutefois à mettre la main sur cette information. L'EOKA avait infiltré la section spéciale et l'étude de ces dossiers pourrait s'avérer dangereuse si l'identité de l'officier du MI5 était dévoilée. Un de nos officiers avait déjà essuyé des coups de feu dans une rue de Nicosie.

Magan était un homme remarquable qui avait passé beaucoup de temps à la frontière nord-ouest et en Perse. Il avait vécu dans des tentes avec les autochtones, apprenant leur langue et cuisinant sur des feux alimentés par de la bouse de vache. Il connaissait bien les dangers du terrorisme et plutôt que de confier cette mission à un officier sans expérience, il insista pour la remplir lui-même avec l'aide de l'officier de liaison à Chypre, le colonel Philip Kirby Green. Green, un homme de grande taille courageux et intègre, était un militaire typique qui peignait à ses heures. Je devais les rejoindre peu de temps après pour préparer et exécuter l'aspect technique de la mission dont le nom de code était « Sunshine ».

Il serait grossier d'affirmer qu'il s'agissait d'une opération d'assassinat. Toutefois, cela revenait au même. Le plan était simple : découvrir l'endroit où Grivas se cachait et y envoyer un grand nombre de soldats. Nous savions qu'il refuserait de se rendre et qu'il finirait comme ses deux fidèles lieutenants qui, peu de temps auparavant, avaient été encerclés par l'armée et étaient morts pendant la fusillade subséquente.

J'arrivai à Nicosie le 17 janvier 1959 et je me rendis immédiatement au quartier général de la section spéciale pour consulter l'analyse des dossiers faite par Magan. La campagne menée par Grivas était bien organisée. Il y avait de nombreux exemples d'attaques terroristes et de troubles publics bien coordonnés à travers l'île tout entière. Il était évident que Grivas était en communication constante avec ses officiers sur le terrain. L'EOKA n'utilisait probablement pas le téléphone ou les postes, même si ces services publics avaient été complètement infiltrés. Les communications devaient donc reposer sur un système de messagers et après étude des dossiers, il devint évident qu'il s'agissait principalement de femmes qui utilisaient les transports en commun. Nous traçâmes sur une carte chaque signalement et chaque arrestation et le schéma obtenu montra que Limassol était au centre du réseau de communication de l'EOKA. Il y avait également un nombre significatif de signalements à Yerasa et à Polodhia, des villages situés à plusieurs kilomètres de Limassol. L'hypothèse la plus plausible était que Grivas disposait d'un quartier général dans chacun de ces villages.

La première étape fut de placer sur écoute la ligne téléphonique du palais de Makarios. Nous étions convaincus que Makarios, et parfois même l'EOKA, utilisait cette ligne en sachant que leurs espions au sein du service des postes les préviendraient automatiquement de la présence d'un dispositif d'écoute.

Nous décidâmes de dissimuler un dispositif d'écoute dans une des lignes aériennes qui entraient dans le palais. Nous utilisâmes un émetteur radio qui s'alimenterait à partir de la ligne téléphonique pour transmettre le signal vers un récepteur situé à quelques kilomètres de là. John Wyke, le meilleur technicien du MI6 et l'homme qui avait placé des dispositifs d'écoute dans le tunnel du mur de Berlin, à quelques centimètres sous les bottes des Vopos (*Volkspolizei* – police du peuple) est-allemands, vint me donner un coup de main. L'opération fut périlleuse. Wyke dut d'abord grimper en pleine nuit à un poteau téléphonique

planté au bord d'une rue qui était constamment patrouillée par les gardes du corps armés de Makarios et les guérilleros de l'EOKA. Il perça ensuite un trou au sommet du poteau pour dissimuler l'appareillage électronique, puis il effectua un branchement à la ligne téléphonique. Je restai au pied du poteau pour lui passer les outils. Toutes les cinq minutes, nous cessâmes de bouger à l'approche d'une patrouille, redoutant à chaque instant d'entendre des bruits de coups de feu. Au bout de deux heures, les nerfs à vif mais le dispositif d'écoute installé, nous disposions de la couverture de base essentielle pour surveiller Makarios.

Retrouver Grivas restait toutefois l'objectif véritable de « Sunshine ». Je restais convaincu qu'il devait utiliser une radio pour surveiller les communications de l'armée britannique et savoir à l'avance qu'une opération de recherche était lancée contre lui. Je décidai de mener une attaque sur deux fronts. D'abord, nous devions trouver l'antenne qu'il utilisait pour capter les ondes radio. Ensuite, il fallait installer un radiophare dans un de ses appareils radio, ce qui nous permettrait de nous rendre jusqu'à lui. Nous savions que Grivas utilisait du matériel militaire provenant en grande partie des Égyptiens qui vendaient à rabais le matériel britannique saisi après la guerre de Suez. Le MI6 recruta un trafiquant d'armes chypriote pour acheter un lot d'appareils radio en Égypte que j'allais modifier pour y inclure un radiophare, puis nous tenterions de les refiler à Grivas.

La première partie de l'opération « Sunshine » se déroula bien. K.G., c'est ainsi que Kirby Green était universellement connu dans le milieu, Magan et moi effectuâmes une série de missions de reconnaissance à l'aube dans le secteur de Limassol à la recherche d'une antenne. C'était un travail dangereux. Il fallait jouer aux touristes et se promener dans des rues poussiéreuses et des places publiques baignées de soleil. Des personnes âgées assises sous des parasols en osier nous observaient. Des enfants nous regardaient avec méfiance, puis disparaissaient dans des ruelles. Je sentais des

gouttes de sueur couler le long de mon dos et j'avais la sinistre impression qu'un fusil invisible était constamment pointé en ma direction, caché quelque part entre les toitures en terre cuite et les vieux murs de pierre.

À Yerasa, je remarquai un objet pointu au sommet d'une toiture d'église en forme de pyramide. On aurait dit un paratonnerre installé sur une garniture isolante qui traversait le toit. Un ruban métallique descendait jusqu'au sol, mais en examinant attentivement le paratonnerre avec des jumelles, je vis que le ruban était déconnecté. Il avait été modifié pour servir d'antenne. De manière plutôt téméraire, nous essayâmes de nous en approcher, mais un groupe d'enfants hostiles surgirent et commencèrent à nous lancer des pierres. Nous battîmes en retraite, puis nous nous rendîmes à Polodhia où nous trouvâmes un dispositif semblable. Je constatai que nous avions correctement identifié les deux villages au centre des opérations de Grivas.

Je commençai ensuite à travailler fébrilement sur les radiophares. Nous estimions qu'il faudrait encore six mois pour mener à bien l'opération « Sunshine » et alors que nous avions atteint notre vitesse de croisière à la fin du mois de février 1959, le Colonial Office régla précipitamment la crise chypriote lors d'une conférence constitutionnelle à Lancaster House. Le tapis venait de glisser brusquement sous nos pieds. Du jour au lendemain, l'opération « Sunshine » ne fut plus qu'un souvenir. Magan était hors de lui, surtout que Grivas se trouvait précisément là où nous l'avions anticipé. Grivas fut déporté vers la Grèce, prêt à continuer d'exercer son influence malsaine sur l'île. Pour Magan, cette entente était au mieux une solution temporaire qui laissait en suspens beaucoup de problèmes importants. Selon lui, la vision à court terme du Colonial Office ne produirait que de la misère à long terme. La suite des choses lui donna raison.

Peu de temps avant de quitter Chypre, Magan et moi rendîmes visite au gouverneur, Sir Hugh Foot. L'atmosphère fut tendue.

Visiblement satisfait d'être sorti d'un mauvais pas, il laissa clairement entendre que pour lui « Sunshine » était une solution de dernier recours à utiliser uniquement en cas d'échec de la diplomatie. Il semblait incapable de comprendre que pour être efficace, une opération de renseignement devait accompagner la démocratie dès le tout début. Rétrospectivement, je reste persuadé que si nous avions pu mettre en œuvre l'opération « Sunshine » au moment où nous l'avions proposée en 1956, nous aurions pu neutraliser Grivas. C'est le Colonial Office, et non l'EOKA, qui aurait été en position de force pour dicter les conditions de la paix. Le destin tragique qu'a connu cette île magnifique depuis les trente dernières années aurait alors pris une tournure différente.

Le dossier chypriote eut un impact à long terme sur la politique coloniale britannique. En effet, les Britanniques constatèrent que pour réussir un processus de décolonisation, il fallait réunir les conditions suivantes. D'abord, il fallait mater l'insurrection militaire en utilisant le renseignement plutôt que les armes. Ensuite, il fallait engager des négociations visant à trouver une solution basée sur le leadership politique du mouvement d'insurrection vaincu. Enfin, il fallait offrir au nouveau gouvernement une protection militaire. C'est cette approche que les Britanniques adoptèrent en Malaisie et au Kenya, deux pays qui sortirent intacts de la décolonisation.

Le principal défi consistait donc à remplacer la structure coloniale tout en empêchant les forces militaires locales de combler le vide. En d'autres mots, il s'agissait de créer une classe politique stable. Le Colonial Office était un expert dans les modèles démocratiques compliqués et abstraits – une Constitution ici, un Parlement là – dont les chances de réussite étaient faibles. Après l'expérience chypriote, je rédigeai un rapport qui présentait mon analyse de ce qui s'était passé et je le remis à Hollis. J'affirmai que nous devions adopter le modèle bolchéviste, car c'était le seul qui avait donné de bons résultats. En effet, Lénine avait

compris mieux que quiconque comment prendre le contrôle d'un pays et, surtout, comment le garder. Lénine croyait que la classe politique devait exercer un contrôle sur les hommes qui avaient les fusils et sur les services de renseignement : ainsi, ni l'armée ni une classe politique rivale ne pourraient lui contester le pouvoir.

Feliks Dzerzhinsky, le fondateur du service de renseignement russe moderne, créa la Tchéka (qui devint par la suite le KGB) en ayant ces objectifs en tête. Il mit en place trois grandes directions : la première direction principale pour contrer les forces étrangères qui pourraient conspirer contre le gouvernement ; la deuxième direction principale pour contrer les forces intérieures qui pourraient conspirer contre le gouvernement ; la troisième direction principale pour infiltrer les forces armées et s'assurer qu'il n'y ait aucun coup d'État militaire.

Mon rapport fut accueilli avec horreur par Hollis et les autres directeurs du MI5. Ils le jugèrent « cynique » et refusèrent de le présenter au Colonial Office. Pourtant, si on regarde le dernier quart de siècle, ce n'est qu'en appliquant une version ou l'autre des principes de Lénine qu'il fut possible d'éviter les dictatures militaires.

Ces idées furent également vigoureusement contestées par la CIA lorsque je les présentai en 1959. Helms affirma sans détour que je préconisais le communisme dans le tiers-monde. Selon lui, dans toutes les insurrections auxquelles nous avions été confrontés, le fait de détenir le pouvoir colonial nous avait donné un avantage décisif sur le plan du renseignement. À Cuba et en Extrême-Orient, les Américains ne disposaient pas d'un tel avantage ; pour eux, la seule option valable était l'option militaire. C'est ce raisonnement qui incita ultimement les États-Unis à s'engager dans le conflit vietnamien.

C'est aussi ce raisonnement qui les mena à la baie des Cochons. Quand, deux ans plus tard, je racontai à Harvey mon expérience chypriote, il fut frappé par la ressemblance entre les

deux problèmes : deux petites îles avec une guérilla dirigée par un chef charismatique. Ce qui l'impressionna particulièrement dans mon raisonnement, c'est l'idée que sans Grivas, l'EOKA se serait effondrée.

« Qu'auriez-vous fait vous, les Britanniques, à Cuba ? » me demanda-t-il.

J'hésitai à me laisser entraîner sur ce terrain. J'avais eu une discussion à ce sujet avec Hollis avant de partir pour Washington et il ne cacha pas qu'à son avis, la CIA s'était mise dans le pétrin dans les Caraïbes. C'était donc un sujet à éviter. Je craignais que toute suggestion que je pourrais faire à Angleton et à Harvey fasse le tour de Washington et soit considérée comme représentant le point de vue britannique, sans compter que le tout viendrait rapidement aux oreilles de mes patrons à Leconfield House. Je fis clairement comprendre à mes interlocuteurs que tout ce que j'allais dire resterait entre nous.

J'expliquai que nous miserions sur les atouts qui seraient déjà à notre disposition, par exemple de nouveaux chefs politiques.

« Nous avons déjà essayé, dit Harvey avec impatience, mais tous les candidats potentiels sont en Floride maintenant. Depuis la baie des Cochons, il ne nous reste plus grand-chose sur l'île. »

Harvey me tendit alors une perche, cherchant à savoir si nous pourrions les aider en ce sens grâce à notre présence coloniale dans les Caraïbes.

« J'en doute, lui répondis-je, car le mot d'ordre à Londres est de se tenir à l'écart de tout ça. Le Six a peut-être quelque chose, mais il faudrait vérifier avec eux.

– Que feriez-vous avec Castro ? demanda Angleton.

– Nous l'isolerions, nous retournerions la population contre lui.

– Oseriez-vous vous en prendre directement à lui ? »

Je fis une pause pour plier ma serviette. Les serveurs circulaient en silence de table en table. Je savais qu'Harvey voulait vérifier si j'étais quelqu'un en qui il pouvait avoir confiance.

« Nous en aurions sûrement la capacité, répondis-je, mais je doute que nous l'utiliserions.

– Pourquoi ?

– Parce que nous y avons renoncé depuis deux ans, Bill. Après Suez. »

Au début de la crise de Suez, la station de Londres du MI6 avait conçu un plan pour assassiner Nasser en utilisant des gaz neurotoxiques. Au début, Eden donna son aval, mais il annula le tout après avoir conclu un accord avec les Français et les Israéliens pour lancer une opération militaire commune. Lorsque l'intervention échoua et qu'il dut faire marche arrière, Eden réactiva l'option assassinat. Mais après la crise de Suez, presque tous les actifs dont le MI6 disposait en Égypte avaient été neutralisés par Nasser. Une nouvelle opération fut montée, menée cette fois par des officiers rebelles, mais ce fut un échec lamentable en raison d'un mauvais choix d'endroit pour cacher les armes.

« Aviez-vous participé à l'opération ? demanda Harvey.

– Indirectement, répondis-je avec franchise, uniquement sur le plan technique. »

Je leur expliquai que John Henry et Peter Dixon, les deux officiers du MI6 responsables du service technique à la station de Londres, m'avaient présenté le plan qu'ils avaient conçu. J'avais également participé en compagnie d'Henry et de Dixon à des rencontres conjointes MI5/MI6 portant sur l'utilisation de la technologie par les services de renseignement. Ces rencontres eurent lieu dans un centre de recherche gouvernemental sur les armes chimiques et biologiques situé à Porton Down. Pendant les années 1950, il y avait beaucoup de recherches sur les armes chimiques. Par exemple, j'avais collaboré à un programme conjoint avec le MI6 visant à déterminer si des drogues hallucinogènes comme le LSD pouvaient être utilisées pour mener des interrogatoires. Des essais approfondis eurent lieu à Porton et je m'étais même porté volontaire à une occasion. Le MI5 et le MI6 s'intéressaient également aux nouveaux poisons

mis au point à Porton, mais pour des raisons différentes. Alors que j'étais à la recherche d'antidotes dans l'éventualité où les Russes utiliseraient un poison contre un transfuge réfugié en Grande-Bretagne, le MI6 voulait des poisons pour les utiliser à l'étranger.

Un jour, Henry et Dixon évoquèrent la possibilité d'utiliser un poison contre Nasser et ils me demandèrent mon avis à ce sujet. Un gaz neurotoxique semblait la meilleure option, car il était facile à administrer. Ils ajoutèrent que la station de Londres avait un agent sur place qui avait un accès limité à un des quartiers généraux de Nasser. Le plan consistait à placer des bombes de gaz à l'intérieur du système de ventilation. Je rétorquai qu'il faudrait une grande quantité de gaz et qu'il y aurait beaucoup de morts parmi le personnel de Nasser. C'était une opération MI6 typique – désespérément irréaliste – et je ne fus absolument pas surpris lorsque Henry m'informa qu'Eden avait rejeté ce plan.

Harvey et Angleton me posèrent plusieurs questions sur tous les aspects de l'opération Suez.

« Nous sommes en train de mettre en place une nouvelle structure au sein de l'agence pour faire face à ce genre de situation, expliqua Harvey, et nous sommes à la recherche d'une expertise dans ce domaine. »

Quand Henry devenait plus sérieux, il baissait la voix, prenait un ton monocorde et revenait à ce jargon bureaucratique tant prisé à Washington. Il m'expliqua laborieusement que la CIA avait besoin d'agents dont elle pouvait nier l'existence, et d'installations techniques améliorées – des « mécanismes de livraison » dans le jargon d'Harvey. Il s'intéressait particulièrement au SAS. Harvey savait que les membres du SAS qui avaient mené des opérations le long de la frontière russe pendant les années 1950 en utilisant des récepteurs mobiles pour intercepter les signaux des fusées russes ne pouvaient compter que sur eux-mêmes en cas de capture.

« Désolé Bill, mais ce ne sont pas des pigistes, lui expliquai-je. Tu peux essayer d'en sortir quelques-uns de la retraite, mais tu devras d'abord en parler au Six. »

Henry sembla irrité, comme si je refusais volontairement de l'aider.

« As-tu pensé à approcher Stephenson ? demandai-je. Beaucoup d'anciens disent qu'il dirigeait un truc du genre à New York pendant la guerre. Il semblerait qu'il a utilisé des Italiens, car il n'y avait pas d'autre moyen de débusquer les cargos espions allemands. Probablement des membres de la Mafia. »

Angleton griffonna quelque chose dans son calepin, puis il me regarda de nouveau, l'air impassible.

« Les Français ! dis-je avec enthousiasme. Avez-vous pensé aux Français ? C'est davantage leur genre de trucs, Alger et tout ça. »

Un autre griffonnage dans le calepin.

« Et sur le plan plus technique, disposiez-vous d'un matériel spécial ? » demanda Henry.

Je répondis qu'après l'abandon des bombes de gaz, le MI6 s'était mis à la recherche de nouvelles armes. Une fois, j'étais allé à Porton pour assister à une démonstration. Les chercheurs avaient modifié un paquet de cigarettes pour qu'il puisse projeter un dard trempé au préalable dans un poison. Après avoir enfilé solennellement un sarrau blanc, nous étions allés dans un des enclos d'animaux installés à Porton par le docteur Ladell, le scientifique en charge des recherches pour le MI5 et le MI6. On plaça une brebis au centre de l'enclos. Un des flancs avait été rasé, laissant voir l'épaisse peau rose. L'assistant de Ladell sortit le paquet de cigarettes et s'avança. La brebis fit un mouvement mais elle fut retenue par la laisse et je crus que le coup était passé à côté. Puis tout à coup, les genoux de la brebis fléchirent, elle roula des yeux et l'écume sortit de sa bouche. Lentement, l'animal s'affaissa au sol, sans vie, pendant qu'autour de la carcasse les blouses blanches discutaient des avantages des nouvelles toxines modernes. Ce fut la seule fois dans ma vie que mes deux

passions, les animaux et le renseignement, entrèrent en conflit, et je sus à cet instant que la première était, et de loin, mon plus grand amour. Je savais également que l'assassinat n'était pas une politique en temps de paix.

C'était toute l'aide que je pouvais offrir à Harvey et Angleton et j'avais l'impression d'en avoir assez dit. Le calepin d'Angleton commençait d'ailleurs à m'agacer. Ils semblaient si déterminés, si convaincus que c'était la seule façon de traiter avec Castro. Je ne pouvais guère leur en dire plus.

« Parlez à John Henry ou à Dixon. Ils en savent probablement plus que moi », dis-je lorsque nous nous fîmes nos adieux dans la rue. Mon vol de retour vers la Grande-Bretagne était prévu pour le lendemain.

« Tu ne nous as rien caché à propos de tout ça, n'est-ce pas ? » me demanda brusquement Harvey. Je pouvais apercevoir la forme de son revolver sous sa veste. Il faisait probablement référence à l'opération « Rafter ».

Je hélai un taxi.

« Je te l'ai dit Bill. Nous y avons renoncé. N'oublie pas que nous sommes maintenant le partenaire minoritaire dans cette alliance. C'est votre responsabilité maintenant. »

Harvey n'était pas le genre d'homme qui appréciait la plaisanterie. À bien y penser, Angleton non plus.

Référence : Peter Wright et Paul Greengrass, *Spycatcher*, Dell, 1987, extrait traduit de l'anglais par Miville Boudreault.

Chapitre 5

La véritable histoire de l'espion infiltré dans l'entourage du chancelier Willy Brandt

Markus Wolf est une véritable légende du renseignement pendant la guerre froide. Il a été pendant trente-quatre ans le chef du renseignement extérieur d'Allemagne de l'Est, la HVA (*Hauptverwaltung Aufklärung*), qui fut sans conteste l'une des pièces maîtresses de l'espionnage du bloc communiste.

Comme tel, il avait la réputation d'être mieux informé des secrets de la République fédérale d'Allemagne que le chancelier de Bonn lui-même. Ce ne sont pas moins d'un millier d'agents que les hommes de Wolf ont infiltrés ou recrutés dans les milieux politiques, économiques et journalistiques de la RFA : un véritable maillage qui a permis de découvrir de nombreux secrets militaires, technologiques et économiques, pour les transmettre au KGB à Moscou. Les structures de l'Otan en Europe ont elles aussi été espionnées. Ultime exploit, c'est l'entourage direct du chancelier Willy Brandt que Wolf a réussi à pénétrer, comme il le raconte dans le texte qui suit.

Né allemand, Wolf a été élevé à Moscou par ses parents communistes pendant la guerre. Il revient « au pays » en 1945, travaillant pour une radio contrôlée par les Soviétiques. Puis il est affecté en 1951 au nouveau service de renseignement extérieur (alors appelé l'IWF) et en prend la tête un an plus tard, à la surprise générale, en 1952 (il a alors 29 ans !). Travailleur, intelligent et discret (au point qu'on ne

verra à l'Ouest aucune photo de lui avant 1979), Wolf construit ses réseaux.

Il développe notamment la technique des « Roméo », demandant à ses jeunes espions envoyés à l'Ouest de repérer une secrétaire célibataire, travaillant pour le gouvernement, et de la séduire. Certaines opérations sont de telles réussites qu'elles déboucheront sur des mariages parfois fort durables ! Cette stratégie s'avère payante sur le long terme, les secrétaires n'étant pas censées détenir des secrets-défense, ce qui est pourtant le cas. Wolf est un des maîtres-espions qui ont le plus réfléchi aux ressorts et aux méthodes de la trahison : selon lui, tous les aspects d'une personnalité cible, si intimes soient-ils, doivent être passés au crible afin de définir « le » bon levier de compromission : les dettes de jeu, l'homosexualité, les perversions sexuelles, etc. *In fine*, estime Wolf, on ne peut pas faire trahir une personnalité qui n'a pas de prédispositions pour la trahison. En revanche, si elle en a, elle acceptera volontiers d'être placée dans une situation qui excuse et justifie, en quelque sorte, sa traîtrise. Cette théorie est confortée par la réaction de plusieurs des secrétaires évoquées plus haut, devenues les compagnes et épouses des « Roméo » est-allemands : l'enquête montrera que la plupart savaient parfaitement pour qui travaillaient leurs compagnons et qu'elles les renseignaient du mieux qu'elles pouvaient en connaissance de cause, non par vénalité, mais par gratitude envers l'histoire d'amour qu'ils leur offraient…

Au final, par les informations qu'il a fournies à ses maîtres sur la RFA et l'Otan, entre autres, Wolf estime avoir contribué à maintenir le *statu quo* et à prévenir tout conflit armé majeur entre les deux blocs. Selon lui, les espions sont bien plus précieux que les diplomates et les politiques en cas de crise internationale, car ils évaluent beaucoup plus froidement et précisément les forces en présence. Et ils permettent aussi de démythifier des menaces purement imaginaires de part et d'autre : « La plus grande partie de la montagne de documents produits par l'Otan, estampillés "ultra-secrets" sont, quand on les examine bien, tout juste bons à servir de papier-toilette. » L'auteur

oublie seulement d'ajouter qu'il en allait de même de la paperasse produite par le pacte de Varsovie…

Markus Wolf a pris sa retraite en 1986, quatre ans avant la réunification allemande, et a refusé les offres de retraite dorée que lui faisaient aussi bien le KGB que la CIA, préférant demeurer au pays. Capturé et jugé, il a d'abord été condamné à six ans de prison, avant d'être rejugé moins sévèrement et de voir sa peine suspendue. À l'heure de la réconciliation allemande, personne n'avait vraiment envie de voir Markus Wolf déballer ses secrets les plus sordides sur l'espionnage inter-allemand… Il les a emportés avec lui dans la tombe en 2006.

Le chancelier Willy Brandt était un homme sympathique, intelligent, d'une grande rectitude morale, et qui fut une figure de premier plan dans l'Allemagne d'après-guerre. En toutes circonstances, il savait trouver le geste approprié – en visitant le ghetto de Varsovie, il s'était agenouillé, pour rendre hommage aux Juifs assassinés – et il souhaitait sincèrement jeter un pont entre les deux Allemagnes et entre les mondes capitaliste et communiste.

Mais nous nous rappelions aussi qu'à l'époque où il était bourgmestre de Berlin, il avait été l'un des principaux leaders anti-communistes, durant la guerre froide. Par conséquent, quand il mit en œuvre sa politique de réconciliation avec l'Est – qualifiée d'*Ostpolitik* –, après être devenu chef du gouvernement de Bonn, il était naturel, de notre part, de vouloir nous assurer que ses intentions étaient sincères et qu'il n'était plus notre ennemi.

La découverte de l'un de mes agents, infiltré dans le cabinet du chancelier mit brutalement fin à la carrière de Brandt, à la tête de la République fédérale. J'en accepte la responsabilité et c'est une chose qui continue à me préoccuper, encore maintenant, après sa mort. Pourquoi avoir fait une chose pareille, et surtout à Brandt ? tel est le reproche qui me sera éternellement adressé. Le seul moyen que j'ai aujourd'hui de rendre justice au

regretté Willy Brandt est de raconter en détail comment et pourquoi s'est produit le plus grand scandale d'espionnage de l'Allemagne d'après guerre.

Le 21 octobre 1969, Willy Brandt qui, huit ans plus tôt, jeune maire de Berlin, avait vu avec consternation s'élever le Mur, fut élu chancelier d'Allemagne de l'Ouest. Trois semaines plus tard, un certain Günter Guillaume se présentait à la chancellerie ; il était recommandé par le leader syndicaliste Georg Leber, pour un poste d'assistant chargé des relations avec les syndicats et d'autres organisations politiques. Il fut aussitôt engagé. Le plus simplement du monde, nous venions d'introduire un espion auprès du chef du pays qui était notre première cible.

Nous n'avions jamais perdu l'espoir de pénétrer au cœur du pouvoir, à Bonn, mais personne chez nous ne pensait pouvoir s'approcher de si près du numéro un. Je n'aurais en tout cas jamais parié sur Guillaume, à qui nous avions donné le nom de code de Hansen, pour être celui qui accomplirait cet exploit. Comme des quantités d'autres jeunes gens, Günter qui travaillait dans une maison d'édition de Berlin-Est, dépendant du ministère de la Sécurité, avait été envoyé à l'Ouest sur notre ordre, avec sa femme Christel, vers le milieu des années cinquante, mêlés au flot des émigrés. La mère de Christel, Erna Boom, une ressortissante hollandaise, s'était installée à Francfort où elle tenait un bureau de tabac. Christel était le modèle de la parfaite secrétaire – sérieuse, sûre d'elle et dépourvue d'imagination. Günter, en revanche, sortait davantage de l'ordinaire, il était toujours de bonne humeur et avait l'art de s'adapter à tous les milieux.

Les antécédents familiaux de Christel et la présence de sa mère à Francfort avaient permis au couple d'éviter le passage par les camps d'accueil reservés aux Allemands de l'Est, et de franchir les obstacles administratifs institués par les autorités, pour pouvoir contrôler les nouveaux arrivants. Nous avions décidé que les Guillaume essayeraient de faire carrière au sein même du SPD, afin de posséder une bonne couverture. Déguisés en

sociaux-démocrates, le mari et la femme effectuèrent une rapide ascension. Leur accession au sommet n'entrait pas dans nos projets ; nous envisagions d'en faire des officiers traitants pour nos sources au sein du SPD. Mais ils se révélèrent bien plus entreprenants et énergiques que nous le pensions.

Les Guillaume habitaient avec leur fils, Pierre, dans un confortable appartement, à Francfort, où ils avaient ouvert un magasin de photocopie. Ils travaillaient beaucoup et Günter se faisait des à-cotés comme photographe indépendant. Dans le milieu, majoritairement de gauche qu'était le SPD de Francfort, ceux qui inclinaient vers la droite ne tardèrent pas à s'apercevoir que les Guillaume avaient une position farouchement conservatrice. Le premier bond en avant fut accompli par Christel ; au début des années soixante, on lui proposa une place comme chef du bureau de Willy Birkelbach, l'un de ces organisateurs dynamiques, qu'on trouve dans tous les partis, qui avait le bras long. Il était membre du comité directeur du SPD, président du groupe socialiste au Parlement européen et secrétaire d'État dans sa province natale de la Hesse. Il avait accès à des documents stratégiques de l'OTAN, par exemple, l'étude intitulée « Un portrait de la guerre », et aux mesures d'urgence en cas d'attaque nucléaire.

Günter microfilmait les informations, les glissait dans un tube de cigare et les remettait à un courrier se faisant passer pour un client de sa belle-mère. Nous nous tenions en contact avec les Guillaume en leur envoyant – un peu trop souvent au début – à jour et heure fixes, des messages radio constitués de suites de chiffres cryptés. Par la suite, nous avions affiné notre système, en réduisant la longueur des messages et en changeant les fréquences, si bien que Günter se plaignait d'avoir un mal fou à déchiffrer nos messages, tout en étant très fier d'y parvenir.

Quand le SPD opta pour un programme débarrassé de toute référence au marxisme, lors de son congrès de Bad Godesberg, en 1959, ce parti devint plus intéressant pour nous. Ce changement de plate-forme politique lui permit de progresser, et il sem-

blait désormais possible qu'il participe à un gouvernement. Nous encourageâmes Günter à se consacrer entièrement à sa carrière politique et, dès 1964, il avait pris en main la gestion des affaires du parti, pour la région de Francfort. Son ascension avait été si rapide que nous étions conscients qu'il allait falloir le soutenir et l'aider davantage. Étant officiellement un transfuge de la RDA, il était censé n'avoir plus aucun contact avec Berlin-Est, et c'était justement là le point faible de sa « légende ». En effet, un jour qu'il se rendait dans l'un des appartements de Berlin-Est, que nous utilisions pour ce genre de rendez-vous, sa voiture s'était arrêtée à un carrefour, et il avait vu un ancien collègue du temps où il travaillait dans l'édition, traverser la rue, juste devant lui. Qu'aurait pensé cet homme s'il avait levé la tête et aperçu ce même Günter Guillaume, censé avoir fui son pays. Par ailleurs, comme tous les enfants, Pierre parlait sans retenue, risquant ainsi de trahir son père en toute innocence. À l'occasion d'un voyage de Günter en RDA, un officier avec un gros accent saxon avait emmené le petit garçon au zoo. Pendant le voyage de retour en Allemagne de l'Ouest, Pierre imita cet accent particulièrement caractéristique de l'Est, en demandant à son père pourquoi l'homme parlait ainsi. Günter avait ressenti l'angoisse qui s'abat sur tous les espions quand ils réalisent que leur double vie les prive des libertés qui semblent naturelles à la plupart des gens. Il admit alors que ses visites secrètes à notre quartier général devaient cesser.

Mais sa rigueur et son dévouement ne se relâchèrent jamais. Il devint membre du conseil municipal de Francfort et chef du SPD de la ville. Ses talents d'organisateur, ainsi que la fermeté de sa position conservatrice, à un moment où le SPD était en plein bouleversement idéologique, attirèrent l'attention de Georg Leber, leader du syndicat des ouvriers du bâtiment, qui allait être nommé ministre des Transports dans le gouvernement de coalition entre le SPD et les démocrates-chrétiens, de 1966 à 1969. Il avait besoin de quelqu'un qui fasse campagne pour l'aider à obtenir l'investiture parlementaire dans sa propre circonscrip-

tion, contre le jeune Karsten Voigt, qui était marqué à gauche. Figure solide et respectée, à la tête du parti, Leber avait cependant du mal à s'imposer.

Encouragée par le climat radical de l'époque, la gauche du SPD était résolue à empêcher une coalition gouvernementale entre son propre parti et ses ennemis idéologiques, les démocrates-chrétiens.

Grâce à l'action inlassable de Guillaume, Leber remporta une large victoire aux élections de septembre 1969. Les sociaux-démocrates devinrent le parti le plus important, pour la première fois depuis la guerre, et la situation ne pouvait être plus favorable pour Günter, qui avait contribué à ce que son camp l'emporte, dans l'une des circonscriptions les plus difficiles du pays. Leber lui promit aussitôt de l'emmener à Bonn. Nous qui observions tout cela depuis Berlin-Est, nous étions à la fois agréablement surpris et inquiets. Le passage de Günter dans l'édition est-allemande n'était pas un secret et nous savions que son accession à un poste administratif dans la capitale ouest-allemande entraînerait une enquête beaucoup plus approfondie que celle jusqu'ici effectuée à l'encontre de celui qui n'était alors qu'une simple abeille ouvrière dans la ruche du parti.

Günter et Christel reçurent l'ordre d'attendre et de ne pas trop insister pour obtenir un avancement dans la nouvelle administration. Ils se mirent en réserve. Comme nous le pensions, la Sécurité examina la situation de Guillaume sur toutes les coutures. Herbert Hellenbroich, qui deviendrait plus tard chef du renseignement étranger ouest-allemand (Bundesnachrichtendienst), a confirmé qu'il avait fait l'objet d'une enquête exceptionnelle, mais qui n'avait rien révélé. Il y avait pourtant deux vagues pistes provenant du service d'évaluation du contre-espionnage ouest-allemand (Office de protection de la Constitution, BfV), et Horst Ehmke, directeur de cabinet de Brandt, et par conséquent responsable de son personnel, décida d'interroger directement Guillaume à ce sujet.

La réaction de Günter, et son attitude générale quand il expliqua quel avait été son rôle dans la société d'édition Volk und Welt, parurent si naturelles que tous les doutes s'évanouirent, ainsi que Ehmke devait le reconnaître plus tard. Quelqu'un, cependant, continuait de se méfier instinctivement de lui. Il s'agissait d'Egon Bahr, le conseiller le plus écouté de Brandt et le concepteur de cette *Ospolitik*, qui visait au dégel des relations entre l'Est et l'Ouest. Bahr avait confié à Ehmke qu'il était ennuyé que Guillaume soit si proche de Brandt. « Je suis peut-être injuste envers lui, mais il a un passé trop douteux », avait-il remarqué.

Les réserves des services de sécurité furent balayées au motif que les dénonciations de citoyens de l'Est, installés à l'Ouest, étaient monnaie courante. Beaucoup d'émigrés croyaient devoir salir leurs compatriotes pour donner aux autorités ouest-allemandes la preuve de leur anticommunisme. Pourtant plusieurs importantes personnalités du gouvernement de Bonn venaient de l'Est, à commencer par Hans-Dietrich Genscher, ministre de l'intérieur de Brandt et membre du Parti libéral. Malgré ses origines, c'était un responsable politique du BfV, le service de contre-espionnage.

D'autres sociaux-démocrates n'aimaient pas Guillaume à cause de ses manières insinuantes et son habitude d'être toujours là dans les discussions qui ne le concernaient pas ; après coup, il a été facile de comprendre pourquoi ! Mais le nouveau gouvernement était décidé avant tout à rompre avec le passé. Faire preuve de dévouement, de dynamisme et de punch comptait plus que d'avoir un profil de carrière traditionnel et bureaucratique. Cette nouvelle approche avantageait des individus comme Guillaume, qui n'avaient pas fait d'études supérieures et ne possédaient aucune relation familiale pour les pousser en politique. Il importait bien entendu d'avoir un protecteur, et il avait Leber, un homme sympathique et influent, pour l'appuyer. Il fut donc engagé, si bien qu'à partir du 28 juillet 1970, nous avions un

homme à nous au cabinet du chancelier, sans avoir pratiquement rien fait pour cela.

Le choix de Guillaume était apparemment le bon. Leber et d'autres syndicalistes voulaient un homme de confiance à la Chancellerie, pour aider à appuyer le programme de réformes sociales et politiques et, plus tard, Brandt eut besoin d'établir une liaison avec les syndicats. Un an à peine après son entrée en fonctions, Guillaume accédait au poste nouvellement créé de directeur adjoint chargé de la liaison avec le parlement, les agences gouvernementales et les Églises. L'année suivante, il fut promu au rang de fonctionnaire supérieur et devint directement responsable devant le directeur de la Chancellerie, Horst Ehmke. Mais si Ehmke le trouvait compétent, il n'oubliait pas les réticences qu'il lui avait inspirées.

On me demande souvent si l'action de Guillaume nous a aidé à acquérir une idée précise de l'*Ostpolitik* de Brandt. Autrement dit, fallait-il risquer de mettre en danger la politique de Brandt pour récolter ce que nous avons gagné dans le domaine de l'espionnage ? Ce que nous attendions avant tout de notre source, c'était de pouvoir être avertis à temps en cas de crise internationale potentielle. La vigilance était le premier devoir de Guillaume. Avant qu'il ne parte s'installer à Bonn, je lui avais déclaré, ainsi qu'à d'autres agents, que nous ne pensions pas que le nouveau gouvernement de Brandt s'écarterait de la politique de l'OTAN ni ne renoncerait au réarmement. Je pensais toutefois qu'il pourrait prendre des initiatives pour assouplir les tensions en Europe, et qu'il s'agissait d'une démarche méritant d'être suivie de près.

La tâche de Guillaume était essentiellement politique, et nous l'utilisions pour observer et scruter l'état et l'atmosphère du gouvernement Brandt, empoisonnée dès le début par des tensions et des divergences internes, concernant ses objectifs de politique, en particulier envers la RDA et Moscou. À l'occasion

de la préparation de la première rencontre entre Brandt et le Premier ministre est-allemand, Willi Stoph, en mars 1970, en RDA, Guillaume avait eu accès à un certain nombre de plans ouest-allemands qui, combinés avec des informations provenant d'autres sources, nous avaient fourni une idée plus claire des projets et des craintes de Brandt.

Günter devenait de plus en plus précieux pour nous. En prévision du congrès du SPD, qui devait se tenir à Sarrebruck à la mi-mai, il avait fallu mettre en place un bureau spécial pour s'occuper des affaires courantes du pays. Guillaume en fut chargé et devint, incidemment, le lien entre ledit cabinet et le service de renseignement extérieur ouest-allemand ! Il s'acquitta de sa mission sans difficulté – tout le monde loua son efficacité, sa prodigieuse capacité de travail, et il bénéficia ensuite d'un accès total aux informations les plus confidentielles.

Mais son instinct politique nous fut encore plus utile. Ses analyses nous permirent d'en arriver rapidement à la conclusion que l'*Ostpolitik*, malgré toutes ses contradictions, marquait un authentique changement de cap dans la politique étrangère ouest-allemande. Guillaume contribua vraiment à la détente, en nous donnant des raisons de faire confiance à Brandt et ses partisans.

L'étoile de Guillaume continuait à monter. Peter Reuschenbach, le directeur de campagne du SPD, s'était présenté au parlement, et avait proposé que Günter le remplace pour préparer les élections de 1972. Brandt n'était entré en fonctions que depuis 1969, et la fin de son mandat était encore éloignée, mais le vote de confiance du Bundestag sur le Traité fondamental avec la RDA, en avril 1972, faillit être un échec. Nous avions aidé Brandt à l'emporter, en donnant secrètement à Julius Steiner, un député chrétien-démocrate, 50 000 marks pour lui acheter sa voix, mais cette marge étroite contraignit le chancelier à décider d'élections anticipées, fixées en décembre 1972. Tandis que les sociaux-démocrates sillonnaient l'Allemagne de l'Ouest dans

un train spécial, notre infatigable Günter ne quittait pas le chancelier d'une semelle, ce qui lui permit de découvrir ses faiblesses personnelles.

Tout le monde savait que Willy Brandt était un coureur de jupons effréné et, pendant toute la campagne électorale, il avait continué à voir la journaliste Wiebke Bruns, avec qui, disait-on, il entretenait une liaison. Sauf lorsque Rut, l'épouse norvégienne de Brandt, était là (auquel cas, elle occupait le compartiment voisin du sien), le compartiment de Guillaume n'était séparé de celui du chancelier que par une mince cloison, ce qui lui permit de très vite de s'apercevoir que Brandt avait des aventures fréquentes et variées. Notre homme appartenait désormais au clan, et notre seule crainte était que d'éventuelles beuveries avec des amis politiques ne lui brouillent les idées. Il semble en effet que la machine social-démocrate fonctionnait au vin rouge. Mais un bon agent sait s'arrêter de boire quand il le faut.

La coalition constituée des sociaux-démocrates et des libéraux remporta une victoire confortable et inattendue aux élections générales de 1972. pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne de l'Ouest, un gouvernement qui n'était pas chrétien-démocrate disposait d'une nette majorité parlementaire, ce qui voulait dire que l'*Ostpolitik* allait pouvoir progresser. À l'occasion de la retransmission télévisée de la soirée postélectorale du SPD, nous avions eu le plaisir d'apercevoir Günter, au milieu de toute l'équipe Brandt, en train de porter joyeusement un toast à la réélection du chancelier.

À l'automne de la même année, l'un de nos agents, Willy Gronau, nom de code Felix, fut arrêté à Berlin-Ouest. Il était directeur du Bureau oriental de l'Association des syndicats d'Allemagne de l'Ouest, et l'une de nos plus anciennes sources. Il s'était fait prendre à l'occasion d'un rendez-vous avec son officier traitant de l'Est. On ne savait pas si c'était lui ou l'officier traitant qui avait attiré l'attention du BND.

Guillaume et Gronau avaient eu des contacts d'ordre professionnel, mais chacun d'eux ignorait que l'autre travaillait pour l'Allemagne de l'Est. Nos agents sur le terrain n'étaient pas censés se connaître et encore moins entretenir des relations. Mais il doit exister une loi voulant que des gens qui ne devraient pas se rencontrer, finissent toujours par le faire. Gronau était d'ailleurs venu nous dire que Guillaume pourrait être une bonne recrue et que nous devrions y songer ! Au quartier général, cela nous avait bien sûr amusés, mais également inquiétés. Nous cherchions à les empêcher de se voir, quand le destin intervint sous la forme du contre-espionnage ouest-allemand, et ce fut la fin de l'aventure pour ce pauvre Gronau.

Étant donné leurs relations et l'analogie de leurs activités politiques, je n'avais pas trouvé curieux que les autorités aient interrogé Guillaume, dans le cadre de l'enquête sur Gronau. D'ailleurs, sa promotion au rang de proche conseiller du chancelier semblait prouver que les quelques soupçons qui s'étaient fait jour, quand il avait été engagé, étaient définitivement écartés.

Guillaume assistait désormais à toutes les réunions du parti et du groupe parlementaire du SPD. Témoin effacé et silencieux des conversations fréquentes que Brandt aimait avoir en petit comité, il engrangeait une foule de renseignements. Nos mesures de sécurité furent renforcées pour lui assurer une meilleure protection. Nos contacts avec lui se limitèrent à l'indispensable. On supprima les vœux d'anniversaire, seules les informations importantes lui étaient transmises, et cela s'effectuait oralement.

En juillet 1973, se déroula le premier round des négociations en vue de la création de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Henry Kissinger, à l'époque conseiller du président Nixon, pour les questions de sécurité, annonça une initiative stratégique appelée la Déclaration atlantique, proposant aux membres européens de l'OTAN d'accepter que l'Amérique tienne le rôle de puissance principale, dans la constitution de

la défense stratégique du continent européen. Quand il apparut que Washington poursuivait des négociations secrètes avec Londres et Bonn, derrière le dos de ses autres partenaires, de manière à faire avancer son objectif, le mécontentement grandit au sein de l'Alliance. Les Français, en particulier, protestèrent contre ce qu'ils considéraient comme une tentative pour les isoler.

On ne s'étonnera donc pas si la plupart des communications concernant les questions de politique étrangère, reçues par le chancelier au cours de ses vacances en Norvège, portaient sur les discussions engagées au sein de l'OTAN à propos de l'avenir de cette Déclaration atlantique, qui en était alors à un stade crucial. Guillaume avait la charge de surveiller l'arrivée des télex et de tirer les documents officiels que Brandt recevait avec les journaux du matin. Une équipe de télévision était venue faire un reportage dans la résidence de vacances du chancelier, près de Hamar. Le cameraman qui filmait Guillaume debout près de la machine à décoder, en train de lire un télex qui venait de tomber, ne se doutait certainement pas qu'il filmait un maître de l'espionnage au travail. En tout, Guillaume avait eu le temps de recopier trois communications très importantes.

La première, le 3 juillet 1973, était le texte d'une lettre en anglais envoyée par Richard Nixon, dans laquelle il demandait à Brandt de l'aider à faire pression sur la France pour qu'elle signe la déclaration. Elle portait la mention « Personnel » et était signée de la main de Nixon, qui y avait ajouté une formule de salutations. La deuxième était un rapport détaillé provenant de l'ambassadeur ouest-allemand à Washington, sur un entretien secret au cours duquel Walter Scheel, ministre des Affaires étrangères de RFA, avait dit à Nixon et Kissinger que la déclaration était une manœuvre calculée pour renforcer l'influence américaine, avant les négociations sur la CSCE, et qu'il n'y avait pas de raison que les Européens s'alignent automatiquement. Mais en raison de l'avancée remarquable effectuée dans la stratégie nucléaire, par les Soviétiques, Kissinger et Nixon avaient, eux, exprimé la crainte que les

États-Unis ne puissent plus assurer une première frappe nucléaire pour repousser une attaque au sol soviétique, sans un renforcement technologique de l'OTAN. Quant au troisième télex intercepté par Guillaume, il émanait du conseiller personnel du chancelier, qui se disait réticent sur toute cette affaire, et pressait Brandt de ne pas céder aux Américains et de continuer à entretenir de bonnes relations avec la France.

De nombreux autres témoignages sur la colère manifestée par les alliés européens envers leurs alliés américains sortirent en crépitant du télex, pour se déverser directement dans les mains avides de Günter Guillaume. Les Britanniques se disaient hostiles à la stratégie américaine. Paris se déchaîna ; Michel Jobert, le ministre des Affaires étrangères, accusa les Américains de se comporter comme des pompiers qui mettent le feu afin de pouvoir se précipiter pour l'éteindre.

Le moment était venu pour Brandt d'écrire à son ministre des Affaires étrangères pour lui définir sa position. Mais n'étant pas satisfait du projet de lettre que ses conseillers lui avaient fait parvenir de Bonn, le chancelier avait passé des heures à y apporter des corrections au feutre vert, avant de la remettre à Guillaume, pour qu'il la retransmette à Bonn par son télex confidentiel. Prétextant que la lettre était trop raturée pour l'envoyer telle quelle, Guillaume en dactylographia une copie bien propre. Personne ne se demanda où était passé l'original.

Plus tard, au cours du procès de Guillaume, le procureur déclara que le fait d'avoir informé Moscou d'une mésentente au sein de l'Alliance atlantique « aurait pu amoindrir la puissance de dissuasion de l'OTAN aux yeux de l'Union soviétique, puissance fondée sur la détermination des États membres à maintenir une défense unie, une authentique solidarité au sein de l'Alliance, et un équilibre stratégique des forces militaires. Cela risquait d'inciter l'Union soviétique à prendre des initiatives visant d'abord à entamer l'alliance occidentale, puis à les transformer en mesures coercitives politiquement… »

Dans ses Mémoires, écrits en partie pour souligner l'embarras que l'affaire avait causé à Bonn (le texte avait été soigneusement revu par mon service, qui avait procédé à une désinformation, afin de protéger d'autres sources et montrer que notre action était une nécessité), Guillaume laissait entendre sans ambiguïté que la communication de ces documents à nos services avait été l'un des grands succès de l'espionnage du bloc soviétique. Parlant des vacances norvégiennes du chancelier, il concluait par ces mots : « Le saint des saints de Bonn était désormais dans notre saint des saints, à Berlin. »

Il voulait dire par là qu'après avoir recopié les documents et les avoir mis dans une valise, il les avait transmis à Berlin-Est. Cette affirmation, que personne n'a mise en doute, allait s'avérer fatale pour moi, bien des années plus tard.

La regrettable vérité, que je dévoile seulement aujourd'hui, c'est que nous n'avons jamais reçu ces informations sensationnelles, détaillant le différend entre Washington et ses partenaires européens, et voici pourquoi : durant l'été 1973, nous avions déjà des inquiétudes pour les Guillaume. Peu après le séjour en Norvège, Christel avait cru qu'on la surveillait. Au début, nous ne l'avions pas prise trop au sérieux ; il arrive souvent que les agents secrets, même très chevronnés, s'imaginent être suivis, alors qu'il n'en est rien.

Mais un jour, Christel acquit la certitude absolue d'être filée, alors qu'elle se trouvait dans le jardin du restaurant Casselruhe de Bonn, où elle retrouvait parfois la femme qui lui servait de courrier. Deux hommes s'étaient installés à une table voisine. L'un d'eux avait ouvert son porte-documents et elle avait aperçu l'objectif d'un appareil photo à l'intérieur. Ce jour-là, elle avait justement rendez-vous avec son courrier, Anita, pour lui remettre les documents microfilmés en Norvège, opération effectuée fort heureusement avant l'arrivée des deux hommes. Elles s'étaient comportées en vraies professionnelles et avaient terminé leur verre très naturellement, avant de se séparer. Peu après, alors

qu'elle marchait dans la rue, avec les films dans son sac, Anita s'était aperçue que l'un des deux hommes la suivait. Elle avait pris le train pour Cologne, où elle avait changé plusieurs fois de tram, puis s'était fondue dans la foule.

Elle n'avait pourtant pu semer sa filature, mais ayant réussi, à un moment donné, à prendre un peu d'avance et à bifurquer vers le fleuve, elle préféra jeter à l'eau le paquet qu'elle transportait, pour plus de sûreté. Heinrich Böll a dédié son dernier roman, *Femmes devant un paysage fluvial*, au Rhin et à tous les secrets qui y sont engloutis. J'aurais pu lui fournir un exemple authentique.

Lors du procès, l'accusation reposa sur l'idée que ces documents nous étaient parvenus. Nous avions donné ordre à Guillaume de ne rien dire, afin de laisser croire aux Allemands de l'Ouest que nous leur avions causé de très graves dommages. Pour Guillaume, son amour-propre était également en jeu. Effondré d'avoir été condamné à une aussi lourde peine, ce qui le réconfortait – car il était assez vaniteux – était de se dire que le monde entier le considérait comme le super-espion allemand. Dans son livre, il accrédita, avec notre accord, la légende selon laquelle la communication des documents norvégiens avait été le couronnement de sa carrière.

Le malheur, pour un maître espion, est qu'on ne le croit jamais, même quand il dit la vérité. Je puis tout de même certifier qu'il serait vain de chercher les papiers norvégiens de Brandt dans nos archives. Ils n'ont pas été détruits en 1989, car ils étaient trop anciens pour se trouver parmi les documents que nous avions fait disparaître en priorité, dans la panique qui suivit la destruction du Mur. Ils n'y sont pas pour la simple raison que ni moi ni mes collaborateurs n'en avons jamais vu la couleur. Les seules informations que nous ayons obtenues à ce sujet, nous ont été fournies par inadvertance, lors du procès de Guillaume, par l'Allemagne de l'Ouest. Et elles étaient relativement minces, comparées à la masse des matériaux concernés.

Durant l'été 1973, le contre-espionnage ouest-allemand avait toutes les raisons de soupçonner Guillaume. Son nom avait attiré l'attention d'un agent qui travaillait sur une autre affaire et savait que Guillaume connaissait Willy Gronau. Rien ne permettait apparemment d'établir un lien entre les deux hommes, mais ce patronyme typiquement français revenait fréquemment. Plus grave encore, l'officier de notre quartier général, arrêté avec Gronau à Berlin-Ouest, avait enfreint les règles les plus élémentaires du métier, en ayant sur lui un bout de papier où il avait inscrit quelques mots clés, en guise d'aide-mémoire. L'un de ces mots était Guillaume, qu'il avait noté parce qu'on l'avait chargé de conseiller à Gronau de rompre toute relation avec Günter, dont nous estimions qu'il était trop proche.

Ce nom peu courant de Guillaume joua un rôle fatal. S'il s'était appelé Meyer ou Schultz, la catastrophe aurait pu être évitée. Une coïncidence supplémentaire scella son destin. L'agent du contre-espionnage ouest-allemand qui avait remarqué que ce nom revenait très souvent, se retrouva justement un jour à la cantine avec un collègue qui travaillait sur des messages radio non identifiés. Chacun parla du travail qu'il était en train d'exécuter, et cette rencontre fortuite causa la perte de Guillaume.

Dans les années cinquante, mes services utilisaient le système de code soviétique, employé pendant la guerre pour garder le contact avec les agents à l'étranger. Chaque message commençait par un chiffre, qui était attaché à une personne précise. Ce code avait été cassé depuis longtemps par les services occidentaux, avec l'aide d'ordinateurs. Une fois qu'ils eurent compris que chaque chiffre correspondait à un agent sur le terrain, il leur fut facile d'enregistrer chaque appel et de le classer. Les télégrammes étaient pris en note, puis décryptés. Les agents qui recevaient des messages avaient chacun une fiche. Il ne restait plus alors au camp adverse qu'à accoler un nom au chiffre du destinataire.

Dès que nous nous en sommes rendus compte, en 1959, nous avons aussitôt changé de code et de méthode d'identification.

Notre règle était de ne jamais nommer des personnes, ou des lieux de rendez-vous, dans les messages radio. Ayant contrôlé la totalité des communications envoyées par nos services, nous étions convaincus que les messages adressés aux Guillaume ne fournissaient aucune indication sur leur identité. Hélas, nous avions oublié les vœux traditionnels pour les anniversaires, le Nouvel An ou les événements familiaux. Les Allemands sont extrêmement sensibles à ce genre d'attentions, grâce auxquelles nos agents avaient vraiment l'impression d'appartenir à une grande famille. Si nous avions été moins prévenants, peut-être Guillaume n'aurait-il jamais été démasqué.

En 1957, plusieurs messages avaient été adressés à un agent identifié par la lettre G. L'un d'eux souhaitait un bon anniversaire à G., et l'autre, à la femme de G. Le dernier disait : « Félicitations pour le Deuxième Homme. » Seize ans après, dans cette cantine de Cologne, un enquêteur qui travaillait à élucider des messages interceptés, s'était souvenu, grâce à ce que venait de lui dire un collègue, du cas non résolu d'un agent présumé, désigné par l'initiale G., devenu actif vers la fin des années cinquante, ayant des contacts avec le SPD et suffisamment important pour que ses maîtres lui envoient des télégrammes de félicitations.

Le limier ressortit ses fichiers et y trouva ces mystérieux messages. Celui qui faisait allusion à un deuxième homme le laissait vraiment perplexe. Nous l'avions envoyé à l'occasion de la naissance de Pierre, premier et unique enfant de Günter et de Christel. Les deux agents du contre-espionnage ouest-allemand réfléchirent longuement, puis l'un d'eux émit l'idée que cela faisait référence à la naissance d'un garçon. Ils passèrent ensuite au peigne fin les dossiers des membres du SPD, dont le nom apparaissait dans diverses enquêtes et, à propos l'affaire Gronau, ils tombèrent sur celui de Guillaume. À ce moment-là, la chance ne nous avait cependant pas encore abandonnés. J'appris en effet plus tard, par Klaus Kuron, notre principale taupe au sein

du contre-espionnage ouest-allemand, que l'équipe d'analystes avait d'abord écarté l'idée que ce G. pût être Guillaume, car il n'avait qu'un enfant, alors que le radiogramme laissait penser que le nouveau-né venait en second. Il avait fallu quelqu'un de particulièrement astucieux, ou peut-être simplement un brave père de famille à l'ancienne, pour faire remarquer que le père est traditionnellement considéré comme le premier homme d'une famille et que son fils aîné en est le deuxième.

L'étape suivante consista à trouver un moyen d'acquérir une preuve décisive contre Guillaume, tout en évitant d'aggraver les dommages causés aux intérêts occidentaux. Il n'existait que deux solutions : se mettre immédiatement en quête d'une preuve et mener l'enquête aussi rapidement que possible, ou laisser Guillaume tranquille et le surveiller. Cologne choisit la deuxième solution. Pour ne pas éveiller ses soupçons, ils commencèrent par surveiller sa femme, en se disant, à juste raison, que les communications de Günter avec l'Est passaient probablement par elle. Un échange de documents entre elle et son courrier fournirait la preuve qui manquait.

Ce qui se produisit ensuite donne à penser que les hommes politiques ouest-allemands n'étaient pas tous des amis de Brandt. Le 29 mai 1973, Hans-Dietrich Genscher, le ministre de l'Intérieur, fut informé de l'affaire Guillaume par Günter Nollau, chef du contre-espionnage. Dans la déposition que ces deux hommes firent plus tard devant la commission d'enquête parlementaire, ils donnèrent chacun une version différente de ce qui s'était dit à cette occasion. Genscher et son chef de cabinet, Klaus Kinkel – qui allait devenir ensuite chef des services secrets, ministre de la Justice et enfin ministre des Affaires étrangères, après le départ de Genscher – affirmèrent que Nollau avait seulement parlé de « soupçons », sans faire état des pièces à conviction rassemblées par son service. En informant Brandt de cet entretien et du fait que le contre-espionnage conseillait de laisser Guillaume en place afin de pouvoir le surveiller, Genscher aurait, semble-t-il, présenté la

chose négligemment, si bien que Brandt n'y avait pratiquement pas prêté attention.

Jusqu'à sa mort, Nollau prétendit avoir insisté sur la gravité de l'affaire, bien qu'il ait fini par démissionner. La contradiction entre son témoignage et celui du ministre de l'Intérieur fit courir le bruit que Genscher avait délibérément minimisé l'importance de l'information, afin que Brandt soit frappé de plein fouet, comme ce fut le cas.

Quelles explications peut-on trouver derrière tout cela ? Une première thèse est que l'ambitieux Genscher, s'étant rendu compte que le gouvernement de Brandt était en difficulté, envisageait déjà de transférer le soutien du Parti libéral, qui était l'arbitre de la majorité parlementaire, et dont il était le chef, aux démocrates-chrétiens ; il avait déjà eu des entretiens avec Helmut Kohl. C'est possible, mais on peut également envisager que, pour des motifs parfaitement honorables, Genscher et Nollau aient décidé de donner l'ordre de ne pas toucher à Guillaume, afin que les choses suivent leur cours, et que celui-ci leur fournisse des preuves de sa culpabilité. Mais, dans ce cas, Guillaume n'aurait jamais dû conserver son poste de confiance auprès du chancelier. À la place de Willy Brandt, ma colère se serait d'abord et avant tout abattue sur Genscher.

En réalité, entre le moment ou le contre-espionnage avait informé Genscher qu'il surveillait Guillaume, et le jour de son l'arrestation, aucun indice supplémentaire ne fut recueilli. Pendant toute l'année durant laquelle Guillaume continua à avoir accès à des documents ultra-confidentiels, ceux qui savaient, acceptèrent donc qu'il y ait auprès du chancelier un espion au courant de secrets d'État qu'ils étaient justement censés protéger. S'il est incontestable que nous avons préparé le feu, d'autres, dont Genscher et Kinkel, ont craqué l'allumette pour qu'il consume Brandt.

En annonçant au parlement que toute une filière d'espions avait été liquidée, après l'arrestation de Guillaume, je pense que Genscher cherchait à cacher le rôle équivoque qu'il avait joué

dans cette affaire. C'était le seul moyen, pour lui, de se justifier d'avoir tant tardé à épingler notre agent. N'ayant plus rien à y gagner, je puis assurer que cette histoire de filière d'agents secrets était une pure invention. Les Guillaume étaient un couple d'espions isolés.

Après que Christel nous eut alertés, les Guillaume reçurent l'ordre de mettre fin à leurs activités d'espionnage. Pourquoi ne pas les avoir rappelés sur-le-champ ? Certes, ce fut une erreur, mais qui n'était pas due à l'insouciance. J'avais beaucoup réfléchi au problème, et la surveillance si maladroite dont Christel était l'objet m'avait conduit à penser qu'aucun soupçon vraiment grave ne pesait sur son mari. Georg Leber, devenu entre-temps ministre de la Défense, avait proposé à Christel un poste d'assistante dans son cabinet, affectation qui entraînait obligatoirement une enquête minutieuse, et nous avions supposé que c'était la cause de cette surveillance. Finalement, nous avions laissé le choix de la décision au couple Guillaume, en leur proposant de rentrer à l'Est s'ils s'estimaient menacés. Ni l'un l'autre ne voyaient de raison de le faire.

Nous avions donc convenu qu'ils ne bougeraient pas et j'en avais informé Mielke. Je l'ai déjà dit, mes rapports avec mon ministre n'étaient pas des plus chaleureux et je m'efforçais de préserver l'indépendance de mon département en « traitant » moi-même mes agents importants. J'en discutais avec mes supérieurs, uniquement dans les cas où nos activités risquaient d'empiéter sur le pouvoir politique. Étant donné la position sensible qu'occupait Guillaume, j'avais jugé bon de parler de son cas à Mielke, qui estima, lui aussi, préférable de jouer un jeu d'attente. Je pensais qu'il était peu probable qu'il mette Honecker ou quelqu'un d'autre au courant de la situation.

Il ne se passa rien pendant plusieurs mois, jusqu'en février 1974. Les Guillaume envisageaient même de reprendre leurs

activités d'espionnage, mais je leur recommandai de ne pas bouger avant l'automne.

À l'occasion d'un séjour dans le Midi de la France, en avril, Günter s'aperçut qu'il était suivi par un véritable escadron de véhicules de surveillance, français et allemands. Mais, le soir, alors qu'il rentrait chez lui en voiture, en passant par Paris et la Belgique, son escorte disparut. C'était l'occasion rêvée. Son instinct et son expérience auraient dû lui dire qu'il tenait là une chance de s'enfuir. Il avait encore le choix.

Le 24 avril 1974, quand je sus qu'il avait été arrêté, je fus tout aussi décontenancé que Willy Brandt, qui apprit la nouvelle en débarquant de l'avion qui le ramenait d'Égypte. Guillaume avait fait une glorieuse sortie, mais ce n'était pas ce que nous attendions de la part d'un agent. En voyant la police arriver chez lui au petit matin, avec un mandat d'arrêt, il s'était écrié : « Je suis un citoyen et un fonctionnaire de la RDA. Respectez-le. »

C'était une réaction désastreuse, car il avouait sa culpabilité, avant même qu'on lui ait signifié les chefs d'accusation. Il évita ainsi au contre-espionnage et aux autorités judiciaires ouest-allemands l'embarras considérable que leur aurait causé l'absence d'une preuve irréfutable contre lui. J'ignore pourquoi il a agi ainsi. Quand il rentra à l'Est, en 1981, et qu'il fut autorisé à écrire ses Mémoires pour un public restreint, il tenta d'expliquer sa réaction en prétextant l'heure matinale et la présence de son fils. Pierre a certainement joué un rôle capital dans la vie de Günter, car le père souffrait d'avoir à cacher à son fils ses véritables convictions et le métier qu'il faisait. Pierre avait adhéré aux Jeunesses socialistes, mouvement représentant la gauche du parti, et il considérait son père comme un traître à la cause. Quelque chose en Günter mourait d'envie de lui crier : « Je ne suis pas ce que tu crois. » Un jour, alors que j'évoquais le risque qu'il courait d'être arrêté, je lui avais dit : « Il faudra rester ferme et sûr de toi. » Dans l'atmosphère indécise du petit matin, avec

son fils qui le regardait stupéfait, il est possible que Guillaume ait soudain craqué.

Mais en réalité, il n'y a pas d'excuse. Un espion doit toujours se tenir prêt à être arrêté. Nos agents recevaient une formation très sévère dans ce domaine. Confronté à un policier chargé de les appréhender, ils devaient donner un nom, une adresse et une date de naissance, comme l'exige la loi ouest-allemande, puis se contenter de demander qu'un contact soit pris avec la mission est-allemande de Bonn, qui désignerait un avocat expérimenté. S'ils suivaient ces instructions à la lettre, c'était à l'Allemagne de l'Ouest de fournir des preuves.

Mais la vérité – ignorée jusqu'à ce jour – est que le couple Guillaume battait de l'aile depuis longtemps. Günter avait une maîtresse qu'il voulait protéger ; il était revenu du Midi de la France pour déménager les affaires qu'il avait chez elle. Ce fut une grave erreur, et une initiative inutile, car cette femme, une secrétaire, se suicida en apprenant qu'il avait été arrêté pour espionnage.

Pendant sa détention préventive, à Cologne, Guillaume souffrit autant de son échec que de la dureté de son nouvel environnement. Il se rattrapa largement de ses erreurs en résistant à toutes les offres qui lui furent faites d'échanger des informations sur d'autres agents contre une remise de peine.

Guillaume avait reconnu ses fautes. Mais quelles étaient les nôtres ? Avions-nous pris suffisamment au sérieux la toute première alerte ? Très souvent, quand soufflait un vent d'espionite aiguë, une foule de personnes, innocentes et coupables, étaient placées sous surveillance. On avait parfois l'impression qu'une moitié de la ville de Bonn épiait l'autre. Dans le cas de Guillaume, nous avions été trompés par le côté amateur de la filature. Mais ce qui nous avait le plus induit en erreur était le fait qu'il était resté auprès du chancelier. Il nous semblait absolument inconcevable qu'un espion identifié puisse rester aussi longtemps dans l'entourage immédiat d'un dirigeant. Brandt

pensait comme moi. Dans ses Mémoires, il s'en est justement plaint, en ajoutant cette remarque poignante : « Au lieu de protéger le chancelier, on a fait de lui un agent provocateur des services secrets de son propre pays. »

Les fautes professionnelles que mes collègues et moi avons commises étaient d'une nature différente. En passant en revue tout ce qui pouvait faire courir un danger aux Guillaume, nous avions complètement occulté les messages radio datant de quinze ans, et dont nous savions qu'ils avaient été décryptés. Nous les avions oubliés. À l'occasion de l'enquête effectuée par les autorités ouest-allemandes nous nous sommes souvenus de leur fatale existence.

Après un procès interminable, la haute cour de Düsseldorf rendit son verdict. Christel fut condamnée à huit ans de prison et Günter à treize ans, peines pouvant sembler légères dans d'autres pays, mais plutôt lourdes pour l'Allemagne, où les condamnations pour espionnage étaient généralement courtes, parce que la tentation était grande de s'y livrer d'une Allemagne à l'autre. Il s'agissait un délit fréquent. Pendant toute cette épreuve, les Guillaume présentèrent un front uni et ne laissèrent deviner aucune faille dans leur couple, pouvant être mise à profit pour leur extorquer des renseignements l'un sur l'autre.

Le petit Pierre fut véritablement traumatisé, et Günter, presque fou d'inquiétude, m'écrivit des lettres me suppliant de lui promettre de m'occuper de son fils et d'en faire un citoyen dont la RDA pourrait être fière. La tâche n'était pas facile, et exigeait tant de temps, de personnel et d'énergie qu'il semblait nécessaire de mobiliser un département entier pour s'occuper de l'adolescent. Bien entendu, ce n'était pas sa faute. Il avait grandi dans un milieu très différent, laxiste, qui encourageait l'individualisme dans la tenue, le langage et le comportement. Par bonheur, cette vague n'avait pas encore franchi le Mur de Berlin, et une sorte d'ordre prussien régnait toujours dans les écoles d'Allemagne de l'Est. Nous avions toutefois trouvé un

établissement dont la directrice avait l'habitude des enfants gâtés de l'élite est-allemande. Nous avions demandé à plusieurs militants dévoués des Jeunesses libres allemandes, ainsi qu'à des volontaires appartenant à des familles que les services secrets estimaient fiables, de rechercher son amitié. En vain. Pierre n'allait pratiquement jamais en classe, et quand il s'y rendait, il était dissipé et inattentif. Peu après, à notre grande consternation, il nous annonça qu'il voulait retourner à Bonn, où il avait une petite amie dont le père était un conservateur, fonctionnaire au ministère de l'Intérieur. À chaque fois que Pierre partait rendre visite à son père, en prison à l'Ouest, nous redoutions de ne plus le voir revenir.

Nous ne savions plus quoi faire pour le garder. Il s'était pris d'intérêt pour la photographie ; mon service lui acheta un appareil dernier modèle et on l'envoya en stage dans le meilleur magazine qui existait. Au bout d'un moment, il s'enticha d'une autre fille, une Allemande de l'Est, dont le père était officier dans mon service. Notre soulagement fut immense. Mais il y eut un nouveau rebondissement. Environ un an plus tard, j'appris qu'ils avaient déposé tous deux une demande pour quitter la RDA. Il n'y eut rien à faire pour les en dissuader et il fallut s'avouer vaincus. Il ne nous restait qu'à accélérer le plus possible les formalités de départ et à leur dire adieu, sans trop de regrets. J'avais fait de mon mieux pour tenir ma promesse, mais pour Günter, la déception fut terrible. La cassure entre le père et le fils mit des années à se refermer.

Nous avions conseillé à Guillaume de garder le silence, pendant que nous nous employions discrètement à l'échanger contre des agents occidentaux. Mais les espoirs d'un troc rapide s'étaient nettement amenuisés avec la démission de Willy Brandt, en 1974. Son successeur, Helmut Schmidt, tenait à ce que Guillaume accomplisse sa peine « jusqu'au dernier jour ». C'était devenu un match de football politique, qui ne concernait pas seulement l'Allemagne. Washington et Moscou entrèrent dans la partie, quand

Anatoli Tcharenski, un dissident juif soviétique emprisonné, fut proposé pour un échange éventuel. Les initiatives se succédaient, mais les années passaient sans qu'aucune n'aboutît, ce qui créait un climat de découragement parmi les plus jeunes de nos agents. Ce combat pour récupérer nos espions capturés n'était pas seulement un devoir moral, il visait aussi à rassurer leurs collègues chargés, dans le présent comme dans l'avenir, de missions dangereuses.

En mars 1981, Christel Guillaume fut libérée dans le cadre d'un échange multiple. L'un des espions occidentaux concernés par ce troc accusa le gouvernement de Bonn de ne pas se donner assez de mal pour faire sortir ses agents des prisons de l'Est. Cela relança la campagne de pression, et Guillaume, qui avait encore huit ans à faire, fut finalement relâché à l'automne de la même année.

Par une triste journée d'octobre, il rentra dans le pays qu'il avait quitté, pour le servir, vingt-cinq ans plus tôt. Estimant qu'il méritait un accueil chaleureux, j'avais chargé ses anciens officiers traitants d'aller le chercher à la frontière et de l'amener directement dans une maison de campagne qui nous servait de lieu sûr. Il arriva, vêtu d'un costume de confection mal coupé, cadeau d'adieu de ses geôliers, paraissant désorienté de se retrouver libre. Son retour fut filmé pour un documentaire intitulé *Mission accomplie*, qui fut ensuite projeté à nos jeunes recrues. Sachant qu'il éprouvait une certaine amertume à ne pas avoir été échangé plus tôt, je tenais absolument à ce qu'il se sente considéré comme un héros.

Il avait l'air absent. Il était resté longtemps en prison et s'était fait du souci pour sa famille. Malgré tout, quand je lui dis : « Bienvenue au pays, Günter, nous sommes contents que ce soit fini », il répondit : « Merci pour tout. » Je m'empressai de rétorquer que c'était à nous de lui dire merci, et il s'ensuivit un long échange de remerciements mutuels.

Puis il vit sa femme, qui se tenait un peu à l'écart. En dépit des difficultés traversées par leur couple, et qui les attendaient

encore, ils se jetèrent dans les bras l'un de l'autre et s'embrassèrent. Il était impossible de ne pas être ému par ce spectacle. Une agréable maison fut mise à leur disposition et on les laissa seuls quelques jours pour faire le point. Nous savions déjà que Christel ne voulait pas reprendre la vie commune, et ce fut pour Günter un choc terrible, après ses espoirs de réconciliation, entretenus pendant ses longues années d'incarcération.

Il était dans un piètre état, physique et moral, mais cela ne l'empêchait pas d'avoir de grandes ambitions. Je crois qu'il envisageait de me servir de bras droit, d'occuper le bureau en face du mien et de me donner des conseils sur la façon de manipuler nos agents occidentaux. Mais il était resté trop longtemps sur la touche. J'avais demandé au médecin qui traitait Günter pour ses nombreux maux, ce qu'il fallait faire de lui. Cet homme avait soigné quantité de vieux dignitaires du régime et ne se faisait pas d'illusions sur leurs capacités. Il possédait un humour acerbe, et quand je lui avais dit en soupirant que la seule chose susceptible de contenter Günter était une place au Politburo, il m'avait rétorqué : « Un de plus ou de moins, ça ne fera pas une grande différence. »

La compagnie d'une femme est très bénéfique dans ce genre de situation, et une charmante infirmière d'âge mûr fut affectée à Guillaume, officiellement pour s'occuper de ses problèmes rénaux et circulatoires, mais aussi dans l'espoir qu'il la trouverait à son goût. Ce fut un succès ; ils se marièrent peu de temps après et s'installèrent dans les environs de Berlin, dans une jolie maison de campagne offerte à Günter pour services rendus à la République.

À l'Ouest, on estimait que Guillaume souffrait d'un dédoublement de la personnalité. Les gens comprenaient mal qu'un homme comme lui ait pu servir deux maîtres aussi diamétralement différents, sans subir de dommages psychologiques. Pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés, un agent doit avant tout cacher les convictions qui l'ont poussé à faire ce métier,

et ne montrer que le personnage dans la peau duquel il s'est glissé. Guillaume avait réussi sa mission en devenant un proche de Brandt, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir de l'estime pour lui, en raison de ses qualités personnelles et professionnelles, ainsi que pour l'action qu'il menait. Durant la formulation de l'*Ostpolitik*, Guillaume était persuadé d'avoir contribué, à sa manière, à la compréhension de cette nouvelle réalité politique.

J'ai toujours prétendu que l'affaire Guillaume avait été seulement le prétexte et non la cause de la démission de Brandt, le 4 mai 1974. Dans ses Mémoires, Brandt a déclaré que la découverte d'un espion dans son entourage n'était pas une raison suffisante pour le forcer à partir. À mon avis, il a été victime de dissensions à l'intérieur du SPD et d'une crise de confiance dans le gouvernement, provoquée en grande partie par l'inconfortable triangle qui détenait le pouvoir, et dont il était lui-même un des angles, Herbert Wehner, chef de file du groupe parlementaire du parti, constituant le second angle et Helmut Schmidt, ministre des Finances, puis successeur de Brandt, le troisième. D'après les rapports de Guillaume, il était évident, avant même que le scandale éclate, que les ennemis de Brandt au sein de son cabinet, étaient au moins aussi déterminés que ceux que nous avions infiltrés de Berlin-Est. Le plus féroce était sans aucun doute Wehner.

Avec sa figure triste et sa langue acérée, Wehner était un vestige de ce monde byzantin constitué par la gauche allemande d'avant-guerre. Devenu communiste très jeune, il avait travaillé secrètement pour le Parti en Tchécoslovaquie et en Union soviétique. Pendant les années trente, il avait fait partie de la direction du Komintern et, ainsi qu'on l'apprendrait plus tard, il avait dénoncé des camarades au NKVD. Pendant la guerre, il fut arrêté en Suède et révéla à la police suédoise tout ce qu'il savait du Parti et de ses membres opérant en Allemagne. À cause de cette trahison, il fut expulsé du Parti en 1942, et adhéra au mouvement social-démocrate, après la guerre. Il était le seul politicien ouest-

allemand important à connaître des dirigeants est-allemands de la génération d'avant-guerre, dont Erich Honecker. Beaucoup de rancœur, d'années, de secrets, ainsi qu'une grande amertume et des reproches réciproques concernant le destin de l'Allemagne les séparaient, mais ils avaient en commun un passé social et idéologique, qui les avait aidés à jeter un pont sur le gouffre de la guerre froide.

Malgré son aspect rébarbatif (on disait sans vraiment plaisanter que les animaux de compagnie couraient se réfugier sous les canapés quand il apparaissait à la télévision), Wehner était très sensible aux conséquences de la partition de l'Allemagne sur la vie privée des citoyens. En mai 1973, il eut une rencontre tête à tête avec Honecker, afin de simplifier les procédures d'échanges de prisonniers. Ce qu'il avait vécu pendant la guerre avait fait naître en lui une crainte pathologique des Soviétiques. Il avoua un jour avoir tremblé de peur, à la veille de son premier voyage à Moscou. Mais le fait que Honecker et lui avaient en commun une jeunesse communiste créait entre eux une relation très proche de l'amitié. Je dirais même que le cheminement qui conduisit Wehner du communisme à la social-démocratie l'avait rapproché de l'Est, vers la fin de sa vie – même s'il restait hostile sur le plan idéologique – parce qu'il se sentait plus d'affinités avec la RDA de Honecker qu'avec son propre parti.

Dès le début, Brandt avait soupçonné Wehner d'être en contact avec nous, et il était persuadé qu'il négociait derrière son dos. Je pense que la direction du SPD était au courant de ces relations confidentielles depuis les années cinquante, mais j'ignore ce que savait exactement Brandt. Le chancelier suspectait Karl Wienand, le plus proche collaborateur de Wehner au Bundestag, de travailler pour le KGB ou pour nous. Ce n'était pas une supposition gratuite. Après la réunification, Wienand, qui avait été secrétaire du SPD au parlement ouest-allemand, fut accusé d'avoir été l'un de mes agents. Tous les principaux dirigeants du SPD vinrent témoigner à son procès, qui se termina

vers le milieu de l'année 1996, et tous confirmèrent avoir su que Wienand se servait de Wehner pour maintenir le contact avec nous. Toutefois, pas un seul d'entre eux ne savait en quoi consistaient exactement ces contacts[11].

En réalité, Wehner et Honecker ne complotaient pas secrètement, et aucune conspiration ne liait Wehner à l'Union soviétique. Brandt s'était néanmoins senti trahi, et il devint presque paranoïaque. Comme dit le proverbe, même les paranoïaques ont des ennemis, et je suis certain que Wehner utilisa, pour des raisons politiques, ce qu'il apprit à la suite de la surveillance inhabituelle – et anticonstitutionnelle – de la vie privée de Brandt, effectuée par la police ouest-allemande, pendant l'affaire Guillaume. Après l'arrestation de celui-ci, Horst Herold, chef de la police criminelle fédérale (Bundeskriminalamt) avait établi un rapport, basé sur les déclarations des gardes du corps du chancelier, concernant sa vie privée, véritable inventaire de ses aventures avec des journalistes, des amies de passage et des prostituées. Le rapport insistait sur le fait que Guillaume était chargé de présenter des femmes à Brandt.

Évidemment, Guillaume nous avait mis au courant de la vie privée de Brandt, ce qui faisait renaître régulièrement la possibilité d'exercer un chantage sur le chancelier. Mais nous n'avons jamais succombé à cette tentation. Nous savions que Bonn constituait un univers politique bien protégé, et que ces informations ne seraient pas reprises par la presse. De toute manière, à quoi cela nous aurait-il servi, puisque nous n'avions aucun intérêt à le faire tomber, d'autant que nous avions appris à traiter avec lui, et que nous savions beaucoup de choses sur son compte. Nous respections la maxime disant qu'il vaut mieux avoir affaire à un diable connu plutôt que d'essayer de s'accommoder d'un nouveau.

Le puritain Wehner fut le premier à voir le parti qu'on pouvait tirer des frasques du chancelier. Il agita devant lui l'épou-

11. Wienand fut condamné à deux ans de prison et à une amende d'un million de marks. Le jugement en appel n'a pas encore été rendu.

vantail du scandale qui éclaterait si Guillaume révélait, au cours de son procès, les détails croustillants de sa vie sexuelle. Wehner avait également prévenu Brandt que Berlin-Est risquait de le faire chanter, sans vraiment y croire, à mon avis. Cela ne nous aurait pas rapporté grand-chose, et Wehner connaissait suffisamment Honecker pour savoir que ce type de chantage ne cadrait pas avec le puritanisme et la prudence du dirigeant est-allemand. Helmut Schmidt, qui convoitait déjà la place de chancelier, se montra plus discret, sans pour autant lui apporter son aide. C'est ainsi que Brandt, jouissant d'un grand prestige dans la communauté internationale, mais lâché par son propre parti, réalisa que depuis son arrivée au pouvoir, il avait été espionné non seulement par des services secrets ennemis, mais que la police de son propre pays avait été témoin de ses incartades, et avait engrangé des rapports pouvant être utilisés contre lui, à tout moment. Se sentant pris au piège, il en conclut que la seule solution était de démissionner.

Anticipant une réaction hostile de la part du bloc de l'Est et de Moscou, à l'annonce que nous avions espionné Brandt, j'avais rédigé un mémoire, intitulé : « À propos de l'évolution de la crise de la coalition et de la démission de Brandt », que je remis à Honecker. Si j'en parle ici, c'est parce que Brejnev, et plus tard Honecker, ont prétendu avoir exprimé leur mécontentement quand Guillaume avait été démasqué, et affirmé avoir tout ignoré de son existence et plus encore de ses activités. C'est peut-être vrai, mais un mois après la démission de Brandt, Mielke m'avait dit que Moscou était d'accord avec moi pour penser que la genèse du scandale était à rechercher dans la politique intérieure ouest-allemande. En RDA, où la popularité de Brandt reposait sur le fait que l'*Ospolitik* allait permettre aux gens de revoir des parents habitant à l'Ouest, sa chute fut une déception. À Neustrelitz, une main invisible avait peint sur une

pancarte « Rue Willy Brandt », et à Erfurt, la ville où Brandt mit pour la première fois le pied en Allemagne de l'Est, en 1970, des affiches anonymes dénonçaient la trahison dont il avait fait l'objet. La poste de la localité de Güstrow, dans le nord de la RDA, intercepta un télégramme de sympathie que trois jeunes femmes avaient essayé d'envoyer à Brandt, disant : « Nous espérons que votre successeur aura le courage de mener à bien ce que vous avez entrepris. » Par conséquent, il m'aurait été difficile d'ignorer que sa démission était considérée comme une catastrophe, à l'Est comme à l'Ouest, et que mon service en était rendu responsable.

À contrario, l'idée persiste que l'infiltration de Guillaume à la Chancellerie fut mon plus grand succès. Les admirateurs de Willy Brandt – et ils sont nombreux dans l'ex-Allemagne de l'Est – ne me pardonnent pas le rôle que j'ai joué dans sa chute. Pour cette raison, et pour mémoire, j'affirme que l'affaire Guillaume a été, selon moi, notre échec le plus grave. C'est comme si nous avions marqué un but contre notre propre camp. Jamais nous n'avons souhaité ou projeté sa perte, et nous ne nous en sommes pas réjouis. Mais une fois que les événements se mettent en branle, il n'y a pas moyen de les arrêter. À quel moment aurait-il fallu que je crie : « Stop ! »

Les rapports entre politique et espionnage sont souvent difficiles. À partir de l'époque où Andropov est arrivé au pouvoir à Moscou, et aussi sous Gorbatchev, la doctrine fondamentale était que l'espionnage ne devait pas interférer avec la détente. Mais, par ailleurs, on exerçait sur nous une pression croissante pour que nous découvrions des secrets de l'OTAN. Ainsi que le dit le vieux proverbe russe, nous étions supposés laver l'ours sans mouiller sa fourrure. Dans ce genre de situation, le meilleur moyen de ne pas être critiqué est de ne rien faire. Certains de mes collègues, qui ont réussi cet exploit, n'ont pas remporté de grands succès, mais ont vécu tranquilles. La réussite comporte des récompenses et des punitions.

Deux semaines après la démission de Brandt, alors que j'essayais de me ressaisir, j'avais écrit dans mon journal :

B. a laissé sa marque sur notre époque et son déroulement. Il a fait beaucoup de choses. Ce qui le rendait sympathique, subjectivement, était de la faiblesse dans le monde objectif de la politique. C'est ainsi que nous avons soudain joué le rôle de Némésis sans l'avoir voulu.

On peut se demander aujourd'hui s'il n'y avait pas trop à perdre à laisser Guillaume auprès de Brandt. Il faut toujours envisager la possibilité que les choses tournent mal, et calculer dès le départ le prix de l'échec. Mais est-ce vraiment possible ? Où doit-on s'arrêter ? Logiquement, il faudrait fermer tous les services de renseignement étrangers. Pour le moment, cela ne s'est fait dans aucun pays.

Beaucoup plus tard, en 1993, j'ai fait personnellement l'expérience de la générosité de Willy Brandt qui, juste avant sa mort, s'était prononcé contre les poursuites judiciaires dont j'étais l'objet. Je souhaitais profiter de l'occasion pour lui présenter mes excuses de vive voix, mais il ne désirait pas me voir, ni voir Guillaume. « Cela me ferait trop souffrir », avait-il écrit.

Au milieu de l'année 1995, Guillaume mourut après une longue maladie. J'ai assisté à ses obsèques, dans le nouveau cimetière sans âme de Berlin, à Marzahn, que surplombe un vaste ensemble de tours d'habitations, tel un hommage de béton à la vision grandiose que Honecker avait d'une république des travailleurs. Juste avant que débute la brève cérémonie laïque, les portes du funérarium se sont ouvertes toutes grandes et quelqu'un est entré en courant. Je me suis retourné, espérant voir Christel, ou Pierre, cet enfant qui avait grandi trop vite, et appris trop tard que son père avait une double vie, lui qui n'avait connu que la fausse. Dans le catalogue des victimes de l'espionnage, on

devrait inclure également les enfants, et s'inquiéter des conséquences qu'ils doivent subir.

Mais je n'ai vu ni Pierre ni Christel. Ils ne sont pas venus, les blessures du passé étant trop profondes pour avoir guéri avant sa mort. La personne arrivée à la dernière minute était sa deuxième femme, Elke, celle que nous avions choisie pour veiller sur lui et qui fut son dernier amour. Elle est restée là sans dire un mot, sans se préoccuper des regards curieux, à se rappeler quelqu'un qu'elle avait connu et aimé, qui n'était ni le fameux ni l'infâme agent Guillaume, mais un simple retraité, s'efforçant de donner un sens à sa vie, tandis que le système qu'il avait servi si courageusement s'écroulait autour de lui. Nous sommes sortis ensemble dans le cimetière mal entretenu, et le cercueil a été porté en terre. Fidèle à la tradition communiste, j'ai jeté dessus une unique rose.

Référence : Markus Wolf, *L'homme sans visage*, Plon, 1998, traduit de l'anglais par Martine Leroy-Battistelli.

Chapitre 6

Bien avant la baie des cochons… les préparatifs secrets de la CIA pour envahir Cuba

Les espions ont rarement une vie aventureuse, quoi qu'on en pense. Bien des analystes et techniciens passent toute leur vie derrière un bureau. Même dans les services « action », on se morfond parfois, faute d'opérations musclées pour s'occuper. Quant aux officiers de renseignement envoyés sur le terrain, la plupart ne verront même pas une arme pendant tout le temps qu'ils seront en poste à l'étranger, à l'exception des éléments les plus aguerris postés dans les pays les plus « chauds ».

C'est pourquoi la vie de Luis Manuel Gonzales-Mata, pendant vingt ans collaborateur des services secrets franquistes, ressemble à un roman. Ce fils d'un commissaire politique républicain avait a priori bien peu de chances d'occuper un poste dans l'administration franquiste, étant doté de surcroît d'une sœur communiste et d'un frère anarchiste. Après un séjour en maison de correction, un passage au sein des jeunesses franquistes, le *Frente de Juventudes*, il intègre la Légion étrangère qui l'envoie au Maroc. Là, il est rapidement recruté par le représentant local du renseignement militaire qui l'utilise pour des missions de propagande et d'agitation antifrançaise (le Maroc est alors sous protectorat).

De retour en Espagne, on l'envoie en août 1958 à Saint-Domingue pour une mission de liaison avec le dictateur Rafael Trujillo, que Franco apprécie particulièrement.

Ce général et commandant en chef des forces dominicaines a pris le pouvoir à la faveur d'un coup d'État en 1930 et ne le lâchera plus jusqu'à son renversement voulu par les Américains en 1961. Dictateur sans état d'âme, il annexe à son patrimoine personnel une grande partie des richesses de l'île. Franc jusqu'à la brutalité, Gonzales-Mata fait bonne impression à Trujillo qui décide d'en faire le chef de sa police secrète, avec l'accord des services franquistes. Ces derniers y voient une occasion unique d'assurer à l'Espagne une influence politique et économique dans la région. La mission réussit au-delà de toute espérance. Désormais homme de confiance de Trujillo, Gonzales-Mata se voit aussi chargé de créer une Légion étrangère anticommuniste dans l'île de Saint-Domingue. Trujillo prévoit la victoire prochaine de la guérilla castriste à Cuba et souhaite constituer préventivement une armée de mercenaires. La prédiction de Trujillo se réalise et, en janvier 1959, le dictateur cubain Batista se réfugie dans l'île voisine de Saint-Domingue. Trujillo l'y accueille car il a des visées sur les 22 millions de dollars que son homologue a eu le temps d'emporter dans sa fuite. De son côté, la CIA qui compte encore Trujillo comme un allié sûr et observe avec consternation Castro gauchir son discours, décide de resserrer ses liens avec Saint-Domingue. Castro étant très populaire à Cuba, l'Amérique ne peut pas apparaître dans un complot contre lui. En revanche, on peut sans doute s'arranger avec Trujillo. C'est ainsi que débute, bien avant la désastreuse affaire de la baie des Cochons, un projet d'invasion de Cuba que nous raconte Gonzales-Mata. Les manuels d'histoire n'en font pas mention, et pour cause…

Il serait vain de vouloir donner un aperçu complet du parcours de notre espion ibère. Après le renversement de Trujillo, qu'il a sagement laissé s'accomplir, il est maintenu dans ses fonctions mais sera victime d'envieux et contraint de s'exiler. De retour au service de Franco, il accomplit de nombreuses missions en France, au Maroc et en Algérie, infiltrant notamment certains syndicats étudiants pendant Mai 68. Il finira par démissionner en 1972, publiant son autobiographie en 1976.

Qui connaît Fritz Swend, *alias* Don Federico, *alias* Franck Bender ?

C'était un Allemand réfugié en Amérique. Il travaillait conjointement pour la CIA et pour les services secrets d'Allemagne fédérale, sous couverture d'une société péruvienne tenue par d'anciens nazis.

Gehlen dirigeait alors le BND, les services secrets officiels de l'Allemagne de l'Ouest.

Un jour, la CIA dit à Don Federico qu'il lui fallait partir à Saint-Domingue. Swend y eut de longues conversations avec Batista. Aidé par M. Franck Costello, il persuada facilement l'ancien dictateur cubain qu'une action armée contre son rival s'imposait désormais.

Fritz Swend devait ensuite convaincre le docteur Trujillo : l'expédition partirait de chez lui. Son accord n'était pas acquis, car il fallait prendre des risques. Si l'opération échouait, pour couvrir les Américains, Trujillo devrait se laisser accuser par Fidel Castro devant l'opinion mondiale. Swend cherchait des arguments lorsque Trujillo le reçut.

Le docteur Trujillo avait eu peur.

Maintenant il était vexé parce que des hommes armés étaient entrés à Saint-Domingue sans qu'il le sache. Heureusement le peuple ignorait la vérité là-dessus : le *Jefe* avait immédiatement ordonné que l'on diffuse à la radio et à la télévision les aveux d'un envahisseur, l'un des pilotes du DC3, resté à Saint-Domingue. Comme il avait été un peu torturé, l'homme fut convaincant : le *Jefe* savait tout, expliqua-t-il, et ce débarquement était un piège du *Jefe*, le Bienfaiteur de la Patrie nouvelle.

Fritz Swend caressa donc Trujillo dans ce sens :

« Continuez à travailler l'opinion publique de Saint-Domingue en votre faveur, Excellence. L'occasion est bonne, ne croyez-vous pas, de soutenir un débarquement à Cuba ?

– Vraiment ?

– J'en suis certain. Les Dominicains verront dans cette opération une riposte naturelle. Et puis le président Batista, pour financer, vous donne 22 millions de dollars. »

Le *Jefe* accepta immédiatement.

Il envoya très vite cet argent dans son coffre suisse, et il m'expliqua que l'opération contre Castro ne lui coûterait rien.

« Mais les hommes ?

– La CIA en veut 3 000, elle les aura. Prends déjà les deux cents émigrés de Batista, ajoute notre Légion, ajoute encore les volontaires anticommunistes…

– Mais les avions ?

– Nous en aurons trente-neuf, dit Trujillo. Des DC3, des DC4, des B29. Ils appartiennent à une société de Miami, la *Double Check*.

– Ces avions…

– Oui ?

– Ils sont loués au nom de qui ?

– Ah ça ! Gonzalez, je m'en moque. Ce n'est pas moi qui paie et voilà tout ce qui m'importe. »

Les sociétés de fret aérien sont des fourmilières d'agents secrets. À chaque coup d'État, à chaque invasion, à chaque enlèvement, on les voit naître et mourir le temps d'atteindre leur objectif. C'est par exemple la WIGMO, *Western International Ground Maintenance Organization*, qui se mêla, en Afrique, à la lutte de Mobutu contre Tschombé. Ou bien la *Gregori Air Service*, qui se chargea de détourner Moïse Tschombé vers Alger, en 1967.

La *Double Check*, qui nous fournissait les avions, intervint plus tard dans le débarquement de la Baie des Cochons, à Cuba : cette compagnie travaillait en grande partie pour la *United Fruit*. Elle appartenait à la CIA.

« Mais les armes ? demandai-je encore à Trujillo.

– Va donc t'en informer auprès de Don Federico. »

Je m'informai.

Les Américains ne pouvaient pas fournir les armes : ce serait signer leur complicité. Tout avait donc été réglé avec leurs amis allemands dont personne ne pouvait suspecter l'intérêt national dans cette région du monde.

Nous devions partir en Allemagne de l'Ouest pour discuter avec des généraux et des financiers.

Ce voyage à Bonn fut bien rapide. J'accompagnai, pour les surveiller, un colonel dominicain et son interprète, le commandant Raulic Mile, ancien SS, réfugié chez Trujillo. M. Becher, le fournisseur, écouta nos raisons. M. Bosse nous conseilla sur le type d'armement à utiliser. Les généraux Edler et Hensinger voulurent se rendre compte : ils viendraient dans une semaine à Saint-Domingue, et s'assureraient eux-mêmes du sérieux de cette affaire.

Tout dépendait de leur compte-rendu.

Il fallut vite rentrer pour préparer leur visite avec de la mise en scène.

Les Allemands croyaient que les forces d'invasion étaient cubaines, nous devions donc leur présenter une vraisemblable armée cubaine. Mais comment transformer nos légionnaires blancs et blonds en patriotes antillais ?

En moins d'une semaine, c'était difficile.

« Attends, dit Trujillo. Des Cubains ? C'est-à-dire des types à peau brune, les cheveux noirs… Mais il y en a plein mes prisons !

– C'est vrai.

– Offrons donc notre pardon à ces crapules, en échange d'un engagement de deux ans.

– Trois, Excellence.

– Oui : trois ans dans le régiment de montagne, notre ancienne Légion. »

Tous les détenus de droit commun acceptèrent.

Nous avions des Cubains très présentables : les Allemands pouvaient venir.

Ils vinrent. On les reçut avec luxe. On les promenait, on les amusait, on leur ménageait du repos et de bons dîners. On leur

montra surtout comment savait manœuvrer la troupe d'invasion pseudo-cubaine qu'ils allaient armer.

Les deux généraux allemands étaient installés dans la salle d'opération, avec des jumelles : parachutages, assauts et combats, occupation des villes, tout cela leur parut proche de la perfection. « C'est aussi réussi qu'un spectacle d'Hollywood, disaient-ils, ou qu'une bataille de Napoléon ! »

Pour nous, derrière le décor, les choses étaient moins harmonieuses. Nous vivions dans la pagaille. Nous voyions foncer à droite les soldats qui devaient filer à gauche, nous entendions les âneries que se disaient les officiers, nous savions que les appareils dominicains volaient *toujours* au-dessous des nuages, parce que leurs pilotes ignoraient tout des instruments de bord, et qu'ils se repéraient aux fleuves et aux routes.

Le rapport des Allemands fut très favorable, et je reçus les armes commandées quelques semaines plus tard.

« Excellence, dis-je alors à Trujillo : il reste des problèmes…

– Lesquels ?

– Premièrement, il nous faudrait connaître les réseaux anticastristes qui se sont formés à Cuba.

– Je n'en sais rien. Demande ça à Batista.

– Bien, Excellence.

– Quoi d'autre ?

– Il s'agit des liaisons de radio avec ces maquisards…

– Vois Don Federico. »

Je vis d'abord Fritz Swend, et les services secrets américains résolurent immédiatement le problème des liaisons radio.

Il y avait en mer des Caraïbes une île déserte, l'île de Swan. L'armée américaine y avait installé un relais pour sa radio : il suffisait à la C.I.À. d'emprunter cette station, pour émettre et recevoir des messages depuis Cuba.

« En outre, m'expliqua Swend, si jamais Castro parvient à localiser ce relais, nous sommes couverts : l'île de Swan n'est à personne. »

Par la suite, disons-le, l'île de Swan vit s'installer le comptoir d'une société commerciale, la *Gibraltar S. Corporation*. Mr. D. Cabot présidait cette société : un ancien du State Department des États-Unis, membre du conseil d'administration de la *United Fruit*.

Retenu par mes légionnaires, je n'allai voir Batista que la semaine suivante.

Il était apparemment ravi.

« Excellence, lui dis-je, le généralissime Trujillo m'envoie vous demander des renseignements.

BATISTA : Demandez, mon ami.

MOI : Il s'agit des anticastristes de Cuba, auxquels nous voudrions envoyer des armes…

BATISTA : Vous direz à Trujillo que tout marche à merveille.

MOI : N'auriez-vous rien à ajouter, Excellence ?

Il faut avouer que je n'avais pas suivi les derniers préparatifs du débarquement, très occupé par la transformation de la Légion en régiment de montagne. Aussi Batista dut-il m'informer complètement sur les détails de son retour à Cuba.

BATISTA : De l'île de Swan nous avons établi des liaisons avec mes partisans de l'intérieur, qui ont pris le maquis contre Castro dans cette région… et dans celle-ci…

Batista montrait sur une carte, avec des poses de stratège.

MOI : Vous connaissez bien ces hommes, Excellence ?

BATISTA *(me tendant une feuille)* : Voici leurs noms, Hubert Matos, William Morgan, Eloy Gutierrez Menoyo… C'est la CIA qui nous les a présentés comme ses agents à Cuba. Ce Gutierrez, par exemple, il nous envoie message sur message, tenez : lisez !

Je lus les nombreux messages de Gutierrez.

Les nouvelles étaient très optimistes. Nous apprenions que les rebelles anticastristes se groupaient dans la Sierra, que leur nombre augmentait chaque matin. Bref : quand les hommes de Batista débarqueront, ils pourront compter sur des maquis solides à l'intérieur de l'île. Gutierrez indiquait même un bon point

de parachutage dans la région de Holguin, là où la Sierra Maestra s'abaisse.

L'opération s'annonçait bien.

Peu avant le grand jour, les avions dominicains parachutèrent des armes aux maquisards anticastristes : deux mille cinq cents fusils mitrailleurs belges, des radios, trois hôpitaux de campagne gonflables, des munitions, beaucoup de munitions.

« Mission accomplie ! disaient les pilotes au retour.

– Vous n'avez rien vu d'anormal, en survolant Cuba ?

– Non, rien. »

Le 17 ou le 18 novembre de cette année 1959, dans la matinée, un premier avion décolle de l'aérodrome de San Isidro, à Saint-Domingue. Il emporte vers Cuba un groupe de notables, des officiers qui doivent encadrer les maquis des forces anticastristes et les aider à rejoindre, au bon moment, notre armée de débarquement. À bord se trouve aussi le *padre* Velasco, un prêtre que le Vatican a dû suspendre pour ses interprétations des principes religieux.

Sur l'aérodrome, depuis le PC, je vois les unités arriver sur l'aire d'embarquement. Le téléphone nous assure une liaison permanente avec Trujillo, nous n'attendons plus que le message de Cuba pour faire décoller les trente-huit autres appareils.

Rien : les maquisards cubains n'envoient pas de message.

Déjà les moteurs des avions tournent, quand un homme de mes services de renseignement, tout essoufflé, arrive devant moi pour me dire :

« Lieutenant, il y a quelque chose de pas régulier !

– Quoi ?

– J'ai entendu discuter deux de nos légionnaires, mon lieutenant. Eh bien, ils s'apprêtent à détourner l'avion qui leur est assigné.

– Le détourner ? Sur La Havane ?

– Oui, sur La Havane. Ils prétendent bien aimer Fidel Castro !

– Ah non ! À quelques minutes du départ ! »

Je prends ma carabine automatique, fais couper les moteurs des avions, constitue un petit groupe de soldats dont je suis sûr et saute dans ma Land-Rover pour arrêter ces légionnaires mutins.

Depuis quelque temps, avec cette transformation de la Légion en école de haute montagne, les hommes sont portés au mauvais esprit, et, au lieu de trois fortes têtes, je crains de trouver une véritable révolte.

Nous arrivons. Mon agent m'indique les traîtres et je les fais aussitôt emmener, prétextant de nouvelles instructions à leur donner. Arrivés au PC, je les interroge assez brutalement :

« D'où vient cette idée d'atterrir à La Havane ?

– Qui est le chef de ce mouvement ?

– Qui a donné les ordres ?

– Les conspirateurs, vite ! Les noms de vos complices ? »

Nos conspirateurs n'en peuvent plus. Ils se débattent, protestent, affirment que c'est une erreur, jurent qu'il n'y a aucun complot, qu'ils ont simplement eu cette idée parce qu'ils aiment bien Castro.

J'avertis Trujillo.

« Prends des mesures, me dit-il. Débrouille cette affaire, tu es seul juge. »

Puisque le message radio n'est toujours pas arrivé de Cuba, je décide de mener une rapide enquête parmi les mercenaires qui doivent partir.

Vers huit heures du matin, quoique nous n'ayons toujours pas reçu de message, nous décidons de lancer nos vagues d'assaut sur Cuba. Alors que les pilotes mettent à nouveau les moteurs en route et que les hommes ont embarqué, le téléphone sonne.

C'est Trujillo.

« Gonzalez !

– *Jefe !*

– Interromps le décollage, vite ! Si des appareils sont déjà en route, qu'on les rappelle immédiatement ! »

Je pars avec deux généraux, en hélicoptère, jusqu'à la Présidence où Trujillo nous explique :

« Un avion a décollé tout à l'heure en direction de Cuba…

– Oui, *Jefe* : c'étaient les officiers d'encadrement que nous envoyions aux maquis de l'intérieur.

– Vous savez ce qui lui est arrivé, à cet avion ?

– Il a explosé en vol ? risque un général.

– Non ! Il a atterri sur l'aérodrome convenu, nos officiers sont descendus, ils ont marché vers des hommes en treillis qui les attendaient, et savez-vous qui les a reçus, au milieu de ces soldats ?

– Fidel Castro ?

– Lui-même ! »

Instant de stupeur. Le *Jefe* continue :

« Et il attend toute notre armée d'invasion pour la foutre en prison ou pour la fusiller ! »

Le docteur Trujillo nous communique alors des enregistrements de la radio et de la télévision cubaine, qu'on vient de lui apporter.

Nous voyons et nous entendons Fidel Castro.

Il annonce : « Je viens de déjouer un coup de force des partisans de Batista, dictateur déchu ! Il a bénéficié de l'appui d'autres chefs d'État complices de l'impérialisme criminel qui veut asservir, partout, les peuples épris de liberté et de justice. »

Et sur l'écran, les Cubains présentent tous nos agents : Hubert Matos, William Morgan, le *padre* Velasco.

Il ne manque que Gutierrez Menoyo.

Celui-ci était agent double.

Dès que la CIA lui avait communiqué le principe de notre expédition il en avait informé Castro.

« Très bien, avait dit Castro. Tu vas continuer à envoyer des messages à Batista. Dis-lui que des maquisards se regroupent dans les sierras pour lui rendre le pouvoir, et que moi, Castro, on peut me renverser avec une poignée de parachutistes. »

À cette époque, les journalistes étrangers ne purent s'expliquer la disparition du leader cubain : il s'était installé dans la région de Holguin où il comptait recevoir personnellement notre armée d'invasion. Il avait déjà reçu nos armes et un avion de notables, il espérait maintenant nos hommes.

Mais nos hommes tardaient. Castro craignit un débarquement dans un autre coin de son île, et il décida de tout dévoiler à la télévision, sans plus attendre.

Cette émission était parvenue à Trujillo.

Voici comment s'acheva le premier débarquement contre Fidel Castro. Seul Trujillo gagna dans cette aventure les 22 millions de dollars qu'il refusa de rendre à Batista. Et quand celui-ci commença à protester trop fort, le *Jefe* fit expulser l'ancien dictateur de Cuba.

Fidel Castro ? Il étouffa le scandale. En effet, il n'avait aucune preuve contre les États-Unis, seulement des armes de type Otan, un avion sans couleurs nationales et ses prisonniers n'étaient pas américains.

Les Américains ? Trujillo oublia de leur rendre les trente-huit avions qu'ils avaient procurés. Personne n'osa d'ailleurs les réclamer.

Les Allemands ? Ils étaient partis discrètement, et ne réclamèrent jamais leurs munitions et leurs armes, restées en grande partie à Saint-Domingue.

Nos légionnaires furent rapatriés : j'en ai rencontré deux récemment à Paris – l'un travaille chez Renault, l'autre est veilleur de nuit dans un hôtel du Quartier latin.

Enfin la CIA finit par retrouver Gutierrez, l'agent double. Il voyageait sous un faux nom et inventa des histoires invraisemblables pour que la CIA le reprenne. La CIA le reprit et lui confia des missions risquées. Lorsqu'on fut convaincu qu'il trahissait, au cours d'une tentative de débarquement en Haïti, on décida qu'il fallait s'en débarrasser.

« Gutierrez, lui dit la CIA, nous avons une mission de confiance.

– D'accord.

– Vous allez organiser un attentat contre Fidel Castro. » En 1967, Gutierrez partit donc assassiner Castro.

Il est actuellement encore à Cuba.

En prison, la CIA procède souvent ainsi. Avant que des révolutionnaires ne montent un coup de force par leurs propres moyens, la CIA les aide, les contrôle, fait enfin manquer l'opération. Ce fut le cas pour l'invasion d'Haïti conduite par les frères Baptiste en février 1970 : dix-huit de ces révolutionnaires sont actuellement encore en prison dans cette île, victimes de la CIA.

Des avions de guerre, des armes, des munitions et l'or de Batista, cela ne réjouit pas longtemps le docteur Trujillo.

Il était très en colère contre le Venezuela.

Y avait-il une crise politique entre Ciudad Trujillo et Caracas ? ou un conflit armé ? Non. Simplement Trujillo n'aimait pas le président Betancourt, qui lui-même n'aimait pas Trujillo.

« Romulo Betancourt ! disait le *Jefe*. Tu abrites dans ton pays des communistes, communiste toi-même !

– Rafaël Trujillo ! répondait Betancourt. Tu es un dictateur sanguinaire et détraqué !

– Pédéraste !

– Assassin ! »

Le ton montait. Les deux présidents s'attaquaient personnellement sur leurs vies privées, et je me souviens de l'excitation de Trujillo qui dans une réunion cria :

« Je ne permettrai plus à ce *maricón* de me donner des leçons ! Vous allez me présenter le plus rapidement possible un plan pour faire taire cet enculé de Betancourt ! »

Quelques jours plus tard nous avions étudié soigneusement une dizaine de projets.

« J'écoute, dit Trujillo.

– Nous pourrions aider financièrement un groupe d'extrémistes, proposa un colonel. J'en connais de très féroces contre le régime de Betancourt.

– Et armer des maquis au Venezuela, ajouta un autre. Les armes allemandes que nous avons récupérées y suffiraient.

– Ou provoquer des attentats à Caracas, dit un troisième, pour mettre le désordre.

– Non ! non ! disait le *Jefe*. Je n'ai rien contre le Venezuela, rien contre son peuple, rien contre son régime ! *Ce que je veux, c'est régler son compte à Romulo !*

– Eh bien, tuons Betancourt.

– C'est ça ! tuons Betancourt ! » ordonna le *Jefe* dans un regain de jeunesse.

Lorsqu'on veut assassiner un chef d'État, il faut d'abord connaître parfaitement ses habitudes et son emploi du temps, savoir tous ses itinéraires et toutes ses fantaisies. Le reste est affaire d'occasions et de moyens.

Pour commencer on envoya le colonel Garcia au Venezuela. Des contacts, nous en avions déjà dans ce pays, et le colonel trouva des propriétaires terriens, mécontents de Betancourt, que Trujillo avait déjà aidé en leur vendant des armes.

Garcia put nous apprendre que ces gens mettaient un aérodrome privé à notre disposition, ainsi qu'une troupe de fureteurs chargés uniquement de noter les gestes et les paroles du président Betancourt, et ses moindres manies.

Je peux ainsi vous dire, moi, que Romulo Betancourt, président du Venezuela, utilisait toujours la même voiture et la même escorte pour emprunter, aux mêmes heures, le même itinéraire de chez lui à la Présidence et de la Présidence à chez lui. Le parcours était peu surveillé, les rues par où le cortège présidentiel passait conservaient une apparence normale, et n'importe quelle voiture pouvait y stationner.

Alors Trujillo posa au colonel Garcia d'autres questions.

TRUJILLO : Où pourra-t-on loger nos hommes ?

GARCIA : Excellence, sur l'avenue que doit suivre chaque jour Betancourt, il y a beaucoup de bons hôtels. Notre équipe n'aura pas de longs déplacements à faire.

TRUJILLO : Bien.

GARCIA : Nous connaissons même la largeur des avenues, au centimètre près, et à quelle distance des voitures arrêtées passe le cortège du président.

TRUJILLO : Parfait, parfait ! Nous allons organiser quelques répétitions.

MOI : Où donc, Excellence ?

TRUJILLO : Ici même.

C'est ainsi que l'on reconstitua une avenue de Caracas dans un coin solitaire de l'hacienda de Trujillo.

Venons-en à l'exercice.

Sur le bas-côté de cette avenue simulée, nous avions garé une voiture chargée d'explosifs, une malle de 15 kilos de TNT. munie d'une commande à distance.

À 300 mètres de là nous avions posté un opérateur qui devait déclencher la bombe.

Nous voulions connaître exactement les effets de l'explosion d'une voiture arrêtée, lorsqu'au même instant une voiture qui roule la croise.

Dans la voiture qui roule, Trujillo supposait bien sûr Betancourt.

Mais il voulut mieux que le supposer : quand l'opérateur fut prêt à déclencher son engin, Trujillo décida qu'on procéderait à un exercice réel. Cela signifiait qu'on ne ferait pas seulement exploser le TNT, mais aussi qu'une voiture, roulant à la vitesse de celle de Betancourt, croiserait l'auto piégée au moment de l'explosion.

« Et dans l'auto, compléta le dictateur, je veux voir des passagers !

– Nous mettrons des mannequins, Excellence.

– Qui parle de mannequins ? J'ai dit que nous faisions un exercice *réel* ! »

La voiture roula donc avec un chauffeur, un aide de camp et un président Betancourt ; trois vrais condamnés de droit commun tenaient ces rôles.

Explosion.

On ne retrouva que des morceaux de corps hachés avec la ferraille.

« Nous y voilà ! dit Trujillo. À Caracas, maintenant ! »

Le 22 juin 1960, je vole vers le continent en compagnie du colonel Abbes Garcia, chef du SIM, de 25 kilos de TNT avec deux systèmes complets de mise à feu ; nous arrivons bientôt sur cet aérodrome privé qu'on nous gardait au Venezuela.

Le lendemain soir, une voiture immatriculée dans le pays se gare le long du trottoir, dans une avenue de Caracas. Trois cents mètres plus loin notre opérateur entre dans une chambre d'hôtel avec son matériel.

Nous n'avons plus qu'à attendre.

À 9 h 30, Romulo Betancourt doit monter comme chaque jour dans sa Lincoln. Je suis sorti en touriste, caméra au poing, prêt à filmer l'attentat pour le montrer à Trujillo.

Voici la voiture de Betancourt au bout de l'avenue. Elle s'approche, elle passe devant moi à la vitesse prévue. Horaire, parcours, vitesse, jusqu'à présent tout correspond. Je vérifie mon téléobjectif, je le règle, le pointe et commence à filmer.

Dix secondes, onze, douze, treize secondes, puis, assommant, un bruit de déflagration amplifié par les immeubles me casse les tympans. Une lueur me fait tourner la tête, les yeux fermés.

Le silence revient, très lourd, troublé encore par une chute de carreaux. Alors ce sont des cris, des sirènes, des roulements de sifflets, et les policiers se précipitent au secours du président.

Je crois bien qu'il est mort.

La Lincoln a sauté de 3 mètres et elle fume, couchée sur le côté. Dans mon téléobjectif, je vois que rien ne bouge à l'intérieur.

Nous rentrons tout de suite recevoir à Saint-Domingue les félicitations de Trujillo. Il nous dit :

« Le chauffeur est mort, l'aide de camp est mort, mais Betancourt s'en est tiré !

– Non ?

– Romulo est légèrement brûlé au visage et aux mains.

– Mais ce n'est pas possible, *Jefe* ! »

C'était possible. Le jour de l'attentat, Betancourt souffrait d'une crise d'arthrite au bras droit, et, dans l'auto, il avait voulut changer de place avec son aide de camp pour des raisons de confort : ici, disait-il, son bras lui faisait moins mal que là. Cette permutation exceptionnelle l'avait sauvé.

Avant l'attentat, le président Betancourt s'était expliqué à la télévision devant les Vénézueliens, car on lui reprochait des malhonnêtetés. Il s'était écrié en montrant ses mains :

« Si elles ont détourné ou détournent l'argent du peuple, que Dieu les brûle ! »

Betancourt revint à la télévision pour dénoncer l'attentat, et comme devant les caméras il agitait deux mains brûlées, couvertes de bandages, beaucoup de Vénézueliens durent croire que Dieu avait puni leur président.

« Le hasard a de l'humour », dit Trujillo en riant.

La CIA, elle, n'avait aucun humour.

L'attentat contre Betancourt ne l'avait pas fait rire et Trujillo devait payer cette erreur le 30 mai 1961.

Ce soir-là, j'étais avec le dictateur de Saint-Domingue. Nous sortions d'une fatigante et longue réunion, et Trujillo allait retrouver sa jeune maîtresse à la Caoba, cette maison cachée où il lui rendait visite quelques heures par semaine : on montait chez Rosita par un escalier extérieur, grillagé, gardé par des veilleurs en armes le jour comme la nuit.

Cependant, j'insistai une fois de plus auprès de Trujillo pour qu'il se fasse escorter jusque là-bas.

TRUJILLO : Gonzalez ! Une escorte, cela n'a jamais empêché un tueur professionnel de tuer, et tu le sais !

MOI : *Jefe*, on parle de vous assassiner…

TRUJILLO : On en parle depuis trente ans.

MOI : Les projets d'attentats semblent cette fois plus sérieux.

TRUJILLO : Alors que mes assassins visent bien, car s'ils me manquent je ne les manquerai pas !

Là-dessus il me serra la main et partit.

Je me rendis de mon côté à l'hôpital, où un médecin m'attendait pour me faire subir deux jours d'analyses : je traînais depuis des mois une sorte de dysenterie dont je prenais enfin le temps de me guérir. Dans ma chambre de l'hôpital militaire, tout de même, j'avais fait installer un émetteur-récepteur qui devait me tenir en contact permanent avec les différents services de sécurité de l'île.

Vers vingt heures, cette radio diffusa des messages affolés, qui se bousculèrent de minute en minute : la voiture du *Jefe* ne répondait plus aux appels de contrôle.

C'était pourtant une procédure habituelle. Comme Trujillo n'aimait pas les escortes, nous demeurions en contact avec sa voiture ; les motards et les postes de contrôle nous signalaient également son passage.

Aujourd'hui 30 mai 1961, la voiture de Trujillo ne répondait pas.

Tout d'abord je ne fus pas inquiet. Je savais l'itinéraire de Trujillo sans danger, et je pensais qu'il avait coupé la radio pour avoir la paix. Je souris en pensant à mes collègues des services de sécurité pris entre le désir d'envoyer une patrouille et la peur de se faire engueuler.

Au bout d'une heure je m'inquiétai : le chauffeur ne laissait jamais la radio fermée si longtemps. « Il faudra se décider à mettre au point un autre système, me dis-je. Ça ne peut pas durer comme ça ! »

J'en étais là de mes angoisses lorsque mon chauffeur entra dans la chambre d'hôpital.

« Lieutenant, me dit-il d'un ton plutôt sombre, le colonel Torrès Tejada vous fait dire que le contact a été rompu depuis plus d'une heure avec la voiture du *Jefe*.

– Où se trouvait le *Jefe* lors du dernier appel ?

– Il quittait le secrétaire à la Défense, mon lieutenant, et le chef du Parti, et le directeur de la Sûreté.

– Que disait le chauffeur du *Jefe* ?

– Il disait : "Tout est normal." Mon lieutenant ?

– Oui.

– Votre voiture est en bas. »

S'il y avait eu un accident, ce ne pouvait être qu'en dehors de la ville. Trujillo était allé bavarder au Rompeolas, dans les jardins au bord de la mer, puis il était reparti pour sa maison de la Caoba où il devrait être arrivé depuis longtemps près de Rosita.

Une fois de plus je remis mon séjour à l'hôpital et pris ma voiture. À la garnison de la Marine de guerre, tout proche, je demandai à l'officier de service de me faire suivre par une douzaine de fusiliers marins en Land-Rover.

Avec ces soldats nous rejoignons la route à 10 kilomètres de la ville, et roulons jusqu'à un poste de contrôle auquel nous demandons :

« À quelle heure avez-vous vu passer la voiture du général Trujillo ?

– Nous n'avons pas vu passer le *Jefe*.

– Depuis combien de temps êtes-vous à ce poste ?

– Trois ou quatre heures, mon lieutenant. »

Il fallait donc vérifier l'autoroute entre ce point et la ville. Nous repartons en sens inverse, et, à 7 kilomètres de Ciudad Trujillo, là où l'avenue Jorge-Washington traverse la campagne, je vois dans nos phares la Chevrolet de Trujillo.

Elle est arrêtée légèrement au milieu de la chaussée, le capot tourné vers la ville, phares allumés, portières ouvertes, moteur éteint.

Nous freinons.

Toutes les vitres de l'auto ont éclaté, la carrosserie est trouée de balles, autour il y a de grosses taches de sang.

« Le voilà, cet attentat, le voilà, ça devait bien arriver un jour ! »

Nous sommes descendus, nous entourons l'auto, nous regardons à l'intérieur et n'y voyons rien ; le corps de Trujillo n'est pas effondré sur la banquette, tout sanglant, comme nous l'imaginions.

On ne trouva que son portefeuille, ce jour-là, son portefeuille, des images pieuses et un revolver récemment déchargé, son P38 « Bulldog » à canon court.

Le *Jefe* avait disparu, mais il s'était battu.

Peut-être vivait-il encore ? Peut-être allions-nous le retrouver, furieux et blessé, à Ciudad Trujillo ?

Le secrétaire de la Présidence me répondit au téléphone :

« Non lieutenant, le *Jefe* n'est pas au Palais national. »

Le docteur Joaquin Balaguer remplaçait à cette époque Hector Bienvenido, frère de Trujillo, au titre de président de la République Dominicaine. Balaguer était un célibataire modeste, catholique, qui symbolisait la libéralisation du régime : Trujillo l'avait nommé pour déjouer un coup d'État.

« Passez-moi le président Balaguer, dis-je au secrétaire de la Présidence.

– M. Balaguer n'est pas ici non plus, lieutenant.

– Mais il faut le prévenir que le *Jefe* a disparu ! Où est-il ?

– À la forteresse de Ozama, lieutenant, avec le ministre de la Défense.

– Pourquoi ?

– Une réunion, lieutenant. Je n'en sais pas plus. »

Le docteur Trujillo n'avait été vu dans aucune de ses résidences, alors nous restaient les hôpitaux et les cliniques, que nous devions contrôler sans jamais ébruiter la disparition du dictateur.

Les fils de Trujillo étaient à Paris, Balaguer, les généraux et les ministres se réunissaient pour conspirer dans une forteresse, et je me retrouvais seul à mener cette enquête sur la disparition de Trujillo, avec « Candito » Torrès, le chef de la Sûreté.

Nous courions les hôpitaux et les cliniques.

Nulle part on n'avait reçu de blessé depuis vingt heures. À la Clinique internationale, enfin, on venait d'admettre aux urgences un homme blessé par balles.

« Comment l'avez-vous trouvé ?

– Des gens l'ont abandonné devant la porte.

– Je veux le voir immédiatement.

– Non lieutenant : il est trop faible pour recevoir des visites.

– Conduisez-nous à cet homme !

– Je suis le directeur de la Sûreté », ajouta « Candito » Torrès.

Et le médecin nous conduisit.

L'homme était en effet dans un état grave, *mais il savait*, et j'ordonnai qu'on le transporte immédiatement à l'hôpital militaire de la base de San Isidro. Là, nous serions tranquilles pour le questionner.

Malgré son mauvais état, l'interrogatoire fut poussé, et le blessé n'avait toujours pas avoué quand on m'appela pour me remettre un message de l'équipe laissée sur les lieux de l'attentat :

Trouvé Colt 11.43 à 30 mètres de l'auto du général Trujillo. Matricule de l'arme : 47569 À.R.

Je fis rechercher immédiatement sur nos registres le propriétaire de ce pistolet militaire qu'on venait de trouver.

À minuit j'eus toutes mes réponses.

Le Colt appartenait à un capitaine dominicain, Antonio de la Maza, et le blessé avait reçu une balle tirée par le pistolet de Trujillo.

« Le blessé est mort, vint-on justement m'annoncer.

– Il a parlé ?

– Il est mort mais il a parlé, dit « Candito » Torrès, le chef de la Sûreté.

– Il a donné des noms ?

– Lui-même s'appelait Livio Cedeño. Il a dénoncé l'un des aides de camp de Son Excellence, le lieutenant Amado Garcia Guerrero, et d'autres dont nous avons noté les noms : ils vont être arrêtés sur l'heure.

– Il y a des Américains dans le coup ?

– Le blessé a parlé des *yanquis*, mais sans préciser.

– Du tout ?

– Presque. Il a dit : Eduardo. »

Eduardo ? Cela ne nous avançait à rien. Le capitaine de la Maza, dont on avait retrouvé le colt, figurait par contre dans

nos dossiers car Trujillo s'en méfiait. Le frère de cet officier avait autrefois travaillé pour le *Jefe* : il avait aidé à enlever Jesus de Galindez, l'avocat espagnol, en 1959 à New York. L'avocat ayant été liquidé, les complices du *Jefe* le furent aussi, et le capitaine Antonio de la Maza voulait venger son frère depuis des années.

La précision du dossier, où étaient consignées les moindres rencontres du capitaine, nous permit facilement de reconstituer la filière et d'arrêter tous les comploteurs qui ne s'étaient pas réfugiés au consulat américain.

Les prisonniers parlèrent, ils parlèrent tellement qu'il fallut les assommer pour qu'ils se taisent.

À leurs témoignages admirablement détaillés vint s'ajouter celui de Zacarias, le chauffeur de Trujillo, que les policiers découvrirent le lendemain au bord de la mer, la cheville retenue entre deux rochers.

Lui aussi nous raconta la mort du *Jefe*.

Il oublia seulement d'avouer qu'il s'était enfui dès le début. On le traita donc en héros, il fut nommé commandant et même décoré, mais quand on apprit la vérité sur sa conduite, il fut simplement fusillé.

Le lendemain de l'attentat nous savions toute l'histoire et restions à nos postes : les conjurés, ministres et généraux eurent peur soudainement de l'action de la CIA, et ils s'éparpillèrent au lieu de prendre le pouvoir.

Nous le savions. Mais nous ne savions toujours pas ce qu'était devenu Rafaël Trujillo.

Nous l'avons appris le matin du 31 mai.

Deux militaires gardent la résidence d'un général en fuite, que l'on accuse d'avoir participé à la rébellion.

L'un des militaires pousse l'autre du coude :

« Regarde !

– Quoi ? Eh bien ? C'est la voiture du général qui perd son huile.

– Sous le coffre ? Mais non, viens voir. »

Ce n'est pas de l'huile mais du sang.

Cela tombe du coffre.

Les deux soldats, en panique, tirent deux balles dans le verrou et ouvrent le coffre. Ils restent stupides.

Ils viennent de trouver le corps de Rafaël Trujillo, raide et recroquevillé.

Le docteur Trujillo était mort depuis de longues heures et les employés des pompes funèbres durent lui poser des sacs de sable sur les genoux, pour arriver à rentrer son cadavre dans un cercueil.

Avant de raconter par le détail comment Trujillo fut assassiné, je dois expliquer pourquoi. L'attentat manqué contre Romulo Betancourt, on s'en doute, n'était pas un motif assez puissant pour supprimer le docteur Trujillo.

Des motifs il y en avait d'autres, et je vais maintenant vous les dire.

Référence : Luis-Manuel Gonzales-Mata, *Cygne, mémoires d'un agent secret*, 1976.

Chapitre 7

Quand la CIA plaçait Nasser à la tête de l'État égyptien

Rares sont les espions qui manifestent dans la vie de tous les jours un grand sens de l'humour. Peut-être est-ce incompatible avec les aptitudes requises et la pression qui va avec une existence semi-clandestine. Pour cela, et pour beaucoup d'autres raisons, Miles Copeland a marqué ses contemporains. L'homme est une célébrité du renseignement dans les pays anglo-saxons, mais pratiquement ignoré dans les pays francophones où aucun de ses livres n'a été traduit. Certes, son sens de l'humour est très anglo-saxon, comme en témoigne l'histoire suivante, extraite de l'avant-propos à ses Mémoires, *The Game Player* : « Hélas le conseiller juridique de mon éditeur, un avocat hypersensible, m'a fait couper dans le manuscrit des anecdotes que je trouvais désopilantes, mais dont il estimait qu'elles nous conduiraient tout droit en justice. Par exemple cette histoire d'un de mes amis, agent du MI6, qui a troué de quelques balles un officier de renseignement français, lequel s'apprêtait à dénoncer un agent dont nous partagions les informations en Libye. De mon point de vue, mon ami n'avait fait que rendre service à l'humanité, mais le juriste a estimé que le type du MI6 ne le verrait pas de cette façon, ayant publiquement démenti toute l'affaire. Certes mais j'étais tout de même à ses côtés quand il a appuyé sur la gâchette… »

On l'aura compris, Miles Copeland était un excentrique plongé dans une institution – la CIA – dont ce n'était pas vraiment le genre. Il

y a pourtant fort bien réussi. Fils de médecin né en Alabama en 1916, ce jeune homme insolent et quelque peu indolent quitte le lycée sans diplôme et devient trompettiste : il joue notamment à La Nouvelle-Orléans avec Glenn Miller. La Seconde Guerre mondiale le soustrait à l'affection des mélomanes pour le plonger dans le monde du renseignement militaire. Il rejoint, dès sa fondation, l'OSS, Office of Strategic Services, à Londres. Après la guerre, il devient l'un des membres fondateurs de la CIA qui l'envoie comme chef de poste à Damas en Syrie. C'est le début d'une longue carrière au Moyen-Orient, où se joue une partie du « grand jeu » de la guerre froide, l'affrontement CIA/KGB. Il est impossible d'énumérer ici la succession de « coups tordus » dans lesquels il s'illustre alors, n'informant ses supérieurs que de façon vague et *a posteriori*... Un état d'esprit qu'il décrit lui-même comme « aventurier ». Peu modeste, Copeland affirme être « l'inventeur de l'action clandestine à la CIA ». Ce n'est pas entièrement vrai, mais il a tout de même quelques titres à faire valoir pour cela, puisque avec Kermit Roosevelt il a participé en 1953 au renversement du Premier ministre iranien (opération « Ajax[12] ») et qu'auparavant il a choisi et propulsé à la tête de l'État égyptien le général Nasser. Car, aussi étonnant que cela puisse paraître, le leader égyptien qui va quelques années plus tard défier l'Occident en se rapprochant de l'Union soviétique, puis déclencher une guerre des pays arabes contre Israël en 1967, a bel et bien été installé par la CIA. Ou plus exactement par Miles Copeland qui, selon le récit que l'on va découvrir, a suivi son instinct pour choisir le meilleur candidat au pouvoir suprême, une fois que l'agence eut choisi de renverser le roi Farouk. On peut admirer la manœuvre telle qu'il la raconte et s'interroger sur l'erreur de discernement qui a fait remplacer un dirigeant certes corrompu et paresseux, mais fidèle à l'Amérique, par un militaire aux ambitions contraires aux intérêts américains.

Bien évidemment, la carrière de Copeland ne s'arrête pas là. Dès 1953, s'ennuyant ferme au siège de la CIA et se trouvant

12. Pour un récit de cette affaire, voir Yvonnick Denoël, *Le livre noir de la CIA,* Nouveau Monde éditions, 2007, rééd. J'ai lu, 2009.

trop mal payé, il décide de rejoindre le secteur privé, à savoir la firme de consultants Booz Allen & Hamilton, dont il devient l'agent en Égypte tout en conseillant officieusement Nasser dans ses premières années de règne… et en rendant de menus services à la CIA. Là encore, Copeland est précurseur puisqu'il inaugure le « pantouflage » des agents de la CIA : à partir des années 1970-1980, ils seront de plus en plus nombreux à monnayer leur expérience à l'extérieur. Copeland retravaillera cependant à plusieurs reprises pour la CIA, où l'on croit reconnaître sa « patte » dans quelques opérations. Assurément, l'homme est un franc-tireur audacieux, mais il ne supporte pas les grosses bureaucraties ni les opérations massives, façon « baie des Cochons ». Retiré des affaires dans les années 1970, il publie plusieurs livres et articles aux affirmations parfois surprenantes, mais n'est jamais contredit par une agence à qui il aura rendu, il est vrai, bien des services. Mort en 1991, sans avoir rejoué de la trompette, il a toutefois donné un de ses fils à la musique : Stewart Copeland, le batteur du groupe rock *The Police*.

Le « Billy Graham[13] musulman »

J'ai démissionné deux fois de la CIA, les deux fois pour des raisons financières, mais je n'ai pu revenir qu'une seule fois après avoir engrangé assez d'argent pour m'offrir le luxe de travailler dans cet endroit fascinant. Un de mes collègues qui bouclait les fins de mois en recevant à intervalles réguliers des subsides de son père fortuné, disait souvent qu'il avait l'impression d'avoir repris ses études en écrivant des lettres qui commençaient par la phrase : « Cher papa, envoie-moi de l'argent, s'il te plaît afin que je puisse continuer à travailler pour la CIA pendant encore six mois. » Comme mon propre géniteur était loin d'être riche,

13. Célèbre évangéliste américain né en 1918.

j'avais dû quitter l'agence en 1953 pendant deux ans afin de gagner assez d'argent pour acheter une jolie maison en Virginie, une deuxième voiture et des vestons sport provenant de chez Brooks Brothers, et non de Sears Roebuck. Si mon salaire chez Booz Allen & Hamilton représentait à peu près le double de celui que je recevais à l'agence, mes amis plus fauchés restés à la CIA, bien qu'ils soient au courant, ne manifestaient aucune jalousie envers moi : cela leur donnait plutôt envie de suivre mon exemple. Même lorsque je pris un « congé sans solde » de BA&H pour retourner à l'agence en 1955, ils célébrèrent mon retour.

Quand je quittai l'agence pour une deuxième fois en 1957, mon revenu devint rapidement assez important pour attirer l'attention d'un grand magazine d'affaires qui m'ajouta à sa liste des dix consultants les mieux payés du monde. C'est lorsque je devins suffisamment riche pour m'offrir une suite au Wardman Tower et engager des domestiques que ces fils de pute commencèrent à refuser de m'adresser la parole. Quand l'agence eut de gros problèmes après l'affaire de la baie des Cochons, « j'offris » mes services à Richard Bissell qui avait remplacé Frank Wisner comme DDP [Deputy Director for Plans], mais il me répondit que la simple *possibilité* d'un nouveau retour déclencherait une révolte dans les bâtiments I à K. Je proposai alors de travailler pour un salaire d'un dollar par an, mais même Matt Baird, qui était devenu directeur de la formation, ne voulut pas de moi. À compter de ce moment et de ce jour, je devins ce que Frank Wisner appelait un « loyal ancien », accomplissant des tâches qui devaient être faites, mais que l'agence n'osait faire (saisissez-vous la nuance ?). Parfois, je recevais de modestes émoluments, parfois un remboursement de mes dépenses. La plupart du temps, je ne recevais rien du tout. En fait, au cours des dernières décennies, mes fils financèrent mes activités non officielles (et non explicitement approuvées) au coût de quelques milliers de dollars par an, non déductibles d'impôt. Parallèlement, je continuai à profiter de l'amitié et de la confiance de quelques vieux amis toujours en

poste à l'agence. Je dus cependant essuyer les remarques cinglantes de ceux pour qui les fins qu'ils approuvaient à contrecœur ne justifiaient en rien les moyens que j'employais.

Si vous, lecteurs, jurez de ne le répéter à personne, je vais vous dévoiler le secret qui se cache derrière l'histoire de ma vie, ou plutôt les motivations qui expliquent mon comportement excentrique. En effet, j'ai consacré les trente dernières années de ma vie à élaborer et à peaufiner une théorie qui s'est développée à partir d'un voyage à travers l'Afrique, de mes discussions avec Pat Johnston et de mes observations de première main à propos d'un archétype de bureaucrate qui a pour nom Lyman Kirkpatrick. Archimède disait que si on lui donnait un point fixe et un levier, il soulèverait la Terre. Dans sa forme initiale, ma théorie s'énonçait comme suit : si vous confiez certains postes clés au sein des bureaucraties « importantes » du « monde libre » à des dirigeants raisonnablement charismatiques, ceux-ci serviront de leviers politiques qui permettront à une politique étrangère américaine éclairée de faire *progresser* le monde. Comme je le mentionnais dans une note d'adieu écrite juste avant de distribuer mes « au revoir » dans tout l'édifice I, l'application judicieuse de ma théorie permettrait à une CIA adéquatement mise à contribution d'exaucer le vœu wilsonien de « faire de ce monde un endroit plus sûr pour la démocratie », tout en neutralisant quelques manigances ici et là contraires au mode de vie américain. Malgré ces raffinements, ma théorie fut incapable de s'imposer au fil des ans même si elle m'amena dans quelques *culs-de-sac*[14] intéressants et qu'elle me permit de gagner un peu d'argent. Plus important encore, elle m'en apprit beaucoup sur les choses sur lesquelles on *ne pouvait pas* compter pour faire progresser le monde ou le soulager de ses multiples problèmes.

Prenons la démocratie, par exemple. Même une démocratie véritable, par opposition au simulacre que les communistes

14. En français dans le texte.

associent à ce mot, peut ressembler davantage à une malédiction qu'à une bénédiction à moins de produire le type de dirigeants préconisé par ma théorie qui est capable de tenir le coup malgré le stress et les tensions. Aujourd'hui, c'est devenu un cliché de dire qu'il faut un ensemble d'attributs pour atteindre le pouvoir et un autre pour l'utiliser à bon escient pour le mieux-être de ceux qui vous l'ont accordé ; toutefois, même en 1953, il devint évident pour moi que la démocratie comme une fin en soi favorisait les démagogues qui l'utilisaient à des fins non démocratiques. Aussi récemment qu'en 1980, le président démocratiquement élu du Zimbabwe, Robert Mugabe, se vantait d'aimer la démocratie parce que c'était « un système facile à déjouer ». Au même moment, certains incompétents parmi les plus notoires de l'histoire atteignaient les plus hautes fonctions en remportant des élections qui n'étaient guère plus que des concours de popularité, puis semaient la pagaille dans les affaires de leur pays en raison de leur incapacité à faire autre chose que « suivre la parade ». Comme l'écrivait Edmund Burke en rapportant les propos d'un révolutionnaire français : « Le peuple est dans la rue ; je dois savoir où il va car c'est moi son chef. »

Quoi qu'il en soit, je n'ai nullement l'intention de me lancer ici dans un essai politique sur le leadership, pas plus d'ailleurs que de défendre mes idées. Il s'agit plutôt d'une autobiographie où je ne fais que rapporter ce que, en fait, j'avais en tête au moment où je quittai la CIA en 1953 pour identifier les postes au sein de certaines bureaucraties dans le monde où étaient prises les décisions qui affectaient le plus les intérêts des États-Unis. J'espérais susciter des actions politiques qui inciteraient les aspirants de mon choix à occuper ces postes, à y demeurer et à emprunter des voies menant à la prospérité et à la sécurité, autant pour eux que pour nous. Mises à part les distractions frivoles, chaque action que j'ai entreprise au cours des trente-cinq dernières années fut d'une façon ou d'une autre liée à l'espoir de trouver des chefs potentiels et de les guider vers leur destinée

légitime par des moyens démocratiques si possible, mais sinon et sans hésitation par tout autre moyen.

Ma première cible fut l'Égypte. À peu près à la même époque, mes futurs collègues chez BA&H et mon patron d'alors à la CIA, Kim Roosevelt, s'intéressaient démesurément à ce pays pour des raisons qui, à leurs yeux, n'avaient aucun lien entre elles, mais qui aux miens étaient étroitement liées. BA&H négociait pour réaliser une étude sur la gestion du système bancaire égyptien et ses nombreux holdings. Ignorant tout de l'intérêt de BA&H pour l'Égypte, Kim se souciait davantage de l'instabilité politique dans ce pays qui était devenu, au fil de ses expériences pendant la Seconde Guerre mondiale, son pays étranger préféré. Resté sourd à mes appels répétés de me laisser le soin d'avoir de brillantes idées, il arriva un matin à son bureau et convoqua une réunion du personnel pour annoncer qu'il avait consacré toute sa soirée de la veille à tourner et retourner quelques idées dans sa tête sur la façon de sauver la peau du roi Farouk qui était encore dans les bonnes grâces de l'Occident. Nous devions convaincre le « foutu Farouk », c'est ainsi que les insolents qui appartenaient au groupe de planification appelaient le roi derrière son dos, que s'il ne parvenait pas à convertir son gouvernement inefficace, corrompu et archaïque en quelque chose qui correspondait davantage aux exigences d'une société égalitaire moderne, quelqu'un d'autre le ferait.

J'avais traduit les idées de Kim dans un projet (appelé projet FF, FF signifiant vous savez quoi) qui était engagé dans la procédure normale d'approbation lorsque des événements au Caire précipitèrent les choses. Comme l'a écrit un historien à propos de la frénésie qui s'empara de nous à l'époque et qui était causée par ce qui allait être connu sous le nom du « Samedi Noir du Caire », ces événements « galvanisèrent » notre division NEA.

Vers la fin de l'année 1951, le gouvernement de Winston Churchill, de retour au pouvoir après que les travaillistes eurent affaibli la Grande-Bretagne autant sur le plan extérieur

qu'intérieur, décida de punir l'Égypte pour avoir abrogé deux traités qui justifiaient légalement la présence britannique dans la zone du canal de Suez, abrogation renforcée par un siège mené par une guérilla dans ce secteur. En décembre, les troupes britanniques détruisirent un village qui servait de base aux saboteurs égyptiens et début janvier, ils attaquèrent deux postes égyptiens situés dans les environs d'Ismaila, tuant ou mutilant la plupart de ses occupants. La tension augmenta et lors du Samedi Noir du Caire, des groupes d'extrémistes musulmans incendièrent ou saccagèrent des édifices associés à « l'impérialisme anglais » : l'hôtel *Shepheard*, le Turf Club ainsi que les restaurants, bars ou salles de cinéma fréquentés régulièrement par des étrangers. Ils jetèrent même des mères et leurs nouveau-nés par les fenêtres de l'hôpital britannique situé dans le quartier chic de Zamalek.

Tout ceci eut lieu dans cette Égypte modérée qui était alors la risée de la quasi-totalité du monde arabe pour son manque de zèle fanatique. Malgré sa colère, le gouvernement britannique ne put intervenir et jura de prendre d'autres mesures contre les Égyptiens. Le département d'État américain, affichant un vertueux mécontentement contre les Britanniques qui refusaient de reconnaître que « l'âge de l'impérialisme était révolu », envoya des lettres de protestation élégamment formulées aux gouvernements anglais et égyptien. Nous cessâmes tout contact officiel avec le SIS britannique, et le projet de « révolution pacifique » conçu par Kim pour sauver Farouk fut mis sur les rails. Allen Dulles l'approuva autour d'une tasse de thé dans sa maison de Georgetown le lendemain du Samedi Noir et Kim annonça sa mise en application le lundi suivant pendant une réunion du personnel.

Est-ce que Kim allait m'envoyer au Caire pour faire le boulot ? Pas de chance : il avait décidé de lancer lui-même l'opération. Je devrais y aller plus tard pour faire le suivi une fois son succès assuré – *et à la condition* ajouta Kim de renoncer à mon « idée fixe » de quitter la CIA pour augmenter mes revenus. En croi-

sant mes doigts derrière mon dos, je répondis que j'y réfléchirais. Bien entendu, Kim ignorait que j'irais un jour en Égypte, que cela lui plaise ou non, en tant que membre parlant arabe d'une équipe de BA&H.

Une relecture du dossier 201 de Kim me confirma cependant qu'il avait eu tout à fait raison d'insister sur le fait que lui seul pouvait faire décoller le projet. En effet, pendant la Seconde Guerre mondiale, Farouk s'était pris d'affection pour lui au cours d'une période tendue où les Britanniques voulaient le contraindre, littéralement à la pointe du fusil, d'éliminer les éléments de son gouvernement favorables aux pays de l'Axe pour les remplacer par des personnes de leur choix. Pendant que Farouk rageait dans son palais, Kim lui rendit visite presque quotidiennement pour le réconforter en lui disant qu'une fois la guerre terminée, un nouvel arrangement serait possible. L'Égypte retrouverait alors sa pleine souveraineté et lui, Farouk, deviendrait le « premier chef d'une Égypte libre depuis deux mille ans ». Comme Kim nous le rappela ce lundi-là lors de la réunion du personnel, Farouk était ouvert à de tels pourparlers et il y avait toutes les raisons de croire que si Kim lui rendait visite « en souvenir du bon vieux temps », il achèterait l'idée que Kim avait eue pendant une nuit d'insomnie. Moins d'une semaine plus tard, Kim était en route pour Le Caire.

Farouk le reçut effectivement avec chaleur mais de manière un peu trop ostentatoire pour ce qui était supposé être une visite « hautement confidentielle », comme Kim l'avait indiqué dans un message codé envoyé *via* des canaux préétablis. Un officiel égyptien alla chercher Kim à bord de l'avion, puis il le prit courtoisement par le bras pour lui faire passer à toute vitesse les douanes et l'immigration avant même que les autres passagers ne puissent descendre. Leur limousine qui arborait clairement les insignes royaux sortit en trombe de l'aéroport, semant la panique parmi les taxis, les charrettes tirées par des chevaux, les chèvres, les femmes portant des cruches d'eau sur la tête et les enfants

qui quémandaient de la nourriture. La seule concession faite par rapport au souhait de confidentialité de Kim fut l'utilisation de rideaux aux fenêtres de la voiture pour l'empêcher de voir où il se rendait jusqu'à ce que le chauffeur le dépose dans le jardin d'un hôtel privé royal situé à Gizeh avec une vue imprenable sur les pyramides.

Ce n'est qu'à ce moment-là que Kim se rappela que, même dans le contexte enivrant du Caire en temps de guerre décrit par Evelyn Waugh dans *Officers and Gentlemen*[15], il considérait Farouk comme un poids plume sur le plan intellectuel. Ses relations avec le « foutu Farouk » au cours des deux semaines qui suivirent lui permirent de se rafraîchir la mémoire. Pendant une réunion, Farouk pouvait montrer qu'il comprenait parfaitement la situation dans son pays et plus particulièrement l'impact qu'avait cette situation sur son régime, puis endosser les solutions proposées par Kim avec une efficacité et une promptitude dignes d'un gestionnaire d'entreprise de Pittsburg. Le lendemain, il disparaissait, sans doute pour participer à une de ses célèbres orgies, et oubliait son engagement de prendre les mesures qui constituaient les éléments clés du plan de Kim. Puis la semaine suivante, poussé par un caprice ou l'humeur du moment, il faisait un geste qui sapait complètement toute l'opération.

Kim passa presque un mois au Caire, puis il abandonna le projet FF dans sa version initiale et rentra à Washington, réconcilié avec l'idée que toute tentative de remettre un peu d'ordre en Égypte échouerait tant et aussi longtemps que Farouk resterait sur le trône, plus déterminé que jamais à « sauver l'Égypte d'elle-même ». Il se rabattit alors sur mon idée de Billy Graham musulman et décida de m'envoyer au Caire pour y faire un peu de reconnaissance. Il me donna l'ordre de dresser un portrait d'ensemble de la situation, de constater les dommages possibles causés par tout ce chahut avec Farouk, puis de revenir à Washington

15. *Officiers et gentleman* dans sa traduction française. *(NdT)*

avec un nouveau plan de match. Il ne me donna pas vraiment *carte blanche*[16], car dans le langage de la CIA, ses instructions étaient l'équivalent de cette vieille chanson qui disait *Hang your clothes on a hickory tree, but don't go near the water*[17].

À mon arrivée au Caire, mon premier geste fut néanmoins d'enfreindre une règle de la CIA qui à l'époque avait valeur de parole d'Évangile : je décidai de rendre visite à l'ambassadeur américain, de lui expliquer exactement le but de ma mission et de lui demander son avis. Quand la nouvelle de mon insubordination atteignit Washington, je me justifiai en disant que cet ambassadeur, Jefferson Caffery, était un des membres les plus expérimentés et les plus avisés de notre corps diplomatique. Caffery connaissait mieux l'Égypte que nos propres arabologues et son évaluation de la situation égyptienne était appuyée par deux membres de son personnel, l'adjoint à l'attaché militaire, le lieutenant-colonel David Evans, et le conseiller politique « régulier » de l'ambassade, Bill Lakeland, qui disposaient de meilleurs contacts au sein de la population égyptienne que notre station de la CIA. Ces derniers accomplissaient un boulot qui aurait fait la fierté de la CIA en surveillant avec doigté les grondements qui préoccupaient tant Kim et ses analystes politiques à Washington. Même s'ils avaient pu me considérer comme un profane venu brouiller les cartes et refuser de me parler, ils m'offrirent leur collaboration pleine et éclairée.

Quand je m'attelai plus sérieusement à ma quête pour trouver un chef, je fis appel aux services d'un bon ami que j'avais connu pendant que j'étais en poste à Damas. Nasreddin Nashashibi (Nasri) était un descendant de la troisième génération du prince Ahmed Nasreddin el-Nashashibi, gardien de Jérusalem et des mosquées de Hébron sous les Mamelouks. J'avais rencontré Nasri en Jordanie alors qu'il avait environ 20 ans et qu'il était le

16. En français dans le texte. *(NdT)*
17. « Tu peux accrocher tes vêtements à une branche du noyer, mais ne t'approche pas de l'eau. » *(NdT)*

chambellan du roi Abdullah, poste qu'il occupa jusqu'en 1951, année où le roi fut assassiné. J'avais gardé contact avec lui et, maintenant qu'il fréquentait les hautes sphères de la société politique égyptienne, je voulais qu'il me dise comment un dirigeant qui serait issu de la « révolution pacifique » de Kim Roosevelt pourrait transformer les espoirs en attentes, préoccupé comme il ne manquerait pas de l'être par toutes les machinations ourdies par Kim avec Farouk.

Tout en dégustant des *Shanghai Slings*, je lui expliquai que pour ma dernière mission avant de quitter mon poste au gouvernement, je voulais trouver et former un messie qui prendrait d'abord la tête de l'Égypte, puis qui répandrait la bonne nouvelle en Afrique et dans le reste du tiers-monde. L'élu devrait non seulement raviver les espoirs, mais les transformer en attentes légitimes et guider les peuples défavorisés vers un monde de mieux-être, de santé, de sécurité et, par-dessus tout, de liberté ; simultanément, il devrait également immuniser ces peuples contre les faux prophètes.

Après avoir brièvement déploré l'appui américain à Israël, Nasri convint avec moi qu'un chef charismatique pourrait être un antidote efficace à la montée en force de l'antiaméricanisme qui ne se limitait pas, ajouta-t-il, au prétendu monde arabe, mais qui était en train de se propager dans toute l'Asie de l'Ouest. Un grand orateur religieux serait le candidat idéal. Or, un mouvement religieux ne doit-il pas être fondamentalement *contre* quelque chose ? Il nous faudrait alors imaginer une menace plus grave qu'Israël, ce qui était beaucoup demander à une époque où la présence d'un État juif au Proche-Orient occupait toute l'avant-scène.

Pour trouver un ennemi plausible qui servirait de substitut aux États-Unis et à Israël, Nasri et moi commençâmes à visiter les endroits fréquentés par les extrémistes fanatiques. Nous allâmes d'abord chez Milo qui tenait un bar clandestin situé dans la vieille ville et surplombant la magnifique, mais sinistre,

mosquée du Sultan-Hassan. C'était le Mukhabarat, le service de renseignement égyptien, qui avait installé Milo – un homosexuel d'origine yougoslave qui avait espionné pour le compte de plusieurs services de renseignement pendant la Seconde Guerre mondiale – dans un palais qui avait été la propriété d'un ministre des Finances sous les Mamelouks au XV^e^ siècle. C'était également le Mukhabarat qui avait transformé le labyrinthe de chambres secrètes, de couloirs et de tunnels du palais en parc d'attractions à l'oriental qui lui permettait d'accomplir la gamme complète de ses activités les plus exotiques, allant de la contrebande de drogue en passant par l'enlèvement de diplomates étrangers. Milo avait eu l'autorisation de transformer les pièces plus conventionnelles du palais en ce qu'il appelait un « club de nuit panthéiste » où des adeptes des sciences occultes et des groupes religieux excentriques accomplissaient leurs rites sous la forme de numéros de cabaret destinés aux touristes européens. On y retrouvait des derviches, des kivus, des rastafariens, des adeptes de Krishna et du tantrisme ainsi qu'une variété de sectes religieuses *ad hoc* concoctées par Milo lui-même dans le but de diversifier son offre.

Lors de la soirée où Nasri et moi visitâmes cet endroit, une troupe de derviches faisait leur numéro, tourbillonnant au clair de lune dans une immense palestre entourée de tables disposées comme dans une boîte de nuit où des touristes buvaient à petites gorgées du champagne égyptien. Au son du tambour d'un derviche aveugle, ils tournoyaient en suivant une chorégraphie conçue pour induire une frénésie religieuse à demi consciente qui leur permettait de se « remémorer Dieu ». Nasri me fit remarquer que si cette danse ne parvenait pas à leur faire oublier l'injustice d'Israël, rien ne le ferait.

Pendant un entracte où les membres d'une des sectes inventées par Milo arrachaient des têtes de poulet avec leurs dents, Nasri me chuchota à l'oreille un rapide cours sur la *tariqa* derviche. J'appris que la secte était une branche de l'islam et que ses adeptes utilisaient la danse pour entrer dans un « monde invisible » et se

libérer des querelles terrestres qui étaient endémiques en Égypte. Je demandai à Nasri ce que ces gens pensaient de l'appui des États-Unis à Israël. « Là est tout le problème, répondit-il. Ils n'en pensent rien. » Ce sont des *majnunin*, des cinglés.

Or, ce n'était pas un hasard si j'avais eu l'idée d'un Billy Graham musulman. En tant que natif de l'Alabama qui avait côtoyé des pentecôtistes, des baptistes et des dresseurs de serpent, il m'était venu à l'esprit qu'il y avait peut-être dans ces personnages quelque chose qui devait être pris au sérieux. Après tout, on ne peut perdre la tête sans au préalable en avoir une ; il faut sentir qu'on appartient à ce monde avant de vouloir s'en libérer. Même si je pensais moi aussi que ces danseurs étaient des *majnunin*, de pauvres crétins, il devait y avoir quelque chose de plus sophistiqué à l'origine du mouvement. Nasri me le confirma : cette secte née au XII^e siècle était issue du soufisme, un mouvement mystique musulman tout à fait respectable. Il y avait déjà eu des communautés derviches, des monastères derviches et tous les éléments qui composent normalement une religion. Aujourd'hui, ils ne représentaient guère plus qu'une curiosité théologique, mais ils avaient eu une influence importante dans plusieurs régions musulmanes. En fait, le lien entre les adeptes actuels et leurs ancêtres ressemblait à celui qui relie les Péruviens aux anciens Incas.

Qu'y avait-il de mal à cela ? Nasri prétendait que le conflit israélo-arabe avait libéré une énergie politisée dans l'anomie égyptienne, et je savais à partir de mes expériences aux États-Unis qu'un mouvement religieux n'avait pas nécessairement besoin d'avoir un sens pour recruter des adeptes. Bien avant l'arrivée de l'évangélisme à la télévision, il y avait eu aux États-Unis plusieurs Billy Graham qui avaient attiré non seulement des simples d'esprit et des malades mentaux, mais aussi des avocats, des médecins et des universitaires qui cherchaient à « renaître ». « Il doit bien y avoir *quelques* derviches qui réfléchissent », me disais-je.

« Il y en a, répliqua Nasri. Ce sont eux qui exploitent les ignorants. »

Il y en avait donc et, au cours de cette soirée, j'en rencontrai un. Nasri avait refusé d'aller en coulisses où, dans ce qui leur servait de loges, les danseurs revenaient lentement sur terre. L'un d'entre eux, les pieds déjà fermement posés sur le sol (je ne me rappelais pas l'avoir remarqué pendant le spectacle), s'adressa à moi poliment et, dans un français potable, me demanda si je cherchais les toilettes pour hommes. J'étais sur le point de lui répondre lorsqu'un derviche efflanqué, de toute évidence un Américain, me fit comprendre que je n'étais pas le bienvenu et qu'il fallait mieux que je « me trouve un coin quelque part pour pisser et ficher le camp ».

Quand je rejoignis Nasri, mon histoire de rebuffade l'amusa au plus haut point, puis il lança la blague qu'il devait forcément y avoir « un imprésario américain derrière tout ça ». Pendant que les garçons de salle balayaient le sang, les plumes et les têtes de poulet recrachées, Milo vint s'asseoir à notre table et nous terminâmes la soirée en buvant de l'arak et en mangeant des kebabs et du houmous. (Cette soirée marqua le début d'une longue amitié avec Milo qui passa le reste de sa vie à Alexandrie grâce à une pension de la CIA versée jusqu'à son décès au début des années 1970.)

Le lendemain soir, Nasri m'emmena dans une salle située près de l'université el-Azhar où nous pûmes entendre le discours enflammé d'Hassan el-Hodeibi qui (comme Nasri le nota avec espièglerie) « disait les choses sans détour ». Hodeibi, qui venait de prendre la tête des redoutables Ikhwan el-Muslimin, les Frères musulmans, s'était lancé dans une violente diatribe sur l'influence corrompue de l'Amérique dans le monde. J'avais découvert les Ikhwan lors d'un bref passage dans le bureau allemand de l'édifice L. Fondés par Hassan el-Banna à la fin des années 1920, cette organisation était à l'origine une société secrète vouée à l'élimination de « l'influence étrangère » sur l'islam. Pendant la

Seconde Guerre mondiale, le mouvement s'était politisé pour profiter des possibilités offertes par les Allemands et les Italiens de chasser les Anglais. Le cheikh Hassan el-Hodeibi, le successeur de Hassan el-Banna, était un grand orateur ; avec son physique qui rappelait celui de l'acteur américain Buster Keaton jouant un rôle sérieux, et son ton de voix hypnotique, il envoûtait les foules. Toutefois, lorsque je chuchotai mes impressions à Nasri en lui faisant part de mon désir de le rencontrer, Nasri crut à une blague : « N'est-il pas déjà un agent de la CIA ? » De toute façon, une fois la réunion terminée, Nasri nous fit lever promptement de nos sièges situés à l'arrière de la salle avant que personne ne puisse nous remarquer et en moins d'une minute, nous roulions dans sa Mercedes en direction du centre-ville du Caire.

J'avais cependant eu le temps de repérer l'Américain que j'avais croisé la veille chez Milo, cette fois vêtu d'un col roulé et d'un veston sport en velours côtelé. Il était également assis à l'arrière de la salle à quelques mètres de la sortie et me regardait d'un air menaçant. Dans la voiture, Nasri refusa de revenir sur sa blague à propos d'Hassan el-Hodeibi comme agent de la CIA, et il me déposa à l'hôtel *Semiramis* sans même me souhaiter bonne nuit. Je regagnai ma suite située au dernier étage. Là se trouvait l'Américain, assis par terre les jambes croisées près d'un fauteuil. Je le reconnus immédiatement, ce qu'il me confirma aussitôt.

« Folkways ne t'a pas dit de me laisser tranquille ? » demanda-t-il. Folkways était le pseudonyme de Kim Roosevelt ; de toute évidence, ce type faisait partie de l'escouade personnelle de Kim, groupe dont j'avais appris l'existence par hasard de la bouche de la secrétaire de Kim.

« Qu'est-ce que vous foutez ici ? » demandai-je à l'homme sur un ton irrité. C'était contre Kim que j'étais en colère et non contre ce pauvre gars qui était de toute façon trop jeune pour occuper un poste d'une quelconque importance dans la hiérarchie de l'agence même s'il avait réussi, en apparence, à infiltrer des groupes marginaux au sein d'une cible importante. Cet

homme, que je désignerai dorénavant sous le nom de « Rupert », connaissait mon identité parce qu'il m'avait déjà aperçu au siège de la CIA, mais il n'avait aucune idée de la mission qui m'avait été confiée. Par souci de sécurité et d'un naturel secret, il ne me demanda rien. Je pris alors les devants.

Il était abasourdi. Puis il se mit à parler. Alors que j'accomplissais ce qui était tout au plus une mission de reconnaissance, Kim était en train de regrouper des « actifs » en prévision d'un coup d'État contre Farouk où je n'aurais aucun rôle à jouer. Il devint évident autant pour Rupert que pour moi que nous étions tous les deux dans une de ces situations où 1 + 1 donne une somme supérieure à 2 et que nous pourrions profiter mutuellement d'une mise en commun discrète de l'information. Cependant, Rupert semblait peu empressé à coopérer jusqu'à ce que je lui demande son grade.

« GS7 », répondit-il, ce qui signifiait que même s'il était un des rares Américains à remplir une mission d'agent (contrairement à la croyance populaire, les services de renseignement utilisent rarement leurs propres ressortissants comme agents), il était considéré comme appartenant, selon les standards de l'agence, à un échelon inférieur semblable à celui d'une secrétaire. Il aurait dû être au minimum à l'échelon GS13. Kim avait tiré avantage du fait qu'il s'agissait d'un universitaire habitué à un maigre salaire et l'avait embauché en sachant qu'il accepterait n'importe quel échelon. Je n'eus qu'à lui suggérer qu'il « s'était fait avoir » pour m'attirer sa sympathie.

Encore une fois, ce qu'il me confia me força à tirer mon chapeau à Kim. À lui seul, sans l'aide de personne et sous la surveillance constante des hommes de Farouk – et plus important encore, au nez et à la barbe de Farouk – Kim avait compris qu'au moment même où Farouk et lui étaient supposés planifier leur « révolution pacifique », Farouk travaillait secrètement avec des personnages clés chez les Ikhwan pour préparer un coup d'État mené par le mouvement « Retour de Dieu » des fondamentalistes

égyptiens. Farouk croyait, non sans raison, que le doute entourant sa réputation de « musulman craignant Dieu » n'empêcherait pas les fondamentalistes d'accepter son royal appui financier. À l'inverse, Kim croyait, non sans raison, que cela les gênerait suffisamment pour lui permettre d'atteindre les objectifs anti-Farouk qui avaient pris forme dans son esprit après seulement une semaine ou deux de coopération avec le « foutu Farouk ». Il proposa donc à Farouk d'« acheter » les Ikhwan en offrant une grosse somme d'argent à Hassan el-Hodeibi. Cependant, Farouk ignorait que ce pot-de-vin servait aussi à payer certaines dépenses accessoires requises pour assurer l'appui de l'armée égyptienne au projet de coup d'État des Ikhwan, sans compter que cet argent prouvait une fois de plus à quel point Farouk était un infidèle corrompu. Essayer d'acheter les élus de Dieu ! Jusqu'où pouvait aller la corruption ? Il n'y aurait aucune place pour *lui* dans le nouvel ordre qui serait établi.

Après avoir rassemblé toutes les données disponibles sur les Ikhwan, mon idée était faite : le seul type de coup d'État qui serait efficace en Égypte, qu'il s'agisse de renverser le gouvernement ou de consolider ce renversement une fois celui-ci accompli, serait une combinaison « armée et Ikhwan ». Même si je ne communiquai à Rupert qu'une ébauche de mon plan, je lui en révélai suffisamment pour lui demander de m'aider à repérer les officiers de niveaux intermédiaires et supérieurs qui faisaient partie des Ikhwan ou qui en étaient des sympathisants. Parallèlement, je demandai à Nasri Nashashibi de m'indiquer les officiers supérieurs de l'armée égyptienne qui seraient les plus susceptibles de recevoir un appui populaire dans l'éventualité où l'armée déciderait de renverser le gouvernement.

Ma question mit Nasri mal à l'aise. Il reconnut qu'il y avait un mécontentement généralisé dans le pays et qu'on entendait parfois des membres du mess des officiers à Héliopolis chuchoter qu'une « figure paternelle » admirable et populaire comme le général Mohammed Naguib serait la bienvenue pour diriger le

pays, avec ou sans roi au-dessus de lui. Nasri n'accepta pas d'aller plus loin. Connaissait-il des officiers supérieurs qui étaient membres des Ikhwan ? « Non », répondit-il en me faisant comprendre qu'il ne désirait pas s'étendre davantage sur le sujet.

De son côté, Rupert ne chôma pas. Un jour, après la rebuffade de Nasri, il m'emmena un soir tard à une réunion ultrasecrète tenue dans une maison qui se situait non loin des pyramides. Nous nous y rendîmes en empruntant tant de ruelles et de détours qu'il m'aurait été impossible de la retrouver le lendemain en plein jour. C'est cette réunion de mars 1952 qui fut rapportée dans des versions très différentes par des auteurs en Égypte, aux États-Unis et en Europe comme *la* rencontre où Kim Roosevelt alluma l'étincelle qui mena au coup d'État militaire quatre mois et demi plus tard. Eh bien, à la barbe de Mohammed Hassanein Heykel qui nie systématiquement tout ce que j'ai à raconter, j'affirme maintenant catégoriquement que Kim *n'était pas* présent lors de cette rencontre, que Kim ignorait tout de cette réunion avant que je lui en parle à mon retour à Washington et que jamais il ne fut question d'un *coup d'État*. Ce jour-là, j'avais simplement dit aux trois officiers que j'avais rencontrés, et dont je ne connaissais pas encore les noms, que mon gouvernement, préoccupé par le mécontentement grandissant dans ce pays ami qu'était l'Égypte, voulait avoir l'opinion d'« officiers de confiance et représentatifs » sur ce qui pourrait être fait, le cas échéant, pour empêcher que la situation ne se détériore davantage.

La seule remarque significative provoquée par ma déclaration concerna l'insatisfaction ressentie dans le pays tout entier, je répète, non seulement dans l'armée mais dans le pays tout entier, face à « la poursuite de l'occupation britannique » et à la façon humiliante dont elle était menée. Le mot Israël ne fut mentionné qu'une seule fois au moment où les officiers se livrèrent à une critique sévère de la corruption dans le gouvernement qui, selon eux, avait empêché l'armée de livrer bataille de manière conve-

nable lors du conflit israélo-arabe de 1948. Il fut correctement rapporté que le compte-rendu de cette rencontre fait à Washington (*mon* compte-rendu et non celui de Kim ; ce compte-rendu *s'adressait* à lui, il *n'en était pas l'auteur*) faisait mention du major Abdel Moneim Ra'ouf qui était non seulement un membre des Ikhman, mais qui faisait également partie du *Zubat al-Ahrar*, c'est-à-dire du cercle des intimes de Gamal Abdel Nasser. C'est la vérité. Mais je n'appris que plus tard que le major Ra'ouf était un des trois officiers que Rupert et moi avions rencontrés. Il est également vrai que cet officier qui s'avéra par la suite être le major Ra'ouf m'expliqua en termes non équivoques que je rendrais un grand service à nos deux pays si je réussissais à convaincre le gouvernement américain de ne pas mettre son nez dans les affaires égyptiennes. Ce ne fut que le lendemain que j'entendis de la bouche d'un jeune officier égyptien qui vint me voir à mon hôtel que les représentants du *Zubat al-Ahrar*, le Mouvement des officiers libres, seraient heureux de rencontrer M. Roosevelt dans un lieu mutuellement approprié à l'extérieur de l'Égypte.

À la fin du mois de mars 1952, une semaine après mon retour à Washington et quatre mois avant le *coup d'État*[18] qui renversa le roi Farouk, les deux principaux comploteurs, Kim Roosevelt et Gamal Abdel Nasser, amorcèrent une série de rencontres qui fut considérée par la suite comme le prototype des rencontres préparatoires au type d'opération politique connue sous le nom de *coup d'État*[19]. Au début, Kim rencontra un comité d'officiers suffisamment éloignés de la tête du mouvement pour être sacrifiés au besoin, mais sur qui l'on pouvait compter pour avoir un aperçu fiable de la situation. Même s'ils n'en connaissaient pas les secrets les plus importants. Il y eut deux autres rencontres, dont une à laquelle Nasser participa (Heykel peut nier tant qu'il veut, il existe des documents et des photos de cette rencontre). Je n'assistai à aucune d'entre elles, même si Rupert et moi

18. En français dans le texte. *(NdT)*
19. En français dans le texte. *(NdT)*

attendîmes dans un hôtel lors de la troisième rencontre. Le cadre général de l'entente conclue entre Kim et Nasser, tel que rédigé par moi à partir du compte-rendu oral de Kim, était un exemple classique du type de compréhension mutuelle qui doit être à la base de toute action politique que le gouvernement américain accepte d'endosser.

Nasser et Kim s'entendirent immédiatement sur trois constats d'ordre général. Premièrement, un soulèvement des masses provoqué par les conditions économiques déplorables était peu probable. Kim défendait ce point depuis longtemps au département d'État, s'appuyant sur l'œuvre de Crane Brinton *Anatomy of Revolution* pour affirmer qu'aucune révolution majeure dans l'histoire n'avait eu pour cause des raisons économiques et que notre gouvernement ne pouvait contraindre un dirigeant à se plier à ses désirs simplement en le menaçant de lui couper l'aide économique. Nasser avait déjà compris ce que son expérience personnelle lui confirma par la suite : dès que le gouvernement américain essayait de le punir en coupant un élément important de son aide (par exemple le blé), il voyait sa position renforcée parce que sa population blâmait les États-Unis, et non pas lui, pour les privations qu'elle endurait.

Deuxièmement, un soulèvement des masses *égyptiennes* provoqué par *quelque raison que ce soit* était peu probable. Selon les Ikhwan et les communistes, les deux mouvements révolutionnaires de l'époque, le peuple égyptien – ce qui incluait les *fellahi* (paysans), les ouvriers, les cols blancs et même les professionnels – était sur le point d'atteindre le point d'ébullition et pourrait se joindre au soulèvement si on lui faisait passer le message adéquat. Nasser réfutait cet argument : « Notre problème, c'est que le peuple n'est pas assez exigeant. » La plupart des Égyptiens, disait-il, vivent dans la pauvreté depuis des millénaires et peuvent le faire pendant encore mille ans. Une révolution « démocratique » ou « populaire » était hors de question. Il était entendu dès le départ que l'armée égyptienne prendrait le contrôle du

pays en choisissant le moment et les circonstances qui lui assureraient le soutien de la population urbaine, politisée et active ; le reste du pays se rallierait graduellement par la suite.

Finalement, il fut entendu que dans les relations futures entre nos deux gouvernements, nous bannirions de notre vocabulaire les expressions « rétablissement du processus démocratique » et « gouvernement réellement représentatif ». Ces expressions ne pourraient être utilisées, le cas échéant, que dans le cadre d'échanges susceptibles d'être révélés au public. En privé, nos deux gouvernements reconnaîtraient que les conditions préalables pour l'établissement d'un gouvernement démocratique n'existaient pas encore et n'existeraient pas avant plusieurs années. Le nouveau gouvernement aurait pour tâche de créer ces conditions.

Nasser comprit immédiatement les explications de Kim à propos des mêmes vieux slogans que ne manqueraient pas de rabâcher la population américaine, les politiciens, certains journalistes, quelques membres du département d'État et même le secrétaire d'État. De son côté, Kim accepta l'opinion de Nasser estimant que toute tentative prématurée d'imposer la démocratie replongerait le pays dans ses vieux démons : des élections entre d'une part des candidats appuyés par les gouvernements américain et britannique et d'autre part des candidats appuyés par les Soviétiques ; une population rurale qui voterait (dans l'éventualité où elle irait voter) en suivant les consignes des grands propriétaires terriens ; une population urbaine frustrée et réduite à utiliser les émeutes et le chaos social comme moyens d'exercer une influence politique, qui finirait par joindre les rangs des Ikhwan ou du Parti communiste, seuls exutoires s'offrant à eux.

Il y eut d'autres éléments sur lesquels il fut difficile d'en arriver à une entente explicite, mais qui néanmoins permirent de forger une compréhension mutuelle des raisons qui motiveraient le putsch à venir. De cette discussion se dégagea un principe qui peut être considéré comme fondamental dans toute négociation politique.

L'accord final comportera inévitablement une entente complète sur certains points et un « désaccord à l'amiable » sur d'autres. Cependant, il doit exister une compréhension mutuelle claire en vertu de laquelle tout conflit orchestré par la suite et destiné à la population aura un impact minimal sur l'entente de base.

Pendant les négociations préalables au putsch entre Kim et Nasser, il y eut un « désaccord à l'amiable » qui ressemblait davantage à une entente : l'attitude de Nasser envers Israël. Devant nos diplomates, les politiciens, les écrivains et les citoyens ordinaires dans tous les pays arabes – ainsi que la plupart des diplomates occidentaux – affirmaient que leur détermination à « reconquérir la Palestine » était la priorité des priorités dans leur pays. Même nos journalistes les plus chevronnés répétaient depuis des années que la défaite de l'Égypte aux mains d'Israël en 1948 avait été une « expérience traumatisante » et que la « haine envers Israël » était un élément important dans l'esprit des meneurs de la révolution égyptienne. En réalité, c'était l'inverse. Même si Nasser avait compris qu'il pourrait éventuellement tirer avantage d'un appel à la « mobilisation des ressources de l'Égypte » pour venir en aide à la Palestine, il savait que recourir à un tel discours au début de 1952 pour inspirer une révolution en Égypte était dénué de sens et même contre-productif.

L'occupation du canal de Suez par les Britanniques était un dossier beaucoup plus épineux. En fait, l'élément le plus important qui avait émergé des pourparlers Nasser-Roosevelt était l'intensité du ressentiment au sein de l'armée égyptienne envers d'une part la présence britannique en Égypte et d'autre part les Égyptiens qui acceptaient cette présence. L'attitude des officiers envers les ressortissants britanniques était plus ambivalente ; en fait, ils éprouvaient surtout de l'admiration pour eux. Ils aimaient les Américains et cédaient facilement à l'esprit de camaraderie, mais ils respectaient et admiraient les Britanniques. Les Britanniques les traitaient cependant comme des subalternes et c'est ce qui les blessait le plus.

Quand je retournai au Caire à la veille du coup d'État, Kim dressa le portrait suivant au secrétaire Dean Acheson : 1) il ne s'agissait pas du « soulèvement populaire » annoncé par le département d'État et espéré par les communistes et les Ikhwan ; 2) contrairement à ce que souhaitaient les planificateurs du département d'État qui étaient particulièrement préoccupés par le comportement des chefs militaires en Syrie, il était impossible de « mettre à l'écart » l'armée qui était sur le point de passer à l'action, que cela plaise ou non ; 3) les officiers les plus susceptibles de prendre la tête du putsch n'avaient que des motivations « normales » qui n'avaient rien à voir avec celles, ingérables, que leur imputaient la plupart des observateurs de la scène diplomatique ; ces motivations non seulement augmentaient leurs chances de réussite, mais feraient d'eux des négociateurs raisonnables et enclins au compromis une fois au pouvoir ; 4) le gouvernement des États-Unis devait accepter le départ du roi Farouk et peut-être l'abolition de la monarchie ; toutefois, le gouvernement pourrait protester pour la forme afin de rassurer les cœurs nobles et l'ambassadeur Caffery pourrait faire une déclaration quant à la sécurité personnelle de Farouk ; 5) une fois le coup d'État complété, notre gouvernement devrait s'abstenir de toute tentative autre que symbolique de forcer la junte militaire à tenir des élections, à mettre en place un gouvernement constitutionnel et ainsi de suite ; les relations avec le nouveau gouvernement devraient tenir compte de l'absence d'institutions démocratiques ; 6) aucun membre de notre gouvernement ne pourra utiliser la série de rencontres préparatoires au coup d'État pour affirmer qu'il s'agissait de *notre* coup d'État ; il s'agissait strictement d'une affaire interne presque exempte de notre influence, notre participation s'étant limitée uniquement à ne pas nous y opposer. Les éventuels ennemis à craindre seraient non pas les Israéliens, mais les classes dirigeantes égyptiennes et, qu'on le veuille ou non, les Britanniques.

À partir du milieu du mois de mai jusqu'au 23 juillet, jour du coup d'État, je dus me débrouiller seul à Washington. Kim, qui

dirigeait une division dont le champ d'action allait du Cap à New Delhi, avait d'autres chats à fouetter. Ma tâche consista surtout à contrer les rapports au ton pessimiste en provenance du Caire qui risquaient d'ébranler la CIA et le département d'État. Rupert, qui parlait couramment l'arabe et qui avait un don pour passer inaperçu, trouva un moyen de rester en contact avec les officiers que nous avions rencontrés dans la maison près des pyramides. Ses rapports à la station de la CIA au Caire indiquaient que tout se déroulait conformément au plan. Toutefois, le chef de la station dont les contacts se trouvaient exclusivement parmi les hauts fonctionnaires et les politiciens, les transmettait à Washington en y ajoutant son grain de sel. En fait, jusqu'à la toute veille du putsch, le chef de la station croyait que Farouk suivait les activités du Mouvement des officiers libres sur une base quotidienne et qu'il allait intervenir au moment opportun. Tout ce que Rupert lui rapportait ne faisait que renforcer son opinion.

Le 16 juillet, nous reçûmes du Caire un rapport au pessimisme triomphant qui exposait en détail les mesures prises par Farouk pour neutraliser le comité qui dirigeait le club des officiers et dont la plupart des membres appartenaient au Mouvement des officiers libres. Le message se terminait par cette phrase : « Les arrestations sont imminentes. » Toutefois, au bout de deux jours, Kim reçut un message « personnel » de Rupert acheminé par un canal dont il ne m'avait pas révélé l'existence jusqu'à ce jour. Le message disait que le chef de la station de la CIA était un enfoiré et que les réactions de Farouk aux multiples leurres que Nasser avait laissés sur son chemin montraient qu'il ignorait tout des intentions des « Officiers libres ». Farouk fit plusieurs gestes montrant qu'il soupçonnait le général Mohammed Naguib, la figure populaire choisie par Nasser pour diriger le gouvernement après le coup d'État, de mijoter quelque chose, mais c'était tout.

Le 23 juillet, le coup d'État dirigé pour la forme par le général Mohammed Naguib se déroula sans anicroche. Au cours des

six mois qui suivirent, les seuls contacts avec Nasser, son conseil révolutionnaire et les civils présents dans le nouveau gouvernement furent maintenus par l'entremise du personnel de notre ambassade, incluant l'ambassadeur Caffery.

Après Noël 1952, je demandai à Ralph Smiley de Booz Allen & Hamilton si l'offre de son cabinet tenait toujours et comme c'était le cas, je rédigeai une de ces lettres du type « la-plus-difficile-que-j'aie-jamais-écrite » et la déposai sur le bureau de Frank Wisner pendant qu'il n'était pas là. Au moment où j'entrai dans le bureau de Kim pour lui annoncer la nouvelle, il me dit qu'il venait de recevoir un appel de Frank nous demandant à tous les deux de venir immédiatement. En chemin (la salle de conférence de Frank était située à l'autre bout du couloir), Kim m'expliqua comment je devais aborder Frank. « Dis-lui que ton cœur restera à jamais avec la CIA, dit-il, et que même si tu démissionnes pour des raisons d'argent, tu resteras toujours un loyal ancien. »

Le tour était joué ! Frank me dit : « D'accord, tu peux être un loyal ancien, mais je connais BA&H, ils voudront en avoir pour leur argent et ils ne te permettront certainement pas d'utiliser ton emploi avec eux comme couverture. Toutefois, rien ne t'empêche de parler à "Robin" (c'est ainsi que j'appellerai le chef de station de la CIA au Caire) quand tu le rencontreras dans des événements mondains et de lui refiler les informations intéressantes que tu auras apprises dans le cadre de ton travail. » Kim se joignit à la conversation pour ajouter que d'ici à ce que je quitte l'agence, mon travail pourrait être adapté afin que je puisse apporter une contribution à la fois au gouvernement américain et à mes nouveaux employeurs. Mes lecteurs me pardonneront si j'insiste sur ce point, mais je veux qu'il soit clair que mon travail chez BA&H n'était pas une couverture, que j'appartenais véritablement à ce cabinet et que si ma contribution à la CIA en tant que loyal ancien est allée au-delà du simple sens du devoir, c'est uniquement en raison d'un excès de zèle de ma part et, bien

entendu, de la part de Kim. Ce détail est important pour moi car dans plusieurs livres et articles sur l'épisode Nasser qui ont été écrits au cours des dernières années, j'ai été présenté comme un « agent de la CIA » au grand embarras de BA&H, mon *véritable* employeur.

La lune de miel nassérienne

En mars 1953, presque un an jour pour jour après ma mission de reconnaissance, je retournai au Caire pour y accomplir ce qui était en définitive une mission conjointe CIA-BA&H, mais sans qu'il y ait conflit d'intérêts. Pour la CIA, je devais faire le suivi d'une discussion entre l'attaché militaire Dave Evans et Zakaria Mohieddin, le nouveau chef du Mukhabarat et homme de confiance de Nasser, quant à la possibilité de confier à la CIA la formation des Égyptiens en matière de renseignement et de contre-espionnage. Pour BA&H, je devais déterminer si la banque Misr, la Banque nationale égyptienne, songeait sérieusement à retenir les services de BA&H pour revoir l'ensemble de ses holdings qui comprenaient aussi bien une usine de textile à Mahalla el-Kubra que la banque elle-même. Je m'acquittai avec succès de ces deux missions. Zakaria confirma qu'il souhaitait avoir l'aide des spécialistes de la CIA pour l'aider à réorganiser le Mukhabarat. De son côté, Ahmed Rushdi, le président de la banque Misr, déclara qu'il voulait effectivement confier à BA&H le mandat que l'ambassadeur égyptien à Washington avait discuté avec Ralph Smiley à condition, ajouta-t-il juste au moment où j'allais prendre congé, que l'Agence pour le développement international (Agency for International Development – AID) en assume les frais.

S'il y eut des entrecroisements dans les résultats obtenus, ils résultèrent de mon penchant naturel à lier les deux missions ensemble. Si je pouvais faire en sorte que la CIA persuade

l'AID de défrayer les coûts de l'étude commandée par la banque Misr, ou plutôt si je pouvais faire en sorte que la CIA persuade le département d'État de persuader à son tour les dirigeants de l'AID (une voie normale à cette époque puisque Allen Dulles était directeur de la CIA et John Foster Dulles était secrétaire d'État), j'aurais accompli une mission parfaite. En ce qui me concernait, la CIA me servirait de couverture pour mon travail chez BA&H, et BA&H ferait de même pour mon travail de « loyal ancien » de la CIA. Aucun employeur n'aurait à se soucier de l'autre dans la mesure où j'obtiendrais pour chacun les résultats attendus. Au début, seul Zakaria connaissait ma double situation. Par la suite, l'associé de BA&H à Washington, Ralph Smiley, finit par la deviner, car il ne pouvait expliquer autrement qu'un membre junior de son équipe en Égypte jouisse d'un tel accès auprès des hauts dirigeants du pays. Toutefois, il n'y voyait aucune objection puisqu'il était évident que j'étais *persona grata* dans les cercles gouvernementaux égyptiens, ce qui me plaçait en bonne position pour décrocher de lucratifs contrats pour BA&H.

J'étais assis sur le siège arrière d'une limousine en route pour un rendez-vous avec Zakaria quand son secrétaire me raconta en détail comment son patron, à la veille du coup d'État, avait prédit la façon dont Farouk réagirait quand il aurait vent du coup d'État et comment le roi se comporta effectivement de cette manière-là. Je compris alors que peu importait le poste qu'il occuperait : Zakaria Mohieddin serait notre interlocuteur privilégié au sein de l'entourage de Nasser pour discuter de nos intérêts communs.

Pendant les deux semaines passées au Caire pour accomplir cette mission particulière, j'eus plusieurs longs entretiens avec Zakaria où je pus constater que cet homme, autant sur le plan intellectuel que sur celui de l'intégrité, sortait clairement du lot des « Officiers libres », en incluant peut-être Nasser lui-même. À la fin de notre dernière rencontre, nous établîmes un calendrier

de rencontres amicales et informelles, de séminaires qui réuniraient des membres clés des bureaucraties américaine et égyptienne, et même de cours destinés aux membres du Conseil révolutionnaire afin de les familiariser avec les impératifs et les limites de la politique américaine dont ils devraient tenir compte pour déterminer ce qu'ils pouvaient raisonnablement attendre de nous.

Toutes ces initiatives devaient être ratifiées par Kim et Nasser lorsqu'ils se verraient au cours du mois suivant. Toutefois, à ma rencontre avec Zakaria et à celle qui eut lieu entre Kim et Nasser s'ajouta un élément nouveau et important : le capitaine Hassan Touhami. Zakaria avait accepté d'envoyer un « Officier libre » parlant anglais à Washington pour nous observer sur notre propre terrain et il avait arrêté son choix sur Hassan.

Hassan arriva le 10 avril 1953 et il s'avéra être le plus incroyable phénomène humain qu'il m'ait été donné de rencontrer pendant ma longue carrière parsemée de rencontres avec d'incroyables phénomènes humains. Après une seule journée passée en sa compagnie, je compris pourquoi Zakaria – ou Nasser – l'avait choisi pour cette mission. Pour commencer, il était un patriote fanatique, une personne intensément religieuse, un homme d'une honnêteté irréprochable et doté de qualités qui le rendaient totalement insensible aux genres d'appât que nous avions l'intention d'utiliser. L'alcool ? Il n'y avait jamais touché. Les femmes ? Le deuxième jour après son arrivée, son guide l'emmena dans un bar du Maryland appelé *Blue Angel* où il versa son Coca-Cola sur la tête de l'« hôtesse » qui voulait s'asseoir sur sa cuisse. L'argent ? Un soir, l'officier de la CIA qui l'accompagnait demanda : « Aimeriez-vous recevoir une avance de quelques centaines de dollars afin que vous puissiez vous amuser ? » Hassan sortit un Beretta de sa ceinture, l'arma, le pointa vers la tête de notre agent et répondit : « Grâce à mon immunité diplomatique, je pourrais te faire éclater la tête et je recevrais tout au plus une contravention de stationnement. » Je suis fier de dire qu'Hassan

et moi sommes devenus instantanément de grands amis et que nous le sommes encore aujourd'hui malgré le gouffre qui sépare nos milieux respectifs et notre façon de voir le monde, et malgré le fait qu'au fil des ans, nos chemins nous ont souvent menés dans des directions différentes.

Hassan passa deux semaines à Washington et nous lui présentâmes toute la gamme de services et d'assistance technique que la CIA, le FBI et les divers services de police pouvaient offrir au nouveau gouvernement égyptien. J'étais avec lui la majeure partie du temps. Peu de temps après son départ, je démissionnai formellement de la CIA en faisant des adieux larmoyants tandis que Kim s'envolait pour Le Caire afin d'officialiser les ententes avec Gamal Abdel Nasser qui occupait alors les fonctions de vice-Premier ministre et de ministre de l'Intérieur. Je passai le printemps 1953 à New York afin de me familiariser avec les méthodes de travail de BA&H, puis je retournai quelques jours à Washington pour commenter en tant que « loyal ancien » le rapport préparé par Kim sur sa rencontre avec Nasser, pour assister à quelques réunions, puis pour organiser mon déménagement avec femme et enfants au Caire.

Pendant la semaine que je passai à Washington avant mon départ pour l'Égypte, je tentai également de déterminer comment notre « victoire » en Égypte, dans la mesure où il s'agissait bel et bien d'une victoire, pourrait servir les objectifs des États-Unis. Je rendis visite à des amis au département d'État, je participai à un lunch au Sénat en compagnie notamment de mon vieil ami et bienfaiteur le sénateur John Sparkman, et du sénateur William Fulbright, puis je passai plusieurs heures en compagnie du vice-président Nixon – qui, j'aimerais l'ajouter pour la postérité, fit preuve d'une compréhension plus approfondie des intérêts américains au Moyen-Orient que tous les hauts fonctionnaires de la CIA et du département d'État réunis, à l'exception de Kim, mais en incluant les frères Dulles. Toutefois, je ne trouvai personne capable de répondre simplement aux questions

suivantes : comment pourrions-nous utiliser ce lien avec le nouveau gouvernement égyptien maintenant que nous en avions un ? Si nous pouvions hypnotiser Nasser, que pourrions-nous lui ordonner de faire ?

Bien sûr, il y avait des réponses, mais elles ne tenaient pas la route compte tenu de ce que nous connaissions à l'époque sur la dynamique au Moyen-Orient et de ce que nous avions écrit dans nos rapports destinés à la Maison-Blanche, ainsi qu'aux départements et agences du gouvernement des États-Unis. Selon Bill Burdett, la personne en charge du dossier Égypte au département d'État, notre objectif devait être d'amener le nouveau gouvernement égyptien à « s'entendre avec Israël » et à inciter les autres gouvernements arabes à faire de même. De son côté, Bill Roundtree, le sous-secrétaire d'État pour le Proche-Orient, disait que je devais persuader Nasser de se « mettre au diapason » des plans de défense de l'Otan, et plus spécifiquement de collaborer au plan de défense régional qu'un comité formé de stratèges des départements d'État et de la Défense était en train de préparer. Quand je demandai aux sénateurs de me dire ce que nous pourrions raisonnablement attendre d'un gouvernement égyptien bien disposé à notre égard, Bill Fulbright répondit que toute demande des États-Unis adressée à Nasser par l'entremise de l'ambassadeur Caffrey équivalait à lui demander de se suicider.

Le dernier jour de mon séjour à Washington, Kim m'invita à manger pour me mettre au courant des informations glanées par le secrétaire Dulles lors de sa tournée de dix jours au Moyen-Orient au cours du mois précédent. « Tout est top-secret, bien sûr, me dit-il, mais s'il y a quelque chose que tu "dois savoir" mon vieux, c'est ce que notre secrétaire a appris. » À savoir : rien. En effet, comme le secrétaire Dulles était un je-sais-tout, il aurait été impossible de lui faire entrer dans le crâne, même avec un pied-de-biche, une évaluation des problèmes de Nasser. Comme les volcans ou les calottes glaciaires, il devint alors ce que nous convînmes d'appeler un « facteur dont il fallait tenir compte ».

Par ailleurs, les attentes semblaient grandes à mon endroit, non seulement en tant que « loyal ancien », mais également parce que j'étais celui qui avait lancé le projet de la CIA en Égypte. Heureusement, j'obtins du renfort sur le plan des ressources humaines. Kim avait réussi à obtenir le transfert de Jim Eichelberger au département d'État et sa nomination comme attaché économique au Caire. Par ailleurs, Frank Kearns, un vieil ami du temps de la guerre qui venait de joindre les rangs de CBS en tant que correspondant, avait demandé un transfert au Caire afin de participer à la fête. Il refusa tout statut officiel avec la CIA, mais il accepta volontiers de coopérer avec Eich et moi pour prodiguer à Nasser des conseils gratuits en matière de relations publiques (« Demande-lui seulement de *sourire* un peu plus », me suggéra Kim) en échange de tuyaux sur les événements à venir susceptibles d'être télégéniques. Notre trio arriva au Caire en compagnie de nos familles à peu près au même moment et aussitôt, nous commençâmes à nous afficher ensemble en public, ce qui fit dire à Heykel et aux autres que nous étions tous des « agents de la CIA » qui utilisaient le luxueux appartement de Frank à Zamalek (il disposait d'une plus grosse allocation de dépenses que nous) comme quartier général.

Au Caire, mes débuts furent prometteurs. Mon nouvel ami Hassan Touhami m'avait déniché une belle villa dans le quartier huppé de Ma'aded. Il s'agissait en fait de l'ancienne résidence du général « Jumbo » Wilson lorsqu'il était commandant en chef des forces anglaises en Égypte. Il y avait deux pavillons derrière la villa. Touhami s'installa dans le premier et donna le second à l'officier de la CIA qui servirait d'agent de liaison entre lui et l'équipe que la CIA avait dépêchée en Égypte. La propriété comprenait également un jardin anglais, un jardin à la française et une grande piscine où il y avait une partie plus à l'ombre, parfaite pour les petits déjeuners et les goûters de fin d'après-midi.

L'équipe de BA&H, forte de cinq membres, s'était installée dans un immeuble moderne à Garden City et nous étions déjà

au travail pour essayer de dénouer l'enchevêtrement d'entreprises qui composaient la banque Misr. De son côté, Eich était à l'œuvre à l'ambassade américaine et s'était intégré parfaitement à l'équipe formée de l'ambassadeur Caffery et du conseiller politique Bill Lakeland (Dave Evans avait été réaffecté par le Pentagone). Pour sa part, Frank Kearns avait déjà réalisé quelques reportages pour CBS et sa femme Gwen était devenue « l'hôtesse la plus branchée » de la bonne société de Zamalek.

Lors de ma première entrevue avec Ed, il me révéla que la série de rencontres que j'avais faites à Washington au cours de la semaine précédant mon départ pour Le Caire avait ébranlé de nombreuses personnes. Elles avaient pris conscience pour la première fois qu'elles ne pouvaient évaluer une opération en cours à moins qu'il n'y ait entre elles et les officiers sur le terrain une compréhension mutuelle de l'objectif à atteindre. Dans son bureau, il me remit un document intitulé « Les enjeux américains au Moyen-Orient », puis il me demanda de m'asseoir pour le lire et le relire jusqu'à ce qu'il se soit imprimé dans mon cerveau. Ensuite, dans la mesure où il me serait possible de me libérer de mon travail chez BA&H, je devais l'aider à le réécrire. Il ferait ensuite traduire la nouvelle version par un universitaire arabe membre de l'équipe de la CIA, puis je devrais la présenter à Zakaria Mohieddin pour lui demander de la commenter. Le document semblait inoffensif et ne contenait aucun secret d'État, même s'il portait le tampon « top-secret ». Eich ajouta que, profitant du fait que j'étais déjà en contact avec Zakaria par l'entremise de mon travail chez BA&H, je devais lui remettre le document non pas en tant que représentant de la CIA mais uniquement comme une faveur personnelle faite à l'ambassadeur Caffery. (Comme j'aurais dû le mentionner plus tôt, Nasser avait confié à Zakaria le soin de surveiller le travail de l'équipe de BA&H, non pas parce que la situation de la banque Misr le préoccupait, mais parce que Zakaria, à titre de chef du Mukhabarat, était la personne la mieux placée pour garder

un œil sur un groupe d'étrangers qui auraient accès à un des domaines les plus sensibles pour un gouvernement : ses finances.) Toutefois, je refusai. C'est alors que Eich précisa : « Si tu refuses de nous accorder de simples faveurs comme celle-ci, nous allons te tenir à l'écart de toutes nos opérations. » Je cédai. Ma curiosité et ma compulsion à « être dans le coup » l'emportèrent. Qu'est-ce que ça peut bien faire ? pensai-je. J'appelai Hassan Touhami et nous partîmes tous les deux en direction d'Héliopolis juste à temps pour attraper Zakaria à son bureau, tard un jeudi après-midi, alors qu'il s'apprêtait à être en week-end musulman. Il jeta un coup d'œil au document constitué d'une copie originale en anglais et de sa traduction en arabe, puis il dit qu'il le montrerait au *el-rayyis*, Nasser, plus tard dans la soirée.

En ce qui me concerne, c'était la fin de ma participation, mais Eich me raconta le lundi suivant que l'ambassadeur Caffery en avait discuté avec Mahmud Fawzi, le ministre des Affaires étrangères. Comme le document avait été remis à Fawzi par l'entremise de canaux « non officiels » et non diplomatiques, Caffery feignit la surprise, plaida l'ignorance et déclina toute responsabilité pour ce document. Il ajouta que si une telle « politique » avait été adoptée par le gouvernement américain, cela avait été à son insu et sans son consentement.

Dans la semaine qui suivit, pendant que je prononçais une conférence devant des gestionnaires des diverses filiales de la banque Misr, je remarquai assis au fond de la salle un Égyptien grand et costaud à l'air austère dans son uniforme d'officier et qui écoutait attentivement mes propos pleins de sagesse. Nasser ! Avec lui présent dans la salle, je pris une pose plus sérieuse et plus professionnelle tout en biffant les blagues trop grivoises que j'avais insérées dans ma conférence pour réveiller les élèves somnolents, puis je me lançai dans un plaidoyer en faveur du « travail en équipe ». Je fis également une critique sévère des systèmes organisationnels orientaux conçus pour accommoder et même encourager les rivalités à l'intérieur même d'une organisation ainsi que pour faciliter

« la gestion par l'espionnage ». Nasser, qui était alors vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, sembla impressionné.

Il me le confirma lorsque j'allai le saluer après la conférence. Il me demanda si j'avais des plans pour le déjeuner. Je répondis non et il m'escorta jusqu'à sa voiture, un vieux modèle de Buick conduit par un chauffeur. Nous nous rendîmes au ministère de l'Intérieur pour prendre un repas composé d'une soupe et de sandwichs déposés sur son bureau. À partir de ce moment jusqu'au jour où il se débarrassa de Naguib quelques mois plus tard (prends ça, Heykel !) je mangeai en sa compagnie deux à trois fois par semaine, soit au ministère de l'Intérieur soit dans la salle à manger du quartier général du Conseil révolutionnaire situé à Zamalek. La plupart du temps, Hassan Touhami était présent et parfois, c'était Zakaria. Il arriva souvent que d'autres membres du CR se joignirent à nous, mais jamais, pour la petite histoire, Mohammed Hassanein Heykel[20].

La famille Copeland vécut deux années de bonheur au Caire, l'équivalent d'un des volumes du *Quatuor d'Alexandrie* de Lawrence Durrell. Il y eut parfois une recrudescence des activités de conspiration ainsi que des moments de tâtonnements diplomatiques, mais à la base, tout resta strictement professionnel. Avant ma rencontre avec Gamal Abdel Nasser, les problèmes d'administration publique accaparaient toute mon attention. D'ailleurs, selon mes collègues chez BA&H, jamais jusqu'à ce jour des spécialistes en gestion n'avaient été confrontés à des problèmes aussi stimulants et intéressants. Nous étions en train de défricher des terres vierges afin de nous frayer un chemin à travers le chaos organisationnel et ce qu'un érudit au sein de l'équipe de BA&H surnomma la « pétrification de la tradition ».

Par exemple, pour réorganiser l'administration des douanes égyptiennes, nous trouvâmes un moyen d'améliorer le service en le simplifiant d'une manière qui permettait à

20. Journaliste égyptien, confident de Nasser, rédacteur en chef du journal *Al-Ahram,* il a publié plusieurs ouvrages sur l'Égypte contemporaine.

500 employés de faire le travail auparavant accompli par 2 000 personnes. Toutefois, Zakaria estima que nous avions négligé un « impératif d'ordre social ». Il nous rappela que les administrateurs britanniques qui avaient créé le système avaient ainsi retiré 2 000 fauteurs de troubles potentiels de la rue et que nous nous apprêtions à en remettre 1 500 de nouveau en circulation. De plus, ajouta-t-il, les experts anglais avaient réussi à complexifier et à *ralentir* le processus d'importation des biens à la satisfaction de toutes les parties concernées, à l'exception évidemment des deux éléments les moins importants de la chaîne, les importateurs et leurs fournisseurs étrangers. « Il y a des priorités que vous ne devez pas perdre de vue », nous conseilla Zakaria. Premièrement, les seules activités gouvernementales où le besoin d'efficacité l'emportait sur les « considérations sociales » étaient le Mukhabarat et le ministère de l'Intérieur lui-même, c'est-à-dire les deux services du gouvernement qui contrôlaient les personnes et les biens qui entraient et sortaient du pays et qui maintenaient un couvercle sur tout ce qui se passait à l'intérieur des frontières. Il était clair que c'était *ses* priorités. Par la suite, un comité du CR sur l'efficacité gouvernementale, préoccupé par le problème du chômage hérité du gouvernement Farouk, insista pour qu'on garde des centaines d'employés en plus de ce qui était requis. Zakaria refusa d'appliquer à son service la sagesse dont il avait fait preuve pour tout ce qui touchait le reste du gouvernement : cette fois, il s'agissait de *son* ministère. Refusant de céder sur la question des dédoublements, il rassembla tous les employés excédentaires, les fit emménager dans un autre édifice et leur fit recopier le Coran à la main. C'est le Zakaria Mohieddin que vous avez connu, mais c'était des années plus tard. Il avait alors remplacé Nasser comme ministre de l'Intérieur lequel, de son côté, avait troqué son poste de vice-Premier ministre pour celui de président. Lors de ma première visite au ministère de l'Intérieur, c'était Nasser qui le dirigeait et il considérait que

la première priorité de son nouveau gouvernement consistait à créer une « structure de répression » discrète mais efficace, indispensable pour protéger le nouveau régime des désordres publics typiques des périodes post-révolutionnaires à travers le monde.

C'est grâce à mon mandat de conseiller pour la réorganisation du ministère de l'Intérieur que je pus unir les forces de BA&H et de la CIA. Ensemble, nous réalisâmes un projet qui n'était pas habituellement confié à la CIA, mais plutôt au gouvernement américain. Officiellement, ce projet était administré par l'AID. Quant à la participation de la CIA, celle-ci ne répondait pas à un désir du gouvernement américain de garder l'opération secrète, mais à une demande des Égyptiens, ce qui me donne l'occasion de faire la remarque suivante. À l'époque où la CIA jouait véritablement son rôle d'agence centrale du renseignement, nos « opérations secrètes » étaient menées dans la plupart des cas pour une seule et unique raison : éviter au gouvernement qui en était bénéficiaire l'humiliation politique intolérable qu'aurait provoquée la divulgation d'une relation avec le gouvernement américain aussi intime que celle qui existe entre un patient et son médecin.

Revenons au ministère de l'Intérieur ou *dakhliya* en arabe. Deux de mes collègues chez BA&H avaient pour tâche de revoir le système de cartes d'identité, l'enregistrement des véhicules et les autres fonctions propres à un ministère de l'Intérieur. Ils devaient aussi suggérer des améliorations aux services de l'immigration et des douanes en dépit du moratoire décrété par le gouvernement sur les réductions de personnel. Mon propre champ d'expertise était, bien entendu, le service de police et comme il y avait beaucoup à faire, je fis appel à mon ancien employeur, la CIA. Moins d'un mois après ma rencontre avec Nasser, l'école de police spéciale que j'avais mise sur pied avant de quitter l'agence nous prêta les services du lieutenant Pat Kelly, un ancien policier new-yorkais génial et expérimenté qui venait de prendre sa retraite comme directeur de l'école de police de la Ville de New York. Il avait éga-

lement dirigé pendant plusieurs années le service chargé de la sécurité des personnalités importantes en visite à Manhattan.

J'avais pour tâche de préparer des organigrammes et de créer un programme d'enseignement pour la nouvelle école. Pour ce deuxième volet, je bénéficiai de l'aide de Frank Duane et de Frank Holmes, deux anciens agents du FBI qu'Orval Yarger, mon bon ami et remplaçant au service des opérations spéciales, avait recrutés pour diriger l'école de police de la CIA.

Ce n'est que quelques années plus tard que j'accomplis avec l'aide de Pat Kelly ma seule et unique mission opérationnelle pour le compte de la police. À l'époque, Sir Anthony Eden était devenu si obsédé par l'Égypte du président Nasser que notre secrétaire d'État s'attendait à tout moment à recevoir une demande pressante des Britanniques pour monter une opération d'assassinat. Le chef de station de la CIA reçut un message d'Allen Dulles lui-même, envoyé sur l'insistance de son frère, lui demandant d'examiner des moyens d'assassiner Nasser si les circonstances nous y forçaient. Toutefois, le ton négatif du message laissait supposer que les frères Dulles accueilleraient favorablement une réponse affirmant que, tout bien pesé, Nasser était invulnérable. Bien entendu, cette lettre ne mentionnerait pas que c'était grâce à nous qu'il était ainsi hors de portée d'éventuels assassins, car c'est nous qui avions conçu le dispositif de sécurité qui le protégeait.

Le moment est enfin arrivé pour moi de confesser le seul élément vrai dans toute la propagande mensongère anti-Copeland que les communistes et certains Américains à l'esprit mesquin ont fait circuler au cours des dernières années. Oui, *j'ai discuté* de cette demande des Britanniques avec le président Nasser lui-même. D'ailleurs, l'excellent rapport que nous envoyâmes à Washington et qui fut accueilli par des louanges reposait en grande partie sur ses suggestions.

« Pourquoi pas le poison ? lui demandai-je. Nous pourrions attendre que vous détourniez la tête pour mettre une pilule dans votre café ?

– Hassan est debout à côté. Si je ne vous vois pas, Hassan, lui, va vous voir.

– Je pourrais aussi verser un pot-de-vin à un serviteur pour qu'il mette du poison dans votre café avant de vous l'apporter ?

– Votre policier new-yorkais a déjà pensé à cette possibilité. Vous ne feriez que tuer le goûteur. Et si le goûteur tombe raide mort, cela ne risque-t-il pas de sonner l'alarme ? »

Et ainsi de suite. Il s'avéra que Pat avait pensé à tout, mais discuter avec Nasser des moyens possibles de l'assassiner lui fit prendre conscience du sérieux de la menace.

Comme je le disais précédemment, tout ceci eut lieu quelques années plus tard. En 1953, notre principale préoccupation par rapport à la sécurité de Nasser était la possibilité d'un nouveau putsch dirigé cette fois par ce même groupe qui nous avait menés vers l'armée lors du premier coup d'État : le Ikhwan el-Muslimin. Même si Nasser avait la capacité de contrer cette menace, il y avait deux obstacles. Premièrement, comme Nasser avait pris au pied de la lettre la désinformation à laquelle nous l'avions exposée pendant la préparation du coup d'État et dans les premiers mois suivant la conquête du pouvoir, il crut pendant un moment que les *Ikhwan* pouvaient être des alliés utiles. Deuxièmement, quand il devint persuadé du contraire, il ne vit aucun moyen de les neutraliser complètement sans projeter l'image d'un régime trop répressif. Je simplifie à l'extrême ici dans le but d'expliquer le point suivant. Le nouveau régime de Nasser, comme tous les régimes révolutionnaires d'ailleurs, *devait* passer par une période de répression totale ; il *devait* créer une « structure de répression » avant même de songer à créer une « structure de reconstruction ».

Le premier télégramme reçu par le chef de station de la CIA en réponse à son long rapport sur nos progrès au ministère de l'Intérieur lui demanda deux choses : d'abord me transmettre les recommandations des frères Dulles pour assurer le succès de ma mission et ensuite faire un compte-rendu sur d'éventuelles « élec-

tions libres et démocratiques à tenir dans un avenir rapproché ». L'hypothèse sous-jacente à cette dernière demande était qu'un gouvernement démocratiquement élu, peu importait où il se situait dans le monde, serait automatiquement proaméricain et antisoviétique et ce, même si les Soviétiques avaient donné à ce gouvernement tout ce qu'il désirait et que nous étions alliés avec ses principaux ennemis.

Pendant que Washington commençait à exercer des pressions sur nous, Jim Eichelberger me demanda de l'aider à préparer une analyse de type « avocat du diable » de la situation en Égypte que lui avait commandée l'ambassadeur Caffery. Après que l'ambassadeur eut accepté nos spéculations comme points de référence, ce fut à moi de prendre la relève, ou plutôt à Hassan et à moi. Pendant les deux mois qui suivirent, nous nous amusâmes comme des fous. Avec la bénédiction des deux plus hautes autorités du pays en matière de sécurité de l'État, Zakaria et Nasser, nous échafaudâmes un coup d'État anti-Nasser. Nous nous plaçâmes dans la position de diverses personnalités et groupes connus pour être hostiles au nouveau régime ou en être des rivaux potentiels. Nous devînmes non seulement les plus grands experts mondiaux sur la façon de déstabiliser et de renverser ce régime, mais probablement les plus grands experts mondiaux sur la façon de déstabiliser et renverser *n'importe quel gouvernement*. À tout le moins, nous apprîmes quels en étaient les éléments : nous dressâmes une liste qui était plus détaillée et plus sophistiquée que celle que Steve Mead avait en tête lorsqu'à la veille du coup d'État[21] il avait arpenté les rues de Damas en compagnie de Husni al-Zaim pour lui montrer les cibles dont il devait s'emparer. Des années plus tard, lorsque je joignis les rangs d'une équipe d'officiers du renseignement britanniques et américains pour préparer réellement le renversement de Nasser, j'eus l'impression que les Britanniques ignoraient que j'étais la

21. Le coup d'État dont il est question ici est celui qui eut lieu en Syrie en 1949.

seule personne au monde qui avait une connaissance de première main sur la façon de s'y prendre.

J'ai maintenant une autre confession à faire. Pendant que les « puristes » à Washington s'offusquaient du contenu de plus en plus antiaméricain des déclarations publiques de Nasser ainsi que de la propagande antiaméricaine diffusée par Radio Caire, le média le plus écouté du Moyen-Orient, devinez qui rédigeait en bonne partie tout ce matériel ? Nous. Nous avions compris, tout comme Nasser d'ailleurs, qu'à cette époque l'emprise du nouveau régime sur le pouvoir *dépendait* de son antiaméricanisme constant et convaincu, et que Nasser ne pouvait prendre le risque de laisser entendre qu'il jugeait raisonnables nos politiques au Moyen-Orient. Même si nous avions pu hypnotiser Nasser afin qu'il obéisse aveuglément aux ordres de Washington, nous aurions évité de l'engager dans une voie qui était aussi suicidaire pour lui. Nous l'aidâmes donc à préparer sa propagande antiaméricaine. Nous fîmes de grands efforts pour la rendre subtilement contre-productive en y ajoutant beaucoup d'arguments sans queue ni tête et nous gardâmes le contrôle sur sa production. Nous embauchâmes même Paul Linebarger, peut-être le plus grand propagandiste de tous les temps de la cause des Noirs, pour qu'il vienne en Égypte assister l'équipe américano-égyptienne qui rédigeait le matériel.

Comme vous pouvez le constater, notre travail consistait à créer un canal de communication américano-égyptien secret qui échappait au contrôle de la bureaucratie, à le garder ouvert et à l'immuniser contre la corruption. Par contre, nous ne devions pas chercher à influencer ce qui transiterait par ce canal. Cette tâche revenait au département d'État. Si les échanges permettaient d'en arriver à une concordance de vues, tant mieux. Toutefois, si ces échanges montraient uniquement des différences de points de vue qui étaient légitimes mais irréconciliables, il n'y avait rien que *nous* puissions – ou devions – faire pour remédier à la situation.

Voilà, et j'insiste sur ce point, les *limites* de ce qu'une opération politique peut accomplir. Elle peut maximiser une dynamique interne qui existe déjà dans un pays ; elle peut parfois en modifier la trajectoire ; elle peut même, dans certains cas, en créer une nouvelle. Cependant, elle peut rarement, voire jamais, provoquer des changements à l'intérieur d'un pays en utilisant des forces qui sont extérieures à lui. Cela n'a pas fonctionné en Égypte, à Cuba et plus récemment au Nicaragua. À mon époque, les membres de la CIA qui persistaient à défendre la position contraire étaient mutés à des tâches administratives ou congédiés. Allen Dulles était une personne à qui on pouvait faire entendre raison, mais pas son frère. Il serait faux de prétendre que John Foster Dulles était un homme stupide, mais ce n'était pas un homme brillant, contrairement à ce que lui et son patron, le président Eisenhower, croyaient. Il était le genre de personne qui ne changeait pas d'avis une fois son idée faite et il donna un tout nouveau sens à l'expression « têtu comme une mule ». Comme il n'avait ni travaillé ni vécu dans des pays du tiers-monde, il n'avait aucune sensibilité particulière à leur endroit. Comme il ne « sentait » rien, il était aveuglément convaincu d'être le seul à avoir une compréhension machiavélique des problèmes régionaux dans le monde. Pour nous, officiers de terrain à la CIA et au département d'État, sa vision du monde était tout aussi primaire que les absurdités rabâchées par les politiciens du Moyen-Orient.

Pendant le reste de mon séjour de deux ans au Caire et les deux autres années qui suivirent mon départ de BA&H et mon retour à la CIA pour diriger le *Political Action Staff*, je passai le plus clair de mon temps à aider Kim Roosevelt à réparer les pots cassés après les collisions avec l'Égypte et les autres gouvernements du Moyen-Orient causées par l'insistance du secrétaire Dulles à appliquer des politiques et des lignes de conduite jugées désastreuses par les gens travaillant sur le terrain au département d'État et à la CIA. Sommes-nous responsables de ces politiques

désastreuses ? avons-nous dit à Dulles, à ses principaux adjoints, à ses admirateurs et à ses partisans à la Maison-Blanche ? Bien sûr que oui et tous ceux qui en doutent peuvent utiliser le Freedom of Information Act[22] pour consulter la correspondance à cet effet qui est maintenant disponible sur demande.

Sur le terrain, nous agîmes en stricte conformité avec quatre principes qui, dans notre naïveté face à la culture de Washington, répondaient selon nous aux normes basées sur le « bon sens » de nos supérieurs. Nous devions avoir raison – sur le plan des principes et non de l'obéissance à nos patrons – car depuis, toute opération menée faisant fi de ces principes s'est avérée un désastre total.

J'ai déjà parlé du premier principe. Dans le cas où il s'avère nécessaire de changer la nature ou l'orientation d'un autre gouvernement, vous devez avoir recours aux forces qui existent déjà à l'intérieur du pays. Il y a, bien sûr, un corollaire. Si vous constatez que de telles forces n'existent pas ou qu'il n'existe aucune force dormante susceptible d'être réveillée, motivée en fonction de ses intérêts propres et guidée vers des canaux allant dans le sens de *vos* intérêts, vous devez renoncer à toute opération politique ou simplement vous adapter à une situation imparfaite. Le fondement de ce principe a été énoncé par un stratège militaire chinois il y a trois mille ans : ne choisissez jamais de combat dont vous ne pouvez entrevoir d'issue favorable ; ne vous engagez jamais dans une opération politique à moins d'avoir une chance raisonnable de succès. En politique, il est beaucoup plus dommageable d'échouer à résoudre un problème qu'à le laisser non résolu. De plus, le prix à payer en cas d'échec *au vu et au su de tous* peut s'avérer carrément exorbitant.

Le deuxième principe est celui que les agents sur le terrain ont le plus de difficulté à faire comprendre aux ronds de cuir à Washington. Pour beaucoup de pays dans le monde, des élections

22. Loi sur l'accès à l'information.

libres et démocratiques ne sont la réponse ni à leurs problèmes ni aux nôtres d'ailleurs. Souvent, une élection libre dans un prétendu pays « en voie de développement » sera remportée soit par un politicien ou un groupe politique dont la première priorité en arrivant au pouvoir sera de s'assurer qu'il n'y aura pas d'autres élections libres, soit par un démagogue qui fera des promesses qu'il ne pourra tenir et qui, une fois la victoire en poche, nous adressera des demandes auxquelles *nous* ne pourrons répondre et qui nous blâmera par la suite pour ses propres échecs.

Le troisième principe porte sur le fait que nous devons reconnaître, et accepter comme un fait, que le gouvernement que nous propulsons au pouvoir veillera d'abord à ses propres intérêts. Même le plus proaméricain des gouvernements refusera de se plier à nos exigences à moins que cela ne serve à la fois ses intérêts et les nôtres et ne mette pas en péril son emprise sur le pays. Pour ceux d'entre nous qui travaillèrent avec le gouvernement Nasser, c'est *ce* principe que Washington refusa d'accepter. Pour nous, garder Nasser au pouvoir était notre première priorité. Autrement, il ne nous était d'aucune utilité, sans compter que nous n'avions aucune solution de rechange. Pourtant, nous reçûmes plusieurs fois l'ordre de demander à Nasser de prendre des mesures que lui et nous savions suicidaires et devant son refus, nous reçûmes l'ordre de préparer des plans pour nous débarrasser de lui.

Finalement, nous devons accepter le fait que nos efforts pour maintenir au pouvoir un gouvernement que nous appuyons doivent rester *en grande partie* secrets, non pas pour nous protéger, mais pour protéger notre client. Il ne faut pas oublier que nous sommes *impopulaires* dans la plupart des régions du globe ; les dirigeants des pays qui profitent de nos largesses *n'ont pas intérêt* à rendre publique auprès de leur population l'amitié qui les lie à nous, même si de temps à autre, trop d'entre eux se vantent de nous avoir dupés. À quelques rares exceptions près, tous les dirigeants régionaux ayant la réputation d'être proaméricains

perdirent leur prestige ou leur vie. Les Israéliens sont dans une certaine mesure l'exception à cette règle mais parfois, même eux jouent sur le fait que malgré l'aide massive que nous leur accordons, l'influence qu'ils exercent sur nous est plus grande que celle que nous exerçons sur eux. Dans tous nos rapports avec des gouvernements à l'exception d'Israël, la réussite de notre action politique telle que nous la définissions dans le bon vieux temps dépendait de notre capacité à la garder secrète. Briser ce secret non seulement détruisait l'opération elle-même, mais inversait son effet, ce qui rendait le prix à payer trop lourd compte tenu des gains escomptés.

Cela étant dit, le principal problème que nous avons rencontré réside ailleurs. Un jour, un chercheur découvrira que les ratés dans la stratégie américaine pendant les années 1950 s'expliquent moins par le fait que personne à Washington ne lisait nos rapports que par le fait que nous, sur le terrain, ignorions que personne ne les lisait. Les points que je viens d'énoncer ont été consignés dans des documents et, à mon retour à Washington, je trouvai un classeur plein de textes qui précisaient davantage ces principes, et de rapports détaillés de notre action sur le terrain. Tous ces documents confirmaient implicitement que nous agissions en conformité avec ces principes. Il n'y a aucun document dans les archives du département d'État ou de la CIA qui indique que Washington désapprouvait notre action. Au contraire, deux lettres qui m'ont été adressées personnellement reconnaissaient implicitement que Washington jugeait que nous allions dans la bonne direction et me félicitaient explicitement pour la « stratégie » appliquée dans mes rapports avec le gouvernement Nasser.

Nous avons donc travaillé à l'aveuglette en croyant que notre action se situait à l'intérieur des paramètres fixés par Washington alors qu'en réalité nous menions Nasser vers des difficultés que ni lui ni nous ne fûmes capables de surmonter, comme l'histoire l'a montré par la suite. Pour faire empirer les choses, nous fûmes intoxiqués en cours de route par des visiteurs venus de Washington

qui, pendant leur séjour au Caire, adoptaient notre point de vue pour aussitôt retrouver leur vieille mentalité d'insulaires une fois rentrés aux États-Unis. Le département d'État continua de demander à Nasser de prendre des mesures qui équivalaient à un suicide politique et nous, de notre côté, continuâmes de prédire avec une précision sans faille quelle serait sa réaction à ces demandes. Nous pûmes même prédire comment les mesures prises par Nasser et la stratégie élaborée autour de ces mesures le garderaient maître du jeu tant et aussi longtemps que John Foster Dulles resterait en poste comme secrétaire d'État.

Le secrétaire Dulles fut incapable de comprendre la règle numéro un : « Vous ne pouvez gagner la partie si vous ignorez que vous en jouez une. » Une stratégie gagnante peut être un échec si on ne tient pas compte des changements radicaux qui peuvent se produire dans la planche de jeu elle-même. Nasser avait l'habitude de dire : « Je n'agis pas, je réagis. » Cela nous facilita la tâche, que dis-je, *me* facilita la tâche (vous voyez, on peut facilement être *trop* modeste).

Nasser prit toutefois une initiative que ni Kim ni moi ne vîmes venir. Quand le secrétaire Dulles annonça que nous refusions d'aider Nasser à construire le barrage d'Assouan, nous fûmes convoqués à une réunion au département d'État pour tenter de prédire sa réaction. Il y eut beaucoup de suggestions, mais seul Frank Wisner, notre bien-aimé patron, mentionna la possibilité d'une nationalisation de la Compagnie du canal de Suez. Kim et moi lui assenâmes un coup de pied sous la table (nous adorions Frank et nous ne voulions pas qu'il se ridiculise), mais il persista malgré les explications condescendantes des représentants du département d'État assis autour de la table considérant qu'un tel geste était improbable.

Eh bien, comme nous le savons maintenant, Nasser nationalisa la Compagnie du canal de Suez (et non le canal lui-même comme cela a été faussement rapporté). Quand Frank nous convoqua à son bureau, il ajouta sur un ton un brin vantard :

« Et veuillez apporter vos notes de la rencontre avec le département d'État. »

Frank resta en mode « je-vous-l'avais-bien-dit » jusqu'à ce qu'il fouille dans les notes sans trouver aucune mention de sa prédiction. Aucune !

« Rappelez-vous, dit-il en haussant le ton. J'ai dit deux ou trois fois que je pensais que Nasser pourrait nationaliser la Compagnie du canal. »

Nous nous regardâmes Kim et moi.

« Frank, je ne me rappelle pas que tu aies dit quelque chose de semblable. Et toi Miles ?

– Non, rien entendu de tel. »

Je dis à Frank :

« Peut-être que tu avais l'intention de faire cette suggestion. Cela aurait été une vraie prémonition…

– Vous savez que je l'ai dit », insista encore Frank, mais Kim et moi continuâmes de prétendre avec un air perplexe que nous ne nous en rappelions pas. Nous étions en train de lui jouer un sale tour et nous nous sentons coupables aujourd'hui quand nous y repensons, surtout quand Frank s'est donné la mort moins d'une année après que le projet auquel il tenait le plus, la révolution hongroise, a tourné au drame. J'aimerais affirmer publiquement que Frank Wisner, un inconnu pour la plupart des Américains, était un grand homme et un patron idéal. Stewart Alsop déclara qu'« il était une victime de guerre au même titre que le soldat tombé sur le champ de bataille ». Une affirmation que partageaient tous ses amis et ses subalternes.

Référence : Miles Copeland, *The Game Player, Confessions of the CIA's Original Political Operative*, Aurum Press, 1989, extrait traduit de l'anglais par Miville Boudreault.

Chapitre 8

Quand le Mossad implantait un faux officier SS dans la haute société égyptienne

C'est sans doute une des plus audacieuses opérations du Mossad pendant la guerre froide : implanter au cœur de l'appareil sécuritaire égyptien sous Nasser un faux officier nazi, à une époque où ceux-ci étaient toujours les bienvenus en Égypte. Et surtout obtenir des informations aussi précises qu'inestimables, dans l'optique d'un conflit que l'on sait inévitable et qui interviendra en 1967, sur les forces militaires et les armes secrètes développées par des ingénieurs allemands.

Le mot arabe pour désigner les services secrets, *al-mukhabarat*, évoque une réalité bien plus large qu'en Occident : tout à la fois police secrète, service de renseignement, force antiterroriste, etc. Les Mukhabarat sont une épine dorsale des régimes arabes autoritaires ; ils évoquent pour beaucoup la terreur, les tortures et les exécutions sommaires. Leur férocité est proportionnelle à la dureté de régimes qui ne doivent rien, ou peu, au soutien démocratique. S'il existe une littérature importante traitant des services secrets occidentaux, russes, israéliens et même chinois, peu de travaux existent en revanche sur ces Mukhabarat qui ne laissent à personne ou presque l'occasion de témoigner sur eux ou de les étudier de près[23]. Contrairement à ce que laissent penser les histoires glorieuses du Mossad, le Mukhabarat

23. À signaler : le récent *A History of the Egyptian Intelligence Service* de Owen L. Sirrs, Routledge, 2010.

égyptien des années 1950-1960, omniprésent dans chaque recoin de la société, n'a rien d'un amateur et les risques encourus par Wolfgang Lotz n'ont d'égal que son culot.

À titre d'exemple, voici un incident qui défraie la chronique en 1964 : en novembre, à l'aéroport italien de Fiumicino, des bagagistes en train de charger des malles dans un avion de l'United Arab Airlines entendent appeler à l'aide. Ils découvrent l'origine du cri dans l'une d'entre elles : un homme attaché à une chaise, la tête calée dans un casque et visiblement drogué pour le voyage. Son nom est Mordechai Luk ; c'est un Juif marocain qui a émigré en Israël en 1949. En 1961, il est capturé par les services égyptiens à Gaza, recruté de force comme espion et envoyé en Italie. Ne donnant pas satisfaction, il est tout simplement renvoyé au Caire par ses officiers traitants dans une valise[24] ! Preuve que le Mossad n'a pas, à l'époque, le monopole des coups d'audace, et qu'il doit compter avec son adversaire égyptien.

Juif allemand au physique de « bon aryen », Wolfgang Lotz est envoyé par le Mossad au Caire sous couverture d'un riche ancien officier de l'Afrika Korps venu ouvrir un élevage de chevaux. Contre toute règle de sécurité élémentaire, il fait bientôt venir à ses côtés sa jeune épouse allemande, qui connaît sa véritable activité. À la suite d'un quiproquo, le Mukhabarat égyptien le confond avec un ex-officier SS, ce qui ne fait que renforcer son prestige aux yeux des officiers supérieurs égyptiens qui le cooptent dans leurs cercles privés. Il est dès lors aux premières loges pour recueillir, à l'occasion de soirées arrosées au champagne, les informations qu'attend Israël sur les forces et faiblesses de l'armée égyptienne et l'avancement des projets de missiles à longue portée que des ingénieurs allemands élaborent pour le régime de Nasser. La masse d'informations recueillies fait de lui, selon l'historien britannique Owen Sirrs, « l'un des espions les plus productifs du siècle ».

24. Une anecdote qui a inspiré le film de Georges Lautner, *La Valise* (1972).

L'audace paie parfois, mais une telle opération ne pouvait rester éternellement impunie : grâce à du matériel de détection radio fourni par les Soviétiques, le Mukhabarat finit par repérer les communications de l'espion et le localise en février 1965. Il est arrêté, de même que plusieurs généraux qui l'ont imprudemment renseigné, et échappe de peu à la peine capitale en feignant de coopérer avec les autorités. Après la victoire éclair de l'armée israélienne contre l'armée égyptienne en 1967, Wolfgang et son épouse sont libérés et retournent mener une vie beaucoup moins mondaine en Israël. Son autobiographie y sera publiée en 1972, avant d'être traduite en anglais sous le titre *L'espion au champagne*.

Je suis né à Mannheim, en 1921. Mon père, Hans, après avoir dirigé un théâtre à Berlin, devait, par la suite, être nommé directeur du Théâtre d'État de Hambourg. Ma mère, Hélène, était une actrice. J'héritai donc de l'un et de l'autre quelques facilités à jouer la comédie, ce qui allait se révéler un atout d'une importance vitale dans mon métier, en Égypte où, déployant une espèce de charme plein d'emphase, de redondance, me montrant excellent conteur et bon mime, je m'installai dans le rôle d'un homme riche, charmant, généreux, doué d'un sens de l'humour toujours en éveil et, surtout, possédant d'excellentes relations dans la meilleure société.

Avec une mère juive et un père gentil, tous deux assez indifférents en matière de religion, je ne fus pas circoncis, particularité grosse de conséquence puisqu'elle renforcerait la vraisemblance de ma couverture et, en fin de compte, me sauverait la vie. Je passai mon enfance à Berlin où, en 1931, je commençai mes études secondaires au Mommsen Gymnasium. Peu après mon entrée dans ce lycée, mes parents divorcèrent et mon père mourut. En 1933, ma mère émigra en Palestine et m'emmena avec elle. Elle nous savait, aussi bien moi qu'elle-même, sans avenir dans une Allemagne où les nazis venaient de

prendre le pouvoir. Comme pour tant d'immigrants européens, l'adaptation à sa nouvelle existence fut très dure pour cette Berlinoise brutalement transplantée d'un milieu raffiné, plein de vie, dans une terre semi-désertique, un pays sous-développé auquel il fallait des pionniers. Ma mère ne parlait pas l'hébreu et ne connaissait personne. Elle dut surmonter bien des difficultés avant de trouver du travail et d'entrer, comme actrice, dans la troupe du Théâtre Habimali. Je n'avais que 12 ans et, pour moi, l'intégration était bien plus facile. Je repris mes études dans une école d'agriculture, à Ben Shemen, où s'éveilla en moi cet amour pour les chevaux qui, je l'ignorais alors, allait jouer un si grand rôle dans ma vie.

Avec les années, la tension croissait entre Arabes et Juifs. En 1937, à 16 ans, je m'enrôlai dans la Haganah, l'armée clandestine de la communauté juive de Palestine. À l'époque, Ben Shemen se trouvait cerné par les villes et les villages arabes et l'on ne pouvait y parvenir que dans un car blindé, circulant sous bonne escorte. Convoyer ce véhicule (et ses cargaisons, illégales, d'armes), assurer la protection de Ben Shemen et de ses environs, en général en patrouilles montées, telles étaient alors nos tâches.

Quand la Seconde Guerre mondiale éclata, je falsifiai ma date de naissance et m'engageai dans l'armée britannique. Après mes classes, dans les commandos, très vite, on m'envoya en Égypte. Les Anglais s'étaient rapidement rendu compte de l'avantage que présentaient pour eux mes connaissances linguistiques. Outre l'hébreu, je parlais leur langue, l'arabe et l'allemand. Je servis donc en Afrique du Nord pendant toute la durée des hostilités et, à l'armistice, je retournai en Palestine avec le grade de sergent-chef et un surnom : Rusty (le Rouillé) que m'avait valu la superbe moustache roussâtre, en guidon de vélo, que je portais alors. Démobilisé, j'entrai aux services administratifs de la *Haïfa Oil Refineries* et j'acquis peu à peu un éventail de compétences qui n'avaient rien à voir avec celles attendues d'un employé de société pétrolière. Je faisais, en effet, du trafic d'armes pour le

compte de la Haganah et c'est ainsi que je commençai l'expérience d'une double vie.

Cette existence dura trois ans, jusqu'à la guerre déclenchée par les pays arabes pour empêcher la fondation d'Israël, en 1948. Je pris aussitôt ma place dans les unités combattantes ; on me nomma lieutenant et l'on me confia le commandement d'une compagnie formée d'immigrants qui n'avaient qu'un entraînement sommaire. Ces hommes participèrent néanmoins aux violentes escarmouches dont la région de Latrun fut le théâtre quand, au sud de ce village, nous livrions bataille pour ouvrir ce que l'on appela « la route de Birmanie », afin de rétablir les communications avec Jérusalem dont l'accès nous était interdit par les canons jordaniens. Lorsque les combats cessèrent, l'État indépendant d'Israël était une réalité. Je ne savais plus trop bien ce que je pourrais faire dans la vie civile et je m'étais tant accoutumé au métier des armes, que je restai dans l'armée, d'abord officier dans les unités de combat, puis à la formation des recrues. Je fis la campagne de Suez avec le grade de commandant et j'avais sous mes ordres une compagnie dans une brigade d'infanterie qui s'empara de la ville de Rafah, dans le Néguev.

Mais je prenais de l'âge et, de plus en plus, je m'enfonçais dans la routine de fonctions administratives. Au cours des vingt années qui venaient de s'écouler, je m'étais marié deux fois et, les deux fois, j'avais divorcé. C'est alors que la vie commençait à me paraître terne, insipide, que les services secrets israéliens prirent contact avec moi. J'en restais stupéfait, m'interrogeant longuement sur mes aptitudes au travail qui m'attendait. Avant de me décider, j'allais demander l'avis d'un ami intime qui occupait un poste élevé dans le renseignement. Il ne répondit pas directement à ma question.

– Si j'en crois mon expérience, me dit-il, de deux choses l'une : ou bien tu rentreras chez toi dans quelques semaines en te disant que tu ne peux pas supporter la tension nerveuse qu'entraîne un

tel métier ; ou bien, très vite, tu te trouveras là-dedans comme un poisson dans l'eau.

Ce fut le second terme de l'alternative qui se vérifia. J'ai compris par la suite que ce n'est pas par hasard que les services secrets ont jeté leur dévolu sur moi pour cette mission d'espionnage ; au contraire, ce choix montre bien la perspicacité de leurs chefs.

Tout d'abord, bien que demi-juif, j'avais prouvé mon patriotisme et mon aptitude à servir mon pays ; par ailleurs, mes origines allemandes me collaient à la peau et je passais aisément pour un Germain. Aspect – blond et massif – gestes, expressions, j'avais tout du Teuton et jusqu'à ma capacité d'absorption d'alcool qui faisait de moi l'épitomé de l'ex-officier de la Wehrmacht. Si on ajoute à cela les dons d'acteur hérités de mes parents, je réunissais un faisceau de caractéristiques qui rendait ma désignation très logique. J'obéirais aux ordres, je ne perdrais sans doute pas aisément mon sang-froid devant un risque, une tentative d'intimidation, enfin, les fâcheuses situations dans lesquelles je me trouverais ne m'amèneraient certainement pas à me poser de dangereux cas de conscience.

Ma formation commença, intensive, épuisante, mais elle portait en elle une fascination étrange, quelque peu menaçante, car mon infiltration en Égypte se préparait comme une campagne militaire soigneusement et rationnellement élaborée. Tout d'abord, il me fallut comprendre de bout en bout les détours compliqués qui faisaient l'ironie de la situation politique égyptienne. Certes, celle-ci apparaissait dans toute sa clarté après un séjour de quelques semaines tout au plus, dans le pays. Mais je n'en étais pas encore là et, au début de mon entraînement, je devais me contenter d'apprendre, presque par cœur, les nombreux détails dont la connaissance orienterait mes recherches et me permettrait de découvrir les renseignements intéressant les Israéliens.

Un pacifique coup d'État avait permis à Gamal Abdel Nasser de prendre le pouvoir, le 22 juin 1952. Je me souviens encore de ma stupéfaction en apprenant avec quelle facilité la monarchie

décadente de Farouk avait été renversée par un putsch, certes bien préparé, mais fort mal exécuté. Par exemple, les conjurés n'avaient pas coupé les communications, comme prévu, car l'officier supérieur chargé de cette tâche se trouvait au cinéma quand parvint chez lui le signal de l'action ; Nasser, allant prendre le contrôle de toute l'affaire, au moment critique, fut arrêté et retenu par la police tout simplement parce que les feux arrière de sa voiture ne fonctionnaient pas ; puis, il le fut une seconde fois, par ses propres hommes, ce coup-ci. La confusion et le chaos firent de cette nuit un cauchemar pour tous, mais le lendemain matin, Ali Sabri allait annoncer à Jefferson Caffery, le représentant des États-Unis au Caire, que sans une goutte de sang versée, l'Égypte était devenue une république ; Farouk déposé, Naguib avait été élu président et Nasser nommé Premier ministre. Ali Sabri informait également l'ambassadeur que le nouveau régime souhaitait continuer d'entretenir des relations cordiales avec les États-Unis.

En surface, tout semblait pour le mieux, malgré le gouffre qui séparait la classe dirigeante du peuple. Naguib et Nasser, à la tête de l'État, bénéficiaient de la sympathie de tous, tant Farouk faisait l'unanimité contre lui et laissait le pays dans une situation économique lamentable. Les nouveaux maîtres promettaient une remise en ordre de l'économie, l'amélioration du sort des paysans par une réforme agraire et, raisonnables, ils se gardaient de toute déclaration agressive à l'égard d'Israël. Les Américains se tenaient donc dans une expectative bienveillante vis-à-vis de la nouvelle équipe, lui laissant le temps d'affermir son pouvoir. En fait, ils répugnaient surtout à promouvoir ou soutenir un système incohérent comme celui qui sévissait en Syrie où des juntes militaires interchangeables et des dirigeants dénués de tout scrupule provoquaient des coups d'État en chapelet. En Égypte, sous le règne de Farouk, déjà, l'infiltration d'éléments communistes se faisait, active, et si le PC n'avait pas de représentation politique, comme les Frères musulmans, il n'en

menait pas moins une propagande dynamique pour une action révolutionnaire et un bouleversement des structures sociales et économiques qu'il annonçait proches. L'Égypte n'était d'ailleurs pas le seul pays arabe, et de loin, qui souffrît de graves désordres dans son économie et de troubles sociaux, malgré l'aide que leur apportaient les États-Unis et l'URSS. Les monarques, décadents, chancelaient sur leurs trônes et les révolutionnaires se montraient ineptes. Un pouvoir énergique, solide, sur les bords du Nil présentait tous les avantages, dans l'esprit des Américains ; tout d'abord, il serait un exemple de stabilité pour toutes ces factions versatiles, et puis il constituerait la pierre angulaire de la future République arabe unie pro-occidentale telle qu'il la fallait dans cette partie du monde.

Il ne fait aucun doute que Nasser avait hérité d'une situation économique incroyablement difficile et il ne disposait guère de concours prometteurs parmi les siens pour y remédier. Dans l'ensemble, le peuple égyptien manquait totalement de patriotisme ; paysans et ouvriers, en particulier, indifférents, apathiques, se considéraient eux-mêmes comme des citoyens de seconde zone. Mais le mal le plus terrible et le plus profondément enraciné dont souffrait le pays était la corruption. Le bakchich faisait partie intégrante des mœurs et l'argent changeait si vite de main que bien peu de gens avaient scrupule à écarter ce qui n'était même plus une tentation, tant la concussion était devenue un élément naturel du système d'administration. Les services secrets israéliens avaient compris quel avantage je pouvais tirer de cette faiblesse.

Au début, l'Égypte vit des sauveurs dans les dirigeants de la révolution, car sous le règne de Farouk, l'aristocratie avait accumulé contre elle autant de haine qu'elle inspirait de crainte. Cependant, malgré ses tentatives pour améliorer le sort du peuple, Nasser, pour édifier un État, dut mener une politique où la répression tenait une large part. Les mesures coercitives – sanctions, persécutions, internements administratifs – pour

délit d'opinion se multiplièrent sur une vaste échelle et furent amèrement ressenties par l'ensemble de la population.

Durant les premières années de sa dictature, Nasser adopta une attitude de modération en ce qui concerne le problème brûlant d'Israël. Mais, au fil du temps, sa politique se durcit. Une série de raids terroristes lancés à partir de la bande de Gaza contre le territoire israélien, les tentatives de plus en plus précises d'asphyxie de l'économie de l'État juif (mesures de rétorsion contre les entreprises étrangères travaillant avec celui-ci ; interdiction du passage dans le canal de Suez non seulement des bâtiments israéliens mais encore des navires transportant des marchandises à destination d'Israël ; enfin, blocus du détroit de Tiran) aboutirent à la campagne de Suez, en 1956, campagne qui, pour l'Égypte fut un désastre. Les séquelles de cette défaite se firent sentir également en Jordanie et en Syrie qui connurent une période de troubles jusqu'en février 1958, date à laquelle fut scellée entre Le Caire et Damas l'union éphémère qui donna naissance à la République arabe unie. Nasser se trouvait alors à l'apogée de sa puissance, mais en Égypte les prisons regorgeaient de prisonniers politiques car se succédaient sans désemparer arrestations en masse, décisions d'internement administratif et procès spectaculaires montés de toutes pièces pour les besoins de la propagande. Nasser, l'homme du peuple, était devenu un despote.

Entre-temps, la situation des Juifs en Égypte n'avait cessé d'empirer, ce qui me donnait une raison supplémentaire pour accepter la mission qu'on me proposait et aller défier le régime chez lui. Durant des siècles, on n'avait connu pratiquement aucune friction entre Juifs et Musulmans qui vivaient côte à côte dans un pays qui ignorait l'antisémitisme. Commerçants et industriels arabes manifestaient une grande considération pour les Juifs qui avaient également la réputation d'être d'excellents patrons. Ils veillaient sur leurs employés et les soignaient en cas de maladie. En fait, comme les meilleurs pachas, ils respectaient, vis-à-vis de ceux qui dépendaient d'eux pour leur subsistance, les devoirs moraux que

leur imposaient des rapports de caractère féodal. Ainsi, dans de nombreuses familles juives c'eût été déroger à une tradition transmise depuis des générations que d'abandonner à leur sort de vieux serviteurs trop âgés pour travailler encore. La communauté juive comptait une forte proportion de bijoutiers-orfèvres, nombre de commerçants et, pour le reste, surtout des membres de professions libérales. Elle jouait son rôle sans à-coups dans la vie sociale et économique du pays où, pourtant, contrairement à ce qui se passait en Europe, les Juifs se voyaient cantonnés dans les postes subalternes de la fonction publique. Mais cette manifestation de défiance à leur égard ne leur paraissait pas avoir un caractère racial. C'était une tradition si ancienne que personne n'y prêtait attention, à l'exception des intellectuels les plus libéraux de la communauté qui en contestaient le bien-fondé.

Cet état de choses eût pu continuer longtemps si, en 1954, Nasser n'avait lancé une campagne antisémite qui, au début, n'avait qu'un but : remplir facilement les coffres de l'État. On commença donc par séquestrer les propriétés et les biens des Juifs. Les anciens nazis passés au service du Raïs se montraient impatients de détruire l'influence des Juifs égyptiens et poussaient à la roue. On échafauda un plan étalé sur cinq ans pour ne pas attirer trop vite l'attention sur le caractère racial de l'opération qui, dans ses grandes lignes, devait aboutir à la confiscation totale des avoirs juifs, espèces, biens mobiliers et immobiliers, à la nationalisation de leurs entreprises et au licenciement de tous les Juifs employés dans le secteur public ou privé. Entre deux mille et deux mille cinq cents d'entre eux, de sexe masculin, étaient arrêtés, internés durant quelques mois, puis libérés. Par chance pour la population israélite, à l'époque, les Égyptiens entretenaient des relations particulièrement bonnes avec les Américains, de sorte que les persécutions se firent moins systématiques et moins barbares que si la pression des nazis ou l'influence des Soviétiques s'était exercée seule, sans contrepartie.

Quelque cent mille Juifs vivaient alors en Égypte, mais, on s'en doute, un grand nombre de jeunes émigrèrent, soit en Israël, soit en Europe, dès qu'entrèrent en vigueur les premières mesures. Les plus âgés et les plus riches ne pouvaient se résigner à quitter un pays qu'ils considéraient comme leur patrie. Durant deux ans, ils subirent les avanies de plus en plus dures que leur infligeait Nasser, refusant de lâcher pied. Mais, en 1956, quand s'ouvrirent les hostilités entre l'Égypte et Israël, on les emprisonna pratiquement tous, tandis que les Juifs d'origine européenne étaient chassés et leurs biens mis sous séquestre. En 1957, les prisonniers, après une année de vie misérable dans les prisons et les camps où on les battait, les torturait continuellement, furent libérés et invités à quitter, eux aussi, le pays, car on ne répondait plus de leur sécurité.

Tout en m'entraînant et en assimilant des masses d'informations sur l'Égypte, je me mis également au courant des activités de certains des ex-nazis appelés par Nasser, essentiellement, au début, pour réorganiser son armée.

Toutes ces tâches menées à bien, j'entrepris de me doter de la couverture la plus convaincante possible. Pour ironique que ce fût, je dus me rendre à l'évidence que le mieux que j'avais à faire était de redevenir allemand et je reconstituai mon passé ainsi : je n'avais pas quitté l'Allemagne en 1933 ; resté à Berlin, élève du Mommsen Gymnasium, après mes examens de fin d'études, j'avais rejoint l'Afrika Korps de Rommel où j'avais combattu dans la 115e division, jusqu'à la fin de la guerre. Pareils « états de service » me convenaient admirablement, car, sous-officier dans la VIIIe armée britannique, j'avais participé aux interrogatoires de prisonniers de guerre allemands de ce corps et je connaissais donc une multitude de détails (unités, noms de leurs officiers etc.) qui me permettraient d'étayer de faits précis mon histoire, si besoin était.

À la fin des hostilités, je m'étais exilé en Australie où j'étais resté onze ans, faisant fortune comme éleveur de chevaux et

propriétaire d'une écurie de courses. Puis, le mal du pays m'avait ramené en Allemagne. Je devais quitter ma prétendue patrie un an plus tard pour Le Caire.

Pour donner corps à ce scénario, je devais commencer par retourner à Berlin, m'y domicilier et déclarer aux autorités que, fatigué d'Israël, je désirais recouvrer la citoyenneté allemande. Évidemment, tout comme mes supérieurs, je me rendais très bien compte par où péchait ma fable : il suffirait de vérifier les registres d'état-civil allemands et de remonter assez loin dans le passé pour découvrir le pot aux roses. Mais toute couverture a sa faille. Une autre solution était d'opérer sous un faux nom. Après avoir pesé le pour et le contre, nous décidâmes que l'avantage présenté par d'authentiques pièces d'identité l'emportait de loin sur les risques courus et c'est ainsi que je fus l'un des rares agents secrets à avoir travaillé sous son véritable nom et avec ses vrais papiers.

Pour brouiller les pistes et décourager toute enquête éventuelle, il me faudrait, en Allemagne, changer constamment d'adresse et si l'on jugeait nécessaire un séjour d'un an là-bas, c'était uniquement pour que je puisse me retremper dans l'atmosphère du pays, me familiariser avec le décor et me sentir à l'aise dans la peau d'un bon Allemand.

Enfin, avant d'embarquer pour l'Europe, j'appris ma leçon la plus utile, la plus importante : ce qu'étaient les services secrets égyptiens, leur organisation et la réalité que cachait leur structure administrative. Dès le début du régime nassérien, le Renseignement avait déjà atteint des proportions aberrantes et, depuis, l'escalade n'avait cessé, à un rythme inimaginable, si bien que les services étaient atteints de gigantisme. En gros, les services de renseignement de l'armée s'occupaient surtout de la reconnaissance terrestre ou aérienne des objectifs strictement militaires. La véritable machine d'espionnage et de contre-espionnage se partageait en deux grands services, eux-mêmes subdivisés en nombre de bureaux, de sections. Le plus important de ces services était, de loin, le *Mohabbarat-*

El-Amma plus familièrement appelé GIA par apparentement à un homologue étranger célèbre et qui se traduisait en anglais par *General Intelligence Agency* (Service du Renseignement général). Le second, *Mabahes-El-Amma*, était la police secrète.

Le GIA dépendait directement du président Nasser et il avait des pouvoirs pratiquement illimités. Il était au-dessus des lois ; en fait, il ne demandait mandat à personne et ne rendait compte à aucune autorité constituée de ses actes ; il arrêtait, torturait, terrorisait, tuait, s'appropriait les biens de qui bon lui semblait, en toute impunité, et il ne s'en privait guère. On ne lui connaissait pas de domaine d'action clairement défini ; il menait aussi bien des missions d'espionnage que de contre-espionnage et, dans de nombreux cas, il se mêlait de tâches strictement policières.

La police secrète, elle, placée sous la responsabilité directe du ministre de l'Intérieur, cumulait les fonctions dévolues en France à la DST et aux RG : sécurité intérieure, police politique. Elle s'intéressait peu aux enquêtes criminelles proprement dites, lesquelles étaient généralement du ressort de la police en tenue.

Il existait entre les deux grands services une rivalité virulente et une jalousie telles qu'ils refusaient fréquemment de coopérer et même de se communiquer des informations. Souvent ils se sabotaient mutuellement le travail en toute confraternité. Ils disposaient tous deux d'une multitude d'informateurs qui travaillaient gratuitement, sinon bénévolement. En fait, tout domestique, portier, chauffeur de taxi, employé d'hôtel ou de bar, tout commerçant, sans compter les mendiants, était un indicateur ou pouvait le devenir d'un instant à l'autre. S'ils rechignaient à faire rapport sur ceux avec qui ils se trouvaient en contact, ils risquaient fort de se voir supprimer du jour au lendemain permis de travail ou licence de commerce. Pour le moins… C'est dire que GIA et Police Secrète n'avaient aucune difficulté à connaître les faits et gestes de tout résident en Égypte, qu'il fût citoyen du pays ou étranger. Évidemment, les renseignements obtenus par ces canaux ne présentaient pas toujours une grande valeur. La crainte des sanctions incitait

des pauvres bougres à inventer des informations qu'ils n'avaient pu recueillir et le système permettait d'assouvir à l'occasion quelque vengeance personnelle sans guère de risque, car les deux polices, opérant selon la même méthode, ne perdaient pas de temps à vérifier d'abord le bien-fondé de la dénonciation. On commençait par arrêter le suspect ; on le torturait pour lui arracher ses aveux et les noms de ses complices ; après, seulement, on procédait à la vérification des faits ; quand on le faisait.

Cette foule de mouchards, « volontaires forcés » pour la plupart, était si nombreuse et donnait une telle ubiquité aux services secrets que je lui donnais lorsque je me trouvais là-bas, le nom *d'œil public*. Avec l'œil, il y avait l'oreille : les tables d'écoute. Tout étranger avait dans son salon, dans son bureau, sur ses appareils téléphoniques, des micros clandestins. C'en devenait d'une banalité écœurante.

Je me souviens que, peu après mon emménagement dans le premier appartement que je louais, rue Ismaïl-Mohammed, dans le quartier Zamalek, le vice-consul des États-Unis au Caire sonna à ma porte. Il m'expliqua qu'il était le précédent occupant et qu'il venait me rendre une visite de politesse… Tout en parlant, il se dirigea vers le téléphone et me montra le petit microphone dissimulé dans le combiné. Je déconnectai proprement l'engin, mais dès le lendemain matin, un technicien des téléphones se présenta chez moi pour « vérifier mon appareil » et il rebrancha le micro.

Une autre fois, avec mon épouse, nous rendions visite à un excellent ami, Hans Wenckebach, directeur général de la Shell en Égypte. En nous menant au bar, dans le salon de sa luxueuse villa, notre hôte nous pria de garder bouche close un instant, puis il déplaça un grand miroir, sur le mur, derrière le meuble et un microphone apparut. Hans déversa un chapelet d'injures arabes des plus corsées, puis, soulagé, il arracha le mouchard.

– Voilà, dit-il. Maintenant, nous pouvons bavarder tranquillement. Demain, « ils » enverront certainement quelqu'un le réparer.

Durant notre séjour en Égypte, il ne nous fallait jamais oublier ces microphones clandestins et nous étions toujours à rechercher ceux qu'on avait pu installer chez nous. Par surcroît de précautions, nous étions convenus, ma femme et moi, d'un code de conversation dans l'espoir de tromper d'éventuels indiscrets. Ainsi, Israël était devenu la Suisse et nous évoquions l'oncle Otto en parlant des services secrets israéliens ; émettre un message à leur intention se traduisait dans notre jargon par « on va essayer… », ainsi de suite. Quand nous voulions discuter en toute franchise d'un sujet délicat, nous allions converser en plein air, loin de tous et de tout.

Dans le domaine de la police intérieure, les services secrets égyptiens étaient – et restent – les plus actifs et les plus impitoyables du monde ; mais dans celui de l'espionnage, hors des frontières du pays, c'était une autre paire de manches. Ils manquaient d'efficacité et de coordination. Ils comptaient nombre d'unités travaillant en vase clos : l'une d'elle concentrait ses efforts sur Israël, une autre se chargeait de fomenter et d'entretenir la guérilla à Aden, une troisième s'occupait des enlèvements d'agents ennemis, etc. On immobilisait un personnel nombreux et l'on dépensait des sommes folles à la mise au point de projets à long terme, tel l'assassinat ou le renversement de chefs d'État du monde arabe : des rois – Ibn Séoud et son frère Fayçal, d'Arabie saoudite ; Hussein, de Jordanie ; Hassan, du Maroc ; Idris, de Libye – et le président Bourguiba, de Tunisie. On gaspillait encore plus de temps et d'argent à fomenter des révolutions dans des pays arabes ou en Afrique noire. Néanmoins, nulle part, à l'étranger, la GIA ne déployait une activité comparable à celle qu'elle manifestait en Égypte même ; il est vrai que sans « l'œil public » elle perdait la plupart de ses moyens et ses agents manquaient souvent d'efficacité hors du pays.

Le grenouillage des SR n'allait pas tarder à devenir, pour moi, une source constante et ineffable d'amusement. L'Égypte était la terre bénie de l'espionnage et du contre-espionnage. On

marchait littéralement sur l'agent secret. Naturellement, l'espèce autochtone grouillait, espionnant l'Égyptien qu'il fût humble, moyen ou de haut vol, du fellah au ministre en passant par tous les degrés de la hiérarchie sociale, politique et militaire ; elle « contre-espionnait » les résidents étrangers et elle trouvait encore le temps d'épier le concurrent du service rival, GIA ou police secrète. Comme si cela ne suffisait pas, une nuée d'agents des puissances occidentales et orientales s'ébattait sur les bords du Nil, surveillant toujours et encore ces malheureux Égyptiens qui n'en pouvaient mais ; pourrissant un peu plus, si cela était possible, une administration déjà corrompue jusqu'à l'os. Il n'est pas un service secret de grande puissance qui, un moment ou l'autre, n'ait pu se considérer comme le patron d'au moins la moitié de la fonction publique. Le Caire et même Alexandrie étaient (et sont encore) de gigantesques souks aux renseignements. Tout le monde y surveillait tout le monde et chacun vendait ou achetait des informations, quand la livraison ne se faisait pas sous la contrainte. Mes ex-compatriotes, les techniciens allemands de l'aviation et de la mise au point des fusées, avaient tous dû être, un jour ou l'autre, invités, choyés, régalés, abreuvés par les hommes de la GIA, de la police secrète, du renseignement militaire, de l'Intelligence Service britannique, et de bien d'autres services de renseignement. Pour ne pas être en reste, les agents se faisaient des politesses et il n'y avait rien d'exceptionnel à voir l'un de ces messieurs de la GIA offrir à déjeuner à un collègue de la CIA et *vice versa*. La meilleure façon de rencontrer dans la même heure les représentants de la GIA, de la CIA et des services secrets israéliens était de se rendre à la réception d'une haute personnalité du régime. On avait de bonnes chances de les y voir tous trois et quelques confrères d'autres pays par la même occasion.

Tel était le monde dans lequel je m'apprêtais à entrer : une vaste toile d'araignée, un réseau d'intrigues, de menées, de machinations, de manœuvres et de contre-manœuvres, fourmillant d'yeux et d'oreilles auxquels rien de ce que vous pouviez

faire ou dire n'échappait. En préparant mon départ pour l'Allemagne, première étape de ma mission au Caire, j'avais une idée assez vague de l'hydre aux têtes multiples que j'allais affronter.

Afin d'accueillir les amis et les relations qui désiraient fêter avec nous l'anniversaire de Waltraud, il nous fallut étaler les réceptions sur trois jours. Au premier, le 18 février, réservé à la famille et aux intimes, ma femme put fièrement faire admirer par tous la bague que je lui avais offerte, un diamant de quatre carats et demi monté sur platine. Qui pouvait prévoir qu'elle ne garderait pas ce bijou une semaine !

Les deux autres journées de fête m'apportèrent une ample moisson de satisfactions sur le plan professionnel. Nous avions invité, entre autres, un grand nombre d'experts allemands et autrichiens ; surtout des spécialistes de l'aéronautique. Il devenait évident, maintenant, que la création d'une industrie nationale de construction d'avions militaires, dans laquelle Nasser avait mis tant d'espoirs, se soldait par un échec total. Le chasseur-bombardier HA-300, dont, en principe, les unités de l'armée de l'Air devaient être dotées depuis longtemps, n'avait même pas atteint le stade du prototype. Cela représentait six ans de travail perdus et cinq cents millions de livres gaspillées, gâchis dont les Égyptiens et les experts étrangers se rejetaient aigrement la responsabilité. L'amertume des Allemands engagés dans cette aventure était telle qu'à peine en réunissait-on quelques-uns, aussitôt ils se mettaient à la remâcher et, invariablement, la conversation dégénérait en franche querelle. Naturellement, c'est ce qui arriva au cours de notre soirée.

On n'eut guère à attendre. Ayant fait honneur à un opulent buffet froid et ingurgité quelques verres bien tassés, ils se lancèrent dans leur discussion favorite. Stengel, responsable de la construction des moteurs, le visage plus cramoisi, la voix plus épaisse et le geste moins assuré à chaque nouvelle libation, essayait de prouver que tout était parfaitement normal, du moins en ce qui concernait son service, *à lui*.

– Bon, cela prend un peu plus de temps qu'on ne le pensait, beuglait-il en renversant une bouteille d'un geste large du bras ; mais rien de plus naturel, car nous ne sommes pas sur une chaîne de montage, à serrer des écrous. Nous sommes en train de créer un engin d'un type entièrement nouveau qui va révolutionner la guerre dans le Moyen-Orient. Ça ne se fait pas en un jour ; mais nous enregistrons des progrès satisfaisants, plus que satisfaisants.

Vogelsang laissa échapper un rire moqueur.

– Très satisfaisants, hein ? Alors pourquoi donc votre fichu moulin casse-t-il chaque fois que vous le mettez au banc d'essai ? Et pas une fois, ni deux, notez-le bien, mais à tous les coups. Expliquez-nous donc cela.

Je m'appuyais au bar, le plus naturellement possible, car voilà qui promettait d'être drôle.

– Vous êtes un crétin ! hurlait Stengel. Depuis quand êtes-vous donc ingénieur ? Vous feriez mieux de vous occuper de vos tampons de caoutchouc et de vos feuilles de paie ! Vous parlez comme certains de ces imbéciles d'Égyptiens avec qui je dois travailler. La fonction du banc d'essai est de détecter les vices de construction afin que l'on puisse les corriger. Si vous aviez l'ombre d'une connaissance technique, vous sauriez qu'il faut tester un prototype des douzaines et même des centaines de fois et, après chaque test, procéder à des ajustements.

Vogelsang, lèvres pincées, siffla :

– M'insulter n'avance en rien l'heure à laquelle votre avion volera, Stengel. Je ne suis peut-être pas technicien, mais je sais une chose : vous avez des années de retard sur le programme alors qu'à l'usine Messerschmitt, il ne manque pas un boulon à la cellule. Elle n'attend qu'un moteur pour voler ; mais peut-être estimez-vous qu'il s'agit là d'un détail sans importance ?

– Prêts, chez Messerschmitt ? Vous êtes complètement saoûl ! Ils ne le sont pas plus que nous et je vais vous dire pourquoi…

Pendant vingt bonnes minutes, le chef de la division des moteurs fit un exposé précis des méthodes de fabrication utilisées

ainsi qu'un résumé des données du problème technique que les uns et les autres avaient à résoudre. D'autres ingénieurs intervenaient, soulignaient un fait, en développaient un autre. Je les priai de m'excuser et je me rendis aux toilettes où je notai les éléments essentiels de cette véritable conférence de travail ; par la suite, je relirais mes informations pour bien me les mettre en mémoire et je brûlerais mes notes.

Je rentrai au salon ; les deux antagonistes se querellaient toujours comme chien et chat et les autres prenaient parti. La femme de Stengel, blonde maigre, qui n'ouvrait jamais la bouche en présence de son mari, passa derrière moi et, me saisissant discrètement le bras, me chuchota :

– Rendez-moi un service, Monsieur Lotz. Rationnez Erich ; vous savez comme il devient difficile quand il a un peu trop bu.

Elle n'avait que murmuré sa supplique, mais son époux, tout ivre qu'il fût, avait entendu. Il aboya :

– Occupe-toi de tes oignons ! Retourne avec les autres moukères et cesse d'empoisonner M. Lotz. Difficile, hein ? Attends un peu, à la maison je vais te montrer comme je suis difficile !

– Personne n'en doute, observa Vogelsang, mordant.

Mme Stengel, écarlate, quitta la pièce en toute hâte. Abattant son poing sur le bar, son mari vociféra :

– Qu'entendez-vous par là ? Je veux une réponse, Vogelsang !

L'autre, avec un profond mépris dans la voix, laissa tomber :

– Vous voulez ?… Mais n'importe qui, ici, peut vous la donner, la réponse. Nous savons tous que vous battez votre femme, Monsieur l'Ingénieur en chef ; que vous vous colletez avec votre fils quand il essaie de vous empêcher de cogner sur sa mère… Alors, je vous en prie, ne nous faites pas le coup de la vertu outragée.

– Espèce de sale maquereau viennois ! Je vais t'apprendre la politesse, moi !

Stengel avait sauté à bas de son tabouret de bar et se précipitait sur l'Autrichien. Je m'interposai :

– Messieurs, messieurs… Faites-moi la grâce de ne pas en venir aux mains sous mon toit.

– Lotz a raison, intervint Brenner en se levant à son tour et en poussant sa masse devant l'ingénieur. Réglez vos différends en privé et non ici. Asseyez-vous, Stengel et tenez-vous convenablement. Vous aussi, Vogelsang. Plus un mot là-dessus ; je l'interdis absolument.

Le Viennois, d'un air guindé, répondit :

– Nous n'aborderons plus ce sujet par respect pour nos hôtes et non parce que vous prenez sur vous de nous l'interdire. D'ailleurs, ou je me trompe fort, ou vous n'aurez bientôt plus l'occasion de permettre ou d'interdire quoi que ce soit à qui que ce soit.

– Allons bon, qu'est-ce que c'est encore cette histoire-là ? grogna l'autre agressif.

– Voyons, Brenner, je n'ai nullement l'intention de vous froisser, mais essayez de vous montrer objectif. À votre avis, combien d'entre nous vont rester en Égypte encore longtemps ? L'exode est déjà commencé et bien commencé.

– Ça c'est malheureusement vrai, confirma Hoffman, un chef de service. Chez moi, il manque déjà deux ingénieurs et un technicien ; trois autres, ce matin même, me disaient leur intention de démissionner au début de l'été. Si je n'obtiens pas leur remplacement, il me faudra fermer la boutique.

Hertz, un ancien pilote de la *Lufwaffe*, pour sa part responsable d'un département de constructions mécaniques, intervint à son tour :

– Oui, l'été va être la période critique. Je crois bien que nombre de mes gars ne reviendront pas après leurs vacances annuelles.

– Mais pourquoi ? s'emporta Brenner. Pourquoi me font-ils ça, à moi ? Qu'est-ce qui ne va pas dans ce boulot ? Ces jeunes dandys ne s'estiment pas assez bien payés ? Ils gagnent trois fois ce qu'ils toucheraient en Allemagne, six fois ce qu'on leur donnerait en Autriche. Le travail est intéressant, pas tuant pour deux sous ;

ils ont des appartements luxueux ; des voitures de prix ; ils bénéficient des privilèges diplomatiques en matière de douane et de devises… Je ne les comprends pas ; non, je ne les comprends pas.

Hertz éclata de rire.

– Les vieux, comme nous, trouvent là, en effet, d'excellentes raisons pour rester ici le plus longtemps possible. Mais il y a des jeunots qui ne pensent pas de même. Ils ont fini par comprendre qu'ils n'avaient aucun avenir dans ce pays et ils en ont par-dessus la tête de la chaleur, du manque de libertés, des mensonges, du vol, de la corruption. D'autres, aussi, ont peur.

– Peur ? Et de quoi ?

– D'être soufflés, réduits en bouillie par les Israéliens, pardi !

J'allumai lentement une cigarette et tirai une longue bouffée, yeux mi-clos.

– Foutaises ! grogna Brenner.

Vogelsang secoua la tête.

– Je ne le crois pas. Seul un aveugle ne peut voir ce qui est écrit sur tous les murs.

– Oui, vous dramatisez un peu, Vogelsang, mais au fond, vous avez raison, admit Hoffman. Ceci dit, je suis d'accord pour tenir le coup le plus longtemps possible.

– C'est ce qu'il faut ! reprit Brenner d'une voix claironnante, en bombant le torse. Nous devons rester aux côtés de nos amis égyptiens.

Il regarda autour de lui, désarçonné par l'éclat de rire général qui accueillit ses paroles.

– À d'autres ! s'exclama Hoffman. Ils ont fichu partout une si épouvantable pagaille que, vraiment, nous ne leur devons rien du tout. Quant à l'avenir… Il y a bien d'autres pays qui demandent des experts en aéronautique.

– Vous pourriez allez travailler en Israël, railla Hertz, pendant que les autres s'esclaffaient.

– Pourquoi pas ? Vous croyez que je n'irais pas là-bas, s'ils payaient bien ? Je suis ingénieur, pas politicien, moi ! Donnez-moi un bon contrat et je travaille n'importe où.

Brenner repoussa son verre vide et se leva.

– J'en ai assez, annonça-t-il. Il est tard ; je rentre.

Vogelsang lui adressa un large sourire.

– Si je comprends bien, vous ne partagez pas les opinions de M. Hoffman.

– J'estime ses dernières remarques de très mauvais goût… Un conseil, Hoffman : ivre ou à jeun, tenez votre langue, car ce genre de propos imbéciles peut vous attirer des ennuis.

Puis, se tournant vers moi :

– Bonne nuit, Cavalier. La soirée a été très agréable. Je vous prie d'excuser le comportement de mes collègues ; n'y voyez aucune intention mauvaise, la vérité est que nous sommes tous extrêmement tendus, fatigués, en ce moment… Mais où est donc votre femme ?

Une heure après, le dernier de nos invités ayant franchi la porte en titubant, Waltraud soupirait :

– Une autre journée de travail de terminée ! Je craignais de les voir rester pour le petit déjeuner.

– Oui, la soirée a été rude. Enfin, il paraît bien que l'industrie aéronautique tant prônée ne constituera jamais une menace pour quiconque. J'ai l'impression qu'il en est de même pour leurs fusées. Il faudra que je vois Knupfer et Schwamm à ce sujet. J'aurai beaucoup de choses à raconter au patron quand je le verrai, le mois prochain.

À peine au lit, je m'endormis. Curieusement, cette nuit-là, je rêvai d'un oiselet pris au trébuchet.

Référence : Wolfgang Lotz, *The Champagne Spy,* Manor books, 1972 ; édition française, Robert Laffont, *L'Espion au champagne,* 1973, traduit de l'anglais par Paule et Raymond Olcina.

Chapitre 9

Les dés pipés de la guerre du Vietnam

Le général Giap, qui a fêté ses 100 ans au cours de l'été 2010, avait coutume de dire : « Nous étions dans la salle d'opérations américaine. » Il n'exagérait pas. Aussi stupéfiant que cela puisse paraître, le Viêtcông a réussi à implanter et à maintenir une taupe au cœur du dispositif américain pendant vingt ans. Si le qualificatif d'« espion du siècle » est désormais trop galvaudé pour être repris ici, force est de reconnaître que le Vietnamien Pham xuân Ân, aussi frêle que discret, a bien joué un rôle clé dans la victoire des forces communistes qui s'emparent de Saigon en 1975. Un rôle que les historiens prennent rarement en compte.

En vietnamien, *Ân* signifie « secret », « caché ». Le choix du prénom pour un nouveau-né de 1927 laisse songeur ! Fils légèrement rebelle d'un fonctionnaire lettré, il est envoyé par sa famille travailler dans les champs, où il découvre la misère du monde paysan. Adolescent, Ân doit sans doute chanter comme ses camarades *Maréchal nous voilà* dans l'Indochine française ralliée à Vichy. Mais les Français sont bientôt défaits par les Japonais. Par nationalisme, le jeune homme rejoint le Vietminh. L'indépendance est proclamée par Hô Chi Minh en septembre 1945, avant que les Français reprennent le contrôle de leur ancienne colonie. La reconnaissance en 1948 d'un Vietnam associé à la France, sous l'autorité de l'empereur Bao Dai, impopulaire, ne vaut pas l'indépendance. En 1949, Ân revient à Saigon pour soutenir sa famille, son père étant tombé malade. Il cumule les fonctions de

comptable, de professeur de français et de chauffeur de taxi… Dans les années 1950, employé au service des douanes, il devient militant antiguerre et agent de renseignement du Vietminh. Échappant au service militaire, il se fait affecter à l'organe de liaison entre l'armée de Bao Dai, les Français et la mission d'aide américaine. Il commence à s'y constituer un carnet d'adresses, notamment avec de jeunes agents de la CIA… et, bien sûr, à espionner pour le compte du Vietminh.

Après les accords de Genève en 1954, les Français sont vite remplacés par les Américains. Ân pourrait poursuivre une carrière dans l'armée, mais avec des perspectives limitées. Parlant un excellent anglais, il choisit (suivant les directives du Vietminh) d'émigrer aux États-Unis en 1957 pour y suivre des études de journalisme. L'idée est d'en faire un journaliste travaillant pour le compte des médias occidentaux, ce qui lui donnerait le droit de circuler partout et de parler à tous. Une stratégie risquée puisqu'il pourrait prendre goût à l'*American way of life* et ne plus vouloir rentrer au pays… Il revient pourtant deux ans plus tard, âgé de 32 ans, sans savoir à quelle porte frapper pour trouver du travail.

Ironie de l'Histoire, le patron de la police secrète de Saigon, le docteur Tuyên à qui il vient rendre visite, le recrute et le fait embaucher à l'agence Vietnam-Presse. Le voici d'un seul coup journaliste et agent double. Sa carrière est lancée. Il travaille l'année suivante pour l'agence britannique Reuters avant d'être engagé, en 1965, par l'hebdomadaire *Time*, une des plus influentes publications américaines. Le plan du Vietminh a réussi au-delà de toute espérance. Ân est devenu une « figure » locale et veille à faire son travail de journaliste avec objectivité. Bob Shaplen, du *New Yorker*, estime que malgré son statut d'espion, c'était à l'époque le journaliste vietnamien « le plus travailleur et le plus respecté », comme l'illustre cette anecdote rapportée par Jean-Claude Pomonti : alors que Shaplen demandait au Vietnamien comment il pouvait être si bien informé sur les mouvements des troupes ennemies et gouvernementales, celui-ci l'emmena sur un marché. « J'ai expliqué à Bob que, s'il n'y a pas de sauterel-

les au marché, c'est que la région dont elles proviennent a été prise par les Vietcôngs. Et, si les sauterelles réapparaissent sur le marché, c'est que les gouvernementaux ont repris le secteur. C'était la même chose concernant des oiseaux rares ou le gibier.» Comme quoi un bon espion peut faire un bon journaliste…

Au fil des ans, Ân a tissé un réseau de relations sans équivalent avec tous ceux qui, à Saigon, pouvaient être des sources d'information : des politiques, des généraux, des espions, des diplomates américains et même les chefs de poste de la CIA. On le consulte comme l'expert qu'il est devenu. Il a même accès aux documents les plus confidentiels, tels que les comptes-rendus d'interrogatoires des prisonniers communistes.

Ân n'est pas du genre à publier ses Mémoires, mais le journaliste français Jean-Claude Pomonti, qui l'a fréquenté à Saigon dès 1968 et n'a cessé de le recroiser, a produit ce qui s'en rapproche le plus : son livre *Un Vietnamien bien tranquille*, rédigé à partir de ses souvenirs et de nombreux entretiens avec Ân. L'extrait que nous reproduisons ici tente d'évaluer la portée exacte des renseignements fournis par Ân à ses maîtres communistes.

Les deux premières décorations de Ân lui sont attribuées dans la foulée de la bataille d'Âp Bac qui se déroule en janvier 1963 et que les historiens considèrent comme un tournant de la guerre américaine.

À cette date, la tactique américaine des « hameaux stratégiques », ou « guerre spéciale », bat déjà fortement de l'aile. Sous la présidence de John Kennedy, les États-Unis ont introduit l'héliportage américain des troupes vietnamiennes, une innovation qui a considérablement gêné les Viêt-côngs « pendant plusieurs mois », dit Ân. Puis la guérilla a fini par s'y adapter.

Situé à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest de Saigon, Âp Bac est un hameau du delta du Mékong à proximité duquel les services de renseignement américains repèrent, fin décembre

1962, une concentration de trois compagnies viêtcôngs. Aux yeux des Américains, dont le lieutenant-colonel John-Paul Vann, alors conseiller de la septième division sud-vietnamienne, l'occasion se présente donc de leur infliger une sévère défaite.

L'opération contre les trois compagnies viêtcôngs tourne à la catastrophe. L'héliportage de fantassins sud-vietnamiens est un désastre, avec cinq appareils américains abattus. Les blindés sud-vietnamiens en appui sont déployés avec retard et maladresse. Le chef de province ordonne à ses hommes d'arrêter les combats et des parachutistes, lâchés à la nuit tombante au mauvais endroit, engagent les hostilités non avec des Viêtcôngs mais avec d'autres unités de leur propre camp. Les Viêtcôngs profitent de l'obscurité pour filer, laissant seulement trois corps derrière eux alors que les pertes gouvernementales s'élèvent à soixante et un morts et une centaine de blessés. Trois membres américains des équipages d'hélicoptères ont également été tués.

Cette bataille et son issue sont le révélateur des nombreuses faiblesses non seulement du commandement sud-vietnamiens mais aussi du régime. La plupart des officiers sud-vietnamiens en charge, du commandement de région militaire au chef de province, sont des politiques : le président Ngô dinh Diêm est beaucoup plus préoccupé par les risques de coup d'État ou de révolte militaire que par la lutte contre l'insurrection communiste, surtout dans le delta du Mékong, si proche de Saigon. L'opération d'Âp Bac met à nu l'incompétence et l'indécision d'officiers sud-vietnamiens. John-Paul Vann dénonce sur-le-champ le « comportement lamentable, comme toujours », du commandement sud-vietnamien. Quelques mois plus tard, en donnant sa démission, il accuse publiquement le président Diêm « de vouloir maintenir la guerre dans l'indécision afin de continuer à recevoir l'aide américaine ».

Le déroulé de la bataille donne aussi l'impression que les Viêtcôngs se sont adaptés au cafouillis d'en face. Stanley Karnow rapporte que les insurgés ont été « instruits de l'imminence de

l'opération » adverse et qu'ils se sont, du coup, redéployés le long d'un canal « bordé d'arbres et de broussailles » qui, tout en assurant leur couverture, leur a permis de tirer sur les hélicoptères de transport américains. Il n'y a eu aucun effet de surprise.

À l'époque, Pham xuân Ân couvre cette bataille pour le compte de Reuters. Il se rend même sur place en hélicoptère après les combats pour se faire une idée plus précise du bilan. Quand on lui a demandé, en 2002, pourquoi il avait été décoré pour sa « contribution à la victoire d'Âp Bac », il a dit l'ignorer. « Je ne sais pas, a-t-il répondu. Je l'ai appris seulement lorsque quelqu'un m'a annoncé que j'avais été décoré. Et on ne m'a jamais demandé de rédiger un compte-rendu de ma participation. Tout cela a été arrangé par les dirigeants et je ne l'ai appris que par la suite. »

Il devait ajouter : « Je suis un agent de renseignements stratégiques. J'analyse la doctrine militaire de l'ennemi, je fournis des documents concernant leurs stratégies, leurs tactiques, leurs scénarios et l'information liés à la guerre spéciale. Je livrais à nos dirigeants ce dont ils avaient besoin de façon urgente. Un point c'est tout. » Ce qui semble déjà beaucoup.

Ân m'a raconté qu'il avait fait parvenir à Hanoi le programme confidentiel de la « guerre spéciale » américaine dès la sortie de sa première édition, datée du 15 novembre 1961. Le volume confidentiel figure encore dans sa bibliothèque. Cinq autres éditions « révisées » ont été publiées de 1961 à 1963. « Je les ai toutes obtenues », dit-il, ce qui veut dire qu'il les a aussitôt transmises à Hanoi. Les communistes connaissaient donc exactement la tactique américaine dans le Sud.

Ce programme est officiellement abandonné lors du renversement du président Ngô dinh Diêm par une junte militaire en novembre 1963. Mais le fiasco d'Âp Bac, plusieurs mois auparavant, a déjà révélé les déboires subis dans son application. Dans un article publié par le *New Yorker* en mai 2005, Thomas À. Bass affirme qu'à cette occasion, Ân « a défini la stratégie », ce qui

expliquerait pourquoi lui-même et le commandant viêtcông sur le terrain ont été les seuls à obtenir la plus haute distinction de l'Armée populaire. Le rôle de Ân n'est-il, déjà à cette date, que celui d'un « espion stratégique » ?

Quoi qu'il en soit, comme Ân n'a pas manqué de le signaler dans ses rapports à Hanoi, le fiasco d'Âp Bac a porté un coup presque mortel à la « guerre spéciale » américaine. Quand Diêm et Nhu sont éliminés en novembre 1963 par une junte, avec le feu vert de Washington, une partie est déjà jouée. Ân en informe Hanoi.

« Quand le régime Diêm est renversé, la stratégie de la guerre spéciale est totalement défaite, dit-il. En 1964, poursuit-il, l'administration de Saigon est ébranlée. L'ennemi perd un bataillon chaque semaine et un district chaque mois. » À cette époque, des conseillers américains demandent au Pentagone de négocier avec le Front de libération national du Sud-Vietnam afin de rapatrier les vingt-trois mille conseillers américains et d'éviter d'envoyer davantage de troupes.

Mais, après l'assassinat de John Kennedy, Washington ne se résout pas à une négociation. Ân avertit alors Hanoi que le gouvernement américain s'est lancé, dans le cadre d'une guerre dite « limitée », sur la pente d'un engagement plus grand qui se traduira, en mars 1965, par le débarquement de premières troupes régulières américaines. La deuxième décoration attribuée à Ân, a rapporté son supérieur de l'époque, « est pour avoir jugé, en 1964, que les États-Unis enverraient des troupes au Sud-Vietnam ». Les avis de Ân prennent donc de plus en plus de poids à Hanoi. Il est devenu beaucoup plus qu'un exceptionnel collecteur d'informations secrètes. Sa vision du conflit retient l'attention. Encore une fois, il a vu juste : le corps expéditionnaire américain gonflera très vite, à partir de 1965, pour atteindre le demi-million d'hommes trois années plus tard.

Le public américain s'était habitué aux reportages sur des assauts sanglants de collines, les combats dans des forêts, des

marécages, des rizières. Des paillotes qui partent en flammes, des cortèges de réfugiés vietnamiens miséreux sur des routes de campagne, de jeunes recrues américaines tuées dans une Asie tropicale qu'ils ne connaissent pas, les rondes d'hélicoptères, les effets du napalm et de l'agent orange, les cercueils enveloppés dans la bannière étoilée, les énormes trous laissés par les bombes de B 52 vidées en chapelet – tel était jusqu'alors le visage de la guerre du Vietnam dans les foyers d'outre-Pacifique. Une guerre qui créait un profond malaise de plus en plus sensible, coûteuse en vies humaines et en deniers, dont l'Amérique comprenait de moins en moins l'enjeu au-delà des antiennes sur la « défense du monde libre ».

Début 1968, cette guerre change brutalement de visage.

À l'abri des pétards du Nouvel An vietnamien, cette année-là, les Viêtcôngs attaquent, de manière très coordonnée, une centaine d'agglomérations du Sud. À Saigon, où ils ont engagé quatre mille hommes, ils parviennent même à s'infiltrer dans la forteresse de béton formée, au cœur de la ville, par l'ambassade des États-Unis. Toutes les villes, y compris l'ancienne capitale impériale de Huê, sont pénétrées. La fureur est égale dans les deux camps.

Sur les petits écrans de l'Amérique, comme de partout ailleurs dans le monde, défile alors une guerre urbaine qui surprend le public. Des combats de rues, le pilonnage par les aviations américaine et sud-vietnamienne de quartiers, de marchés, de petites villes. L'assaut contre la chancellerie américaine. Les combats sont brutaux et des exactions sont commises par les deux camps. Le chef de la police du Sud, le général Nguyên ngoc Loan, exécute d'un coup de revolver un prisonnier devant les caméras, en plein centre de Saigon. Depuis trois ans, des centaines de milliers de GI ont été envoyés dans ce petit pays lointain pour conquérir des pitons, nettoyer des forêts, contrôler des campagnes. Pour en arriver là ? Le choc est rude, très rude. Même si les Viêtcôngs échouent rapidement dans plusieurs villes

ou se heurtent ailleurs, une fois l'effet de surprise passé, à des murs de feu, le mal est fait.

« Il a fallu détruire la ville pour la sauver », résume un officier américain à Ben Tre, chef-lieu de province dans le delta du Mékong. Plus de trois semaines seront nécessaires pour déloger les Viêtcôngs de la citadelle de Huê, elle aussi en ruines et, au passage, pillée. L'opinion américaine décroche. Le général Trân Dô, l'un des chefs communistes sur le terrain, en dressera plus tard le bilan suivant : « En toute honnêteté, nous n'avons pas atteint notre principal objectif, qui était de susciter des soulèvements dans tout le Sud. Toutefois, nous avons infligé de lourdes pertes aux Américains et à leurs fantoches, et ce fut un grand succès pour nous. Quant à avoir un impact aux États-Unis, telle n'était pas notre intention – mais ce fut un résultat heureux. » Le président Lyndon Johnson renonce, dans la foulée, à sa candidature à l'élection présidentielle de novembre 1968 et engage, à Paris en mai, des négociations avec Hanoi.

Ân est prévenu, dit-il, de cette attaque généralisée contre les villes « trois mois » avant sa tenue. Y est-il favorable ? Sa réponse, telle qu'elle a été rapportée par ses biographes officiels : « J'ai été informé du plan d'offensive générale trois mois auparavant et l'on m'a demandé d'étudier la situation, de fournir des informations, d'analyser les facteurs concernés sur les fronts militaire, politique, social et économique, ainsi que les développements à propos des forces de l'ennemi et de leurs capacités de défense. Nos dirigeants avaient l'intention de libérer le Sud avec cette offensive générale. Des attaques surprises peuvent déboucher sur des victoires retentissantes. Mais nous n'aurions pas pu libérer le Sud à l'époque parce que nos forces n'étaient pas assez solides alors que l'ennemi demeurait très puissant. »

Le général Trân Dô a peut-être cru à un « soulèvement » dans le Sud, donc aux vertus d'une « insurrection générale ». Ân privilégie, dans son analyse, le rapport de forces. Le dispositif américain, en 1968, est au faîte de sa puissance et la machine rodée. Le

rapport de forces demeure donc défavorable aux communistes, ce qui explique ses réticences. En outre, il connaît bien la situation sur le terrain : les populations du Sud sont, pour le moins, divisées et compter sur un soulèvement urbain semble hors de question.

Quel que soit son sentiment, Hanoi a besoin de ses services. Où frapper ? Cela dépend des renseignements obtenus sur le dispositif de l'adversaire. Compte tenu de la puissance de feu américaine, Ân est favorable à l'effet de surprise. L'attaque aura lieu le jour de l'An vietnamien, sous le couvert des pétards que les enfants font éclater un peu partout et au moment où beaucoup de militaires sudistes, munis d'autorisation ou non, ont rejoint leurs familles. Ân doit également effectuer, au préalable, le repérage dans la capitale du Sud : montrer à Tu Cang, un chef de réseau de renseignements communiste et l'un des hommes en charge de préparer l'offensive, les bâtiments officiels et la chancellerie américaine, lui expliquer les dispositifs de sécurité, les moyens de transport des troupes du Sud, les différences entre leurs uniformes, lui parler de la mentalité des Saigonnais.

Il promène Tu Cang, qui ne sait pas, au départ, comment ouvrir la porte d'une voiture, à bord de sa petite Renault 4 CV ; il l'emmène en vedette sur la rivière de Saigon – en réalité, un large fleuve sur les berges duquel se trouvent des dépôts d'essence, les ports civil et militaire ainsi que des postes de commandement. Les deux hommes notent les endroits où des Viêtcôngs pourront le plus facilement s'infiltrer. Ân explique que les fonds de l'État du Sud ne se trouvent pas à la Trésorerie mais au siège de la Banque centrale, où l'or est conservé, et au Palais de justice, où sont stockées les saisies financières des « affaires en cours ». Il recommande qu'on s'arme de chalumeaux.

Les Américains, dont le corps expéditionnaire est appuyé par des dizaines de milliers de soldats australiens, sud-coréens et même thaïlandais, sont au courant que quelque chose d'important se prépare mais ils ne savent pas trop quoi et en ignorent la date. La

CIA ne s'attend sûrement pas à des attaques d'une telle ampleur, rapporte Ân. Dans les jours qui précèdent le Têt, les Nord-Vietnamiens amassent des troupes autour de Khê Sanh, un camp retranché américain qui se trouve juste au sud du dix-septième parallèle et non loin de la frontière avec le Bas-Laos. Ce camp sert, en quelque sorte, de verrou à proximité de la piste Hô-Chi-Minh, dédale de voies carrossables aménagées sur les contreforts de la cordillère indochinoise, et par lesquelles descendent, le plus souvent par le Bas-Laos et le nord-est du Cambodge, hommes et matériels à destination du Sud-Vietnam.

Khê Sanh est bombardé dès la veille du Nouvel An alors que d'autres attaques des Viêtcôngs ont lieu à Huê et, plus bas sur la côte, à Nha Trang. L'un des contacts dont dispose Ân à l'état-major américain, à Saigon, lui affirme que l'objectif des communistes est d'enlever Khê Sanh – un « deuxième Diên Biên Phu », dit-il. Feu le général Westmoreland, qui commande les troupes américaines de 1965 à 1968 au Vietnam, en restera longtemps convaincu avant d'admettre, plus tard, que les renseignements dont il disposait étaient loin d'être satisfaisants. Il est persuadé, selon Ân, que l'insurrection va concentrer ses forces dans les deux provinces septentrionales, où se trouve la base américaine de Khê Sanh, et envoie donc en renfort dans le Centre, à Da Nang, une brigade de fusiliers marins américains.

Le jour du Têt, Ân sillonne Saigon, où il a reçu de ses supérieurs l'ordre de rester, en compagnie du colonel Nguyên Be, chef du programme sudiste de pacification rurale, d'un lieutenant-colonel américain et de son compère Nguyên hung Vuong. Dans les quartiers infiltrés par les Viêtcôngs, les gens fuient les combats. Restaurants et magasins sont fermés. Mais dans d'autres endroits, les Saigonnais attendent que l'orage passe pour accomplir leur devoir : aller présenter, selon la coutume, leurs vœux de Nouvel An à leurs parents, alliés et amis. La vie reprend ses droits alors que les cendres sont encore chaudes et que chaque camp compte ses morts.

Trois mois plus tard, Tu Cang reprend contact avec Ân. Un lieutenant-colonel communiste, Tam Ha, a déserté. Ce commissaire politique de haut rang est impliqué dans les préparatifs de la deuxième phase de l'offensive. Tu Cang a reçu, de Hanoi, l'ordre de tenter de découvrir ce que Tam Ha, alias Trân van Dac, a pu révéler à l'ennemi.

« Ân, a-t-il raconté, m'a conduit en voiture à Gia Dinh. Quinze minutes plus tard, il avait réussi à emprunter tous les documents concernant les révélations de Tam Ha. Il les a photocopiés et, comme promis, les a rendus. La personne qui lui avait remis ces documents n'était pas un révolutionnaire mais elle respectait Hai Trung [le nom de guerre de Ân].

« La lecture de la déposition de Tam Ha, a poursuivi Tu Cang, m'a mis très en colère contre ce traître. Il avait tout révélé : notre plan de campagne, nos tactiques, nos armes, la dissimulation de nos hommes, de notre artillerie, de nos munitions et même l'emplacement de notre QG régional. Face à cette situation, nos dirigeants ont changé tout le plan de campagne et lancé la deuxième phase de l'offensive moyennant un minimum de pertes. Le résultat de cette offensive devait contraindre l'ennemi à la désescalade de la guerre et à se rendre à la table de négociation. »

La deuxième phase de l'offensive générale de 1968, à laquelle fait allusion Tu Cang, a eu lieu en mai, avec notamment une pluie de roquettes sur Saigon. Ân aurait demandé qu'on mette fin à ces tirs très impopulaires, ce qui a été fait. Une troisième et dernière phase, beaucoup moins intense et sans grand effet, aura lieu en septembre.

Auparavant, dans la foulée des attaques proprement dites du Têt, Tu Cang a envoyé à Hanoi un rapport estimant que « la situation est plutôt défavorable ». Ce n'est pas l'opinion de Ân. Il en discute avec Tu Cang ; il lui demande de l'accompagner lors de rendez-vous avec des officiers de l'armée sud-vietnamienne et des conseillers américains. Ce qui, au passage, dénote un incroyable culot de la part de Ân : emmener chez les Américains un homme

du « maquis » pour le faire briefer. Mais peut-être en faut-il autant pour convaincre Tu Cang que l'offensive a été un succès psychologique et politique. Tu Cang fait savoir à Hanoi qu'il a « changé d'avis ». Son deuxième rapport, beaucoup plus réaliste, indique que « l'offensive n'avait pas donné de résultats militaires satisfaisants mais que, sur les plans politique et psychologique, son impact négatif sur l'ennemi serait fort ».

L'un des derniers exploits du stratège que Ân est devenu a lieu quelques mois avant la victoire. À Hanoi, le vainqueur de Diên Biên Phu, le général Vo nguyên Giap, est aux commandes. Ses adversaires au sein du Bureau politique du PC – il y en a plusieurs – ont encore besoin de ses services. Le général aguerri conserve une autorité indiscutée en matière opérationnelle. Fin 1974, soit au début de la saison sèche qui s'étale de novembre à mai dans le sud du Vietnam, Giap lance une nouvelle campagne dont l'objectif est, comme les précédentes, d'user le système de défense du régime de Saigon en partie privé de son appui américain. Depuis l'accord signé à Paris le 28 janvier 1973, les Américains ne participent plus directement aux combats. Même les bombardements américains du Laos et du Cambodge ont été suspendus cette année-là, sur intervention du Congrès.

« Dans l'élaboration de leurs offensives, les communistes envisageaient toujours un éventail de résultats, du meilleur au pire », m'a expliqué Ân.

Leur tactique est donc souple et leurs premières attaques considérées comme des tests de l'adversaire. Entre le 12 décembre 1974 et le 6 janvier 1975, les Viêtcôngs prennent le contrôle de fait d'une province proche de Saigon, celle de Phuoc Lông. Elle est classée « libérée » par les autorités communistes.

Avant de poursuivre son offensive, Giap se pose alors une question cruciale : comment vont réagir les Américains ? Ils sont encore très présents dans le Sud, avec leurs aides financière et militaire. Ressemblant à un bunker, leur imposante ambassade plantée au cœur de Saigon – à côté de la française, beaucoup plus

modeste et au charme colonial – est le symbole de leur influence, avec ses milliers de conseillers dispersés à travers le Sud et ses services tentaculaires.

Si les choses tournent mal pour ses protégés saigonnais, le gouvernement américain sera-t-il en mesure de renvoyer des troupes au Vietnam ou de reprendre ne serait-ce que les bombardements aériens ? Si oui, mieux vaudra jouer la prudence. Si non, le Bureau politique donnera le feu vert au général Giap pour poursuivre ses attaques et lancer une offensive généralisée. En bref, peut-on continuer sur la lancée, bousculer les forces de Saigon, les empêcher de réagir, les étouffer, provoquer une panique, tenter le tout pour le tout ? Ou mieux vaut-il agir avec davantage de prudence, se contenter de pousser ses pions afin de renforcer les conditions de la victoire et, donc, préparer le terrain d'une ou deux « campagnes hiver-printemps » supplémentaires ?

La réponse à cette question dépend d'un bon nombre d'avis. Mais l'opinion qui prime est celle d'un homme que les dirigeants militaires et politiques de Hanoi ne connaissent pas. C'est celle de Pham xuân Ân. La question que lui pose Hanoi, fin 1974, est simple : si le « gouvernement fantoche » – le régime de Saigon – menace de s'effondrer, les États-Unis interviendront-ils militairement et dans quelle proportion ? Cette fois, on lui demande d'effectuer une « recherche profonde » et de prendre son temps.

Ân parvient à se procurer un rapport secret du Comité d'études stratégiques de Saigon, adressé au chef du régime sudiste, le président Nguyên van Thiêu. Ce rapport est fascinant. Il décrit l'état de dégradation de l'armée sud-vietnamienne et affirme que le gouvernement américain n'est plus en situation, quelles que soient les circonstances, d'intervenir pour sauver le régime de Saigon en raison de l'impopularité de la guerre aux États-Unis. Le document estime que les troupes américaines ne reviendront pas, que la VII^{e} flotte américaine ne sera pas redéployée, de manière offensive, le long des côtes du Vietnam et que les B 52

ne seront pas utilisés. Il ajoute même que la réduction de l'aide militaire américaine va se poursuivre.

Encore plus étonnant, l'auteur du rapport, le général Nguyên xuân Triên, président du Comité d'études stratégiques de l'armée de Saigon, écrit au président Thiêu que le point le plus vulnérable du dispositif de défense du Sud est la région de Ban Me Thuôt, sur les Hauts-Plateaux. Si ce secteur est pris par les Nord-Vietnamiens, l'ensemble du système de défense du Sud s'effondrera et il faudra envisager un repli pour défendre seulement la région de Saigon et le delta du Mékong. Or, le général Giap a justement prévu, en cas d'offensive généralisée, de poursuivre l'attaque de Phuoc Lông dans le secteur de Ban Me Thuôt.

Ân fait parvenir à Hanoi sa réponse, accompagnée du rapport du général Triên, dans « un court laps de temps », selon le chef du réseau viêtcông en charge de lui procurer un appui. Elle est sans ambiguïté : dans sa lettre de présentation, Ân a écrit qu'il est « certain » que les États-Unis ne relanceront pas la guerre. Le feu vert est donné à l'offensive généralisée. Le 10 mars 1975, Ban Me Thuôt, verrou essentiel mais piètrement défendu par un régiment de fantassins, est occupé sans difficulté. La prise de Saigon interviendra le 30 avril, soit sept semaines plus tard.

« Fin 1974, quand la province de Phuoc Lông est passée sous le contrôle des communistes, le président Thiêu aurait dû tout faire pour la reprendre. Mais il n'a pas bougé, le temps de voir comment les Américains allaient réagir. Il n'a entendu que des promesses : les Américains n'ont pas bougé non plus. À ce moment-là, j'ai pu rapporter à Hanoi que les Américains n'interviendraient pas », résume Ân.

Ce qui a été le cas. La direction communiste demeure toutefois prudente. « Une attaque de diversion, raconte Ân, est lancée dans le Centre, avec succès. Ce qui veut dire que même la diversion marche. Hanoi reste toutefois sur ses gardes car la flotte de guerre américaine, affectée aux évacuations, se rapproche des côtes du Sud. Les communistes s'engagent, secrètement, à ne pas

attaquer l'évacuation des Américains et tiennent parole. Aucun hélicoptère n'a été abattu.» La flotte américaine participe activement à cette évacuation, à telle enseigne que des navires sont contraints de jeter à la mer, après en avoir recueilli les passagers, des dizaines d'hélicoptères sud-vietnamiens car il n'y a plus de place à bord. Ces images font le tour du monde.

Non seulement Ân a vu juste mais il n'a eu aucun doute. Compte tenu de la paralysie du pouvoir à Washington, l'Amérique demeurera neutre. Aussi, point essentiel à ses yeux, «le rapport de forces» est, cette fois-là et contrairement aux précédentes, favorable à Hanoi.

Deux décennies auparavant, lorsque le docteur Thach avait indiqué à Ân que sa tâche serait d'espionner, il l'avait désigné comme le premier membre d'un réseau d'«espions stratégiques». La suite a montré que, pour être ambitieux, le qualificatif n'en est pas moins en dessous de la réalité. Ân n'a pas été une taupe comme les autres: au fil des années, ses analyses ont gagné en autorité. Ses avis contribuent de plus à plus à l'élaboration de la stratégie. Ses dénégations n'y changent rien. «Nous avions des centaines d'agents de renseignements stratégiques. Les dirigeants recevaient des informations de différentes sources. Je n'étais qu'un maillon de la chaîne», a-t-il dit un jour. Ce qui était loin de correspondre à la vérité.

Référence: Jean-Claude Pomonti, *Un Vietnamien bien tranquille*, Paris, éditions des Équateurs, 2006.

Chapitre 10

Les doubles jeux des « frères » Nicolae Ceausescu et Yasser Arafat

Dans le bloc communiste, la Roumanie a toujours bénéficié d'un statut à part aux yeux des observateurs. Son couple dirigeant, Nicolae et Elena Ceausescu ont été assidûment courtisés par les pays occidentaux dans les années 1970... jusqu'à ce que le chef de leur service secret fasse défection ! Le cas n'est pas banal, il est même unique dans l'histoire de la guerre froide : bien sûr, nombre d'officiers supérieurs du KGB et de pays frères ont profité de séjours à l'étranger ou de contacts discrets avec des agents occidentaux pour quitter un système en lequel ils ne croyaient plus, bien placés qu'ils étaient pour en connaître les limites. Mais qu'un dirigeant de ce calibre passe à l'Ouest ! Imagine-t-on Markus Wolf rejoindre tranquillement les États-Unis et livrer à la CIA tous les secrets les plus inavouables de ses anciens maîtres ? Les dégâts seraient considérables. Or c'est bien ainsi qu'on peut qualifier l'apport d'Ion Pacepa aux services occidentaux. Non seulement il a emporté avec lui une expertise unique sur les services des pays frères et sur le régime roumain, mais surtout il a levé le voile sur les activités clandestines d'un Ceausescu qui, tout en étant le dictateur ubuesque que l'on connaît, avait une véritable passion pour le renseignement et l'action secrète internationale, tous azimuts. Alors pourquoi et comment un homme comme Pacepa a-t-il franchi le pas ?

Né en 1928, diplômé en chimie industrielle, le jeune Pacepa est recruté dans les années 1950 par la Securitate, qui l'envoie comme chef de poste en Allemagne de l'Ouest de 1957 à 1960. Il gravit tous les échelons du renseignement roumain pour en devenir dans les années 1970 le dirigeant et l'homme de confiance de Ceausescu qui en fait son conseiller pour la sécurité nationale et le renseignement technologique. Car, suivant en cela le plan de renseignement des Soviétiques, les Roumains se spécialisent dans le vol de technologies des pays de l'Ouest, avec un certain succès. Peu à peu, Pacepa est mis au fait de tous les petits secrets de la « cour » qui entoure le « Phare du peuple roumain », et des intrigues sordides ou délirantes qui l'agitent. Non content de tenir son rang sur le plan du renseignement, Ceausescu veut acquérir une stature internationale de grande ampleur et donner l'illusion d'une relative indépendance au sein du bloc de l'Est. Il se rêve en médiateur des grands conflits, en particulier au Moyen-Orient. L'extrait qui va suivre révèle ses liens étroits avec Yasser Arafat, le soutien occulte, financier et militaire, que la Roumanie apporte à l'OLP, et surtout l'incroyable concours de duplicité auquel se livrent les deux hommes, au point qu'on ne sait plus qui se sert de qui…

Ces révélations, et quelques autres, ont profondément modifié la vision du régime roumain par les États-Unis et leurs alliés. La démarche de Pacepa, qui s'est présenté en 1979 à l'ambassade américaine de Bonn à l'occasion d'une visite au chancelier Schmidt, relevait du quitte ou double : si la CIA avait manqué de réactivité, ou si le président Carter n'avait pas donné son accord à l'exfiltration, il y a fort à parier que le général roumain n'aurait pas vécu assez longtemps pour tenter une deuxième démarche. Rendu fou furieux par sa défection, Ceausescu allait d'ailleurs mettre sa tête à prix en offrant 2 millions de dollars à celui de ses agents qui le retrouverait et l'exécuterait en territoire américain. Faute de résultats, Ceausescu confia ensuite la mission au terroriste Carlos, qui ne parvint pas à l'exécuter. Les révélations de Pacepa ont en tout cas contribué à isoler sérieusement la Roumanie sur la scène internationale pendant les années 1980, et à

affaiblir la Securitate, dont certains responsables furent tentés d'imiter leur chef, épuisés par les délires mégalomaniaques du souverain. Un coup supplémentaire fut porté au régime lors de la parution de ses Mémoires, *Red Horizons*, qui furent lus sur les ondes de Radio Free Europe à destination des auditeurs roumains, avec un retentissement tel que ce livre devint la pièce principale de l'accusation lors du procès des époux Ceausescu en décembre 1989. Les anciens de la Securitate, toujours puissants en Roumanie, n'ont ni oublié ni pardonné. En 2001, le général Nicolae Plesita, qui fut le successeur de Pacepa à la tête des services roumains, appelait dans ses Mémoires (*Les oreilles et les yeux du peuple*) tous les patriotes à « exécuter Pacepa aux États-Unis, où qu'il se trouve ».

C'était un après-midi de mars froid et gris, typique du climat de Bucarest à cette période de l'année. Les lumières étaient déjà allumées dans mon bureau particulier, sans dénomination officielle, du quartier général du Service central d'espionnage roumain, plus connu sous le nom de DIE *(Departamentul de Informatii Externe)*. Malgré les baies vitrées ouvrant sur un balcon, la pièce aux murs lambrissés d'acajou était relativement sombre. Derrière mon bureau, également en acajou, une immense carte du monde, fixée sur une plaque métallique, recouvrait entièrement le mur du fond. Elle était parsemée, sans logique apparente, d'une véritable armée de pastilles aimantées, de formes et de couleurs différentes, qui représentaient les réseaux de communication du DIE avec les ambassades, les consulats, toutes les délégations roumaines en poste à l'extérieur, les centres illégaux du Service, ses agents clandestins, ainsi que certaines opérations d'espionnage individuelles, comme la surveillance électronique des mouvements de la VI^{e} Flotte américaine en Méditerranée.

Sept téléphones étaient alignés sur une table à droite de mon bureau, sous laquelle se trouvaient également cinq radio-téléphones munis de systèmes de brouillage, conçus et installés par

le KGB pour assurer des liaisons immédiates et sûres entre les chefs d'État et les gouvernements de tous les pays du Pacte de Varsovie. Deux de ces lignes permettaient de contacter Ceaucescu à tout instant du jour ou de la nuit. La première, appelée S pour *scurt* (court), parce que le numéro à composer ne comptait que trois chiffres, ne concernait que Bucarest. Elle était réservée à Ceaucescu, au Premier ministre, aux membres du Comité politique exécutif résidant dans la capitale[25], aux ministres en exercice, au chef d'état-major, au chef du DIE et à son adjoint, ainsi qu'à l'ambassadeur d'Union soviétique en Roumanie. La seconde ligne, appelée TO parce qu'elle nécessitait l'intervention d'une opératrice *(telefon operator)*, reliait les personnes précédemment citées aux résidences de printemps, d'été, d'automne et d'hiver de Ceaucescu, aux membres du CPE n'habitant pas Bucarest, aux Premiers secrétaires généraux du Parti des trente-neuf districts du pays, et aux responsables régionaux du Service intérieur de sécurité connu sous le nom de Securitate. La ligne TO roumaine permettait également de joindre, en passant par Moscou, les lignes TO semblables installées dans toutes les capitales des pays membres du Pacte de Varsovie.

Il était un peu plus de cinq heures lorsqu'un des appareils retentit. Je reconnus aussitôt la sonnerie caractéristique de la ligne S et décrochai.

– Général Pacepa.

– Ici ton humble serviteur, patron, Constantin Manea. Le Camarade désire te voir sur-le-champ. Je suis désolé d'avoir réussi à te joindre. Le temps ici est épouvantable. Je dirai une prière pour toi.

– J'arrive, professeur.

25. Selon le modèle soviétique, le pouvoir suprême appartient au Politburo. Lorsqu'il accéda au pouvoir, en 1965, Ceaucescu rebaptisa celui-ci Comité politique exécutif. En novembre 1974, il créa une instance supérieure, le Bureau Permanent du CPE, composé de lui-même, de sa femme, du Premier ministre et de six autres membres choisis par lui.

Je l'appelais familièrement « professeur » parce qu'il avait un doctorat en histoire. De son côté, depuis près de quinze ans qu'il était à la tête de son secrétariat personnel, Manea n'avait pratiquement jamais prononcé le nom de Ceaucescu, qu'il désignait immanquablement comme « le Camarade ». Nous étions devenus des amis au début des années 1970, au cours des semaines éprouvantes pendant lesquelles j'avais dû préparer les premiers voyages de Ceaucescu à l'étranger. Excellent psychologue, Manea était probablement la seule personne capable de comprendre le caractère versatile et les réactions souvent imprévisibles de notre président. « Le Camarade est souriant, aimable, chaleureux et même affectueux lorsqu'il se trouve en public, avait-il coutume de dire lorsqu'il parlait de la double personnalité de Ceaucescu. Mais l'homme avec lequel je dois travailler tous les jours, quand il n'est pas carrément fou de rage, est dans le meilleur des cas irritable, nerveux, évasif, uniquement et totalement préoccupé de lui-même. »

Pendant les six années qui avaient suivi notre rencontre, lorsque j'étais appelé presque quotidiennement auprès de Ceaucescu, non seulement en tant que chef du DIE et conseiller de la présidence mais aussi parfois pour l'aider à résoudre ses problèmes familiaux – depuis le cadeau à offrir à sa femme jusqu'à ses difficultés avec ses enfants –, l'amitié fidèle de Manea m'avait évité bon nombre de migraines. Il me disait si je devais essayer de résoudre un problème avec Ceaucescu ou s'il valait mieux attendre une meilleure occasion, si je pouvais insister ou si j'avais intérêt à me taire. Ses conseils étaient pour moi d'une inestimable valeur. Parfois, il m'appelait simplement pour me dire : « Le temps est très mauvais par ici, comment est-ce chez toi ? », ce qui signifiait qu'il valait mieux que je m'éloigne de Bucarest pour la journée. Ou alors : « Pourquoi ne passerais-tu pas nous voir avec quelques-uns de tes dossiers ? », ce qui signifiait que Ceaucescu était dans un de ses bons moments et qu'il s'arrangerait pour m'obtenir un entretien avec lui.

J'ouvris rapidement mon coffre-fort pour prendre le bloc-notes que j'utilisais pour chacune de mes rencontres avec Ceaucescu et gagnai le siège du Comité central du Parti communiste roumain, où les bureaux du président occupaient la plus grande partie du premier étage. Manea m'attendait sur le palier.

« Romero » doit être recruté

– Le Camarade est en conférence avec le ministre de l'Intérieur et Plesita, m'annonça-t-il.

Le ministre de l'Intérieur était alors Teodor Coman. Le général Nicolae Plesita, après avoir été pendant de longues années le chef du Service de protection de la présidence, avait été récemment promu au rang de ministre adjoint de l'Intérieur.

– Même à travers l'épaisseur des murs, ajouta Manea, on peut entendre les hurlements du Camarade.

Lorsque j'ouvris la porte, Ceaucescu était assis à son bureau. Coman et Plesita se tenaient debout au milieu de la pièce, figés comme des gamins pris en faute.

– Entrez ! me dit-il. Ces deux-là ne se souviennent de rien. Qui était le diplomate occidental qui a été pris en flagrant délit à Bucarest par le « mari » dans le lit de sa « maîtresse » ?

Ceaucescu a une mémoire d'éléphant, mais, au cours des dix années précédentes, il avait peu à peu pris l'habitude de se fier à la mienne. Lorsque j'étais entré à l'école primaire, mon père m'avait obligé à apprendre chaque jour par cœur une page de l'annuaire téléphonique. « Rien ne te sera plus utile à l'avenir », m'expliquait-il si je protestais. Le seul moyen que j'avais trouvé pour le satisfaire avait été de mémoriser chaque page comme une photographie, et j'étais rapidement devenu capable de m'en souvenir chaque fois que j'en avais besoin. Je pouvais dire, par exemple, que tel ou tel numéro se trouvait page 183, au bas de la colonne de gauche. Cette faculté m'avait été précieuse par la

suite, quand j'avais fait mes études de chimie, et plus encore lorsque j'avais été nommé à la tête du DIE, où je devais me souvenir dans le moindre détail d'un nombre considérable de dossiers. Ceaucescu avait appris avec le temps qu'il devait évoquer une scène précise pour raviver ma mémoire.

– Rappelez-vous, insista-t-il. Le « mari » a pris le bonhomme par les couilles et l'a jeté à la rue, où des ivrognes en train de faire la fête ont failli le tuer. C'était un diplomate qui parlait couramment le roumain et qui ne cessait de nous poser des problèmes.

– Le conseiller d'ambassade grec, répliquai-je aussitôt.

– C'est exact. Et le « mari » ?

– Le colonel Marinescu, le chef adjoint du Directorat de surveillance de la Securitate.

– Exactement. Le conseiller grec. (Ceaucescu se leva et se mit à arpenter la pièce.) « Romero » doit être recruté. Je ne pense pas qu'il fera des difficultés. Après tout, c'est lui qui a commencé. Mais s'il se montre réticent, appliquez-lui le même traitement qu'au conseiller grec. Que sa maîtresse l'invite chez elle. Lorsqu'ils seront en train de baiser, Marinescu, le « mari », les surprendra et le mettra dehors, à poil comme un œuf, en hurlant qu'il était en train de violer sa « femme ». Des agents déguisés attendront à proximité, prêts à châtier le salopard. Vous, Plesita, vous vous chargerez de ça, comme vous l'aviez fait pour Goma[26]. Qui aviez-vous utilisé avec lui ? Un boxeur du Dinamo, non ?

Le Dinamo est le club sportif du ministère de l'Intérieur.

– Le capitaine Horst Stumpf, répondit Plesita. C'est un membre de la milice de Bucarest.

– Parfait ! Qu'il soit habillé en éboueur ou en balayeur, quelqu'un qui travaille la nuit dans les rues. Il n'aura qu'à battre « Romero » comme plâtre, lui faire ingurgiter une bonne dose de cognac et le laisser sur le pavé pour que quelqu'un le découvre

26. Paul Goma, un dissident roumain irréductible, objet de nombreuses colères et de persécutions incessantes de la part de Ceaucescu. Expulsé en France en novembre 1977.

dans cet état le lendemain matin. Votre service de désinformation, Pacepa, répandra alors le bruit que « Romero » est un ivrogne et un séducteur, ou tout ce que vous voudrez. Je fais confiance à vos hommes pour ça ? Vous m'avez bien compris ?

– Oui, camarade Président.

– Et vous, Coman ?

– Oui, camarade Ceaucescu.

– Dans ce cas ce sera tout, dit Ceaucescu avec un geste qui signifiait sans équivoque possible que la discussion était terminée.

– À mon bureau, dis-je quelques minutes plus tard à mon chauffeur.

« Romero » était un officier de renseignements étranger, en poste à Bucarest avec le titre d'attaché militaire à l'ambassade d'Italie. Depuis plusieurs mois, il avait une liaison passionnée, de son côté du moins, avec une Roumaine de petite vertu, qui était en réalité un agent de la Securitate. Deux mois auparavant, sa femme avait dû regagner l'Italie pour des raisons familiales, et « Romero », désormais libre de ses mouvements, passait la plupart de ses nuits dans l'appartement de sa maîtresse. Celle-ci avait alors commencé à faire pression sur lui, en le menaçant de révéler leur liaison à l'ambassadeur d'Italie s'il ne partageait pas plus de son temps et de ses « secrets » avec elle. Une semaine plus tôt, réagissant d'une manière pour le moins inhabituelle, « Romero » avait demandé un rendez-vous urgent au ministre de l'Intérieur, pour « une affaire secrète et exceptionnellement délicate ». Il avait raconté une histoire à dormir debout, selon laquelle un agent de renseignements de sa connaissance, par ailleurs diplomate, était victime d'un chantage de la part de sa maîtresse roumaine, qui exigeait qu'il lui achète un appartement à Bucarest en le payant en devises étrangères. Il avait demandé au ministre d'intervenir personnellement, en faisant remarquer d'une voix chargée de sous-entendus « qu'un agent non compromis pouvait être plus utile à la Roumanie qu'un agent com-

promis ». Après quatre heures d'entretien, toutefois, il avait fini par craquer et avait avoué en pleurant que le diplomate en question n'était autre que lui-même, et que sa carrière diplomatique serait définitivement brisée si le scandale venait à éclater. En apprenant la nouvelle, Ceaucescu avait aussitôt ordonné que « Romero » soit recruté. La rage dans laquelle je l'avais trouvé ce matin-là venait du fait qu'entre-temps « Romero » s'était repris et refusait maintenant de devenir un agent double.

L'opération Horizon

Le recrutement d'agents parmi les membres des services de renseignement des pays de l'OTAN était l'un des objectifs prioritaires de Ceaucescu, qui lui était non seulement imposé par les engagements de la Roumanie au sein des États du Pacte de Varsovie, mais surtout par la nécessité de mener à bien son opération de politique extérieure la plus secrète, classée sous le nom de code Horizon, dont le but était d'obtenir pour le régime de Bucarest le soutien politique, financier et technologique de l'Occident.

Horizon avait commencé le soir du 22 février 1972, lorsque Ceaucescu avait, personnellement pris en main la direction générale des activités du DIE. « Notre expérience nous apprend qu'aujourd'hui l'Ouest est prêt à encourager toutes les manifestations d'indépendance des pays de l'Est vis-à-vis de Moscou. Nous devons utiliser cette opportunité », avait-il déclaré ce jour-là dans un discours mémorable devant tous les chefs des directorats réunis. « La ruse doit devenir notre caractéristique nationale. Cessons de montrer un visage hargneux et de tendre le poing en direction de l'ennemi. Attirons au contraire sa compassion, sa confiance, et il ne tardera pas à lever ses boycotts pour nous apporter son soutien. Présentons la Roumanie comme une île latine perdue au milieu de l'océan slave. Nos traditions

millénaires d'indépendance jouent en notre faveur contre le centralisme de Moscou. Il faut nous en servir pour apparaître comme un pion, un enjeu entre les deux superpuissances… »

Comme à son habitude, Ceaucescu avait fait suivre sa leçon de philosophie d'une série d'ordres précis visant à sa mise en application dans les plus brefs délais. Le DIE devait prudemment forger des signes de l'indépendance grandissante de la Roumanie – sans toucher aux principes de base du communisme – et les laisser progressivement filtrer à l'Ouest, de manière à éveiller l'intérêt, puis la sympathie des pays occidentaux. Ses agents d'influence à l'étranger devaient agir dans le même sens auprès de l'OTAN, des pays du tiers monde, des émigrés hostiles à Ceaucescu, et de la presse et de la télévision mondiales. Ils devaient également profiter de la nouvelle image de pays libre de la Roumanie pour tenter d'avoir accès aux technologies ultra-secrètes jusqu'alors refusées aux autres pays communistes. De cette manière, la Roumanie pourrait accroître de façon spectaculaire sa contribution à l'amélioration de la défense militaire, non seulement des pays du Pacte de Varsovie, mais aussi de la Chine et de l'ensemble du bloc communiste.

Dès le lendemain de son discours historique, Ceaucescu quadrupla le personnel du DIE, le faisant passer de 700 à plus de 2 800 agents, et multiplia par huit son budget en devises étrangères. Dans le même temps, il fit mettre en veilleuse les activités traditionnelles du service, donnant la priorité absolue aux opérations d'intoxication du plan Horizon.

Dotée de son nom de code par Ceaucescu en personne, dirigée et contrôlée sans relâche par lui-même depuis 1972, l'opération Horizon était la plus vaste campagne de désinformation – et la plus secrète – jamais lancée par Bucarest. Son but était de convaincre l'Ouest que la Roumanie était un pays communiste différent des autres, totalement indépendant de Moscou, qui méritait d'être largement soutenu, ne fût-ce que pour créer une faille intéressante pour l'OTAN à l'intérieur du bloc soviétique.

Dès le début, tous les moyens légaux et illégaux du DIE furent mis au service d'Horizon. Les microphones découverts dans les ambassades roumaines furent laissés en place et alimentés en fausses informations. Des documents « signés » par des chefs d'État étrangers, fabriqués à Bucarest, furent abandonnés dans des hôtels luxueux ou transmis à l'Ouest par d'autres moyens. Des agents de renseignement, camouflés en diplomates ou en ecclésiastiques, menèrent un constant travail de désinformation. Des comptes bancaires furent ouverts en Suisse pour récompenser les officiels occidentaux de haut rang qui acceptaient de présenter la Roumanie comme la huitième merveille du monde. Quelques agents, mâles et femelles, utilisèrent leurs charmes pour recruter d'autres agents d'influence sur les cinq continents.

Les épais dossiers d'Horizon, classés par secteurs géographiques, étaient les seuls documents où quelqu'un aurait trouvé une illustration des objectifs globaux de Ceaucescu, de ses visées particulières sur chaque pays de l'Ouest jugé intéressant par lui, des États-Unis à la république Centrafricaine, ainsi que des informations sur les plus importants agents d'influence employés depuis des années par le DIE.

Il faut compromettre la femme de l'ambassadeur

– Soixante-deux, vous êtes demandé par zéro un. Je répète : zéro un vous attend immédiatement, dit une voix dans le radiotéléphone de ma voiture.

Soixante-deux était mon code d'appel, zéro un celui de Ceaucescu. Sans un mot, mon chauffeur fit immédiatement demi-tour et pressa l'accélérateur.

– Soixante-deux en route pour rejoindre zéro un, répondit-il dès que nous eûmes repris la direction de l'immeuble du Comité central.

Manea m'attendait en haut des marches.

– La bonne nouvelle, patron, c'est que l'orage est passé. Le Camarade est en train de regarder un des films pornos de Moga en compagnie d'Andrei. (Le lieutenant général Gheorghe Moga était le chef du Directorat du contre-espionnage de la Securitate, Stefan Andrei le nouveau ministre des Affaires étrangères.) La mauvaise nouvelle, c'est que la camarade Elena est avec eux.

Dans le bureau de Ceaucescu, les lourds rideaux de velours étaient tirés. Assis à la table de conférences entre Andrei et sa femme, Elena, Ceaucescu regardait un film en couleurs projeté par Moga sur un écran portatif. L'obtention de ce genre de documents compromettants, réalisés à l'aide de micros et de caméras cachés, était l'une des activités principales des hommes de Moga.

Dès qu'il m'aperçut, Ceaucescu se leva et se dirigea vers moi. De ses origines paysannes, il a gardé une certaine pruderie qui le met toujours mal à l'aise devant le spectacle des perversions sexuelles de ses semblables.

– Allons-nous-en, murmura-t-il en passant derrière moi.

Je le suivis à l'extérieur, laissant les autres profiter de la fin du spectacle. La Mercedes 600 présidentielle franchit à vive allure les cinquante mètres qui nous séparaient du parking, suivie d'une véritable caravane de voitures et de motos du Service de protection, et vint s'arrêter devant nous.

– Venez chez moi, m'ordonna-t-il.

Le chauffeur, un colonel de ce service qui assurait cette fonction depuis plus de dix ans, n'eut pas besoin de demander où nous allions. Il démarra en trombe et se mit à rouler à toute allure, sans jamais ralentir, dans les rues désertes de Bucarest. Chaque fois que Ceaucescu se rend de son bureau à sa résidence, ou inversement, le maigre trafic automobile de la capitale est totalement interrompu. Plusieurs centaines de membres du Service de protection en civil, faisant mine de se promener, balisent le parcours et signalent au passage à la caravane présidentielle qu'il n'y a aucun danger en vue.

Assis sur le siège du passager, Ceaucescu était comme à l'ordinaire morose et taciturne, plongé dans ses pensées. Lorsqu'il circule en voiture, Ceaucescu ne regarde jamais à l'extérieur, comme si les gens qu'il croise sur les trottoirs n'existaient pas pour lui. Après dix minutes d'une course effrénée sur des chaussées vides, la Mercedes atteignit sa destination. Située dans la rue Primaverii, la résidence du chef de l'État est protégée par une haute enceinte de béton. Les portes en acier massif s'ouvrirent automatiquement devant nous, et le chauffeur les franchit sans lever le pied de l'accélérateur.

– Marchons un peu, proposa Ceaucescu.

Cette invitation était toujours le signe qu'il avait une affaire délicate à discuter avec moi. Habitué depuis des années à faire placer des micros dans des milliers d'appartements et de bureaux, il a acquis une sorte d'instinct de peur irrationnelle, qui le fait se méfier de toutes les conversations tenues à l'intérieur, même chez lui ou dans son propre bureau. Le résultat est que ses discussions les plus secrètes concernant les activités du DIE ou sa politique étrangère ont presque toujours lieu dans sa roseraie.

Il se mit aussitôt à parcourir, aussi rapidement que pouvaient le porter ses courtes jambes, l'immense jardin éclairé *a giorno*, rempli de buissons de roses et de fontaines artésiennes.

– Éteignez ça ! ordonna-t-il à l'un des nombreux gardes du corps qui le suivaient à distance. Ne laissez que mes « lutins ».

Lorsqu'il discute de secrets d'État dans sa propriété, Ceaucescu est toujours profondément irrité par la lumière crue et indécente des néons, qui donne un aspect cadavérique à tout ce qu'elle éclaire. En un instant, les néons s'éteignirent, remplacés par des centaines de petites lampes dissimulées dans les buissons, qui dessinaient le tracé des allées.

– Quoi de neuf ? me demanda-t-il.

Il commençait toujours ses entretiens privés avec moi de cette manière, même lorsque nous nous rencontrions dix fois dans la même journée. Sa théorie était qu'un responsable de son service

d'espionnage à l'étranger devait toujours avoir quelque chose de nouveau à lui apprendre.

– Je viens de recevoir un message de Washington, répondis-je. Notre station a obtenu la copie d'un télégramme ultra-secret envoyé par l'ambassadeur américain à Bucarest au Département d'État.

– Par W-12 ?

W-12 était le nom de code d'un de nos agents au Département d'État.

– Oui, camarade. Il a pu se procurer un exemplaire décodé du message.

– Et que dit ce crétin ?

Ceaucescu haïssait Rudolph Aggrey. Il était persuadé que le Département d'État avait délibérément cherché à l'humilier en envoyant un ambassadeur noir à Bucarest.

– Il se contente de faire des suggestions pour votre voyage aux États-Unis.

– Aucun signe qu'ils suspectent Horizon ?

– Aucun.

– Très bien. Envoyez-moi le télégramme dès demain. Quoi d'autre ?

– Washington signale également que « Richard » leur a transmis un rapport de la CIA sur la Roumanie.

« Richard » était un autre de nos agents américains, placé à un poste important au ministère de l'Agriculture.

– Rien non plus sur Horizon ?

– Absolument rien.

– Un autre bon point pour nous, Pacepa. Nicolae a-t-il commencé à recruter des agents d'influence ?

– Il a deux personnes en vue au Département d'État.

Nicolae M. Nicolae était un brillant ingénieur qui avait longtemps travaillé au ministère du Commerce extérieur. En 1972, Ceaucescu l'avait fait entrer secrètement au DIE avec le grade de colonel. En 1976, il l'avait nommé ambassadeur aux États-Unis.

– Ne le laissez pas s'endormir sur ses lauriers. Avez-vous reconnu les personnages du film de Moga ?

– Je crains que non, camarade Ceaucescu.

– La femme de l'ambassadeur américain.

– Aggrey ?

– Non, son prédécesseur. Celui que j'aimais bien. Un des agents de Moga, un chauffeur d'ambassade, s'est arrangé pour la culbuter. Moga veut maintenant envoyer notre homme là-bas, d'abord pour une courte visite, ensuite pour qu'il s'y installe définitivement. Mettez-vous en contact avec Moga. Il est fort possible que d'ici quelque temps vous ayez la dame en question sur vos listes.

– Nous ne nous sommes jamais attaqués à un ambassadeur américain jusqu'ici, camarade Ceaucescu. Je pense que personne ne s'y est jamais risqué où que ce soit.

– Jusqu'ici, aucun ambassadeur américain n'avait une putain pour épouse. Que fait-il maintenant ?

– Il est chef du personnel pour tout le Département d'État.

– On ne peut pas rêver mieux, non ?

Un médiateur pour le Moyen-Orient ?

– Répétez-moi ce que Sadate a dit.

Deux jours auparavant, j'étais rentré d'un voyage au Caire où Ceaucescu m'avait envoyé pour le représenter personnellement auprès du président égyptien, Anouar el-Sadate.

– Qu'il a décidé d'accepter Carter comme médiateur entre l'Égypte et Israël, répondis-je. Le président Carter exerce toutes les pressions possibles pour jouer ce rôle.

– Il y a quelques semaines seulement, Sadate était prêt à rencontrer Begin en Roumanie, fit amèrement remarquer Ceaucescu.

Lui aussi avait fait jouer tous ses atouts pour être l'homme qui initierait le processus de paix au Moyen-Orient.

– Sadate a changé d'avis, expliquai-je. Il estime que Carter aura plus d'influence sur Begin. Il pense également que Carter mettra la CIA dans le coup[27].

– Je n'y crois absolument pas. Brejnev non plus d'ailleurs. Je lui ai fait parvenir votre rapport hier, et aujourd'hui même Drozdenko m'a transmis sa réponse. Nous devons tout faire pour saboter le plan de Carter. (V.I. Drozdenko était l'ambassadeur soviétique en Roumanie.) Si la Roumanie n'est pas choisie pour les discussions de paix, nous devons insister pour que la conférence se tienne à Genève et pour que Carter y intègre l'OLP, ou du moins consente à rencontrer ses représentants.

Je savais qu'il serait très difficile d'obtenir d'Arafat et de son organisation qu'ils acceptent le dialogue.

– Arafat est trop intransigeant pour négocier avec Carter, protestai-je.

– Arafat fera ce que je lui dirai ! Arrangez-vous seulement pour qu'il soit ici le plus tôt possible !

Après cette explosion, Ceaucescu retomba dans son habituel silence. En approchant de la maison, nous pûmes entendre une musique rock tonitruante, accompagnée de sourdes explosions. Passant devant une porte ouverte, j'eus une brève vision de Nicu, le fils de Ceaucescu, en train de s'amuser, en riant comme un forcené, à lancer contre le mur des bouteilles de whisky non débouchées. Depuis sa quinzième année, Nicu avait toujours été un buveur invétéré. Il lui arrivait souvent de disparaître pendant plusieurs jours pour être retrouvé ivre mort dans la maison d'un ami ou dans un restaurant louche. Il consommait alors n'importe quoi, de la *tsuica* (la boisson nationale roumaine), un alcool de prune semblable à la *slivovitz*, de la vodka, du Cointreau, du champagne. Maintenant, à vingt-sept ans, il ne buvait plus que du Johnny Walker Black Label.

27. Les négociations dont il est question ici sont les discussions préliminaires qui ont conduit ultérieurement à la conférence de Camp David.

Un peu plus loin, je vis Elena à la porte d'entrée. Dès qu'elle aperçut son mari, elle envoya un garde du corps le prévenir que le dîner était prêt. En s'éloignant, Ceaucescu m'invita à venir voir un épisode de *Kojak* plus tard dans la soirée.

– Je serai dans la salle de projection à dix heures, précisa-t-il.

Bien que n'ayant jamais mis les pieds de sa vie dans une salle publique, Ceaucescu est un grand amateur de cinéma. Chacune de ses résidences possède une salle de projection parfaitement équipée. Ses films préférés sont ceux qui mettent en scène Napoléon, son personnage historique favori, et les séries policières américaines. « Ils tirent d'abord et posent des questions après », avait-il coutume de dire en parlant des héros de ces feuilletons, que je lui faisais régulièrement parvenir de l'étranger. Comme toutes les autres pièces de sa demeure, la salle de projection était inutilement grande, entièrement tapissée de velours gris clair. La première rangée de sièges ne comptait que deux énormes fauteuils, aussi larges que profonds, devant lesquels étaient placées deux tables basses pour les boissons.

Ceaucescu apparut à dix heures précises, portant un sweater blanc à col roulé, suivi dix minutes plus tard par Elena, vêtue d'une robe de chambre de velours gris à demi déboutonnée. Ceaucescu est toujours exact, Elena ne l'est jamais. Un serviteur apporta du vin jaune de Moldavie – un cru spécial, produit uniquement pour Ceaucescu – puis ouvrit une bouteille de champagne Cordon Rouge, la boisson préférée d'Elena.

Pendant les projections privées organisées à son domicile, Ceaucescu est détendu, très différent de l'image qu'il donne habituellement en public. Il adore la série *Kojak*, non seulement parce que l'action y est rondement menée, mais également parce que son esprit entraîné à calculer rapidement lui permet de deviner très vite le dénouement de chaque épisode. À la fin de celui-ci, lorsque les lumières se rallumèrent, Elena était profondément endormie, la bouche et la robe de chambre ouvertes d'une manière indécente. Elena n'a jamais été capable à

ma connaissance de regarder un film sans s'assoupir. La seule fois où j'ai vu Ceaucescu succomber de cette manière était en 1973, lors d'une soirée de gala – un ballet – donnée en son honneur par le président du Costa Rica. Il s'était endormi avant la fin, épuisé par le décalage horaire, achevé par le ballet. *Kojak* le stimule, alors que les ballets ne font pas partie de sa culture personnelle.

Après avoir vidé un dernier verre de vin, il se leva vivement et me fit signe de le suivre. L'ameublement de son bureau personnel était en acajou avec des incrustations d'ivoire. Sur les étagères de sa bibliothèque trônaient les œuvres de Marx et de Lénine, reliées en cuir bleu, et celles de Ceaucescu, reliées en rouge.

– Arafat a la clé de la situation, commença-t-il. Si je parviens à convaincre Carter, Sadate et Begin que je peux transformer l'OLP en un gouvernement en exil et lui faire accepter les résolutions 242 et 338[28], alors je pourrai être le médiateur. Il faut que nous forcions la main à Arafat. Il doit venir ici sans tarder. Envoyez mon avion personnel à Beyrouth et dites à Olcescu de le ramener avec lui. (Le colonel Constantin Olcescu était le chargé d'affaires roumain et le chef de l'antenne du DIE au Liban.) Je veux également qu'« Annette » soit présent. C'est lui qui a le plus d'influence sur Arafat.

« Annette » était le nom de code d'un des plus proches compagnons d'Arafat, notre agent le plus important au sein de l'OLP. Lorsqu'il était plongé dans de profondes réflexions, Ceaucescu oubliait souvent d'en parler au féminin, comme il aurait dû le faire pour respecter totalement son anonymat.

Tandis qu'il continuait à élaborer des plans, la lourde porte de son bureau s'ouvrit à la volée et Elena apparut sur le seuil, la robe de chambre entièrement déboutonnée, les cheveux en bataille, les yeux rouges et gonflés.

– Je t'ai cherché partout, Nick. Où étais-tu passé ?

– Je discutais avec Pacepa. Je veux qu'il fasse venir Arafat le plus tôt possible.

28. Les résolutions des Nations unies qui reconnaissent l'existence de l'État d'Israël.

Elle me lança un regard vitreux.

– Vous feriez mieux de réussir. Le Camarade doit absolument obtenir le prix Nobel de la Paix, comme cet idiot de *von* Kissinger. C'est clair ?

Dans sa bouche, le *von* dont elle honorait le nom de Kissinger n'avait rien d'un compliment. Elle vouait une haine mortelle à l'ancien conseiller de la Maison-Blanche depuis qu'elle avait appris qu'il avait été choisi par les jurés suédois. Se tournant vers son mari, elle ajouta :

– Je veux que la femme de l'ambassadeur devienne mon agent personnel en Amérique. Que ce soit moi, et moi seule, qui la contrôle.

– La coucheuse ?

– La putain. As-tu dit à Pacepa de s'occuper de la question avec Moga ?

– Évidemment.

– C'est pour ça que je t'aime tant. (Passant une main sous le sweater de Ceaucescu, elle minauda.) J'ai besoin de toi, Nick. Allons nous coucher.

– Souvenez-vous de ce que je vous ai demandé, me lança Ceaucescu par-dessus son épaule en se laissant entraîner par Elena.

Il était plus de minuit lorsque je quittai la résidence présidentielle. La rue que j'empruntai pour rentrer chez moi à pied était bordée de tilleuls dont les fleurs venaient d'éclore. Leur parfum entêtant me rappelait invariablement mon enfance et le grand tilleul qui se dressait devant la maison de mes parents…

« Annette », notre agent au sein de l'OLP

« Annette » s'appelait en réalité Hani Hassan, et c'était le meilleur ami d'Arafat. Nous avions fait connaissance en octobre 1972, lorsqu'il avait accompagné le chef de l'OLP lors d'un voyage à Bucarest. Je me trouvais dans le bureau de Ceaucescu,

en compagnie d'un interprète et de Nicolae Doicaru, mon prédécesseur à la tête du DIE.

– Voici mon frère Hani Hassan, avait déclaré d'emblée Arafat en posant son arme devant lui et en désignant de la tête son compagnon. Hassan est un ami de longue date et l'un de mes plus proches collaborateurs, bien qu'il ne soit en apparence que l'un de mes conseillers.

L'homme qu'il présentait ainsi était un individu d'âge mûr, solidement bâti, avec une moustache et des cheveux noirs, dont l'apparence inspirait à la fois confiance et peur. Élégamment vêtu à l'européenne, Hassan aurait pu passer pour un médecin ou un homme de loi, mais ses yeux, ses mains, ses gestes, étaient indéniablement ceux d'un tueur.

– Peu de gens savent qu'il dirige un véritable réseau international de renseignements, avait poursuivi Arafat. Et ceux qui connaissent son véritable rôle au sein de la Révolution palestinienne se comptent sur les doigts d'une main. Il est plus important pour moi que vous deux… (Il nous désigna tour à tour, Doicaru et moi.) parce que nous sommes en guerre et que c'est un guerrier. C'est lui qui a trouvé la réponse au refus du Comité olympique de laisser des athlètes palestiniens participer aux jeux de Munich de 1972. Grâce à lui, c'est nous qui avons fait la une des journaux du monde entier.

Conscient de notre scepticisme, Arafat avait ajouté :

– Ne vous fiez pas à son apparence. Onze sportifs israéliens ont été abattus sur ses ordres, mais Hassan n'est pas un homme de main. Il est notre intelligence. Notre matière grise. Le cerveau de l'OLP.

J'avais alors regardé Hassan, et l'image du médecin ou de l'homme de loi s'était définitivement estompée. Son visage semblait sculpté dans la pierre. Ses yeux perçants, lorsqu'ils avaient croisé les miens, n'exprimaient que le mal et la mort.

À la suite de cette première rencontre d'octobre 1972, des liaisons privilégiées furent établies entre le DIE et l'OLP.

Hassan nous faisait parvenir des rapports secrets sur Israël et la Jordanie qui dépassaient de très loin tout ce que les pays du bloc de l'Est avaient pu obtenir jusque-là. En contrepartie, Ceaucescu, sans lésiner sur la quantité, envoyait à Hassan tout le matériel dont il pouvait avoir besoin pour développer son réseau d'informations dans tous les pays du Proche et du Moyen-Orient. « Moscou nous aide à renforcer la puissance militaire de l'OLP, avait-il coutume de dire, nous, nous lui renforçons la cervelle. »

En janvier 1975, Arafat et Hassan s'étaient rendus à nouveau à Bucarest afin d'obtenir le soutien de Ceaucescu pour une opération capitale de l'OLP : le renversement et l'assassinat du roi Hussein, qui auraient fait de la Jordanie une terre palestinienne placée, selon la charte de l'organisation, sous l'autorité de l'OLP. Le plus résolu à en finir avec Hussein était Hassan.

– Plus de la moitié de la population de la Jordanie est palestinienne, disait-il. D'après la charte de 1968, nous en sommes responsables. En réalité, la véritable Palestine est aujourd'hui la Jordanie, et le roi détruit notre identité nationale. Hussein doit mourir. Il est aussi dangereux pour nous que les Israéliens.

Ce à quoi Ceaucescu avait philosophiquement répliqué :

– Les monarchies et les dynasties ne sont pas compatibles avec les révolutions.

Le roi Hussein mord à l'appât

Après cette rencontre, Ceaucescu m'ordonna de préparer dans les plus brefs délais un voyage en Jordanie. En avril, je l'accompagnai, ainsi qu'Elena, lors de sa visite officielle à Amman. Sur le trajet de l'aéroport au palais royal, nous fûmes accompagnés par la plus formidable escorte qu'il m'ait été donné de voir, comprenant des lance-missiles, des chars d'assaut, et même des pièces d'artillerie anti-aérienne mobiles.

– Votre Majesté a-t-elle reçu des informations particulières concernant mon séjour ? demanda Ceaucescu, comme toujours uniquement préoccupé de sa sécurité personnelle.

– Pas du tout, monsieur le Président. Il ne s'agit que d'une simple routine. Il vaut mieux être trop protégé que pas assez.

Le lendemain, qui était un dimanche, Hussein nous pilota dans l'un de ses avions personnels au-dessus du golfe d'Aqaba, pour nous montrer une très ancienne région de la Jordanie qu'il était en train de moderniser. Dans la résidence royale d'Aqaba, d'où l'on pouvait pratiquement voir toute la mer Rouge, le protocole était réduit au strict minimum. Hussein et son épouse Alya emmenèrent Ceaucescu et Elena sur leur bateau à fond de verre pour leur faire découvrir les plus beaux récifs de corail du monde, puis les invitèrent sur un de leurs yachts. Après le dîner, servi tôt et séparément – « Je prends des tacos, des hamburgers et du Coca, mais vous pouvez commander ce que vous voulez » –, le roi proposa à ses hôtes de finir la journée en regardant un film.

Mais Ceaucescu avait d'autres plans pour la soirée. Dès que les deux chefs d'État se retrouvèrent, après le repas, il commença à mettre en œuvre le plan d'Arafat en condamnant avec virulence le terrorisme international de l'OLP, tout particulièrement ses récentes attaques contre l'indépendance de la Jordanie et la vie de Hussein. Après moins de deux heures d'entretien, il déposa sur la table un dossier contenant les fiches et les photos d'un certain nombre de terroristes palestiniens – qui avait été préparé par Hassan, spécialement pour Hussein. Puis il proposa au roi une collaboration « ultra-secrète » entre les services de renseignement roumain et jordanien, afin, dit-il, de pouvoir mieux protéger leurs vies respectives et l'indépendance de leurs deux pays. Lorsqu'il eut terminé, Hussein demeura silencieux pendant plusieurs minutes. La lutte qui l'opposait depuis longtemps à l'OLP était pour lui une question de vie ou de mort. Puis il se leva, serra fermement la main de Ceaucescu et l'étreignit, toujours sans prononcer un mot.

Le lendemain, il informa Ceaucescu qu'il acceptait « une liaison fraternelle » entre leurs services secrets respectifs. Quelques heures plus tard, j'eus ma première réunion avec le chef des services d'espionnage jordaniens et ses collaborateurs immédiats. Il m'apparut très vite que l'OLP était pour eux un adversaire au moins aussi dangereux qu'Israël, et qu'ils avaient des informateurs à différents niveaux dans pratiquement toutes les factions de l'organisation d'Arafat.

Lorsque nous quittâmes la Jordanie, nous emportions avec nous plusieurs dossiers importants sur l'OLP, que les agents jordaniens avaient rassemblés en toute hâte, sans prendre garde à protéger leurs sources. Pour montrer sa bonne foi, Hussein alla jusqu'à faire remettre à Ceaucescu, afin qu'il puisse en tirer bénéfice pour lui-même, le plan détaillé des mesures prises par l'armée et les services de sécurité pour assurer sa protection. Sur son ordre personnel, une liaison secrète permanente fut établie entre Amman et Bucarest, incluant un système de communications radio codé. Quelques jours plus tard, Ceaucescu remit en mains propres à Hassan les photocopies de tout ce que nous avaient donné les Jordaniens. Par la suite, lorsque la liaison proposée par Hussein devint opérationnelle, nous envoyâmes régulièrement à Amman les fausses informations fabriquées par Hassan et lui remîmes, tout aussi régulièrement, les copies des documents authentiques que nous fournissaient les services secrets jordaniens.

En 1976, Ceaucescu proposa à Arafat un échange de « spécialistes ». Le service des exécutions du DIE, appelé Service Z (la dernière lettre de l'alphabet représentant la « solution finale »), vit son efficacité dramatiquement accrue par l'intégration de deux équipes de terroristes palestiniens, que Ceaucescu utilisa plus tard pour pratiquer des enlèvements ou des assassinats dans certains pays occidentaux. De son côté, Constantin Munteanu, un général du DIE, fut envoyé à Beyrouth à la tête d'un groupe de conseillers chargés d'apprendre aux dirigeants de l'OLP à mon-

ter les opérations d'intoxication nécessaires pour que leur organisation soit reconnue par l'Ouest.

« Annette » est recruté

À la fin de l'année 1976, suivant l'avis des conseillers qui avaient remarqué chez lui un goût prononcé pour les monnaies fortes, Hani Hassan fut formellement recruté comme agent roumain. Sur l'ordre personnel de Ceaucescu, on lui attribua un nom de code féminin, « Annette ». Il reçut périodiquement d'importants subsides, payés en liquide, allant de 2 500 à 10 000 dollars. Mais les services qu'il rendait en échange n'avaient pas de prix. Les analystes du DIE, par exemple, trouvèrent une véritable mine d'or dans les enregistrements réalisés par l'OLP de toutes les communications téléphoniques passant par Beyrouth-Est. Selon « Annette », le centre d'écoutes, construit par le KGB, était secrètement branché sur l'ambassade soviétique, ce qui permettait à l'OLP de jouer sur plusieurs tableaux à la fois. « Annette » nous fournit également de précieux renseignements sur les camps d'entraînement de l'OLP en Bulgarie et en Yougoslavie – ce dernier renseignement réjouit tout particulièrement Ceaucescu, qui y vit une nouvelle preuve de la duplicité de Tito. Mais la contribution la plus décisive d'« Annette » fut l'énorme quantité d'échantillons d'armes occidentales, allant du fusil automatique au char d'assaut, qu'il put procurer au DIE. La plupart de ces armes avaient été récupérées au Liban, mais certaines provenaient de la collaboration de l'OLP avec d'autres groupes terroristes, comme l'Armée Rouge japonaise, les Brigades Rouges italiennes ou le groupe Baader-Meinhof.

Derrière moi, je pouvais entendre le ronronnement discret du moteur de ma voiture. Chaque fois que je rentrais à pied la nuit, mon chauffeur me suivait discrètement, de loin, jusqu'à ce qu'il soit assuré que j'étais en sécurité à l'intérieur. Mon immeuble, situé au numéro 28 de l'avenue Zoia, avait été construit avant

la Seconde Guerre mondiale par le célèbre architecte Julius Prager. Ceaucescu me l'avait fait attribuer afin que je vive à proximité de sa résidence. Je disposais du rez-de-chaussée, un luxueux appartement agrémenté d'un jardin et d'une piscine. À l'étage supérieur habitait le fils aîné du Dr Petru Groza, qui avait été en 1945 le premier Premier ministre pro-communiste du gouvernement roumain, et était devenu plus tard président de la République.

Lorsque j'approchai de chez moi ce soir-là, le milicien de garde devant l'ambassade de Pologne sortit de sa guérite pour me saluer. En ouvrant la lourde porte métallique, je vis un rideau bouger légèrement à l'une des fenêtres du premier étage. C'était la femme de Groza. Son mari était un alcoolique invétéré, et j'étais la seule distraction de sa triste existence, aussi épiait-elle jalousement mes allées et venues, à quelque heure de la nuit que je rentre ou sorte de chez moi.

Mon appartement était plongé dans l'obscurité. Je passai directement dans mon bureau et allumai ma lampe de travail. Deux des murs de la pièce étaient entièrement recouverts de photographies en couleurs, agrandies et encadrées, me montrant aux côtés de Ceaucescu au cours de ses nombreux voyages ou en compagnie de quelques grands de ce monde. Marchant à Paris avec de Gaulle, dînant à Bonn avec Willy Brandt, pêchant dans les Caraïbes avec Fidel Castro, raccompagnant Nixon et Kissinger après leur visite à l'ambassade roumaine à Washington, bavardant avec Gerald Ford, serrant la main de Hirohito, discutant avec Marcos sur son yacht, écoutant Kadhafi sous sa tente, accueilli par Arafat à son QG de Beyrouth, parlant avec Sadate dans son jardin, reçu par Hafez el-Assad dans sa résidence d'été… À gauche, sur un large panneau discrètement éclairé, étaient exposées les trente-neuf médailles et décorations, roumaines ou étrangères, que j'avais reçues depuis que je travaillais pour Ceaucescu. Posé sous les médailles se trouvait le violon – un Steiner – que m'avait offert pour mon anniversaire mon parrain,

l'historien Nicolae Iorga, peu avant qu'il soit assassiné en 1940 par les fascistes de la Garde de Fer.

Je mangeai rapidement le repas froid que ma fille Dana avait laissé sur la table de la salle à manger. Les fenêtres de ma chambre avaient des volets pleins qui ne laissaient filtrer aucune lumière extérieure. Contraint de dormir au maximum quatre à cinq heures par nuit depuis près de trois décennies, j'avais dû apprendre à m'endormir en moins d'une minute, mais il fallait pour cela que l'obscurité soit totale.

– Nous désirons tous les deux influencer l'Amérique en notre faveur. Mais nos méthodes sont différentes. Vous, frère Arafat, vous utilisez les armes. Moi je me sers des mots.

– La lutte, frère Ceaucescu ! La lutte armée et la terreur sont les seules choses que l'Amérique comprenne !

– Frère Yasser, vous étiez ici en 1972. Vous êtes ici aujourd'hui. Vous pouvez constater par vous-même que rien n'a changé en Roumanie entre-temps. Nous sommes toujours le même pays communiste. La propriété privée est toujours interdite chez nous. Mais désormais l'Ouest nous adore. Depuis que j'ai lancé mon opération Horizon, deux présidents américains se sont rendus à Bucarest. Aucun n'y était jamais venu auparavant. En six ans, j'ai obtenu douze milliards de dollars de crédit, deux milliards par an. Il y a dix ans, la seule technologie que nos agents pouvaient espérer extorquer aux États-Unis concernait l'hybridation des céréales. Aujourd'hui, nous sommes le pays qui fournit le plus de renseignements sur les technologies de pointe américaines aux membres du Pacte de Varsovie.

– C'est exact ?

– Ce n'est pas seulement moi qui l'affirme. Brejnev lui-même me l'a dit.

– Stupéfiant !

– Avant le début d'Horizon, je ne pouvais rien exporter aux États-Unis. Tout ce que je pouvais faire, c'était essayer d'importer

leur technologie. Aujourd'hui, nos échanges commerciaux sont équilibrés, et d'ici dix ans ils seront totalement en notre faveur, dans une proportion de un à dix. Il y a cinq ans, je n'avais qu'une douzaine d'agents opérant aux États-Unis. Ils sont cinq fois plus nombreux maintenant, l'ambassadeur inclus, et je compte décupler leur nombre avant deux ans. Et qu'est-ce que Washington a obtenu en échange ? De la merde, rien que de la merde.

Utilisant ses deux mains, Ceaucescu se mit à engloutir des tranches de tomates, d'oignons et de feta, son dessert préféré. Lorsqu'il se trouve avec des proches, il néglige fréquemment d'utiliser une fourchette. Arafat a la même habitude. Profitant de la pause dans la discussion, il saisit un baklava et le trempa dans un pot de miel. Manger du miel à même le pot est l'un de ses plus grands plaisirs gastronomiques.

Frère Ceaucescu, frère Arafat

Arafat et Hani Hassan étaient arrivés à Bucarest une heure plus tôt, dans l'avion présidentiel de Ceaucescu. Cinq personnes seulement étaient rassemblées autour de la table de banquet de la salle de réception, qui pouvait aisément en accueillir vingt-quatre. D'un côté se trouvaient Arafat et Hassan, séparés par Gheorghe Serbanescu, l'interprète du DIE. La seule langue étrangère pratiquée par Ceaucescu est le russe, qu'Arafat ne parle pas. De l'autre côté siégeait Ceaucescu, et j'étais assis à côté de lui, prêt à remplir mon double rôle de conseiller du président et de chef de son service secret.

Ceaucescu avait vidé son assiette et était en train de l'essuyer avec un morceau de pain. J'étais une fois de plus frappé par la ressemblance étonnante entre les deux hommes. La barbe et la peau plus sombre d'Arafat mises à part, ils ont le même visage, les mêmes attitudes, le même regard perçant, le même sourire cruel. Ils pensent également de la même manière, et je suis persuadé que cette similitude, plus que l'antisémitisme qu'ils ont en

commun, a joué un grand rôle, dès le début, dans le développement de leur amitié.

– Dans deux semaines, je serai à nouveau à Washington, annonça Ceaucescu. Carter fera l'éloge de la Roumanie et me présentera comme un « grand dirigeant international ».

– Tout cela grâce à Horizon, n'est-ce pas ? dit Hani Hassan, qui prenait la parole pour la première fois de la soirée.

– Exactement. Que pourrais-je espérer de mieux ?

Ceaucescu lui lança un regard attendri. Il considère Arafat comme son meilleur ami, son « renard rusé » comme il l'appelle parfois, mais il admirait visiblement Hassan, dont la perfidie et le sang-froid ne cessaient de l'impressionner.

Il prit une tomate entière, mordit dedans comme dans une pomme, s'emplit la bouche d'oignons et de feta, s'essuya négligemment les doigts à la nappe et changea brusquement de sujet, ses petits yeux de fouine observant attentivement Arafat.

– Comment se déroulent nos opérations communes ?

– Les conseillers que frère Pacepa a envoyés à Hassan sont de véritables artistes.

L'idée parut ravir Ceaucescu.

– L'intoxication politique est un art, approuva-t-il. Un talent.

– En ce moment, nous avons un projet en cours à Vienne, intervint Hassan. Le résultat pourrait valoir le prix Nobel à Kreisky.

Bruno Kreisky était alors le chancelier de la République autrichienne. Arafat éclata d'un rire sauvage.

– Un juif faisant un cadeau à l'OLP ! N'est-ce pas fantastique ?

– Nous avons également une opération en vue avec Abou Nidal, ajouta Hassan.

– Nidal ! Qui pourrait suspecter que Nidal, mon plus mortel ennemi, qui abat mes hommes comme des chiens, travaille en réalité pour moi ? se vanta Arafat.

– Mes félicitations, lâcha Ceaucescu. Où en êtes-vous de votre apparente renonciation au terrorisme ? L'Ouest l'apprécierait grandement.

– Bien sûr. Mais inlassablement réaffirmée. L'intoxication politique est basée sur les mêmes principes que le matérialisme dialectique. L'accumulation quantitative finit toujours par produire un changement qualitatif.

– Je ne suis pas aussi expert que vous en marxisme, frère Ceaucescu.

– Disons que le matérialisme historique fonctionne comme la cocaïne. Si vous en prenez une fois de temps en temps, il ne changera rien à votre vie. Mais si vous en prenez régulièrement, vous devenez un drogué, un homme différent. C'est cela, le changement qualitatif.

– Si je comprends bien, je dois distiller mon pacifisme jour après jour…

– Exactement, frère Arafat. Jusqu'à ce que l'Ouest ne puisse plus se passer de vous et de votre OLP.

La discussion se poursuivit ainsi pendant encore une heure. Depuis plusieurs mois, Ceaucescu et Arafat envisageaient de faire reconnaître l'OLP par les pays occidentaux en donnant de son chef une image moins sanguinaire.

Ce fut Ceaucescu qui aborda le premier le véritable sujet de l'entretien.

– Je serai à Washington dans moins de deux semaines. C'est pourquoi j'ai tenu à vous voir aujourd'hui.

– Je vous écoute, frère Ceaucescu.

– Je vous avais déjà parlé de mon idée de faire se rencontrer Sadate et Begin, ici même, en Roumanie. Je pensais à Sinaia, où l'ancien roi avait son palais d'été. Je leur avais expliqué que ce village de montagne pittoresque, totalement isolé, serait le lieu idéal pour des négociations de paix.

– Je m'en souviens.

– Il y a quelques jours, j'ai envoyé Pacepa au Caire pour mettre au point les derniers détails avec Sadate. Quand il est revenu, je ne pouvais pas en croire mes oreilles! Sadate a complètement changé de point de vue. Carter s'est mis sur les

rangs, en proposant non seulement Camp David et l'influence qu'il exerce sur Begin, mais également le soutien de la CIA.

– Sadate ne m'a pas parlé de ça, souffla Arafat en croisant nerveusement les mains.

– Il a dit à Pacepa que ce plan était pour l'instant ultra-secret. J'en ai immédiatement informé Brejnev. Vous savez que je ne l'aime pas personnellement, mais notre intérêt commun exigeait que je le fasse.

Aussi rancuniers l'un que l'autre, Brejnev et Ceaucescu se haïssaient cordialement depuis de nombreuses années. Après avoir été Premier Secrétaire du Comité central du Parti communiste de Moldavie, une région de la Roumanie que les Soviétiques avaient occupée à la fin de la Seconde Guerre mondiale, Brejnev avait été nommé général et directeur adjoint du Département politique de l'Armée Rouge en 1953. Considéré comme un expert en affaires roumaines, il avait été chargé de superviser l'endoctrinement politique de l'armée roumaine. Ses critiques acerbes avaient profondément choqué Ceaucescu, qui avait alors le même grade que lui et était responsable des sections politiques de l'armée et des services de sécurité de la Roumanie. Il ne les avait jamais oubliées. Lorsqu'il avait accédé au pouvoir, il avait demandé au DIE une enquête approfondie sur les activités de Brejnev en Moldavie. Un an plus tard, en 1966, quand Brejnev s'était rendu en visite à Bucarest, Ceaucescu lui avait présenté des documents prouvant que, pendant la russification de la Moldavie, entre 1950 et 1952, Brejnev avait fait déporter plus d'un million de Roumains en Sibérie pour installer à leur place des Russes et des Ukrainiens. La discussion avait été extrêmement violente et avait marqué une rupture des relations personnelles entre les deux hommes. Dix années s'étaient écoulées ensuite avant que Brejnev revienne en Roumanie.

– Qu'a répondu Brejnev ? demanda avidement Arafat.

– Le message du Kremlin m'a été transmis par Drozdenko moins de vingt-quatre heures plus tard. Moscou me demande

de contrer Carter en lançant une campagne pour que les négociations de paix au Moyen-Orient aient lieu dans le cadre de la conférence de Genève.

– Ce qui non seulement remettra Moscou sur la sellette, ricana Arafat, mais permettra en plus de n'obtenir aucun résultat ! Genève est bien connue pour ça.

– Sauf que Carter a sérieusement pris les devants, rappela Ceaucescu.

– Carter n'a aucune espèce d'influence sur moi, et, sans Arafat, il n'y aura jamais de paix possible.

– Justement, frère Yasser. C'est ce que je comptais vous demander. Aidez-moi à montrer à tous que je suis le seul qui puisse vous influencer.

– J'ai tout autant intérêt que vous à ce que vous obteniez le prix Nobel, frère Ceaucescu.

– Lorsque je serai à Washington, je veux pouvoir expliquer à Carter que je suis le seul à pouvoir transformer l'OLP, et que je suis prêt à le faire à condition que les pourparlers aient lieu à Genève et non à Camp David.

– Transformer l'OLP ? l'interrompit Arafat d'un air soudain suspicieux.

– Rien de fondamental, rassurez-vous. Seulement quelques changements de façade. Faire de vous le gouvernement palestinien en exil, par exemple. Cela ne vous coûterait pas grand-chose, mais les Américains ne pourraient plus vous ignorer comme ils le font maintenant, et vous pourriez même être invités à Genève…

Arafat s'immobilisa, la main levée, sans se soucier du miel qui coulait de ses doigts sur ses vêtements.

– L'Ouest acceptera plus facilement de négocier avec un gouvernement en exil qu'avec une organisation terroriste, insista Ceaucescu.

Arafat me lança un bref regard, puis observa attentivement son interlocuteur en se léchant machinalement les doigts.

– Vous n'êtes pas sérieux, n'est-ce pas ?

– Je ne parle pas de modifications profondes. Seulement de leur jeter un peu de poudre aux yeux.

– C'est plus facile à dire qu'à faire.

– Croyez-vous qu'il soit facile pour moi de devoir à présent me rendre en cachette à Moscou, alors que j'y ai été reçu avec tous les honneurs pendant des années ?

– Cela ne m'ennuie pas de vous rencontrer clandestinement, frère Ceaucescu, du moment que c'est pour le bien de notre cause. Mais nous sommes une révolution, pas un gouvernement. Et nous ne pouvons pas revenir sur ce point.

– Personne ne vous le demande. Il vous suffit de changer le nom sur votre porte.

Arafat réfléchit, puis il se lança dans une longue péroraison passionnée, expliquant que les Palestiniens manquaient des traditions, de l'unité et de la discipline nécessaires pour former un véritable État. Qu'un État palestinien serait voué à l'échec. Qu'une idée de ce genre ne commencerait à être envisageable qu'à la génération suivante. Que tous les gouvernements, même les gouvernements communistes, étaient restreints dans leurs actions par les lois et les accords internationaux, et qu'il ne pouvait se permettre d'être gêné par le moindre règlement dans la lutte à mort engagée contre Israël.

– Il ne fait aucun doute, lui répondit Ceaucescu avec sympathie, que vous ne pouvez pas vous passer du terrorisme, qui est votre seule arme réelle dans la guerre contre Israël. Mais il n'est pas question de cela. Derrière le paravent de votre gouvernement en exil, vous pourrez armer tous les groupes terroristes que vous voudrez, pourvu qu'ils ne soient pas publiquement liés à votre nom. Ils continueront d'agir comme auparavant, mais dans l'ombre, tandis que vous-même et votre gouvernement garderez les mains propres, offrirez inlassablement de négocier, et vous attirerez les sympathies de l'Ouest.

Sur l'insistance de Ceaucescu, Arafat finit par accepter de proposer cette stratégie à ses plus proches collaborateurs et de faire parvenir sa réponse par l'entremise de Constantin Olcescu.

– Souvenez-vous, lui rappela Ceaucescu. Plus vite j'aurai votre accord, plus grandes seront mes chances de faire triompher votre cause à Washington.

– Vous l'aurez dans vingt-quatre heures.

– Dans quarante-huit heures au plus tard. Vous pourriez également envisager de vous montrer un peu moins intransigeant au sujet des résolutions 242 et 338 des Nations unies.

– J'y penserai, répondit Arafat avec un clin d'œil avant de changer brusquement de sujet. Il me faudrait d'autres passeports en blanc, frère Ceaucescu. Une centaine. Israël, Jordanie, Europe occidentale. Quelques américains, aussi, si possible.

– Ce qui est à moi est à vous ! lança Ceaucescu en se levant pour aller embrasser Arafat sur les deux joues.

Comme ils s'éloignaient, bras dessus bras dessous, on n'entendit plus que le cliquetis rapide des bottes à talons renforcés d'Arafat et le glissement des épaisses semelles de cuir de Ceaucescu sur le sol de marbre. Ceaucescu ne mesure pas plus d'un mètre soixante-cinq. Arafat le dépasse seulement de quelques cheveux.

Dès que les portes coulissantes automatiques se furent refermées sur eux, Hassan se dirigea vers moi.

– Quand pouvons-nous parler ? me demanda-t-il en allemand.

Dans les années 1960, Hassan était allé en Allemagne de l'Ouest pour faire des études d'ingénieur et avait été élu président de l'Union des étudiants palestiniens en Europe, ainsi que de plusieurs syndicats affiliés à celle-ci. Dans la seule Allemagne de l'Ouest vivent 3 000 étudiants palestiniens et plus de 65 000 travailleurs venus de Palestine. Le vaste réseau clandestin d'entraide et de renseignements qu'Hassan avait alors formé en Europe occidentale a été un apport décisif dans la lutte d'Arafat pour prendre la tête de l'OLP. Cela avait également scellé l'amitié des deux hommes et permis à Hassan d'obtenir une totale liberté d'action au sein de l'organisation.

– Olcescu viendra vous chercher dès que nous aurons réussi à nous débarrasser de nos patrons respectifs, suggérai-je. D'accord, « Annette » ?

Il ne put retenir un sursaut à l'énoncé de son nom de code. Dehors, nous retrouvâmes nos deux dirigeants marchant paisiblement dans le parc. Vus de dos et à cette distance, on aurait dit des jumeaux. Ils portaient les mêmes sweaters et les mêmes pantalons kaki, fabriqués spécialement en Roumanie pour l'OLP. Leurs gestes, leur démarche, étaient identiques. Avec leur accoutrement pseudo-militaire, ils paraissaient totalement déplacés au milieu des statues de marbre, des fontaines et des plantes exotiques doucement éclairées. Le palais où nous nous trouvions avait été bâti quinze ans plus tôt pour abriter le prédécesseur de Ceaucescu, Gheorghe Gheorghiu-Dej, sa maîtresse, une actrice de renom, et les familles de ses deux filles. Outre le jardin, il comportait une serre, une salle de cinéma, et un gymnase équipé de plusieurs piscines. Lorsqu'il lui avait succédé en 1965, Ceaucescu avait dénoncé les excès de Gheorghiu-Dej. Déclarant la résidence « non prolétarienne », il en avait fait un lieu d'accueil pour les hôtes d'honneur de la Roumanie. Sa propre résidence, qu'il avait fait construire quelques années plus tard, était encore plus luxueuse.

Après quelques minutes de discussion animée, Arafat et Ceaucescu se serrèrent la main, s'embrassèrent, s'étreignirent avec passion, s'embrassèrent à nouveau puis se serrèrent une nouvelle fois la main.

Abou Nidal et Juin Noir

Je rentrai à pied avec Ceaucescu, la demeure présidentielle ne se trouvant qu'à quelques minutes de marche. Andrei nous attendait à l'entrée.

– La rencontre était officieuse, lui dit Ceaucescu en passant, sans même répondre à son salut. (Longue vie au président

Ceaucescu !», la formule familière réservée à ses plus proches collaborateurs.) Je ne veux aucun communiqué de presse. Arafat repartira à l'aube, de manière à se trouver demain matin dans son bureau. Personne ne doit savoir qu'il est venu.

Il se tourna vers moi.

– Vous retournez là-bas, Pacepa. Discutez avec Hassan. Et n'oubliez pas qu'il raffole du Chivas Regal.

Andrei était toujours à la porte. Il avait organisé une soirée pour fêter sa nomination au ministère des Affaires étrangères et souhaitait que j'y participe. Je lui expliquai que j'avais encore du travail à faire pour Ceaucescu, mais que je le rejoindrais plus tard dans la nuit.

– À Roma, dis-je à mon chauffeur.

Roma était le surnom d'une vieille maison élégante et discrète, appartenant au DIE, que je réservais pour les occasions exceptionnelles. Elle devait son nom au fait qu'elle était située dans la rue Roma.

Lorsque j'y arrivai, Hassan, Munteanu et Olcescu étaient déjà confortablement installés dans des fauteuils de velours bleu. Sur la table à cocktails, au milieu du salon, étaient posés deux verres de whisky et une tasse de « thé ». Hassan avait le sens de la conspiration si profondément ancré en lui que même son Chivas Regal devait être camouflé.

– Vous souvenez-vous du plan Choukeiry, Abou Munteanu ? demanda Hassan.

– Si je m'en souviens ! (Se tournant vers moi, Munteanu m'expliqua :) C'est une opération d'intoxication que nous avons mise au point ensemble, général. Son nom de code vient de Ahmed Choukeiry, le premier président de l'OLP, celui qui a rédigé la charte et qui s'est enfui de Jérusalem déguisé en femme pendant la guerre des Six Jours.

– L'opération Choukeiry est la préférée du Président, poursuivit Hassan. Son but est de le faire apparaître comme un modéré. Il a choisi personnellement l'agent chargé de la mener à bien. Vous vous souvenez de « Solomon », Munteanu ?

– Le médecin qui a organisé l'attaque du bus d'El Al à l'aéroport de Munich en 1970 ? L'homme auquel le Président avait secrètement demandé de jouer les conciliateurs et d'approcher les Israéliens, puis qu'il a ensuite publiquement désavoué ?

– Exactement. Et « Helmut » ?

– Votre agent autrichien ?

– Lui-même. Le Président a délégué « Solomon » à Vienne, où avec l'aide d'« Helmut » il a pris contact avec des politiciens israéliens de gauche et a commencé à leur présenter le plan de réconciliation que nous avons élaboré avec Munteanu. « Helmut » a alors fait en sorte que l'affaire soit ébruitée. Et maintenant la grande nouvelle : « Solomon » et ses interlocuteurs vont recevoir le prix Kreisky, celui qui est attribué pour la paix et les droits de l'homme ou quelque chose comme ça. Vous ne trouvez pas ça intéressant ?

– Qu'est-ce que ça vous apporte politiquement ? demanda Olcescu d'une voix chargée de scepticisme.

– J'ai donné l'ordre aux extrémistes de l'OLP d'exiger que « Solomon » soit sérieusement blâmé et contraint de démissionner du Congrès national palestinien s'il accepte le prix. Frère Kaddoumi et le Président prendront alors sa défense et feront l'éloge de Kreisky, même si c'est un juif. De cette manière, le Président donnera aux Autrichiens l'image d'un modéré favorable aux négociations.

– L'élève est en train de dépasser le maître, fit remarquer Munteanu avec une lueur d'orgueil professionnel dans le regard.

– L'opération Choukeiry est l'affaire en cours à Vienne dont nous parlions en début de soirée, m'expliqua Hassan.

– Quelle sera l'étape suivante ?

– Elle dépendra de vous, me répondit Hassan. Vos agents au sein du gouvernement autrichien devront répéter jour après jour à Kreisky qu'il a été le premier dirigeant occidental à favoriser un rapprochement entre les Palestiniens et Israël, et qu'il pourrait aussi être le premier à reconnaître l'OLP. Que cela ne pourra que

rendre Arafat encore plus modéré. Et que seul un homme qui a de bonnes relations officielles avec les deux parties ferait un bon médiateur dans le conflit.

– Le Camarade sera ravi, approuva Munteanu. C'est tout à fait son style.

– Je travaille également sur une autre opération, Abou Munteanu, poursuivit Hassan. Elle est à plus long terme, mais elle paraît extrêmement prometteuse. Vous vous souvenez de Sabry al-Bana ?

– Celui qui avait toujours des problèmes cardiaques ? Le « Père de la Lutte » ?

– Son nom de guerre est Abou Nidal. Il voulait que nous attaquions Israël pratiquement jour et nuit. C'était évidemment hors de question, aussi a-t-il décidé en 1974 de mener sa propre guerre. Il est venu une fois à Bucarest avec le Président.

– Je le connais bien, dit Olcescu.

– Après nous avoir quittés, il a fait appel à Bagdad. Les Irakiens lui ont accordé plus de dix millions de dollars, avec lesquels il a créé le Comité révolutionnaire du Fatah, que certains cercles de Bagdad ont aussitôt commencé à appeler le vrai Fatah. Il y a quelques mois, il a formé son propre groupe terroriste, nommé Juin Noir en souvenir de l'entrée des troupes syriennes en juin 1976 au Liban. En janvier, ils ont tué notre représentant dans son bureau de Green Street, à Londres, et annoncé leur intention d'assassiner d'autres représentants de l'OLP.

– C'était un de mes amis, intervint Olcescu.

– Mais ce n'était pas une opération de Nidal. C'était une des nôtres.

– Vous avez abattu votre propre représentant à Londres ?

– Une révolution ne se fait pas sans victimes, répliqua Hassan avec une lueur cruelle dans le regard. Actuellement, Nidal passe plus de temps dans des lits d'hôpitaux, en Irak ou en Allemagne de l'Est, que debout sur ses deux jambes. Mais nous avons pris le contrôle de Juin Noir grâce aux agents que j'avais sur place. Tous

les postes à responsabilité sont occupés par nos hommes. C'est nous, et non Nidal, qui dirigeons le groupe. Nous, et non Nidal, qui décidons de ses actions et de ses priorités.

– Nous, et non Nidal, intervint Munteanu, qui fournissons les renseignements et les passeports nécessaires pour ses opérations.

– Nous, et non Nidal, qui choisissons où tuer, où agir, martela Hassan. Et pour rendre les choses encore plus belles, comme le dit le Président, ce sont l'Irak et la Libye qui payent l'addition. Le Président m'a donné les noms de certains de nos hommes à l'étranger dont nous pouvions aisément nous passer, et je les ai secrètement communiqués à nos agents de Juin Noir.

– Mais pourquoi tuer vos propres amis ? insista lourdement Olcescu.

– Nous voulons monter quelques actions spectaculaires contre l'OLP, afin de convaincre l'opinion qu'elles sont le fait de groupes extrémistes qui reprochent au Président de rechercher la conciliation.

– N'est-ce pas merveilleux ? s'exclama Munteanu.

– Le Président a demandé au Comité exécutif de juger Nidal comme traître et de le condamner à mort.

– Je vois, murmura Olcescu.

– J'ai besoin de votre aide, frères. Il me faut des passeports pour les hommes de Juin Noir. C'est pourquoi le Président a demandé des passeports en blanc à frère Ceaucescu.

– « Ce qui est à moi est à vous », a répondu le Camarade, fis-je observer.

– Je vous remercie d'avance. Le Président est maintenant fermement convaincu qu'il doit modifier son image. Il ne se passera guère de temps avant que l'Ouest le considère avec sympathie.

En novembre 1985, le nom d'Abou Nidal apparut dans la presse occidentale, lié à une nouvelle vague de terrorisme palestinien, après le détournement sur Malte d'un 737 égyptien qui se termina par la mort de soixante personnes. Début décembre, Khalil Wazir, le second

d'Arafat, déclara publiquement que Nidal était manipulé par les services secrets arabes, autrefois irakiens, désormais syriens et libyens. Quelques jours seulement après cette condamnation officielle, le 27 décembre, deux raids sanglants furent lancés contre les passagers d'El Al dans les aéroports de Rome et de Vienne, faisant 18 morts et 121 blessés. Quelques heures plus tard, un homme s'exprimant avec un fort accent arabe appela une radio espagnole, à Malaga, pour revendiquer les deux attentats au nom de l'« organisation Abou Nidal ». Nidal fut présenté par les journaux comme un ennemi acharné d'Arafat, un dissident extrémiste de l'OLP établi en Libye, faisant de fréquents voyages en Irak et en Syrie. Trois jours après ces opérations meurtrières, le ministre de l'Intérieur autrichien, Karl Blecha, déclara à la presse qu'il « excluait sans réserves » toute participation du Fatah de Yasser Arafat à l'attaque de l'aéroport de Vienne.

Hassan parla pendant encore plus d'une heure. Lorsqu'il eut terminé, Olcescu apporta une nouvelle bouteille de Chivas Regal.

– Des nouvelles de mon amie « Monique » ? demanda Hassan.

– Elle est à nouveau à pied d'œuvre, critiquant le Camarade avec sa virulence habituelle. Je pense qu'il ne tardera pas à vous demander une nouvelle fois de vous occuper d'elle, répondit Olcescu, qui avait la responsabilité de l'affaire.

« Monique », de son vrai nom Monica Lovinescu, était une intellectuelle roumaine réputée, vivant à Paris, employée par le gouvernement des États-Unis pour s'exprimer sur les ondes de Radio Free Europe. Elle n'avait jamais ménagé ses efforts pour dénoncer l'incroyable culte de la personnalité instauré par Ceaucescu et ses tentatives pour établir sa propre dynastie. Un jour glacial d'octobre 1977, Ceaucescu avait convoqué le ministre de l'Intérieur, le chef du DIE et moi-même dans sa roseraie pour discuter de son cas.

– Monica Lovinescu doit être réduite au silence, avait-il expliqué. Pas tuée. Je ne tiens pas à éveiller les soupçons des Français ou des Américains. Je veux qu'elle soit réduite à l'état de cadavre vivant. Utilisez des hommes de main étrangers pour cela, de manière que personne ne puisse nous soupçonner par la suite.

C'était lui-même qui avait décidé qu'« Annette » devait se charger de l'opération. Hassan avait confié le travail à trois hommes de l'OLP dont l'un, déguisé en facteur français, devait se présenter à la porte de Monica pour lui remettre un télégramme. En novembre, Bucarest avait reçu un câble laconique de Beyrouth : « LE TÉLÉGRAMME À ÉTÉ REMIS. » Selon un rapport ultérieur envoyé par « Annette », « Monique » avait été sérieusement molestée, mais pas suffisamment pour faire d'elle un cadavre vivant, ses agresseurs ayant dû prendre la fuite à l'arrivée de voisins alertés par ses cris.

Un entretien avec le « Fedayin »

À leur retour de Damas, Munteanu et Arafat se rendirent directement au quartier général de l'OLP. Je quittai l'ambassade en compagnie d'Olcescu dans une des Mercedes d'Arafat, escortée par quatre voitures remplies de fedayin armés jusqu'aux dents. Les véhicules franchirent les barrages et les points de contrôle en roulant à un train d'enfer, sans ralentir une seule fois, ce qui prouvait l'efficacité du réseau de communications de l'OLP et laissait entrevoir un semblant de discipline dans l'univers apparemment totalement chaotique de Beyrouth-Ouest. Nous nous arrêtâmes finalement devant un bâtiment dont les portes et les fenêtres étaient protégées par des sacs de sable et des parpaings de béton. De jeunes Palestiniens à l'air menaçant, le doigt sur la détente de leur mitraillette, se pressaient sur les trottoirs et dans les rues avoisinantes, mais, dès que nous eûmes franchi l'entrée de l'immeuble, nous fûmes pris en charge par deux officiers courtois et compétents.

Arafat, qui prenait le thé avec Munteanu, se leva et se dirigea vers nous en arborant son habituel sourire de commande.

– Je suis heureux de recevoir les envoyés de frère Ceaucescu, dit-il en nous embrassant, laissant deux traces de salive gluante sur les joues d'Olcescu. Aujourd'hui nous sommes en guerre. Lorsque nous aurons chassé le sionisme de Palestine, nous pourrons vous accueillir chez nous. Pour l'instant, nous devons nous contenter de ce que nous avons ici. (Il marqua une courte pause avant de poursuivre dans son anglais légèrement chantonnant.) J'ai cru comprendre, d'après Abou Munteanu, que frère Ceaucescu vous a confié les passeports que je lui avais demandés.

– C'est exact, président, ils sont là, répondis-je en montrant les deux Samsonite posées sur le bureau qu'Olcescu était en train d'ouvrir. Il vous envoie également ses meilleurs vœux pour la réussite de vos projets.

Arafat se pencha sur les valises, son regard de belette en scruta le contenu, et il en sortit plusieurs passeports.

– Combien y en a-t-il ?

– Une centaine, président.

– C'est très généreux. Ils vont nous permettre d'écrire une nouvelle page de la glorieuse histoire de la Palestine ! lança-t-il d'un ton emphatique en brandissant triomphalement le passeport américain. Le voilà ! Abou m'avait dit qu'il y en avait un ! Je n'avais jamais eu de passeport américain vierge jusqu'à présent !

– Vous en avez un maintenant, président. Mais vous ne pouvez pas l'utiliser à votre guise. Nous devons le remplir pour vous, avec une machine à écrire spéciale employée par les Américains dont nous ne possédons qu'un seul exemplaire. Si cela ne vous ennuie pas de nous faire connaître les noms d'emprunt de vos hommes, vous pourrez avoir autant de passeports que vous voudrez. Si cela vous pose un problème, nous ne pourrons rien pour vous.

– Frère Ceaucescu est mon ami le plus cher. Je n'ai rien à lui cacher.

– J'ai autre chose pour vous, dis-je en déposant une enveloppe sur son bureau. Voici le texte des derniers télégrammes échangés entre le camarade Ceaucescu, Carter et Begin.

– Ils nous seront très utiles. Nous allons les étudier avec soin.

Il feuilleta rapidement les documents, de toute évidence sans leur accorder la moindre attention, puis referma les valises contenant les passeports et prit soudain un air exaspéré.

– Je sais ! Je sais ! explosa-t-il en levant les bras. Je n'ai pas encore donné ma réponse ! Mais il a fallu que je consulte tous mes collaborateurs. Que je discute avec le président Assad. C'est pour cela que je suis allé à Damas. Pour expliquer le point de vue de frère Ceaucescu.

Munteanu, qui savait de quoi il parlait, avait coutume de dire : « Chaque phrase d'Arafat est un mensonge. »

– Depuis mon départ de Bucarest, poursuivit-il, je n'ai cessé de défendre l'idée de transformer l'OLP en un gouvernement en exil. Mes compagnons les plus proches admettent que nous devons avoir notre propre pays, et conséquemment notre propre gouvernement, mais ils ne peuvent prédire quand cela sera possible. Je sais que mon frère Ceaucescu est terriblement pressé, mais nous sommes en guerre ici, et nous ne pouvons pas agir aussi rapidement qu'il le souhaiterait. Tout ce que je peux affirmer pour l'instant est que je soutiens sans réserves sa suggestion de former un gouvernement. Vous pouvez le lui dire de ma part.

– Pourquoi pas un gouvernement en exil ? suggérai-je.

– Tant que le sionisme n'aura pas été chassé de Palestine, tout ce que nous ferons sera nécessairement en exil. Vous pouvez également le rappeler à mon frère.

Il était clair qu'Arafat jouait sciemment les imbéciles, esquivant soigneusement sa réponse dans le but évident de rester dans les bonnes grâces de Ceaucescu à la veille de son voyage aux États-Unis.

– Voyons un peu si je vous ai bien compris, président. Dois-je informer le camarade Ceaucescu qu'il est impossible à l'heure

actuelle d'envisager la transformation de l'OLP en un gouvernement en exil ?

– C'est vous qui le formulez ainsi, répondit-il.

Il se leva pour se diriger vers un téléphone.

– Je viens d'appeler Abou Lotf, annonça-t-il en nous rejoignant. C'est l'un des adversaires les plus résolus de la proposition soutenue par frère Ceaucescu et moi-même. J'aimerais que vous l'entendiez.

Abou Lotf était le nom de guerre de Farouk Kaddoumi, un membre du groupe de huit personnes qui avait formé, au début des années 1960, le Mouvement pour la Libération de la Palestine dirigé par Arafat. Quand il apparut quelques instants plus tard, vêtu du costume traditionnel palestinien, j'eus du mal à reconnaître en lui le ministre des Affaires étrangères de l'OLP, que j'avais toujours vu arborant des vêtements occidentaux de la meilleure coupe. Usant de sa démagogie habituelle, il commença par vanter les mérites de Ceaucescu.

– Je ne parle pas seulement de son soutien politique sans faille à notre cause, je pense aussi aujourd'hui à son aide humanitaire, aux avions roumains remplis de médicaments qui atterrissent chaque mois à Beyrouth, à son assistance matérielle et professionnelle, aux conseillers roumains qui travaillent ici pour améliorer notre réseau d'usines et d'ateliers Samid, au premier groupe de cinquante Palestiniens qui vient d'être envoyé à Bucarest pour y apprendre à diriger eux-mêmes les affaires de la Samid…

Changeant brutalement de sujet, comme il avait coutume de le faire, il se lança soudain dans une longue dissertation sur le fait qu'une Palestine arabe et l'existence d'Israël étaient définitivement inconciliables, et que le seul moyen de résoudre la contradiction était la destruction de l'État d'Israël.

– Les Palestiniens ont trois mots d'ordre : unité nationale, mobilisation générale et libération. Personne ne peut les modifier – ni le président Arafat, ni le Comité exécutif, ni même le

Congrès national. Et personne non plus ne peut en rajouter un quatrième : compromis.

– Je ne ferai jamais de compromis ! l'interrompit violemment Arafat. Je n'en ai ni le désir ni le pouvoir. J'ai consacré ma vie entière à la lutte pour la cause palestinienne et la destruction d'Israël. Je ne changerai pas, je n'accepterai aucun compromis pouvant conduire à la reconnaissance de l'État d'Israël ! (Arafat élevait de plus en plus le ton. Tout comme Ceaucescu, un rien suffisait à le mettre en fureur.) Personne, ni ami ni ennemi, ne pourra jamais m'y obliger !

Ayant atteint son but, Kaddoumi reprit d'une voix plus conciliante :

– Nous savons tous que le camarade Ceaucescu ne nous demande pas de faire des compromis. Nous connaissons ses sentiments à l'égard d'Israël. Nous n'ignorons pas qu'en Roumanie les juifs sont écartés de tous les postes officiels importants. Nous comprenons qu'il n'attend de nous qu'un geste pour l'opinion publique, quelque chose qui lui permettra d'influencer favorablement le président Carter. Mais nous ne pouvons tout simplement pas transformer du jour au lendemain notre révolution en une bureaucratie.

– Voilà la position délicate dans laquelle je me trouve, approuva Arafat d'une voix également radoucie. Mais mon opinion n'a pas changé. Je continue à souhaiter que l'Ouest soit persuadé que je suis prêt à suivre les conseils avisés de frère Ceaucescu. Voulez-vous lui faire savoir à Bucarest qu'il peut considérer cela comme ma réponse ?

– Je suis ici dans ce but, président.

– Très bien. Si l'affaire est réglée, pourquoi n'irions-nous pas dîner ?

Arafat se leva et nous invita à le suivre dans une pièce voisine, équipée comme une cantine militaire. Hani Hassan nous y attendait, en compagnie d'un homme dont le visage me parut familier mais dont le nom m'échappait complètement.

– Vous devriez le connaître, me dit Arafat en posant une main sur mon épaule. C'est notre héros national, Abou Daoud. Il m'a dit que lors de son dernier passage à Bucarest vous lui aviez offert un repas somptueux. C'est pourquoi je lui ai demandé de préparer le dîner aujourd'hui. Vous allez le partager avec l'élite de l'OLP. Son porte-parole, Abou Loutf, sa tête pensante, Abou Hassan, son poing armé, Abou Daoud, et son président.

– Connaissez-vous l'histoire des quatre perroquets ? demanda aussitôt Munteanu.

– Non.

– Un vieux fedayin se rend au marché pour vendre quatre splendides perroquets. Un acheteur s'approche et veut savoir combien vaut le rouge. « Deux mille livres », répond le vieillard. « Deux mille livres ? À ce prix-là il doit être en or ! » « Non, frère, mais il parle couramment l'arabe et l'anglais. » « Et combien vendez-vous le bleu ? » « Quatre mille livres, frère, il parle également l'allemand. Le jaune coûte six mille livres, parce qu'il connaît quatre langues. » « Et celui qui a un plumage multicolore ? » « J'en demande douze mille livres, frère. » « Il doit parler beaucoup de langues pour que vous le vendiez aussi cher ! » « Lui ? Il n'en parle aucune. C'est simplement le président du groupe. »

– Qu'on me donne une arme ! hurla Arafat, le regard faussement outré, en s'étouffant littéralement de rire.

Il était plus de minuit lorsque nous quittâmes le quartier général de l'OLP. De retour à l'ambassade, je rédigeai un court télégramme pour Bucarest, dans lequel j'expliquais que l'entrevue avec le « Fedayin » s'était déroulée dans « une atmosphère cordiale » et que « Podeanu » prendrait l'avion pour « Tulcea » le lendemain matin. Selon les conventions de notre code, « une atmosphère cordiale » signifiait que la rencontre n'avait donné aucun résultat.

– Que pensez-vous du fait qu'Arafat ait choisi Kaddoumi, et non « Annette », pour assister à notre entretien ? me demanda Olcescu.

– Il n'y a rien de surprenant, répondit Munteanu. Arafat tient beaucoup à ce qu'aucun de ses hommes ne se doute du rôle réel joué par Hassan. Il ne lui a permis de nous rejoindre que pour la partie protocolaire, le dîner – et uniquement au titre d'adjoint de Kaddoumi.

Arafat a toujours veillé avec le plus grand soin à ce qu'Hani Hassan ne soit considéré que comme un de ses conseillers politiques, et à ce que son nom ne soit jamais lié aux opérations terroristes qu'il organisait en secret. Ce fut seulement en 1985, à l'occasion du détournement du navire de croisière italien Achille Lauro*, que le nom de Hani Hassan fut cité pour la première fois par les journaux au lendemain d'un attentat de l'OLP. Sa présence au Caire, dûment attestée par la presse, démontre sans aucun doute possible qu'il poursuivait encore à l'époque ses activités secrètes. Selon le magazine* Time *du 21 octobre 1985, le président égyptien Hosni Moubarak était « désireux, peut-être un peu trop impatient, de prouver qu'Arafat était un modéré opposé au terrorisme en l'impliquant dans les négociations sur la libération des otages. Arafat ne demandait apparemment qu'à lui donner satisfaction. Dès le lundi soir, un de ses conseillers les plus proches, Hani Hassan, arrivait en Égypte. »*

Référence : Ion Pacepa, *Red Horizons*, 1987, édition française, Presses de la Cité, *Horizons rouges*, 1988, traduit de l'anglais par Philippe Sabathé.

Chapitre 11

Quand le KGB prenait le dessus sur la CIA en pleine chute du communisme

Pour la plupart des lecteurs de John Le Carré, le maître espion soviétique « Karla », grand adversaire de George Smiley, n'était qu'un personnage de fiction parmi d'autres. Pour les responsables de la CIA, « Karla » existait bel et bien : c'était un général d'apparence paisible, aux tempes argentées, qu'ils avaient appris à connaître comme l'un de leurs plus redoutables adversaires. Au sein du KGB, on le surnommait plutôt « le professeur de contre-espionnage ». Né en 1927, fils d'un officier supérieur du NKVD, Rem Krassilnikov était un pur produit du système. Il commença sa carrière au sein du contre-espionnage (MGB) avant de passer au renseignement extérieur au milieu des années 1950, qui l'envoya en poste au Canada puis au Liban. Mais il commença surtout à s'illustrer en dirigeant le deuxième département du deuxième directorat, chargé entre autres de lutter contre l'espionnage anglais (1973-1979). Il eut pour cela la chance de pouvoir s'entretenir longuement avec deux fameux transfuges britanniques, Kim Philby et George Blake. Dans les années 1979-1992, il fut responsable du prestigieux premier département, en charge de la lutte contre l'espionnage américain. Alors que l'empire soviétique s'affaiblissait sous les effets conjugués du retard technologique et économique avec l'Occident, de la chute des prix du pétrole et de la guerre en Afghanistan, le KGB remporta

avec Krassilnikov une série de victoires écrasantes, qui ne purent toutefois empêcher l'effondrement du communisme.

Cette situation paradoxale fut permise par l'exploitation judicieuse de trois agents recrutés par les Russes au sein des renseignements américains : Edward Lee Howard, renvoyé de la CIA en 1984 et qui livra par dépit – et intérêt – les noms des agents américains en poste à Moscou ; Aldrich Ames, patron du contre-espionnage à la division soviétique de la CIA qui offrit ses services au KGB en 1985 et livra les agents russes travaillant pour la CIA ; et enfin Robert Hanssen, un agent du FBI qui contacta le KGB en cette même année et fournit des informations recoupant celles de Ames. Ces traîtres volontaires n'étaient pas motivés par l'idéologie, mais essentiellement par l'argent. Ils offrirent au département de Krassilnikov une masse d'informations qui permit à ses équipes d'accumuler des succès spectaculaires et de mettre en déroute la division soviétique de la CIA. En 1987, alors que *Glasnost* et *Perestroïka* battaient leur plein, la CIA était rendue complètement aveugle sur ce qui se passait à Moscou. Ce qui en dit long à la fois sur les ambiguïtés politiques du pouvoir soviétique : quelle qu'ait été à l'époque la sincérité politique de Gorbatchev, il est évident que cette stratégie ne faisait pas l'unanimité et qu'on la considérait, au sein du KGB, dans le meilleur des cas comme un rideau de fumée à l'abri duquel le grand jeu de l'affrontement Est-Ouest pouvait continuer de plus belle.

Le témoignage qui va suivre est inédit en Occident. Son auteur, inconnu du grand public, est décédé à Moscou en 2003, sans avoir rien renié de ses engagements et actions. Il n'a pas écrit à destination du public étranger, mais pour l'édification des jeunes recrues du renseignement russe. Il s'y montre donc volontiers hagiographique quant aux réussites du KGB. Mais il livre aussi des révélations qui contredisent ou corrigent l'histoire de la guerre froide telle qu'on l'a écrite en Occident. Dans l'extrait que nous avons retenu, il livre sa vérité sur une affaire que la CIA n'était pas sûre d'avoir tiré au clair : l'exfiltration ratée de l'agent « Prologue ». Il s'agissait d'une recrue de choix pour les Américains : un officier de la section américaine du

deuxième directorat, c'est-à-dire précisément le service dirigé par Krassilnikov ! À lui seul, un tel recrutement aurait pu rétablir l'équilibre compromis par les trahisons de Howard, Ames et Hanssen en offrant à la CIA un tableau complet du dispositif soviétique organisé contre elle. Cette affaire constitue l'un des épisodes les plus marquants du récit de l'ex-officier de la CIA Milt Bearden et du journaliste James Risen dans *CIA-KGB, le dernier combat*[29]. Mais, vu du côté russe, les choses se sont-elles passées comme on l'a cru ? Alors qu'une Russie nouvelle naissait dans la douleur, le KGB était-il à son tour frappé de déliquescence ou au contraire poursuivait-il de plus belle les subtiles opérations de désinformation qui ont marqué les premières décennies de la guerre froide ? Et, question subsidiaire, ses successeurs actuels, le FSB et le SVR, ont-ils perdu la main ou sont-ils plus redoutables que jamais ?

Opération Fantôme

La durée d'activité d'un agent n'est pas infinie. Les « recordmen » sont un phénomène rare dans l'histoire des services secrets. La perte d'un agent pour des raisons diverses et variées est chose courante dans le renseignement. Il peut arriver que les services secrets décident de se passer de lui, considérant que l'agent a épuisé ses capacités d'information pour le pays recruteur. Le contact est alors rompu et le dossier classé. Dans certains cas, c'est l'agent qui coupe le contact avec les services en question, estimant qu'il a accompli sa mission ou craignant de devoir la poursuivre.

La perte d'un agent considéré comme précieux et sur lequel on mise beaucoup est très éprouvant pour le siège de la CIA à Langley, et plus désagréable encore quand il y a une réelle menace à l'horizon : celle de voir l'agent démasqué par l'ennemi et tombé

29. Albin Michel, 2004.

entre les mains du contre-espionnage. La CIA utilise alors des méthodes radicales : si l'informateur est très précieux pour la CIA et qu'il est encore possible de l'utiliser d'une manière ou d'une autre, et que le fait qu'il tombe entre les mains de l'ennemi est pour le moins indésirable, alors Langley le fait évacuer vers les États-Unis.

C'est ainsi que la CIA et le MI6 préparèrent l'exfiltration de Penkovsky en se mettant préalablement d'accord avec l'espion sur ce qu'il devait faire s'il se retrouvait à l'Ouest et ne souhaitait pas revenir en URSS. Penkovsky avait un passeport étranger. Au demeurant, Londres et Washington n'étaient pas pressés de faire de Penkovsky un transfuge. Il était utile aux services de renseignement américains et britanniques par sa présence à Moscou même. La fuite de l'agent « Heroe » (*alias* Penkovsky) n'eut donc pas lieu. Les services de renseignement américains avaient également l'intention de faire sortir Polyakov d'URSS ainsi que d'autres agents auxquels ils tenaient. En vain.

C'est d'une manière particulièrement habile que Langley prépara l'exfiltration clandestine depuis l'URSS de l'agent « Sphère » *alias* Adolf Tolkachev. La CIA avait déjà une certaine expérience en la matière et craignait surtout les conséquences dues à la perte de son agent, bien qu'il ne risquât pas d'être démasqué. L'opération était risquée et délicate : il fut convenu de faire sortir Tolkachev en voiture ou bien de lui faire traverser la frontière par la valise diplomatique. On avait envisagé aussi d'utiliser le vol hebdomadaire d'un avion américain pour Moscou transportant une cargaison à destination de l'ambassade américaine et qui véhiculait parfois des employés ou des personnalités vers Washington et Moscou. C'était risqué, mais possible, en cas d'absolue nécessité et sans alternative. Malheureusement, au grand désarroi de Langley, l'évacuation de l'agent Sphère fut impossible à mettre en œuvre.

Il arrive que l'exfiltration clandestine d'un agent « brûlé » réussisse, ce qui représente un échec particulièrement cuisant

pour le contre-espionnage. Pendant qu'à Washington on sablait le champagne, à Moscou, on tentait d'évaluer les dégâts et d'établir comment la CIA (ou le Secret Intelligence Service) avait pu mettre son plan en application.

Dans les années 1980, les services du KGB ont subi à deux reprises ce genre de défaite. Les situations n'étaient pas les mêmes pour Cheymov, l'agent de renseignement américain, chiffreur du KGB, et pour Oleg Gordievsky, officier de la première direction principale du KGB. Langley et Century House, les stations de la CIA et du SIS à Moscou avaient eu recours à des méthodes et des technologies différentes.

À la disparition de Cheymov, de sa femme et de sa fille s'ajouta une contrariété supplémentaire. Au même moment, les services de police, en pleine coopération avec le KGB, enquêtaient sur une série d'assassinats, et, selon certains éléments du dossier, certains des disparus dans le cadre de cette affaire ressemblaient de manière étonnante à la famille en question, laissant penser au KGB que la famille avait été assassinée, alors qu'en réalité elle s'était enfuie à l'Ouest.

Le chef de la station moscovite David Rolph raconta à son interlocuteur comment il avait rencontré clandestinement Cheymov en 1980, alors qu'il était officier traitant de la station. Il lui avait alors transmis de faux documents fabriqués à Langley, que l'agent et sa famille utilisèrent pour quitter l'URSS vers l'Ouest. L'interlocuteur de Rolph est l'auteur de ces lignes. L'officier du renseignement américain ne dévoila aucun secret. Cheymov vivait depuis plusieurs années aux États-Unis quand il écrivit un ouvrage sur le KGB avec l'aide de la CIA, énièmes Mémoires d'un traître fugitif.

Andrew Gibbs, le chef de station du MI6 à Moscou, et son adjoint Raymond Asquith menèrent l'opération d'exfiltration de l'agent du SIS, Oleg Gordievsky (*alias* « Tickle »), mais en aristocrates anglais qui se respectent, ils restèrent silencieux sur les

faits. En revanche, Gordievsky lui-même fut particulièrement bavard : dans son livre *Next Stop Station-Execution* (paru dans une maison d'édition russe), il raconta une histoire fantasmagorique de sa fuite vers la Finlande, soi-disant dans le coffre d'une voiture de l'ambassade britannique. De temps à autre, « Tickle » apparaît sur nos écrans et s'exprime dans des publications, rappelant son existence en tant qu'agent du SIS et comme « combattant pour la liberté ».

Certains des mystères des services de renseignement ne sont pas destinés à être résolus. En 1990, le renseignement américain encore plus organisé qu'avant prépara une opération d'exfiltration clandestine d'URSS de l'agent « Prologue ». À Langley, son arrivée était attendue avec une impatience caractérisée, et avec l'espoir que Prologue fournirait des informations sur les activités du KGB contre les services secrets américains. Pour faire sortir cet agent d'importance, toutes les conditions et les documents nécessaires furent réunis : Prologue devait rejoindre la ville de Tallinn puis la Finlande, et de là être transféré à Washington. Cette délicate opération suivait le plan préparé à Langley : la première étape avait commencé à la division soviétique de la direction des opérations. La station de Moscou devait s'occuper de la seconde étape et l'antenne de la CIA à Helsinki prendre le relais.

C'est ainsi qu'un jour d'été de 1990, dans le port maritime d'Helsinki, deux hommes se promenaient lentement le long du quai. Ils attendaient ostensiblement quelqu'un, parlaient en chuchotant et en jetant de brefs regards vers le port d'où arrivaient les passagers des bateaux. Ils guettaient l'entrée au port du bac en provenance de Tallinn. À Moscou même, on avait déterminé les moyens de liaison sur le quai de la capitale finlandaise, le mot de passe et le signe de reconnaissance. Ils furent transmis par la station moscovite de la CIA qui pouvait bomber le torse devant cette très belle opération. Les deux hommes qui attendaient avec anxiété l'arrivée du bac connaissaient très bien les moyens de contact à Helsinki. L'un d'entre eux était le chef de la

station de la CIA à Helsinki en personne ; l'autre un responsable de la division Eurasie centrale de la direction des opérations de la CIA. Peu de temps auparavant, cette division était dénommée « soviétique » et était la principale division à faire du renseignement dans la capitale moscovite. Elle était l'exécutant principal des opérations HUMINT que menait la CIA sur place.

Il semblerait que ce deuxième individu soit John Gregory Downing[30], l'ancien chef de la station de Moscou. Il occupait un poste d'importance à Langley et pouvait rencontrer à Helsinki et en personne celui auquel le destin l'avait lié. Downing préparait les instructions pour la liaison avec celui qui était attendu dans le port d'Helsinki. Les deux Américains guettaient avec impatience l'homme qui avait reçu à Langley le pseudonyme de « Prologue ». Cet officier de la section américaine de la deuxième direction principale du KGB, le contre-espionnage soviétique, avait pour fonction de surveiller tous les services de la communauté du renseignement américain agissant sous la couverture de la représentation diplomatique américaine à Moscou, entre autres la station de la CIA.

Prologue était une prise de choix et il était attendu avec un sentiment mêlé d'espoir et d'inquiétude. Son départ pour les États-Unis devait conclure un plan d'attaque très détaillé et scrupuleux établi par Langley contre les services secrets soviétiques dans les années 1980, partie d'un projet général de croisade contre l'URSS. Cette opération devait permettre de récolter les fruits d'un minutieux travail effectué par Langley et la station de Moscou : en continuant à vivre en URSS, Prologue craignait de dévoiler aux Américains les secrets qu'il connaissait.

Les deux Américains, dissimulant leur impatience, continuaient de faire les cent pas sur le quai, regardant leur montre de temps à autre : il restait vingt minutes avant l'arrivée du bac et

30. L'auteur semble se tromper, car en 1990, Downing dirigeait la division Extrême-Orient de la CIA (voir Milton Bearden et James Risen, *CIA-KGB, le dernier combat*, Albin Michel, 2004). *(NdT)*

à peine plus avant cette heureuse rencontre avec Prologue. L'*Estonie* fit son entrée au port avec un sifflement continu. Les passagers se dirigeaient vers la ville : famille et amis des voyageurs patientaient sur le quai, sans oublier les représentants des tour operators et des milieux d'affaires locaux, toujours heureux de voir arriver une profusion de clients. Or, Prologue ne se trouvait pas parmi la foule. Les Américains attendirent encore une demi-heure, le temps que l'essentiel des arrivants se soit dispersé, et une demi-heure de plus pour être absolument certains que l'agent n'était pas parmi les passagers du bac. Ensuite, d'un pas rapide, ils s'approchèrent d'une voiture qui les attendait et rentrèrent à l'ambassade, perplexes et dépités : quelque chose avait dû se produire. Une heure plus tard un câble fut envoyé à Langley sur la rencontre qui n'eut pas lieu.

À la direction des opérations, bien que déçus, on ne perdait pas espoir : peut-être que l'agent donnerait des nouvelles depuis Moscou ? Mais les jours passaient et Prologue ne refaisait pas surface. Il semblait avoir disparu sans laisser de traces. Langley pensa que le pire était arrivé : leur précieux informateur sur qui tant d'espoir avait été fondé était tombé entre les mains du contre-espionnage. L'important échange de câbles entre Langley et la station de Moscou prit fin peu à peu. Langley traversait une mauvaise période et cela semblait confirmer les hypothèses les plus pessimistes. Un peu plus tard apparut l'ouvrage *Aveux d'un espion* du journaliste américain Pete Earley, à qui la CIA avait confié ses doutes et ses peurs. Avant lui étaient parus les livres de James Adams (*Vente au prix fort*), de Peter Maas (*L'espion tueur*), de David Wise (*Le somnambule*) et d'autres sur Aldrich Ames, écrits avec le soutien de la CIA.

Parmi les informateurs de la CIA, citoyens de notre pays démasqués par le contre-espionnage soviétique sur information de l'officier de Langley qui travaillait pour le KGB, se trouvait Prologue. Il est ainsi devenu une des victimes de la « perfidie » des services du contre-espionnage soviétique qui ne permettaient pas à la CIA

de déployer ses activités et d'achever la croisade contre Moscou. Plusieurs publications sont apparues chez nous sur ce sujet, même si elles se contentaient de reprendre les refrains des informations étrangères. Ainsi, dans le journal *Nouveau Regard* de février 1996, dans un article intitulé « L'ordinaire de l'inhabituel », Prologue est qualifié de « chef du département de la deuxième direction principale du KGB, chargé des Américains dont la dénonciation aux Soviétiques serait le facteur principal qui aurait déterminé les autorités américaines à engager des poursuites contre l'officier de la CIA [Ames] ». Ce qui signifie que pour l'auteur de cet article, je serais moi-même Prologue ! Aujourd'hui, l'URSS, « ennemi principal » des États-Unis, n'existe plus. Le Comité pour la sécurité d'État d'URSS, qui entraîna de lourdes pertes pour Washington durant la guerre froide, a cessé son activité. À sa place, de nouveaux services apparurent avec des fonctions renouvelées et de nouveaux titres. Maintenant ce sont eux qui supportent le « courroux » des services secrets américains.

Début 1994, Langley est sous le choc : Aldrich Ames, un haut responsable de la CIA qui a travaillé dans cette organisation pendant près de trente ans, est arrêté au QG. Ames est accusé d'avoir coopéré avec les services de renseignement soviétiques, puis russes. C'est en se basant sur ses informations que le KGB réussit à démanteler l'intégralité du réseau d'informateurs en Union soviétique et en Russie. *De plus, il était indiqué dans la presse* que dix informateurs de la CIA auraient soi-disant été fusillés. Les photos et les noms de ces agents ainsi que leurs pseudonymes reçus à Langley sont publiés dans la presse occidentale, sauf un : Prologue. À la CIA, on pense qu'il a lui aussi été fusillé, toutefois on se perd en conjectures et on ne connaît pas les détails du destin de l'homme qui était attendu avec tant d'espoir à Helsinki.

Les années ont passé, et à Washington on finit par avoir des informations sur Prologue. La blessure est sans doute cicatrisée

à Langley, et peu de personnes se rappellent cette histoire. Bien sûr, il ne s'agit que d'un épisode parmi les événements des années 1980-1990. Mais Prologue nous conduit une nouvelle fois à Langley, la citadelle du renseignement américain située sur les rives du Potomac, et vers la station moscovite, et permet sans doute d'éclairer d'importantes caractéristiques de l'activité de la CIA contre notre pays. La signature, spécifique de la CIA, change à peine avec le temps. Par conséquent, il n'est pas inintéressant de se rappeler les événements assez récents, et de raconter ce qui s'est passé au cours de ces années-là.

À la toute fin des années 1980, il semble que les orages qui s'étaient déchaînés sur la station moscovite de la CIA jusque-là venaient enfin de cesser : le réseau d'informateurs, qui fut mis en place pendant des années par le renseignement américain, était désormais entièrement démantelé. N'aidaient ni les exhortations des responsables de Langley, ni les appels de Washington, ni l'envoi à Moscou d'officiers expérimentés. Les opérations de renseignement de la station furent suspendues, les contacts avec les rares agents encore en activité furent gelés temporairement. La station de la CIA commença à traverser une difficile période. Des accusations tombaient de toutes parts sur Langley, la presse américaine ne cessait pas ses attaques sarcastiques, sans compter celle du principal ordonnateur financier des services secrets : le Congrès lui-même, hors de lui. C'est dans une ambiance aussi tendue que commença l'année 1988 et que à l'été brilla un rayon d'espoir, promettant une belle réussite après les infortunes et les échecs qui échurent à la station. En juin, Jack Downing, le nouveau chef de station de la CIA à Moscou, envoya un câble urgent à Langley. Un inconnu qui déclarait s'appeler « Edwin » établit le contact avec le chef de station et déclara être prêt à travailler pour le renseignement américain. Des brèves informations transmises par Edwin, il ressortait clairement que les Américains avaient été contactés par un officier de la deuxième direction principale (contre-espionnage), travaillant dans la lutte contre les services secrets américains.

Ce n'était pas la première fois que Jack Downing se trouvait à Moscou. Il avait déjà eu à travailler en tant qu'officier traitant de la station de 1974 à 1976, sous la couverture d'adjoint civil de l'attaché militaire. Il était désormais premier secrétaire d'ambassade, et travailler dans la capitale de l'URSS lui était devenu familier. Il connaissait les difficultés qu'il y avait à faire du renseignement dans le pays de « l'ennemi principal ». Par ailleurs, le nouveau chef de station était une personne téméraire douée d'un talent d'espion peu commun qu'il a pu mettre à contribution lors d'opérations particulièrement complexes à Moscou. Les opportunités que promettait l'utilisation de ce nouvel informateur lui paraissaient attrayantes. Au demeurant, un risque existe ; il y en a toujours quand il faut avoir affaire à des *walk-in.*

Prenant connaissance du câble du chef de la station moscovite, Langley est aussi conscient des risques qu'il y a à travailler avec Edwin, mais la base voit aussi tous les avantages d'une telle opportunité. En effet, le *walk-in* est en possession de très précieuses informations quant à l'activité du KGB contre les Américains, et il est prêt à les partager avec la CIA. Toutefois, il ne compte pas travailler de manière intense avec la CIA sur le territoire soviétique et propose d'organiser son départ pour l'étranger, où il dévoilera toutes les informations dont il dispose. Ceci est très compréhensible pour Jack Downing tout comme pour la direction des opérations. Mais il s'agit de limiter les risques au minimum en utilisant les méthodes et les procédés mis au point depuis longtemps par la CIA dans une telle situation. Malgré tout, pour prendre une telle décision, alors qu'au niveau de la division soviétique et de la direction des opérations les opinions étaient diamétralement opposées, des méthodes originales s'imposèrent : la question fut résolue par un vote des officiers du renseignement, pour ainsi dire, les dés étaient jetés. Le plus important pour tous était de maintenir les contacts avec Edwin *alias* Prologue. La question de la poursuite des contacts avec Prologue s'est donc résolue de manière « parlementaire ».

Langley et la station de Moscou envisageaient le travail avec Prologue avec tout le sérieux et la minutie qu'exigeaient la situation délicate de l'époque et les objectifs fixés par les Américains. Les principales craintes et autres doutes furent laissés de côté, et tout l'arsenal des moyens clandestins fut mis en route : le centre radio de la CIA à Francfort transmit régulièrement à Prologue des instructions codées. Les hauts responsables de la station de Moscou, Jack Downing, Michaël Cline et Michaël Sulick, qui se succèderont de 1988 à 1991, rencontraient brièvement l'agent dans le train Moscou-Léningrad, envoyaient à son adresse des lettres écrites avec de l'encre invisible et relevaient personnellement les boîtes aux lettres mortes dans un endroit déterminé pour le moins original : la boîte aux lettres était la voiture même du chef de station, dans laquelle l'informateur déposait secrètement des messages pour la CIA.

Bien que le contact avec Prologue à Moscou soit mené tambour battant et donne satisfaction, les Américains avaient encore des doutes. À la CIA, on hésitait à organiser la fuite d'Edwin vers l'étranger, car il était plus avantageux de le maintenir sur place aussi longtemps que possible et de lui soutirer des informations. Les meilleurs analystes de Langley ainsi que des psychologues et des officiers traitants prenaient part à l'évaluation des matériaux de l'affaire « Prologue ». Chaque détail, chaque mot, chaque fait de l'agent était analysé et vérifié. Le moment décisif fut sans doute la rencontre clandestine de Prologue avec Gary Montrowl, l'officier traitant de la station de Moscou dans un petit square sur la Usachevka. Le 6 août 1989, Montrowl, semant la surveillance du KGB dans les règles de l'art, rencontra Edwin et l'interrogea scrupuleusement pendant deux heures, enregistrant la discussion sur un magnétophone. Lors de cette rencontre, l'Américain demanda à l'informateur des photos pour préparer de faux documents destinés à lui faire quitter l'URSS. Il est maintenant de notoriété publique que l'enregistrement audio fut écouté par les experts de Langley et

par le directeur de la CIA en personne. C'est lui qui, prenant connaissance des résultats de la rencontre de Moscou, donna l'ordre de préparer l'opération d'exfiltration de Prologue. Avec l'autorisation du président et l'accord du département d'État furent établis d'authentiques documents : un passeport au nom d'un citoyen des États-Unis et les visas nécessaires. Après l'épisode de la Usachevka, les rencontres entre les officiers traitants de la station de Moscou et Prologue continuèrent jusqu'à l'été 1990. L'échange d'informations était important, et les détails de l'opération pour l'exfiltration clandestine de Prologue furent précisés.

Le 8 juin 1990, lors d'un énième rendez-vous dans le train Moscou-Léningrad, Michaël Kent Cline, le chef de station de la CIA, transmit à Edwin le plan détaillé de son transfert vers l'étranger, sous l'identité d'un touriste américain et la légende d'un homme d'affaires prospère, originaire de la petite ville de Lakewood, dans l'État du New Jersey. Roger Frederick, l'officier de la CIA qui ressemblait physiquement à Prologue fut, conformément au projet de la CIA, mis à contribution : il entra en URSS avec des documents au nom de M. Greenmont, citoyen américain. Il les transmit à la station moscovite et quitta lui-même le pays avec son propre passeport. Frederick était déjà venu, sous son vrai nom, au milieu des années 1980 à Léningrad pour un séjour de courte durée dans le cadre de son travail. À la CIA, ce détail n'était pas considéré comme important, apparemment à tort dans le cas présent. Son voyage en Union soviétique en cette année 1990 a, en effet, joué un rôle déterminant dans les derniers événements.

Le bac *Estonie* arriva à Helsinki à l'heure indiquée, mais sans Prologue. L'opération minutieusement préparée à Langley a dérapé. Quelques jours plus tard, Prologue apparut à Moscou, contacta la station de Moscou et informa les Américains découragés que, de manière inattendue pour lui, le plan était tombé à l'eau : Roger Frederick était connu du KGB et avait été placé

sous étroite surveillance. Le KGB ne comprenait pas pourquoi il était apparu à Moscou et s'était arrêté non pas à l'ambassade, où il existe un logement pour les arrivants, mais dans un hôtel de la ville. Edwin reprocha aux Américains de l'avoir mis en danger en envoyant, en tant que « double », un officier de la CIA connu du KGB, puisque venu en URSS auparavant.

Apparemment, on comprit à Langley que l'on avait manqué le but, mais les espoirs n'étaient pas perdus. Edwin-Prologue, ayant déversé son courroux sur la CIA et indiqué l'erreur qui avait été commise, informa les Américains qu'il attendait d'eux de nouvelles propositions et n'avait rien contre le fait de maintenir le contact.

L'interruption de l'opération d'exfiltration clandestine de Prologue rendit les Américains nerveux. Ils exigèrent que leur soient rendus tous les documents destinés au franchissement de la frontière, ce à quoi l'agent les informa que, pour éviter *une catastrophe*, il les avait détruits. Quelque temps après, Langley fit analyser minutieusement les éléments du dossier et toute la marche de l'opération avec Prologue. Selon toute vraisemblance, les Américains continuaient à lui faire confiance. Les actions ultérieures de Langley confirmèrent l'intérêt de la CIA à continuer à travailler avec l'agent. Exécutant toutes les conditions qu'il exigeait, la station de la CIA à Moscou envoya à Edwin une lettre à l'encre invisible en février 1991 dans laquelle elle déclara être prête à poursuivre le contact et proposait une rencontre à Moscou pour discuter d'autres possibilités d'exfiltration clandestine du pays. Les Américains demandaient à Prologue d'être prudent quant à sa propre sécurité et de leur transmettre plus d'informations sur les activités du KGB contre l'ambassade américaine, ainsi que sur les membres du personnel identifiés ou soupçonnés d'être des officiers de la CIA par le contre-espionnage.

À l'automne 1991, quand des événements dramatiques eurent lieu à Moscou, brouillant les cartes pour les participants à l'opération, David Rolph, le nouveau chef de station de la CIA, fit

tout pour rétablir le contact avec Prologue, mais le contact avec l'agent était rompu. À Langley, apparemment, il n'y avait plus de doute : Prologue était définitivement perdu pour les services de renseignement américains[31]. Il est temps d'apporter quelques précisions. Edwin était effectivement un opérationnel de la section américaine du contre-espionnage soviétique. Mais il agissait non pas en tant que *walk-in*, considéré à Langley comme ayant trahi l'Union soviétique, mais conformément à un plan du contre-espionnage, pensé jusque dans les moindres détails et mis en œuvre selon des objectifs fixés par le KGB. Pour le contre-espionnage soviétique, cette opération avait pour nom « Fantôme » et faisait partie de ce que les services secrets appellent un « double jeu ». Le terme est désormais très connu, employé dans la littérature populaire, les déclarations, les journaux, les films et les émissions de télévision, pour désigner les activités du renseignement et du contre-espionnage.

Les « doubles jeux » du contre-espionnage de la jeune république soviétique sont entrés dans l'histoire avec notamment la mise au jour et la liquidation des plans de l'Entente, du « complot Lockhart », des opérations « Trust » et « Syndicat ». Ces services de contre-espionnage avaient pour mission la mise hors d'état de nuire des organisations émigrées antisoviétiques liées aux Britanniques et à d'autres services secrets. Pour attirer ces organisations appartenant aux organes de la sécurité d'État, des officiers et des personnes de confiance servaient d'appâts et de couvertures. Notre contre-espionnage accomplissait avec brio les tâches qui lui incombaient : interception des canaux utilisés pour envoyer des agents en Russie, neutralisation d'une grande quantité d'agents et de personnes membres d'organisations clandestines, mise à jour de leurs liens avec les services de renseignement français, britanniques, polonais, etc. Le contre-espionnage

31. Krassilnikov contredit Milton Bearden et James Risen, lesquels affirment qu'après la tentative ratée d'exfiltration vers l'Ouest, la CIA n'avait plus de doute sur le fait que « Prologue » était resté fidèle au KGB. (*NdT)*

réussit ainsi à convaincre Boris Savinkov, le leader de l'Union de défense de la Patrie et de la liberté, ainsi que Sidney Reilly, l'officier du renseignement britannique, d'entrer en Russie. Les « doubles jeux » sont toujours dirigés contre un ennemi réel, concret, ayant pour but l'étouffement de la Russie et de l'Union soviétique. Cette arme efficace, le contre-espionnage l'a utilisée quand apparaissait une menace réelle envers la sécurité nationale du pays. Elle permettait de manière habile de révéler et d'empêcher les plans d'ennemis menaçants. Elle offrit la possibilité de mettre au jour et de détruire les buts et les actions des services secrets de l'Allemagne fasciste durant la « Grande Guerre » patriotique. Et en ces temps que l'on appelle la « guerre froide », elle a joué un rôle important dans la lutte implacable entre les services secrets d'URSS et des États-Unis.

« Fantôme » est un mot français, dont les origines remontent à la Grèce antique : il signifie « spectre », « apparition bizarre ». Mais tous les participants de cette opération sont des personnes réelles, vivantes, ayant fait leur carrière professionnelle dans le renseignement ou le contre-espionnage, caractérisées par leur hardiesse et leur goût du risque, leur côté débrouillard et malin, leur sens du calcul, et par ce que les spécialistes appellent « l'intoxication de l'ennemi ». Chacun des ennemis se dirigeait vers son but avec opiniâtreté, créant des problèmes pour l'autre camp. Cette dure bataille de personnes et de ressources, cette lutte intellectuelle, sans compromis et sans pitié, tout cela s'est accéléré dans les années 1980.

Dans l'affaire « Prologue », le renseignement américain ne souhaitait pas ardemment sauver un agent qui avait des problèmes, mais il voulait exfiltrer une source en possession de précieuses informations. Le renseignement et le contre-espionnage goûtaient à cette satisfaction, chacun à sa manière. Mais seule une des deux parties pouvait gagner.

Le plan du KGB fut une réussite, plusieurs missions opérationnelles sérieuses furent résolues. Le contre-espionnage soviétique

a pu établir le canal utilisé par la CIA pour exfiltrer ses agents les plus précieux vers l'étranger. L'opération « Fantôme » a joué un certain rôle dans l'affaire Aldrich Ames quand, en 1985 et 1986, furent démasqués en URSS plusieurs informateurs d'importance du renseignement américain. La CIA créa une unité pour établir les raisons de ces échecs et démasquer le possible auteur des fuites venant de Langley. Cette équipe a existé jusqu'en 1989. Étant donné que la recherche de la « taupe » au sein de la CIA fut sans succès, que les interpellations d'informateurs soviétiques s'étaient arrêtées, et que la CIA recrutait de nouvelles sources, les responsables de Langley décidèrent de dissoudre l'unité.

Au KGB, on avait formé Prologue pour l'envoyer à l'étranger et infiltrer le renseignement américain. Toutefois, cette dernière étape de l'opération d'exfiltration ne fut pas menée, sur décision de la Loubianka [siège du KGB], et les raisons de ce refus demeurent secrètes. Le destin de tous les participants de cette histoire a été heureux : Jack Downing fut directeur des opérations de la CIA jusqu'à l'été 1999. Michaël Sulick[32] est à la tête d'une importante division de la direction des opérations de la CIA. Michaël Cline et Gary Montrowl[33] travaillent au QG de la CIA. Edwin continue à servir la Patrie.

Référence : Rem Krassilnikov, *Les nouveaux croisés, la CIA et la pérestroïka* (en russe), Moscou, Olma-Press, 2003, extrait traduit du russe par Cyril Gélibter.

32. Michaël Sulick dirigea la division Eurasie centrale jusqu'en 2002 puis le centre de contre-espionnage de la CIA de 2002 à 2004, avant d'être directeur du NSC (National Clandestine Service) de 2007 à 2010. *(NdT)*

33. Gary Montrowl était chef d'antenne de la CIA à Vienne de 2001 à 2004. *(NdT)*

Chapitre 12

Dans le cercle de terreur de Saddam Hussein

Les témoignages de première main sur les Mukhabarat, les services secrets des pays arabes, ne courent pas les rues. Lorsqu'il publie son autobiogaphie au Canada en 1991, Hussein Sumaida est le premier membre des services irakiens à pouvoir raconter son expérience, ayant fui son pays malgré la surveillance dont tous les responsables, même haut placés, faisaient l'objet dans l'Irak de Saddam. Plus étonnant encore, l'auteur a eu un parcours très atypique puisque avant d'être recruté, ce fils d'un dignitaire du régime a volontairement travaillé pour le Mossad !

Son père, Ali Sumaida, né en Tunisie, était le neveu d'un proche de Bourguiba, devenu opposant au régime tunisien, de plus en plus autocratique. Contraint de s'exiler, Ali émigra en Syrie où il adhéra au parti Baas, puis en Irak où il devint un compagnon de route du jeune Saddam Hussein. Quelques années plus tard, il deviendra un pilier du régime de Saddam. Nommé chef de la censure irakienne en 1969, il occupera plus tard le poste d'ambassadeur en Belgique, puis aux Nations unies. Son fils Hussein est donc élevé dans le confort et les privilèges de l'élite baasiste. Sa révolte d'adolescent contre son père et le système est tout sauf banale dans un régime où la moindre contestation se réprime dans le sang. Sumaida explique sa révolte par la cruauté et les violences que son père psychopathe faisait subir à sa famille, à lui-même et à sa mère. C'est ainsi qu'il cherche très tôt à se venger de lui en travaillant contre le régime. Cela passe d'abord par

de petits trafics. Puis il découvre l'histoire d'Elie Cohen, cet espion du Mossad qui est parvenu à infiltrer les plus hauts échelons du Mukhabarat syrien, et dont les renseignements ont largement contribué à la victoire israélienne dans la guerre des Six-Jours en 1967. Découvert pendant une transmission radio en 1965, Cohen fut pendu en public. Que le fils d'un dignitaire irakien ait pu nourrir une fixation romantique sur le destin d'Elie Cohen par haine de son père ne s'explique pas facilement et relève sans doute d'une étude psychanalytique.

Toujours est-il que, envoyé comme étudiant ingénieur en Grande-Bretagne à l'âge de 17 ans, loin de se satisfaire de la vie dorée des fils de famille arabes dans les clubs londoniens, Sumaida accepte d'être un informateur occasionnel du Mukhabarat irakien, qui garde un œil sur les étudiants, tout en se présentant à l'ambassade d'Israël et demandant à rencontrer un représentant du Mossad ! Après des semaines et des mois d'interrogatoires et de mise à l'épreuve, les espions israéliens doivent se rendre à l'évidence : ils ont bien entre les mains un authentique sympathisant irakien, qui a ses entrées dans les cercles proches du pouvoir. Ils lui donnent donc une formation rudimentaire avant de lui confier des missions d'espionnage de plus en plus risquées. C'est ainsi qu'il devra informer le Mossad sur les activités d'un représentant de l'OLP à Londres, sur l'entraînement d'aviateurs irakiens dans une base britannique ou encore sur les achats clandestins d'armes effectués par son père en Europe pour le compte du régime. Mais lorsque ses officiers traitants lui imposent de se faire embaucher à l'ambassade irakienne de Londres, la démarche finit par éveiller l'attention du Mukhabarat et du père honni. Une enquête est déclenchée et c'est une question de jours avant que la trahison du jeune homme soit révélée.

Devançant sa prochaine et inéluctable arrestation, Sumaida décide de jouer très serré : il rentre au pays et vient de lui-même confesser sa traîtrise, feignant la plus grande repentance : il dit avoir été pris au piège par le Mossad qui a payé ses dettes de jeu. Il est soumis à de longues et brutales interrogations, sans convaincre tout à fait de sa bonne foi. Mais les espions de Saddam hésitent à fixer

son sort : il s'agit tout de même du fils d'un des plus anciens compagnons de leur leader… L'affaire remonte donc jusqu'à Saddam, qui s'en remet à la décision d'Ali Sumaida : à lui de trancher le sort de son fils. Sans surprise, l'ambassadeur répond que tous les traîtres au régime doivent être exécutés, sans exception. Satisfait par la réponse, Saddam décide au contraire d'épargner le jeune Hussein, à condition qu'il accepte de rejoindre le Mukhabarat. Tout en achevant ses études d'ingénieur en Irak, Hussein va ainsi évoluer pendant plusieurs années au cœur de l'appareil sécuritaire du régime, en découvrir la corruption, les exactions et les opérations secrètes. C'est ainsi qu'il révèle, dans le chapitre qui va suivre, les dessous de la guerre Iran-Irak. On savait déjà que les pays occidentaux, en particulier les États-Unis, ont fait en sorte d'assurer un certain équilibre des forces militaires entre les deux pays, afin que la guerre se prolonge et affaiblisse les deux protagonistes. Mais on en apprend nettement plus ici, sur les filières d'armement occidental, et surtout sur la façon très personnelle qu'a trouvée Saddam de forcer la main aux États-Unis. Comme le remarque l'auteur, « il n'y a qu'au Moyen-Orient que l'on peut penser qu'envoyer un missile sur un navire américain est un bon moyen pour mettre un terme à une guerre ».

La parution de son témoignage *Circle of Fear* sembla marquer pour Hussein Sumaida le mot « fin » de l'histoire et le début d'une vie tranquille au Canada. Mais il semble écrit pour lui qu'il doive rayer le mot « tranquille » de son vocabulaire : bien que le service de l'immigration canadienne ait jugé en 1991 qu'il risquait sa vie si on le renvoyait en Irak, un autre service estima qu'en tant qu'ancien du Mukhabarat irakien, il était soupçonné de tortures et de crimes, donc indésirable au Canada. On jugea qu'il pouvait être sans danger envoyé en Tunisie, dont son père était natif. À son arrivée, il fut arrêté par la police tunisienne, alertée sur sa possible appartenance au Mossad, et sévèrement interrogé pendant une semaine, puis libéré. Il tenta de se reconstruire une nouvelle vie, mais toujours sous surveillance et menacé d'emprisonnement s'il frayait avec des étrangers, il préféra fuir le pays un an plus tard. De retour au Canada, Sumaida entama

une guérilla juridique pour obtenir le droit de s'y réinstaller. Il a eu provisoirement gain de cause, mais sans perspectives stables, il lui est difficile de se reconstruire une nouvelle vie...

Le bourbier

À l'automne 1986, je participai sur ordre de mes supérieurs à un entraînement militaire de type Mukhabarat. Cet entraînement avait lieu sur une base située près de Taji, au nord-ouest de Bagdad. C'était un endroit spartiate fait de rangées de bâtiments en brique anonymes. La grande salle à manger avait d'immenses fenêtres et des tables en bois.

L'élément le plus bizarre restait toutefois les rangées de fausses baraques en bois. Ces coquilles vides ressemblaient à un décor d'Hollywood. Elles semblaient vraies, mais il s'agissait de leurres construits pour tromper les bombardiers ennemis. Je pouvais également apercevoir un peu plus loin de faux lance-missiles SAM-6 armés de trois « missiles » pointant vers le ciel, prêts à être lancés.

Quand les avions américains envahirent le ciel irakien en 1991, ces décors grossiers trompèrent beaucoup de bombes « intelligentes ». Les Alliés avaient utilisé ce genre de fausse base pendant la Seconde Guerre mondiale ; à l'époque, une force d'invasion en carton-pâte avait même été créée en Angleterre pour tromper les Allemands et détourner leur attention de la vraie force d'invasion qui se rassemblait en un autre lieu, en prévision d'un débarquement surprise sur le continent.

Mon entraînement débuta dans une classe et j'étais le seul étudiant du jeune officier qui me donnait des leçons. Il se comportait toutefois comme si la classe était pleine et c'était amusant de le voir ainsi ignorer le caractère intime de notre situation ; il parlait et gesticulait comme s'il avait donné ce cours chaque jour depuis les cent dernières années. Il me montra comment

démonter et nettoyer un AK-47, puis nous passâmes au pistolet Browning. Ce fut la partie la plus facile de ma formation. Puis vint l'entraînement sur des cibles fixes. Je me tirai si bien d'affaire qu'on aurait dit que j'avais suivi l'entraînement du Mossad, mais il s'avéra simplement que je possédais une habileté naturelle très utile.

Le reste de mon entraînement consista principalement à servir de cible. Je devais me tenir debout dans le champ de tir en tenant un mannequin en bois coupé à la taille. Une grosse Peugeot arrivait alors en trombe en fonçant vers moi, ses pneus crissant dans la poussière pendant que ses occupants faisaient feu sur le mannequin.

Au début, je me demandais qui de nous deux était le mannequin. De toute façon, j'avais l'impression d'en être un, debout dans la chaleur et couvert de poussière soulevée par la voiture. Je me disais que mes patrons avaient sûrement perdu la tête pour appeler cet exercice complètement idiot un « entraînement ». Je me ravisai par la suite. Peut-être avaient-ils constaté que sur le terrain, nos gars se faisaient plus souvent tirer dessus que le contraire. Je compris que l'objectif visé est de nous blinder contre à peu près n'importe quoi. Beaucoup d'agents sont de bonnes gâchettes, mais perdent tous leurs moyens lorsqu'on leur tire dessus. Encore une fois, le Mukhabarat montrait qu'il était plus sophistiqué qu'il n'en avait l'air. J'étais en train d'apprendre que l'espionnage était certes un métier ennuyeux et répétitif, mais qu'il était aussi ponctué de moments de pure terreur.

Une de mes missions consista à évaluer un homme du nom d'Assad. C'était un étudiant syrien que le Mukhabarat voulait renvoyer en Syrie comme agent pour effectuer des missions de routine visant à infiltrer le service de renseignement syrien. Il faut savoir qu'à l'époque en Irak, les Syriens étaient à peine moins détestés que les Israéliens. Saddam en voulait personnellement au président syrien Hafez el-Assad, le seul autre baasiste à diriger un pays arabe. D'ailleurs, la fraternité baasiste n'avait pas survécu

à la rivalité entre Saddam et Assad dont l'enjeu consistait à déterminer lequel entre les deux dominerait le monde arabe.

Le service de renseignement irakien avait si bien réussi à infiltrer les Syriens que chaque fois que Damas envoyait des agents en Irak pour effectuer des opérations de sabotage, le Mukhabarat avait leur photo avant même qu'ils ne quittent la Syrie. Ils étaient arrêtés dès qu'ils franchissaient la frontière.

Je fis un rapport neutre sur mon étudiant syrien. La dernière chose que je souhaitais était que des innocents aient des problèmes avec le Mukhabarat. Je marchais sur une ligne très étroite, essayant de plaire à mes maîtres tout en restant humain.

On ne faisait jamais mention dans les journaux ou à la télévision de nos opérations Arabes-contre-Arabes menées dans les autres pays arabes. En apparence, nous faisions semblant de perpétuer le ridicule mythe de l'unité arabe alors qu'en réalité tous savaient que nous étions des ennemis mortels. L'Irak et la Syrie se détestaient mutuellement et méprisaient les Égyptiens pour avoir trahi la cause palestinienne en signant les accords de Camp David. Chaque pays arabe appuyait un groupe arabe différent au Liban, mais tous enviaient ou détestaient les riches Saoudiens qui étaient considérés comme des snobs et des parvenus. Quant aux Koweïtiens, ils étaient méprisés et vus comme des fainéants au sous-sol bourré de pétrole. Enfin, personne n'était en mesure de prédire le comportement du libyen Kadhafi et conclure une alliance avec lui s'avérait toujours hasardeux.

Les pauvres Palestiniens n'étaient qu'un instrument politique que tous, y compris l'OLP, utilisaient à leurs propres fins. En effet, l'OLP donnait parfois l'impression de vouloir maintenir de force son peuple en exil par crainte de perdre son pouvoir si les revendications territoriales étaient satisfaites et que la paix et la stabilité s'installaient. Ce qu'on appelle la « question palestinienne » était tout aussi utile aux autres dirigeants arabes. Selon les circonstances, c'était un cri de ralliement ou une diversion utilisée pour cacher la réalité au peuple. Saddam en donna un

parfait exemple lorsqu'il eut besoin d'un enjeu pour détourner l'attention du peuple des crimes commis au Koweït pour la rediriger contre les perfides Américains.

La seule et unique chose qui unit les nations arabes est la suivante : une haine viscérale d'Israël. Même la guerre contre l'autre ennemi héréditaire des Arabes que sont les Perses n'avait pas réussi à leur faire oublier leurs différences. Il y avait d'un côté les dirigeants saoudiens et koweïtiens qui étaient terrorisés par la perspective d'une révolution islamique se propageant jusqu'à leurs frontières pour atteindre les classes défavorisées au sein de leur population. Face à cette menace, ils apportèrent donc leur soutien, mais à contrecœur, à un Saddam tout aussi dangereux pour eux. De l'autre côté, il y avait les Syriens qui soutenaient ouvertement une des factions en Iran, la plus puissante en fait : les mollahs dirigés par Rafsandjani. Il y avait aussi Kadhafi qui entretenait des liens avec une autre faction de mollahs. Quant à l'OLP, elle choisissait son côté en fonction du dirigeant arabe qui l'épaulait à ce moment. Les puissances arabes s'affrontaient également au Liban par groupes interposés, chacune utilisant ses alliés locaux et leurs milices pour transformer le pays en champ de bataille politico-tribal.

Dans cette atmosphère dominée par les factions, perpétuer cette pagaille et ce désordre était un jeu d'enfant pour les espions et les agents du renseignement. Le *hajj*, le pèlerinage à La Mecque, était un théâtre d'opérations idéal. Le *hajj* était la préoccupation des préoccupations des Saoudiens car en tant que gardiens du Saint des Saints, ils étaient tenus pour responsables en cas de problème. Saddam essaya de profiter des conflits entre les factions lorsque la guerre avec l'Iran prit une tournure dramatiquement défavorable pour lui.

En février 1986, les Iraniens surprirent le monde en général, et Bagdad en particulier, lorsqu'ils s'emparèrent de Fao. Installation pétrolière stratégique située dans le sud de l'Irak, Fao était juste à côté de Bassorah. Ce fut un massacre et 58 000 soldats

irakiens trouvèrent la mort. Les Irakiens se défendirent férocement, mais furent submergés par les attaques suicides lancées par les hordes de martyrs adolescents de Khomeini.

Les commandants irakiens qui ordonnèrent une retraite stratégique pour regrouper leurs forces furent exécutés sommairement sur l'ordre de Saddam. Ces pauvres diables s'étaient retrouvés coincés entre les fanatiques qu'ils avaient devant eux et les fusils de Saddam qui les attendaient derrière eux. Quelques années plus tard, en 1991, les militaires irakiens auraient un choix très différent à faire dans le désert saoudien : il y aurait devant eux la puissance militaire des États-Unis et d'une coalition internationale alors que derrière eux se trouverait toujours le poignard de Saddam.

Saddam avait puisé dans la Garde républicaine, son armée d'élite personnelle, pour former des brigades spéciales dont la mission consistait à surveiller les officiers envoyés au front. Comme les rangs des officiers de carrière de l'armée régulière avaient été décimés, Saddam savait que leurs remplaçants étaient des lèche-bottes qui déguerpiraient dès que l'ennemi passerait à l'offensive. Il avait donc besoin d'une force de soutien qui capturerait les déserteurs pour les renvoyer au front ou les exécuter. La méthode se révéla si efficace que de nouvelles escouades furent envoyées pour couvrir les arrières de l'armée tout entière et attraper les déserteurs ou les lâches. On les surnommait les « bataillons d'exécution ». Les familles des soldats exécutés par ces escouades recevaient la dépouille dans un sac et se voyaient retirer leur pension militaire.

Nombre d'officiers étaient confrontés au dilemme suivant : soit être capturés par les Iraniens qui leur arracheraient littéralement les membres un à la fois, soit mourir aux mains des bataillons d'exécution. Face à un tel choix, certains se tiraient une balle dans la tête, sachant que leur famille recevrait au moins une maigre compensation financière.

Un jour, un des meilleurs commandants de l'armée irakienne tenta une manœuvre désespérée en lançant une attaque suicide

contre les lignes iraniennes. Les soldats irakiens qui tentèrent de contourner les Iraniens en utilisant l'île koweïtienne de Bubbiyan située à l'entrée du Golfe, furent cependant massacrés. L'opération fut un désastre total et ne permit de faire aucun gain. Le président Saddam fit exécuter le commandant.

Saddam avait désespérément besoin d'une aide immédiate. De beaucoup d'aide. Pour mobiliser plus de frères arabes contre les Iraniens, il lança une opération qui visait le *hajj*.

Deux agents déguisés en bergers furent envoyés à La Mecque. Ils devaient déclencher des explosions « terroristes » à des endroits stratégiques en orchestrant soigneusement l'opération pour faire porter le blâme sur les Iraniens. On voulait ainsi déclencher une forte vague anti-iranienne à travers le monde arabe et forcer les autres nations arabes à entrer en guerre. Puisque l'ennemi serait les Iraniens détestés, cette guerre pourrait même se transformer en *jihad,* mot passe-partout utilisé pour couvrir toutes les actions politiques imaginables. Le défi consisterait à effacer tout lien entre l'Irak et ces attaques visant le *hajj*. D'ailleurs, l'Irak déployait de grands efforts pour éviter d'être associé au terrorisme. Saddam, même s'il était lui-même un grand terroriste, voulait projeter une image publique aussi nette que le sable du désert. Finalement, l'opération fut annulée lorsque les Iraniens eurent l'amabilité de provoquer eux-mêmes des émeutes au *hajj*, causant des bousculades qui tuèrent beaucoup de pèlerins innocents. Toutefois, ces émeutes ne suffirent pas pour faire entrer d'autres pays arabes dans la lutte contre les ayatollahs. Cette guerre meurtrière allait durer pendant encore de nombreuses années.

Grâce à mon travail avec le Mukhabarat, j'en appris plus sur l'arsenal de Saddam et sur ses stratégies qu'il n'était prudent pour un Irakien de le savoir. Je découvris également que si vous vouliez apprendre quelque chose, il fallait poser la question à une secrétaire, à un chauffeur, à un traducteur ou à quelqu'un comme Nasar.

Le pauvre Nasar était un vieil ami d'école. Son oncle Amir était un officier de haut rang qui était responsable du service chargé des modifications à apporter aux armes. Nasar était son « accompagnateur spécial », c'est-à-dire son garde du corps. Il savait donc beaucoup de choses.

Nasar et moi nous ressemblions suffisamment pour avoir l'air de frères jumeaux et nous devînmes rapidement des « potes », comme le disent les Français. Nous aimions aller à *Habanniya* pour y passer la journée. *Habanniya* était un luxueux complexe hôtelier construit par des Français sur le bord d'un lac situé à 90 kilomètres de Bagdad, à proximité de la gigantesque base aérienne qui abritait tous les MiG-25 de Saddam.

Habanniya était un endroit fréquenté par les touristes, mais en raison de la guerre, ceux-ci se faisaient rare. En 1986, on y retrouvait surtout des Irakiens fortunés. Une partie de l'hôtel était sous bonne garde, car elle était réservée aux membres du parti. Sur l'autre rive du lac, il y avait un des palais de Saddam. Même si ce palais était défendu par des soldats et des batteries antiaériennes, j'avais toujours l'impression qu'une espèce de force malveillante le protégeait.

À *Habanniya*, on pouvait faire de l'équitation, du golf, de la natation, du ski nautique. Il y avait même des manèges pour les enfants. Il y avait aussi un excellent restaurant et une discothèque. J'aimais y faire de l'équitation, même si cela se limitait à trotter dans un petit enclos.

Nasar aimait flâner sur la terrasse à boire, à parler des filles et à les draguer, mais il laissait tomber dès qu'il en attrapait une. Je buvais avec lui, mais je me méfiais des petits comprimés qu'il prenait pour se droguer. Je refusais poliment d'en prendre, car Abu Firas avait été très clair sur ce point : pas de drogue.

Au fil des semaines, Nasar me raconta les derniers développements en matière de modifications d'armes. Il était persuadé que les armes mèneraient finalement l'Irak à la victoire finale contre l'Iran. Étrangement, cette guerre qui s'éternisait ne semblait pas

avoir d'impact sur nos vies à Bagdad. La seule exception fut pendant la guerre des capitales lorsque Téhéran et Bagdad s'échangèrent des bombes et des roquettes ; même là, les dommages se limitèrent aux zones touchées. Tous les habitants des quartiers avoisinants se précipitaient alors pour venir en aide à leurs voisins malchanceux.

Ce fut une guerre grotesque et obscène où des millions de citoyens furent sacrifiés sur l'autel d'un affrontement vicieux entre deux tyrans : Khomeini et Saddam. Chacun était passé maître dans l'art de manipuler les émotions de sa population et d'attiser ainsi la haine contre l'autre. Nos pays étaient des terres fertiles pour semer la haine, car l'information ne circulait pas librement et aucun survivant ne venait contredire la version officielle. Vers la fin cependant, il devint de plus en plus facile de détester les Iraniens qui se débrouillaient de mieux en mieux.

Nasar m'assura que l'Irak ne ménageait aucun effort pour obtenir un avantage tactique et technologique.

Des systèmes radar français furent transformés pour capter une plus grande étendue de territoire. Leur portée fut presque doublée, passant de 18 à 34 kilomètres. Les systèmes étaient moins précis et plus faciles à brouiller mais pour l'armée irakienne, la portée était primordiale. Les hélicoptères d'attaque Mi-24 furent modifiés pour transporter des missiles air-air, deux à la fois. On installa également des missiles soviétiques surnommés « Atul ». Toutefois, au début, les Mi-24 ne pouvaient en prendre que cinq, car le même vieux problème persistait : les changements se faisaient au détriment de la précision.

On apporta également des amliorations au char T-72 soviétique à l'épais blindage en y ajoutant un nouveau logiciel et un équipement de vision de nuit. Lors de la guerre du Golfe en 1991, ces nouvelles caractéristiques semblèrent avoir échappé aux forces américaines qui croyaient être les seules à posséder l'avantage de la vision nocturne. Le T-72 allait les détromper. Les T-72 furent d'ailleurs surnommés les « Lions de Babylone ». Quant aux obus de

fabrication soviétique, ils furent remplacés par de nouveaux obus à plus longue portée, mais encore une fois moins précis quand le char était en mouvement. Toutefois, comme l'Irak et l'Iran avaient tendance à utiliser les chars comme de l'artillerie, la précision importait moins que dans le cas d'une utilisation plus conventionnelle. Plutôt que de se servir des chars pour lancer un assaut, on les enterrait pour les protéger. Les armes pouvaient faire le travail. Il s'avéra cependant que les hommes, eux, ne le pouvaient pas.

Les MiG-23 soviétiques furent munis de nouveaux points de suspension permettant de remplacer les missiles soviétiques par des missiles français « magiques ». Les missiles français étaient plus « intelligents » et leur précision avoisinait les cent pour cent. Les MiG furent également équipés de nouveaux systèmes de communication français et allemands qui amélioraient les échanges avec le contrôle au sol. Les plus petites pièces étaient copiées et produites dans une usine située à Eskanderia.

Des technologies françaises et allemandes furent utilisées pour améliorer les systèmes d'armement brésiliens. Comme d'habitude, l'équipement fut démonté et copié. Il était utilisé principalement pour les véhicules de transport des soldats et les autres véhicules blindés.

Si l'Angleterre était un terrain de jeu pour les agents et les terroristes irakiens, la France était le supermarché de nos forces armées. On y trouvait de tout, des missiles Exocet aux vêtements Christian Dior destinés aux épouses et aux filles des officiers.

Les avions de transport Iliouchine furent convertis en avions-citernes servant au ravitaillement en vol. Vers la fin de la guerre avec l'Iran, on installa sur un Iliouchine une soucoupe spéciale semblable à celle d'un avion AWACS (Airborne Warning and Control System : système de détection et de commandement aéroporté).

Ces avions modifiés furent conçus et fabriqués à l'aéroport Saddam. Le premier test avec un de ces lourdauds tourna au désastre : le monstre s'écrasa au sol peu après le décollage.

Comme il arriva souvent avec ces projets de modifications, les Irakiens voyaient uniquement les avantages des améliorations apportées, et non les inconvénients. Par exemple, ils augmentaient la portée d'un canon, mais négligeaient la précision. Dans le cas de l'AWACS/Iliouchine, on ne tint pas compte d'un problème avec la dérive.

J'en appris aussi davantage sur les usines où les missiles étaient fabriqués et modifiés. Par exemple, une version modifiée du SS1 allait devenir célèbre dans le monde entier quelques années plus tard sous le nom de Scud. Entre-temps, je découvris que beaucoup d'ingénieurs qui travaillaient dans ces usines le faisaient sous la contrainte. La méfiance et la haine envers les intellectuels étaient si profondes chez les caciques du parti que les ingénieurs étaient fréquemment brutalisés par leurs superviseurs et punis sévèrement pour des choses aussi banales qu'un retard de quinze minutes. Un enfant malade à la maison, un accident de voiture, un décès dans la famille ; aucune excuse n'était acceptable. Ces hommes d'âge mûr, professionnels accomplis, étaient traités comme des soldats insubordonnés. La dignité et le respect de soi étaient interdits.

Pendant que je réfléchissais à tout ce que Nasar m'avait raconté, je commençai à m'inquiéter. Pourquoi me révélait-il tant de secrets militaires ? S'agissait-il d'un agent infiltré du Mukhabarat qui voulait vérifier si j'allais tout rapporter ? Plus j'y pensais et plus cette hypothèse me semblait probable.

Je décidai d'en parler à Abu Firas. Je m'attendais à un regard entendu de sa part et au démenti habituel.

J'eus plutôt droit à une explosion de colère.

« Il disait ça à la blague, dis-je en essayant de minimiser l'affaire. Il prend souvent de la drogue, vous savez. »

Abu Firas entra alors dans une rage folle.

Le pauvre Nasar fut immédiatement envoyé au front. Heureusement pour lui, oncle Amir intervint en sa faveur et il put revenir de cet enfer pour être muté à un poste subalterne.

Je compris alors que le pauvre Nasar s'était confié à moi parce qu'il croyait que j'étais quelqu'un d'aussi important que mon père et qu'il n'y avait pas de danger à me parler de toutes ces choses. À son retour, il cessa de m'appeler. Je peux difficilement le blâmer.

Peu de temps après, le monde apprit que le colonel Oliver North et beaucoup d'autres imbéciles mal avisés qui travaillaient dans le sous-sol de la Maison-Blanche avaient vendu des armes à l'Iran dans l'espoir d'obtenir la libération des otages américains au Liban. On soupçonna le président Ronald Reagan d'avoir dirigé lui-même l'opération, mais il ne se « rappelait » de rien. North et ses collaborateurs prétendirent qu'ils négociaient avec les « modérés » de Téhéran comme Rafsandjani. Pourtant, Rafsandjani est aussi modéré que Heinrich Himmler, le chef de la Gestapo de Hitler. Peu de gens parmi ceux qui connaissaient la situation au Moyen-Orient furent surpris de cette preuve supplémentaire de naïveté et d'ignorance de la part des Américains au sujet de cette région. Ils apprenaient, certes, mais pas assez vite.

Tout le monde savait que les Américains jouaient un jeu pas très subtil dans cette guerre. Ils donnaient un soutien limité aux Irakiens tout en permettant des livraisons illégales d'armes à l'Iran. Ils espéraient en fait que les deux pays s'annihileraient mutuellement. Les Américains n'étaient pas les seuls à jouer ce jeu. La France, l'URSS, la Chine et même Israël participaient à cette frénésie de ventes d'armes.

Or, l'Irak avait toujours cru que Washington la favorisait parce que les Américains la considéraient comme un moindre mal. L'arnaque iranienne d'Oliver North rendit donc Saddam furieux. Pour le calmer, Washington autorisa les pétroliers koweïtiens, qui transportaient en grande partie le pétrole irakien, à changer de pavillon afin de bénéficier de la protection américaine face aux attaques iraniennes. La guerre s'était alors déplacée du côté des lignes maritimes du golfe Persique, étranglant lentement les deux pays qui dépendaient des exportations de pétrole à partir des

terminaux du Golfe. Le geste américain apaisa momentanément Saddam.

Pendant presque six des sept années que durèrent les combats, Saddam tenta de conclure un cessez-le-feu négocié avec l'Iran, car il savait que la guerre ne pouvait être gagnée. Cependant, les mollahs iraniens semblaient apprécier le bain de sang.

Saddam décida d'employer une tactique inusitée pour le Moyen-Orient et convoqua le Conseil de commandement de la révolution. Ce n'était pas la première fois que le Conseil était convoqué à une réunion spéciale, mais celle-ci promettait d'être plus mémorable que les autres. Ses membres se réunirent dans la salle de conférence de Karradat Mariam, le camp présidentiel fortifié situé sur la rive occidentale du Tigre. Le complexe abritait également le quartier général des forces armées. Saddam entra dans la salle, l'air plus sombre que d'habitude, ce qui semblait humainement impossible. (Le visage souriant qu'il présentait devant les caméras de télévision était strictement une façade pour les relations publiques. Une fois les caméras éteintes, Saddam était froid et sévère. Contrairement à mon père, il dominait ses passions, ce qui le rendait beaucoup plus dangereux.)

Avec sa précision habituelle, Saddam fit un résumé de la situation devant un conseil composé de ceux qui avaient survécu à ses nombreuses purges et qui composaient maintenant son cercle rapproché. Tous acquiescèrent à chaque point exposé dans un style incisif : le réservoir inépuisable de martyrs des Iraniens, leur intransigeance, la possibilité d'intensifier les bombardements sur Téhéran et les attaques contre les navires iraniens dans le Golfe, les dangers qui menaçaient les navires koweïtiens, l'ambivalence de la politique américaine… et ce qu'il fallait faire pour contrer cette ambivalence.

« Je vous donne l'ordre d'attaquer un navire de guerre américain dans le Golfe, dit-il en se tournant vers le commandant des forces aériennes, le général Hamid Shaaban. Utilisez les Exocet. »

Il n'y avait qu'au Moyen-Orient où une attaque contre un navire américain pouvait être considérée comme un bon moyen de mettre fin à une guerre.

C'est Karim, une vieille connaissance à l'époque du vol du *Qadissiya*, qui me relata cette rencontre. En tant que garde du corps d'un des hommes présents à cette rencontre, Karim se trouvait dans la salle. Comme je le disais, quand vous voulez savoir quelque chose, demandez-le aux gardes ou aux secrétaires. Karim pensait sans doute qu'en me faisant cette confidence, il ne risquait rien puisqu'il ne faisait que louer l'ingéniosité du maître de son maître. Pourtant, Karim purge présentement une peine de quinze ans de prison pour avoir commis en toute bonne foi d'autres erreurs du genre. De telles considérations n'étaient jamais prises en compte dans l'Irak de Saddam.

L'attaque contre un navire américain fut un exemple parfait de la fourberie de Saddam et de ses méthodes imprévisibles et extravagantes. De plus, il y avait une logique parfaite derrière toute cette démence. Les États-Unis étaient ambivalents parce qu'ils pouvaient se le permettre. Le Koweït, l'Iran et l'Irak subissaient des pertes réelles pendant que les États-Unis, la France, les Soviétiques et tous les autres pays dans le monde, semblait-il, vendaient des armes aux deux belligérants. Ce conflit servait de gigantesque banc d'essai pour l'armement.

Seules des pressions de la part des Américains et des Soviétiques pouvaient mettre fin à cette guerre. Des pressions sérieuses. Des pressions qui juguleraient les artères iraniennes par où l'armement transitait. L'Irak, lui, était déjà rogné morceau par morceau par les Soviétiques.

Les Américains n'interviendraient pour mettre fin à la guerre uniquement lorsqu'ils commenceraient eux-mêmes à subir des pertes inacceptables. Par exemple un navire de guerre. Et pardessus tout, les marins qui sont à bord. Saddam croyait que les pertes subies par les Américains au Vietnam les avaient profondément traumatisés. Selon lui, ils ne supporteraient pas de

voir leurs fils rentrer à la maison dans des housses mortuaires, et encore moins à cause d'un dictateur de Bagdad. Même si le sentimentalisme était une notion totalement étrangère à Saddam, il était convaincu que les Américains étaient de grands sentimentaux.

Le 17 mai 1987, un chasseur Mirage de Saddam fonça dans le ciel bleu au-dessus des eaux du Golfe en direction de l'*USS Stark*. Les pilotes de Mirage étaient la crème de la crème. C'était les pilotes les mieux entraînés qui disposaient du meilleur matériel. C'était également ceux dont la fidélité à Saddam était la plus surveillée. Il ne voulait pas voir un transfuge s'enfuir avec un Mirage. Les chasseurs de fabrication française avaient été améliorés afin de transporter non pas un, mais deux missiles Exocet à la précision meurtrière. C'est un de ces missiles qui s'était avéré si dévastateur pour la marine anglaise pendant la guerre des Malouines contre les Argentins.

À bord de l'*USS Stark*, les opérateurs radar détectèrent le Mirage, mais le commandant comprit trop tard qu'il fonçait vers eux avec une intention hostile. Le *Stark* fut touché sur le flanc par deux Exocet et l'explosion qui s'ensuivit fit les gros titres partout dans le monde. Le *Stark* fut en mesure de revenir au port, mais trente-sept marins rentrèrent à la maison dans des cercueils recouverts d'un drapeau. Saddam offrit ses excuses en affirmant qu'il s'agissait d'un terrible accident. Personne ne put cependant expliquer comment un Mirage avait pu lancer accidentellement deux Exocet à bout portant. Les Américains et les organisations internationales ne purent interviewer le pilote. Ne sachant pas que le Mirage avait été modifié, les analystes occidentaux crurent que deux Mirage avaient attaqué. Les deux parties renoncèrent à donner suite à l'affaire après que Saddam eut versé 27 millions de dollars en compensation aux familles des victimes.

Pour Saddam, c'était un faible prix à payer. L'ambivalence américaine était maintenant chose du passé. Washington commença à œuvrer sérieusement pour conclure un cessez-le-feu,

exerçant de fortes pressions auprès de toutes les parties en cause. Cette guerre qui aurait coûté des milliards de dollars supplémentaires à Saddam si elle s'était prolongée, était presque terminée. Le pilote responsable de « l'accident » reçut une promotion et devint directeur de l'école de l'armée de l'air.

Référence : Hussein Sumaida (avec Carole Jerome), *Circle of Fear*, Robert Hale, Londres, 1991, extrait traduit de l'anglais par Miville Boudreault.

Chapitre 13

Quand la CIA, à travers l'ISI, armait les seigneurs de la guerre en Afghanistan

On l'a dit et répété : la guérilla afghane contre l'Armée rouge fut un épisode clé de la guerre froide finissante, la revanche des États-Unis contre l'URSS après la saignée infligée au Vietnam. Mais on connaît au fond assez mal ce qu'a été le soutien réel de l'Occident à cette guérilla, comment il s'est organisé, vers qui et en fonction de quels critères il a été réparti. Le livre somme de Steve Coll, *Ghost Wars*[34], l'un des récits les plus détaillés sur cette guerre de l'ombre, n'a jamais été traduit en français, pas plus que le reportage de Mark Urban, *War in Afghanistan*[35]. À l'heure où les forces d'occupation américaines et européennes tentent de pacifier l'Afghanistan, l'histoire de ces années 1980 est pourtant d'un intérêt capital. C'est pourquoi le témoignage du brigadier-général Mohammed Yousaf est particulièrement précieux. Aux premières loges au sein de l'ISI pakistanais, Yousaf a géré l'arrivée de l'aide occidentale et sa redistribution côté afghan de 1983 à 1987, ne rapportant qu'au seul général Akhtar, directeur de l'ISI, lui-même sous l'autorité directe du président Zia.

L'homme est un militaire plus qu'un espion. Après une carrière d'officier classique (brigadier d'infanterie), il est repéré et recruté directement par le général Akhtar. Sans expérience ni goût particulier pour le renseignement, il est parachuté à la tête du bureau afghan

34. Penguin, 2005.
35. Macmillan, 1990.

de l'ISI, avec pour missions d'entraîner les moudjahidine afghans, de les armer et de planifier leurs attaques en territoire afghan. Un seul mot d'ordre : casser les Russes ! La manœuvre est extraordinairement audacieuse de la part du président pakistanais : si les Soviétiques venaient à recueillir des preuves matérielles de cette ingérence dans les affaires afghanes, cela pourrait provoquer l'invasion du Pakistan, bien incapable de résister aux chars soviétiques ! Mais le président Zia a choisi de jouer serré, isolé qu'il est sur la scène internationale[36]. C'est donc sur les épaules du consciencieux et inconnu Yousaf que la direction de l'ISI a choisi de faire reposer le fardeau. Et elle n'aura pas à se plaindre de son choix, si l'on considère la suite des événements et le retrait final des Soviétiques.

Ce sont Akhtar et Yousaf qui définissent les « règles du jeu », à savoir le mode d'emploi de l'aide américaine, bientôt renforcée par une contribution saoudienne. Premier principe : pas de contact entre les Américains et les Afghans. Tout doit transiter par l'ISI. Deuxième principe : les Pakistanais décident souverainement de la répartition. Il y a à l'époque sept partis moudjahidine d'opposition installés en exil au Pakistan. On peut estimer que quatre sont fondamentalistes, les trois autres étant islamistes « modérés ». Chaque chef de guerre sur le terrain doit être rattaché à un parti pour être éligible au ravitaillement. À la tête d'une petite unité de 300 hommes, Yousaf n'a pas autorité sur les chefs de guerre, et doit souvent composer avec leurs affrontements et rivalités. Chacun veut être le plus brave, le mieux armé, avec les toutes dernières technologies. Il faut aussi canaliser leurs initiatives, souvent désordonnées, et assurer un minimum de coordination entre leurs actions. Le but n'est pas forcément d'accomplir les actions les plus spectaculaires mais de « saigner » l'ennemi en lui infligeant une multitude de petites blessures. Le bilan est impressionnant : en quatre ans, 80 000 moudjahidine sont passés par les camps secrets de l'ISI, des centaines de milliers de tonnes d'armes et de munitions ont été distribuées et l'auteur estime par ailleurs que plusieurs milliards de

36. Voir Yvonnick Denoël, *1979, guerres secrètes au Moyen-Orient*, Nouveau Monde éditions, 2009.

dollars d'aide ont été tout simplement gaspillés par les bureaucrates américains, qui envoyaient parfois des armes ou des munitions inadaptées, quand elles n'étaient pas tout simplement défectueuses ! Mais le résultat de ce gigantesque travail de sape est connu : dès 1986, le retrait soviétique apparaît comme inéluctable au sein de l'Armée rouge.

Alors que l'ISI pakistanais tente, depuis plusieurs années, de minimiser ses complicités passées avec les mouvements talibans afghans, le récit du brigadier-général Yousaf est particulièrement éclairant. C'est un cas unique de Mémoires d'un ancien de l'ISI publiés en Occident, par l'entremise d'un officier britannique. La raison de cette confession, bien peu courante au Pakistan, est que Yousaf n'a guère été récompensé par son service, qu'il a quitté en 1987, après qu'on lui a refusé une promotion. Peu après, son mentor et unique soutien dans l'institution, le général Akhtar, qui venait d'être promu chef d'état-major des armées, disparaissait. Un bien curieux épisode en réalité : le 17 août 1988, un DC9 transportant le président pakistanais Zia, le général Akhtar et divers chefs militaires et politiques ainsi que l'ambassadeur des États-Unis, effectuait un atterrissage d'urgence et explosait sans cause apparente. Le drame n'a jamais été élucidé ni même reconstitué de façon convaincante, mais Yousaf a son idée là-dessus. Il note que quelques mois plus tôt, en avril 1988, une énorme explosion secouait la ville de Rawalpindi : un énorme entrepôt dans lequel étaient concentrés tous les stocks d'armes conservées par l'ISI était réduit en cendres. Là encore, pas d'indices ni d'explication. Mais des conjectures.

Yousaf remarque qu'à partir de 1987, les Américains ont bien conscience que les Russes sont condamnés à quitter l'Afghanistan. La victoire est à portée de main des moudjahidine. S'ils prennent le pouvoir, l'Afghanistan deviendra à coup sûr une république islamique. Et depuis l'arrivée de Khomeini à Téhéran, on sait ce que cela signifie. Du coup, calcule l'auteur, il n'est pas impossible que la CIA ait préféré stopper l'envoi d'armes, pour permettre au régime fantoche de Kaboul de durer le plus longtemps possible. Et la mort du général-

président Zia ? Il est probable qu'elle soit d'origine criminelle. Mais la prudence s'impose, tant il y a de suspects : le KGB et le KHAD afghan, par vengeance, les islamistes pakistanais, le clan Bhutto dont le leader Ali a été renversé par Zia et condamné à mort sur son instigation... ou encore les Américains, qui pourraient avoir voulu se débarrasser d'un allié désormais trop pro-islamiste. Impossible aujourd'hui de trancher entre ces hypothèses, toutes aussi troublantes !

Le rôle de la CIA

« Donnez-nous les outils et nous finirons le travail. »
Winston S. Churchill, télégramme
adressé au Président Roosevelt, 1941

L'avion arrivait toujours pendant la nuit. Vers 21 h généralement, ou bien juste avant l'aube, le général Akhtar et moi, accompagnés par le personnel de la CIA locale, attendions à la base aérienne de Chaklala l'énorme C-141 noir (*Starlifter*) qui roulait vers un endroit retiré du terminal. Il n'y avait jamais personne de l'ambassade des États-Unis, que ce soit à l'arrivée ou au départ de l'appareil. En ces occasions, il était d'usage, pour distraire l'attention, que l'ambassadeur organise un dîner de diplomates à l'ambassade. La tour de contrôle guidait l'avion dans son approche mais aucun personnel de l'*Air Force* n'était là pour l'accueillir au sol. Aucun des passagers n'était soumis à une formalité quelconque de douane ou d'immigration ; jusqu'aux bagages qui étaient entièrement manipulés par des Américains.

L'appareil venait de Washington sans escale, environ 5 500 km, après un rendez-vous en plein ciel avec un ravitailleur basé en Europe ou au Moyen Orient pour refaire le plein. L'équipage était en civil, comme tous les passagers. En dehors de la cocarde américaine sur son fuselage, rien ne pouvait identifier l'avion. À l'intérieur, l'énorme cargo avait été transformé en un hôtel volant

et en centre de communications. À l'avant, la zone VIP était luxueusement garnie de sofas, fauteuils confortables, couchettes et installations sanitaires – de la super première classe. La partie arrière contenait un centre de communications ultra-moderne qui permettait aux occupants de converser en toute sécurité avec Washington ou avec n'importe quelle partie du monde. L'appareil était protégé par les plus récents dispositifs de brouillage et par radar pour écarter d'éventuels missiles. Au sol un membre de l'équipage restait à bord 24 h sur 24. Au Pakistan, l'ISI fournissait un cordon d'hommes en armes pour garder le périmètre extérieur, mais notre personnel ne pouvait pas monter à bord.

Pendant que l'avion se garait une file de voitures se dirigeait lentement vers lui tandis qu'à l'extérieur de la base un véhicule de sécurité de l'ISI patrouillait sur la route que le cortège allait emprunter pour rejoindre la résidence de l'ambassadeur des États-Unis à Islamabad. Les voitures étaient rangées sur une file – escorte ISI, voiture de sécurité US, voiture VIP, voiture de sécurité US, escorte ISI, puis toutes les autres. L'homme qui descendait les marches de la passerelle était grand, très vieux, et était surnommé « Cyclone » à cause de sa propension à se déchaîner contre les communistes, ou encore le « Vagabond » à cause de la fréquence de ses visites aux stations de la CIA à travers le monde. Il dirigeait le service de renseignements de la nation la plus puissante de la terre. William Casey était le conseiller principal du Président Reagan en matière de renseignements, le directeur des Renseignements Centraux près le Comité National de Sécurité (*National Security Committee* – NSC), le président du Comité de Renseignements des États-Unis et le directeur de la CIA. Il venait pour une de ses visites annuelles de deux jours au Pakistan discuter avec le général Akhtar et moi-même de la situation en Afghanistan. Sa femme ou sa fille l'accompagnaient occasionnellement. Son adjoint venait aussi parfois, mais il emmenait toujours le chef du Bureau d'Afghanistan et d'Extrême-Orient du quartier général de la CIA. Cet homme, qui est encore en

service et que j'appellerai donc M. À., avait servi dans les forces spéciales américaines ; je trouvai en lui l'un des très rares responsables de la CIA possédant une bonne connaissance des problèmes militaires et quelqu'un avec qui les gens de l'ISI pouvaient s'entendre.

Pendant les 48 heures suivantes, le casse-tête principal était la sécurité de notre hôte. Deux de ses hommes arrivaient plusieurs jours à l'avance pour mettre au point les mesures, vérifier la route et essayer leurs communications. Les visites de M. Casey furent les seules occasions où je vis des responsables de la CIA « paniqués » ou sérieusement agités. La protection de son séjour était loin d'être simple, elle impliquait beaucoup de monde, de prévoyance et un programme minutieux. Nous allions même jusqu'à désigner notre visiteur du nom de « M. Black », par écrit ou dans nos conversations.

Le lendemain matin, la CIA et l'ISI se trouvaient à la table de conférence du quartier-général de l'ISI à Islamabad. Casey était flanqué de l'ambassadeur américain d'un côté et de M. À. de l'autre, puis du reste de son équipe, incluant le responsable local de la CIA et divers analystes, répartis de chaque côté. En face, se trouvait le général Akhtar, moi-même et une équipe d'officiers et d'analystes de l'ISI. Je regardais Casey avec attention. Il avait parfois l'air de sommeiller pendant le ronron des analystes, mais dès qu'un sujet important était abordé il devenait soudain très alerte. Il possédait un esprit rapide, avec une démarche hardie et impitoyable envers la guerre contre les Soviétiques. Il haïssait le communisme. En fait, comme beaucoup de gens de la CIA, il considérait l'Afghanistan comme le lieu où l'Amérique pourrait être vengée de sa défaite du Viêt-nam. Son point de vue maintes fois répété était que les Soviétiques devaient payer de beaucoup de sang leur soutien aux Viêtnamiens du nord. « Ces salauds doivent payer », résumait bien sa philosophie de la guerre, et il ne répugnait à aucune méthode pour y parvenir. Les années qu'il avait passées à amasser des millions en tant que businessman

new-yorkais avaient probablement renforcé ce côté dur et combatif de son caractère.

Quelles que soient ses raisons personnelles, le résultat était toujours positif pour nous. Lorsque parfois son équipe contestait quelqu'une de nos requêtes, il se tournait souvent vers elle en disant : « Non, le général (Akhtar) sait ce qu'il veut ». Pour ma part, je trouvais ses visites stimulantes et j'étais saisi d'admiration pour son application, son dévouement et sa détermination inébranlable à vaincre le communisme.

Il était peu patient avec les politiciens. De toutes les branches de l'exécutif américain, il dirigeait l'organisme dont le budget était celui qui augmentait le plus vite. En 1987, la CIA reçut un total de 30 milliards de dollars, 200 pour cent de plus qu'en 1980. Avec le soutien des opérations clandestines de Reagan au Nicaragua et en Angola, aussi bien qu'en Afghanistan, Casey était au sommet de la vague. Il dédaignait le droit du Congrès de savoir ce qui se passait dans ces opérations clandestines. Il combattait férocement le Comité de renseignements du sénat, lui cachant des informations autant qu'il le pouvait et lui rendant compte le moins souvent possible. Son mépris des usages et des règlements jouait en notre faveur. Un jour, alors que quelqu'un de son équipe essayait d'expliquer que le délai pour obtenir des fusils de snipers était dû à quelque obscure règlementation qui les classait dans les armes de terroristes, Casey hurla : « Au diable les politiciens, nous faisons la guerre ». Il était bon de l'avoir de notre côté.

Casey avait un flair pour l'innovation, les idées brillantes, les démarches peu orthodoxes à la James Bond. Ayant fait partie de l'OSS durant la Seconde guerre mondiale, il semblait parfois avoir simplement substitué les Soviétiques aux Nazis. Ses détracteurs appelaient cela son « syndrome du parachutage de nuit », mais il possédait, tout comme M. A., l'aptitude rare parmi les gens de la CIA à discuter judicieusement des questions militaires. Il comprenait la stratégie et les problèmes pratiques d'une guerre de partisans.

Casey s'envolait toujours de nuit d'Islamabad, comme il était arrivé. Invariablement, il prenait le chemin de l'Arabie Saoudite pour y rencontrer son homologue le prince Turki afin de discuter de la contribution financière du gouvernement au Djihad pour l'année suivante. Bien qu'on soit délivré du fardeau de la sécurité, j'étais en général désolé de le voir partir. C'était un allié puissant et pratique dans le camp américain, qui comprenait aussi bien les qualités que les défauts des Moudjahidin. Il était prêt à écouter, et fréquemment à accepter, nos arguments ou notre raisonnement sur les affaires opérationnelles. Il nous faisait la courtoisie de respecter nos jugements de militaires professionnels avec une connaissance intime de ce qui pouvait ou ne pouvait pas être fait en Afghanistan. Si seulement quelques uns de ses subordonnés avaient fait de même, on aurait pu sauver d'innombrables millions de dollars et pas seulement quelques vies.

Je rencontrai Casey pour la première fois au début de 1984, et je devais le rencontrer à nouveau à plusieurs occasions durant les mois suivants. Comme je m'en aperçus rapidement, les chances de succès en Afghanistan dépendaient de la qualité et de la quantité des armes que nous recevions. À cet égard nous étions redevables envers la CIA et à travers elle envers nos soutiens financiers, les gouvernements américain et saoudien. Mes expériences avec la CIA se répartirent au long des quatre années que je passai à l'ISI, mais j'ai rassemblé les points forts dans ce chapitre car je crois que c'est la meilleure façon pour le lecteur de juger de la signification réelle de ses activités.

La principale fonction de la CIA était de dépenser de l'argent. C'était toujours humiliant pour les Américains et je peux comprendre leur point de vue : bien qu'ils payent le musicien, ils ne pouvaient pas choisir le morceau. La CIA soutenait les Moudjahidin en dépensant l'argent des contribuables américains, des milliards de dollars au cours des années, en achetant des armes, des munitions et des équipements. C'est ce que faisait

leur service occulte de fourniture d'armes. Toutefois, la règle cardinale de la politique pakistanaise était qu'aucun Américain ne soit jamais impliqué dans la distribution de fonds ou d'armes, une fois ceux-ci arrivés dans le pays. Jamais aucun Américain n'entraîna, ou n'eut de contact direct avec les Moudjahidin, et aucun responsable américain n'alla en Afghanistan. À ma connaissance, cette dernière règle ne fut enfreinte qu'une fois pour le membre du Congrès Charles Wilson (R. Texas), ainsi que décrit précédemment, et ce contre les ordres explicites du Président Zia. Admettre des Américains directement dans le système de fournitures et d'entraînement n'aurait pas seulement conduit à la catastrophe mais aurait confirmé la propagande communiste. Depuis le début, les Soviétiques, et leurs agents afghans du KHAD, s'efforçaient de subvertir les partisans des Moudjahidin et leurs familles en proclamant que ceux-ci ne se battaient pas dans un Djihad mais qu'ils faisaient tout simplement la sale besogne en mourant pour les États-Unis. Leur assertion que les Afghans n'avaient pas de réel désaccord interne mais qu'ils étaient des pions dans un conflit de superpuissances aurait été impossible à réfuter si les Américains étaient intervenus directement au Pakistan. Une grande proportion des aides de la CIA était versée en espèces. Pour chaque dollar fourni par les États-Unis, un autre dollar était ajouté par l'Arabie Saoudite. Les fonds, qui s'élevaient à plusieurs centaines de millions de dollars par an, étaient transférés par la CIA sur des comptes spéciaux sous le contrôle de l'ISI au Pakistan. Ces comptes étaient complètement séparés de ceux qui étaient utilisés pour l'achat d'armes. Néanmoins, c'était essentiel pour l'effort de guerre. Ainsi que j'allai continuellement m'en rendre compte, rien ne bouge sans argent – particulièrement au Pakistan.

Je ne participais pas personnellement à la distribution de tous ces fonds. La responsabilité en incombait au général Akhtar et au directeur de son administration. Pourtant, je me rendais très bien compte que le manque d'argent provoquait une interminable

anxiété, car l'habituelle allocation mensuelle pour couvrir les dépenses renouvelées permettait rarement de tenir plus de deux semaines. Si l'on considère qu'il y avait un mois de décalage pour couvrir les besoins de dizaines de milliers de Moudjahidin, il n'est pas surprenant que les nécessités logistiques aient absorbé les espèces comme une éponge pompe l'eau. Prenons l'exemple des véhicules. L'argent de la CIA était utilisé pour se procurer des centaines de camions destinés à transporter les armes et les munitions jusqu'à la frontière. Les Partis, utilisant souvent des véhicules pour apporter des provisions en Afghanistan, avaient également besoin de moyens de transport. La facture du carburant et de la maintenance pour chaque véhicule était à elle seule énorme. Il faut ajouter à cela l'achat ou la location de milliers de mulets, de chevaux et de chameaux, ainsi que le fourrage ; avec en plus les besoins de matériel à bâtir, d'outils et d'équipements, pour la construction d'entrepôts, de bases, d'équipements d'entraînement, et les tentes, les vêtements, les équipements d'hiver, les rations et les dépenses médicales, tout ceci représentait un immense problème. En 1987, par exemple, il fallait mensuellement environ 30 à 35 millions de roupies (1,5 million de dollars) pour les approvisionnements au Pakistan et en Afghanistan.

En l'occurrence, cet argent était dépensé au Pakistan et en Afghanistan, mais la plus grosse partie des fonds de la CIA et de l'Arabie Saoudite étaient dépensée hors de ces pays pour acheter des armes et des munitions. Le système fonctionnait comme suit. Avant les allocations budgétaires annuelles américaines, la CIA nous proposait une liste des types et des quantités d'armes qu'elle considérait comme nécessaires. J'examinais ces propositions mais comme on ne me disait jamais quel était le montant des sommes disponibles ni le coût des diverses armes, il était impossible de modifier la liste autrement qu'en essayant d'estimer si les changements seraient compatibles avec le budget ou le dépasseraient. Si nous dépassions, il fallait revoir nos besoins. C'était encore du temps perdu.

Une source de frictions sans fin naquit entre la CIA et nous à cause de son apparente ignorance totale de la logistique militaire. Le moindre bon sens lui faisait parfois défaut. Nous perdions invariablement des jours ou même des semaines à pointer sur leurs listes les erreurs et les absurdités. Ils faisaient rarement le rapport entre les besoins en munitions et les armes. Il était admis, par exemple, que chaque lanceur RPG-7 fourni devait être approvisionné avec vingt roquettes. En 1985, nos amis de la CIA à Washington avaient prévu 10 000 RPG-7 ainsi que 200 000 roquettes, mais ils avaient oublié de prendre en compte tous les autres RPG-7 que nous avions déjà reçus depuis 1980 (en tenant compte d'une perte moyenne annuelle de 15 pour cent). Il ne leur était pas venu à l'esprit que nous avions besoin de munitions pour ceux-là également. De la même façon, pour les munitions antiaériennes, les listes de la CIA étaient fréquemment totalement inadéquates, car on ne prenait pas en compte la très grande rapidité de tir de ces armes. On aurait pu économiser beaucoup de temps et d'efforts si la CIA nous avait donné un plafond de dépenses, une idée approximative des coûts et nous avait laissé préparer nos besoins annuels en tenant compte des stocks existants, des besoins opérationnels et des pertes. Hélas, cela ne devait pas se passer ainsi.

Nous étant mis d'accord sur ce qui était nécessaire, c'était à la CIA de le fournir. Elle devait acheter tous les articles et les envoyer par bateau à Karachi, ou, pour une petite proportion, par air à Islamabad. Jusqu'en 1985, une politique stricte voulait que les armes ne vinssent que du bloc communiste. Cela faisait partie de la propagande qui prétendait que les Occidentaux, et l'Amérique en particulier, ne soutenaient pas les Moudjahidin en leur fournissant une aide matérielle. Ce qui fait que les sources étaient limitées pour les acheteurs de la CIA, avec leur liste d'articles. Nous reçûmes près de 10 000 tonnes en 1983, quantité qui monta jusqu'à 65 000 tonnes en 1987. Les armes fournies allaient de l'arme individuelle jusqu'au canon ou au lanceur de roquettes antichars et de missiles sol-air.

La plus grande quantité provenait de Chine, d'Égypte, et plus tard d'Israël. J'ignorai qu'Israël fut parmi les fournisseurs jusqu'à ce que tout récemment, comme l'on sait, ce fait fut la cause d'énormes problèmes avec les nations arabes. Il était en effet inacceptable de mener un Djihad avec des armes achetées à Israël. C'était des armes qui avaient été prises en grandes quantités par les Israéliens lors de leur invasion du Liban, et qu'ils étaient ravis de revendre. Il n'est pas surprenant que les Américains aient acheté à Israël, mais ils eurent grand soin de ne pas nous révéler cette source.

La CIA organisait et payait les transports vers Karachi, nous avisant des dates d'arrivée. Une fois le bateau au port, l'ISI prenait en charge le stockage et la distribution. On a souvent prétendu dans la presse internationale que la Chine fournissait des armes par la route Kara-koram, l'ancienne route de la soie. Ce ne fut pas le cas. Aucune cartouche n'emprunta ce chemin, bien qu'il servît à nous envoyer des centaines de mules. À l'occasion, des armes furent acheminées par air à Islamabad par des avions chinois, américains, saoudiens ou militaires pakistanais. Pour des raisons diverses, les avions saoudiens ne respectaient jamais leur programme, ce qui causait d'interminables problèmes à nos avions obligés d'aller chercher les chargements en Arabie Saoudite, de sorte que nous fûmes forcés d'interrompre tous ces vols et de dépendre de l'USAF. Non pas que l'Arabie Saoudite fournisse effectivement des armes, mais elle fut parfois utilisée comme lieu de transbordement. Je crois que plus tard les Américains changèrent pour Le Caire, qui était utilisé par certains avions transportant des armes égyptiennes.

Durant mon passage à l'ISI, je rencontrai un grand nombre de membres de la CIA, du directeur jusqu'à ses gardes du corps. Je distinguai trois types parmi leurs officiers. Les plus nombreux étaient ceux qui avaient rejoint la CIA assez jeunes et y avaient fait leur carrière, gagnant leur expérience pour moitié sur le terrain, pour moitié dans un état-major. La seconde

catégorie était constituée de gens recrutés entre trente et quarante ans en dehors du service à cause de leur spécialité particulière. C'étaient les experts techniques et les analystes. D'après ce que j'en vis, les opinions et les recommandations de ces gens-là semblaient toujours compter énormément pour ceux qui prenaient les décisions. Ils paraissaient capables d'accéder aux grades supérieurs plus vite que ceux qui opéraient sur le terrain. La plupart du temps, ces officiers n'avaient qu'une expérience militaire strictement limitée et cependant ils tenaient souvent un rôle majeur dans les affaires militaires. Le troisième groupe était issu des forces armées, normalement au plus haut niveau. Certains étaient détachés à la CIA, d'autres en faisaient partie de façon permanente. C'étaient en général des experts en armement ou en entraînement et je remarquai qu'entre eux et les autres régnait une profonde jalousie professionnelle. Il y avait, en tout cas à Islamabad, un manque mutuel de confiance à l'intérieur de la CIA. Je crois que le fond du problème provenait du fait que ces anciens militaires ne pouvaient que trop bien voir les erreurs des décisions militaires prises par leurs supérieurs, mais qu'on leur demandait rarement conseil, et que lorsqu'ils le donnait, on l'ignorait. Je me souviens avoir demandé à l'un de ces officiers pourquoi les « civils » essayaient toujours de nous dicter la manière de mener la guerre en Afghanistan. Il répondit : « Général, aux États-Unis, la CIA tire tout le mérite de ce qui arrive de bien en Afghanistan, et vous (le Pakistan) retirez tout le discrédit pour tout ce qui arrive de mal. »

Deux exemples de l'incompétence de la CIA, ou peut-être de sa corruption, vont servir à illustrer le gaspillage évitable de millions de dollars et les conséquences sérieuses de ces points faibles sur le terrain. Tous deux concernent l'achat d'armes anciennes et périmées selon le motif qu'elles étaient assez bonnes pour les Moudjahidin. Les vendeurs furent enchantés de se débarrasser avec bénéfice de ces armes qui ne valaient rien autrement. La CIA dépensa l'argent des contribuables

américains pour se procurer des armes de troisième qualité, et dans un cas totalement inutilisables, pour qu'on les utilise contre une superpuissance moderne.

Jusqu'à 1984, le plus gros des armes et des munitions était acheté aux Chinois qui se révélèrent d'excellents fournisseurs, discrets, sur lesquels on pouvait totalement compter, et qui, dans une phase ultérieure, allèrent même jusqu'à fournir gratuitement des armes à titre d'assistance. Mais en 1985 la CIA commença à acheter des quantités importantes à l'Égypte. Je n'oublierai jamais le premier envoi. Quand on ouvrit les caisses, on trouva des armes usagées, rouillées et en de nombreux cas totalement inutilisables. Elles dataient de l'époque où les Soviétiques avaient équipé l'armée égyptienne. Les fusils étaient pleins de rouille, leurs canons étaient bouchés par la crasse et la corrosion, certaines caisses étaient vides, d'autres étaient incomplètes. Les munitions étaient rarement proprement empaquetées ; les cartouches qui auraient dû se trouver dans des boites ou des paquets arrivaient en vrac. Je ne possédais pas assez de main-d'œuvre pour vérifier chaque caisse avant qu'on les expédie aux Moudjahidin, ce qui fait que l'étendue du problème n'apparut qu'après que j'eusse reçu les rapports d'Afghanistan. À ma consternation, 30.000 obus de mortier de 82 mm se révélèrent inutilisables sur le terrain car les cartouches avaient gonflé à l'humidité et n'entraient pas dans les canons. Pour se faire un coquet bénéfice, les Egyptiens avaient refilé des armes qui étaient restées exposées aux intempéries durant des années. Personne de la CIA n'avait vérifié sur place avant l'expédition ; à moins que cela n'ait fait partie de l'accord prévu. Je fis prendre des photos que j'envoyai aux États-Unis, tout en protestant avec véhémence auprès de la CIA. Personne ne sembla tout d'abord s'intéresser à l'affaire mais en fin de compte un responsable finit par venir constater par lui-même. Après cela, les achats égyptiens furent un peu meilleurs mais les Moudjahidin n'eurent plus jamais confiance en leurs fournitures par la suite.

L'incident suivant, ou plutôt les incidents, car l'un concerne les carabines 303 et l'autre les munitions de 303, touchent l'Inde et le Pakistan. Au milieu de 1984, un énorme chargement de 100 000 carabines. 303 arriva à Karachi. Lorsque nous protestâmes de ce que nous n'avions pas demandé une telle quantité et que nous n'avions pas de place pour l'entreposer, la CIA nous avisa que celle-ci représentait l'allocation pour 1985 en même temps que celle de l'année en cours. Comme nous insistâmes sur le manque d'espace pour stocker, on nous dit en confidence que ces armes avaient été achetées à l'Inde pour un prix dérisoire. Quand je voulus savoir comment et pourquoi les Indiens vendaient des armes dont ils savaient qu'elles seraient utilisées contre leurs amis soviétiques, l'officier de la CIA me répondit : « Les Indiens sont de vrais salauds, à qui on ne peut absolument pas se fier. Ils vendraient même leur propre mère pour de l'argent. »

En ce qui concerne les munitions, un marchand d'armes pakistanais obtint la chance de sa vie en passant ce marché avec l'acheteur. Il persuada la CIA de lui acheter 30 millions de cartouches de 303 par la couverture de son bureau international, sans révéler la véritable origine des munitions. À 50 cents la cartouche environ, le vendeur était un homme heureux. Sans que la CIA le sache, les munitions provenaient de vieux stocks de l'armée pakistanaise qui n'utilisait plus cette arme. Un bateau fut dûment chargé, partit de Karachi pendant quelques jours, fit des ronds dans l'eau après quoi nous fûmes avisés par la CIA que nos munitions étaient arrivées. Lorsque les premières caisses furent ouvertes à Rawalpindi, on s'aperçut que chaque cartouche portait la marque POF (*Pakistan Ordonnance Factory*). Il n'y avait aucun moyen de tirer ces munitions en Afghanistan sans donner la preuve irréfutable que le Pakistan fournissait des armes aux guérilleros. Chaque cartouche dut retourner à la POF afin que les marques soient barbouillées, un travail qui dura trois ans

et coûta à nouveau beaucoup d'argent. Une fois de plus, les perdants étaient les contribuables américains et les Moudjahidin.

Ce fut la même histoire avec la Turquie. En 1984, les autorités turques offrirent de nous fournir des armes ; aussi le général Akhtar m'ordonna-t-il d'aller en Turquie pour mettre cette affaire au point. Une fois à Ankara, les Turcs se montrèrent hésitants lorsque je demandai à voir les armes qu'ils nous procuraient. J'insistai tout de même et m'aperçus, à ma consternation, qu'il s'agissait d'armes réformées par l'armée turque 30 ans plus tôt. Leur date de manufacture était 1940-42. Je ne savais que dire car je ne voulais pas offenser mes hôtes qui me pressaient pour obtenir des dates d'expédition. J'allai expliquer à notre ambassadeur que ces armes ne valaient pas les coûts d'expédition ni de distribution que nous allions avoir à payer. Il fut très embarrassé. En ce qui le concernait, il n'était pas question de provoquer un incident diplomatique en refusant cette offre « généreuse ». En rentrant, je pressai le général Akhtar de ne pas accepter ; il en parla au Président ou au ministre des Affaires étrangères, mais en vain. Pour finir, nous reçûmes 60.000 fusils, 8.000 mitrailleuses légères, 10 000 pistolets et plus de 100 millions de cartouches. La plupart étaient gravement rouillés ou défectueux et ne purent être livrés aux Moudjahidin.

L'aspect le plus frustrant de mes relations avec la CIA fut peut-être la manière dont on refila si souvent aux Moudjahidin des armes inutilisables. Je crois que cela tenait à trois raisons. D'abord, le fait que certains Américains pensaient que les Moudjahidin ne méritaient pas, et n'étaient pas capables de se servir d'armes modernes. Cela se révéla plus tard totalement faux avec les *Stinger* mais ce sentiment qu'ils étaient des soldats de seconde catégorie, donc qu'ils pouvaient se contenter d'armes de deuxième catégorie, demeura longtemps vivace. Deuxièmement, la cupidité financière. Un certain nombre de pays, et beaucoup de gens, voyaient dans la résistance des partisans une splendide occasion de vendre des armes que personne d'autre

n'aurait voulu, armes qui étaient désuètes ou en passe de l'être, quand bien même certaines étaient dangereuses à manipuler. J'ai de fortes raisons de soupçonner qu'on nous força au moins une fois à accepter une livraison d'armes parce qu'un membre du Congrès devait gagner une somme rondelette sur cette vente. Enfin, la plupart des responsables de la CIA chargés de la fourniture des armes n'étaient pas des soldats, n'avaient jamais été soldats et n'avaient aucune idée de ce qu'étaient les combats en Afghanistan. Comment auraient-ils compris les besoins des Moudjahidin ?

À l'ISI, nous nous battîmes sans arrêt pour refuser des armes que nous savions inappropriées à notre guérilla. Nous ne réussîmes qu'une seule fois. Les soi-disant experts militaires de la CIA semblaient penser que nous leur devions gratitude pour chaque fusil. Si nous mettions en doute sa valeur sur le terrain, on prétendait que nous faisions de l'obstruction. Il est certain que les politiciens avaient leur mot à dire, et encore plus vrai que quelques-uns s'en mettaient plein les poches tout au long de la chaîne d'approvisionnement, mais à la fin du compte, c'est moi qui avait la responsabilité d'obtenir les meilleurs armes et les meilleurs équipements qui se pussent trouver pour les Moudjahidin. Car ceux-ci payaient les erreurs de leur vie.

Au milieu de l'année 1984, la CIA se présenta avec une offre de canons antiaériens suisses Oerlikon de 20 mm. Le général Akhtar et moi-même demandâmes davantage de détails sur leurs caractéristiques, que la CIA avait d'une façon ou d'une autre oublié de nous fournir. Après en avoir discuté longuement à l'ISI, nous répondîmes que ce n'était pas valable pour l'Afghanistan. Nous expliquâmes que l'arme pesait 600 kilos et était de ce fait beaucoup trop lourde. Il aurait fallu une vingtaine de mulets pour transporter une section de trois canons ; cela aurait entravé la mobilité des Moudjahidin car c'était une arme davantage destinée à la défense de positions fortifiées. Les mules n'auraient pu emprunter les raidillons de montagne, ce qui aurait tellement

restreint leur déploiement que ces armes auraient été plus gênantes qu'efficaces. Nous fîmes également remarquer que le long canon, lourd et encombrant, ne pouvait être chargé à dos de cheval ou de mulet dans le sens de la longueur. Il aurait fallu le charger en travers, ce qui ne permettait pas d'emprunter des défilés étroits où il aurait accroché chaque buisson. Ensuite nous soulignâmes que cette arme avait une cadence de tir élevée, qu'il fallait l'utiliser par groupes de trois, et que l'absence de discipline de feu des Moudjahidin signifierait une dépense excessive en munitions. Avec un coût de 50 dollars par obus et une cadence de 1000 coups par minute, je pensais que ce serait un point sensible pour des Américains près de leurs sous. Enfin on expliqua que les servants des Oerlikon devraient recevoir une formation spécifique de longue durée.

Nos objections furent rejetées. Je fus avisé qu'on avait déjà acheté dix canons. Le général Akhtar répondit à la CIA que c'était son problème et que les armes n'avaient qu'à rester aux États-Unis. Il fut alors informé, à contre-cœur, que c'était désormais une affaire politique, qu'un membre du Congrès, favorable aux Moudjahidin, avait insisté pour l'achat des Oerlikon, de sorte qu'annuler cet achat causerait trop d'embarras un peu partout. Nous reçûmes finalement entre trente et quarante canons qui durent être déployés par trois sur une position triangulaire près des bases frontalières dans un rôle statique. Quelques commandants se réjouirent de posséder cette arme de prestige qui ne fut pas particulièrement efficace dans l'action.

Ce fut ensuite le mortier égyptien. Cette arme avait une portée marginale plus grande que les mortiers de 82 mm que nous possédions en abondance, mais cette portée était beaucoup plus courte que celle de nos lance-roquettes de saturation (RLs). Ce n'était pas valable pour nous. Nous possédions un bon mortier et nous avions des RLs, c'était donc la dernière chose dont nous avions besoin pour ajouter des complications, avec une arme de

calibre différent, avec des munitions différentes, un entraînement différent et davantage de problèmes logistiques. Comme toujours, nos protestations tombèrent dans l'oreille d'un sourd, bien que nous fussions parvenus à empêcher son introduction jusqu'à une date ultérieure à mon départ de l'ISI.

Le plus bel exemple de la politique et de l'argent prévalant contre le jugement militaire fut peut-être celui du missile sol-air britannique *Blowpipe*. La CIA était très consciente que nous avions par-dessus tout besoin d'une arme antiaérienne efficace, portable par un homme. Au milieu de 1985, elle nous offrit le *Blowpipe*. Une fois de plus, nous fîmes des objections techniques. Bien que le *Blowpipe* soit capable de détruire par guidage un objectif aérien sans qu'il lui soit nécessaire de chercher la source de chaleur de son moteur, il implique que le tireur reste debout pour engager la cible. Ceci pourrait être acceptable sur le terrain pour de brèves périodes de temps lorsque le système constitue ce que les militaires nomment une arme « qui tire et qu'on oublie ». Cela signifie que l'on vise, que l'on tire et que l'on se met à couvert pendant que le missile poursuit sa trajectoire vers le but. Avec le *Blowpipe*, le tireur doit rester debout pour viser, faire feu et ensuite guider visuellement le missile vers son objectif avec un contrôle manuel. Nous savions qu'il avait déçu les Anglais durant la guerre des Malouines et qu'il était périmé, car il avait été remplacé par le *Javelin* qui comporte un système de guidage bien amélioré. Un officier d'artillerie britannique nous expliqua que le plus grand problème était qu'il n'avait pas été conçu pour abattre des objectifs arrivant par le côté, mais seulement ceux qui approchaient de face ou disparaissaient de dos. De plus, un homme ne pouvait le servir sur longue distance à cause de sa forme incommode et de son poids excessif. Un autre désavantage significatif résidait dans la nécessité d'un long entraînement. Nous ne désirions pas nous lancer dans un trop grand effort de formation pour une arme qui avait été mise au rancart par une armée qui l'avait trouvé inefficace sur

le champ de bataille. Par-dessus tout ceci, les tireurs de *Blowpipe* devaient recevoir une formation de rafraichissement sur simulateur tous les six mois – ce qui était complètement impossible pour les Moudjahidin.

Je pense que la CIA devait avoir passé un accord avec les Anglais pour acheter ce système car elle insista pour que son équipe, arrivée au Pakistan un peu plus tard dans l'année, fît une démonstration du *Blowpipe*. Ce fut un désastre. Même sans la peur, la tension et l'excitation du combat, les experts de la CIA n'obtinrent que de misérables résultats en abattant sans se presser des coupoles de parachutes. Ils insistèrent néanmoins pour que nous l'acceptions. En fin de compte, ils obtinrent satisfaction en passant par-dessus le général Akhtar et en s'adressant personnellement au Président Zia. Celui-ci, dans une perspective politique, pensa qu'accepter le *Blowpipe* impliquerait directement le Royaume Uni en tant que soutien du Djihad, et qu'ainsi la cause des Moudjahidin en tirerait bénéfice sur la scène internationale, de sorte que nous fûmes contraints d'accepter plusieurs milliers de ces missiles. Une fois encore, les Moudjahidin furent les perdants pendant que d'autres, à des milliers de lieues des combats, y gagnaient une fortune.

Ce fiasco traîna durant des mois. Nous le découvrîmes dès le premier lot de *Blowpipe*, dont la moitié n'acceptèrent pas le signal de commande, en sorte que le missile partait dans tous les sens immédiatement après avoir été tiré. Nous demandâmes à la CIA de venir voir. On nous envoya ensuite un expert britannique. Celui-ci constata que quelque chose ne tournait vraiment pas rond et du coup tous les missiles et lanceurs furent renvoyés en Angleterre par avion. Finalement, après modifications, nous commençâmes à recevoir nos *Blowpipe*, mais il y eût encore une trop grande proportion d'incidents de tir. Les Soviétiques capturèrent les quatre premiers au cours d'un combat où le groupe moudjahid fut contraint de se retirer en catastrophe. Ils furent plus tard exhibés sur les écrans de la télévision soviétique. Durant

tout mon temps à l'ISI, je ne me souviens pas d'un seul coup au but confirmé dû à un *Blowpipe* en Afghanistan.

Notre unique succès pour empêcher l'introduction d'un système d'armes qui nous paraissait sans valeur eût lieu à la fin de 1986. Il s'agissait du *Red Arrow*, un missile antichar chinois filoguidé. Une fois de plus, les gens de la CIA prétendaient avec insistance qu'il était efficace, bien qu'ils traînassent délibérément pour nous envoyer les caractéristiques détaillées de cette arme, nous pressant de la prendre sur leur seule garantie. Nous demeurâmes dans cette impasse pendant quelque temps, puis l'information sur le *Red Arrow* nous parvint. Nous le rejetâmes immédiatement. Le système de guidage par fil, par lequel le tireur guide le missile sur la cible au moyen d'un fil attaché au missile, n'avait pas fonctionné convenablement lorsque l'armée pakistanaise l'avait utilisé durant la guerre contre l'Inde. Les obstacles entre le tireur et l'objectif, tels que buissons, arbres ou rochers, avaient tendance à l'empêcher de fonctionner, mais par-dessus tout, la formation était longue et, comme pour le *Blowpipe*, nécessitait de fréquentes périodes de remise à niveau. Au même moment, les Chinois faisaient tout, auprès de la CIA, pour que leur arme fut acceptée. Washington exerça une énorme pression sur nous pour que nous ne refusions pas ce missile. Nous finîmes par accepter qu'une équipe chinoise vienne pour former des instructeurs pakistanais et qu'une décision finale soit prise après l'entraînement, en fonction des résultats. Le stage dura huit semaines et fut unique en ce sens que les Chinois avaient emmené avec eux une jeune femme très séduisante en tant qu'interprète pour la formation. Malgré son charme et ses efforts, les résultats, que la CIA surveillait, furent maigres. On n'acheta pas *Red Arrow*.

Tout ceci montre des exemples de hauts responsables de la CIA, sans aucune connaissance des conditions militaires du terrain, et encore moins de celles régnant en Afghanistan, succombant à des pressions politiques ou financières. L'un d'eux me

dit une fois : « Général, les gens qui vivent en Amérique n'ont aucune idée de la manière dont se battent les Moudjahidin. » Les gens de la CIA comprenaient mal les problèmes militaires de temps et d'espace relatifs au combat ou à la logistique. Leur responsable civil pour l'organisation était muté tous les deux ans, de sorte que le nouveau-venu restait un certain temps totalement ignorant et sans expérience vis-à-vis des problèmes de l'Afghanistan. Ils n'arrivèrent jamais à comprendre que le mois d'avril, lorsque les neiges fondent, était un moment critique pour nous car nous devions fournir d'urgence le plus gros de nos approvisionnements. Invariablement la CIA n'arrivait pas à honorer nos besoins. Leur système était tel qu'ils ne connaissaient jamais d'avance le montant de leurs crédits, pas plus qu'ils ne pouvaient se constituer une réserve pour satisfaire les besoins du printemps. Je suis persuadé que l'on n'aurait jamais accepté ces embouteillages bureaucratiques si les troupes en ligne avaient été américaines.

Comme pour les systèmes d'armes, d'autres sujets allaient voir fleurir de brillantes idées. L'une d'elle concernait le sabotage. Un expert de la CIA arriva par avion pour me conseiller sur la contamination du pétrole. Il pensait que l'on pourrait donner un produit contaminant aux sympathisants à la cause des Moudjahidin travaillant dans les ateliers ou les terrains d'aviation afin qu'ils le mélangent au carburant dans les réservoirs des avions ou des véhicules. Je lui expliquai que cela ne provoquerait pas beaucoup de pertes et ne détruirait pas grand-chose et que les Moudjahidin ne considèreraient jamais cela comme une façon de se battre pour le Djihad. Ils réclamaient des résultats immédiats, de préférence visibles et bruyants. Leur idée du combat impliquait beaucoup de coups de feu, de pertes chez l'ennemi, l'occasion de démontrer leur courage et la possibilité de butin. Il m'était assez difficile d'obtenir d'eux qu'ils fassent sauter un pipeline sans se faire voir, il le serait encore plus qu'ils versent une mixture dans

un réservoir de carburant. Ce n'était pas leur style. Si quelqu'un peut mettre un produit dans le réservoir d'un avion, il peut aussi bien le détruire avec une charge magnétique. Comme l'on me suggérait que cela pourrait se faire dans les dépôts de carburant, je demandai comment s'y prendrait le saboteur pour manutentionner les barils de produit toxique nécessaires. On ne me fournit pas de réponse pratique. Cette idée, pas plus que cette autre qui consistait à verser un produit chimique dans les batteries des véhicules, n'était ni appropriée, ni pratique pour le genre de guerre menée en Afghanistan.

De même que l'idée de parachuter directement les fournitures aux Moudjahidin en Afghanistan. C'était une proposition sérieuse pour accélérer le système et éviter le passage par le Pakistan. On ne donnait aucune précision sur les avions utilisés car, si c'était des avions américains, cela impliquait directement les États-Unis dans des opérations militaires contre les Soviétiques. Avait-on considéré le nombre d'appareils nécessaire pour parachuter 20 ou 30.000 tonnes en une seule fois ? Etait-on prêt à accepter les pertes au combat, ou à voir jusqu'à 50 pour cent du chargement tomber entre les mains des Soviétiques ? Quid de l'autorisation de survol du territoire pakistanais ? C'était une idée absurde mais on refusa de l'abandonner pendant près de six mois.

Les gros titres du *Washington Post* du 8 mai 1987 sont typiques des demi-vérités acceptées fréquemment comme des faits. « L'AIDE AUX REBELLES AFGHANS FAIT LA FORTUNE DES GÉNÉRAUX – La CIA a dépensé 3 milliards de dollars en armes pour les rebelles afghans – dont la moitié a été payée par les contribuables des États-Unis. Cependant, ce ne sont jamais les Américains qui décident de l'attribution des armes. »

En ce qui concerne les allégations de corruption, je ne puis parler avec autorité que de mon propre bureau et de mes collaborateurs. Je suis certain qu'il n'y eût aucun accord conclu, aucune

arme revendue et que les allocations furent strictement en accord avec les priorités opérationnelles, les pourcentages acceptés par chaque parti et l'efficacité des combats. Le général Akhtar était absolument impitoyable là-dessus. Bien que la corruption soit un mode de vie ordinaire au Pakistan, c'est peut-être dans l'organisation militaire qu'elle est le plus minime ; mais je ne peux parler avec certitude de ce qui se passait lorsque les fournitures avaient quitté le contrôle de l'ISI.

Si la somme totale était de 3 milliards, la moitié provenait du gouvernement d'Arabie Saoudite. Mais beaucoup d'autres millions étaient donnés par des organisations arabes ou par de riches individus, la plupart d'Arabie Saoudite. Ces fonds étaient versés directement par le donateur au parti de son choix, généralement fondamentaliste. Nous verrons un peu plus loin la politique d'allocation dans le chapitre qui s'y rapporte, mais je voudrais seulement insister ici sur le fait que l'ISI distribua les sommes avec le strict critère de l'efficacité militaire et de la stratégie générale de la campagne. Le *Washington Post* avait raison d'écrire qu'aucun américain ne décidait de la destination des armes et l'auteur de l'article était près de la vérité lorsqu'il concluait que « les occasions de déviation et de corruption étaient de loin plus nombreuses avant que les armes ne parviennent à Karachi qu'après. »

Nos relations avec la CIA furent toujours tendues. Il n'y eut jamais vraiment de confiance réciproque. Moi-même, et mon état-major, ressentions mal ces tentatives pour se mêler sans arrêt des allocations d'armes, ces accusations de corruption et cette insistance pour prendre le contrôle de l'entraînement des Moudjahidin et donner des conseils sur les opérations. Ils tenaient absolument à établir leur bureau opérationnel à côté du mien à Rawalpindi. On ne leur permit jamais de le faire ; en fait, je faisais en sorte d'éviter autant que possible tout contact avec l'équipe locale de la CIA. Je ne mis même jamais les pieds à l'Ambassade américaine et n'allai au siège de la CIA que trois fois en quatre ans.

Une de ces visites donne une bonne idée de cette incapacité exaspérante de certains responsables de la CIA à comprendre les principes élémentaires de cette guérilla. Au début de 1984, l'aide de camp du général Akhtar m'appela à minuit pour me dire que la CIA voulait me voir à son siège de toute urgence pour une affaire qui ne pouvait pas être discutée par téléphone. Je fis répondre que j'y serais une demi-heure plus tard (je ne parlai jamais personnellement au téléphone avec la CIA). Mon chauffeur tardant à arriver, je décidai d'y aller seul en voiture mais je ne pus trouver l'adresse dans l'obscurité, de sorte que plus d'une heure s'était écoulée lorsque finalement j'arrivai. Le message était que les Soviétiques avaient localisé un convoi d'armes pour les Moudjahidin dans la province d'Helmund en Afghanistan occidental et lui avaient tendu une embuscade. Que pouvais-je y faire ? J'étais sidéré. Helmund était à plus de 1 000 km de Rawalpindi ; de plus, la CIA le savait fort bien, je n'avais absolument aucun moyen de communiquer par radio avec les groupes de Moudjahidin en Afghanistan pour la bonne raison qu'ils n'en possédaient pas, pas plus que je n'avais la moindre idée du groupe qui allait être attaqué. Je ne restai pas pour entendre les conseils de l'officier de la CIA.

Je ne pus toutefois contenir le flot ininterrompu de visiteurs de Washington parrainés par la CIA qui arrivaient avec une louable régularité tous les quinze jours. Il semblait qu'il y ait une réserve inépuisable de fonctionnaires, d'experts, de techniciens et d'analystes, tous persuadés qu'ils pouvaient nous aider à gagner la guerre. Certains avaient des idées intéressantes – mais pas tous. Je me rappelle l'un d'eux qui parlait sans arrêt des avantages de l'utilisation de l'électricité par les Moudjahidin dans leurs bases d'Afghanistan. Il pensait que ce serait précieux pour les communications radios. Il n'avait aucune idée de l'environnement, n'imaginait pas l'impossibilité de réparer les génératrices, l'insuffisance de carburant, les effets de l'hiver sur les opérations ou l'absence totale de techniciens expérimentés sur le terrain.

La CIA avait deux officiers en poste en 1983, mais ce chiffre était passé à cinq au moment de mon départ. C'était l'équipe permanente accréditée, qui ne comprenait pas les visiteurs et les innombrables agents appointés auprès des Moudjahidin, des partis, du Comité militaire et je soupçonne même qu'il y en avait à l'ISI. Comme dans tous les organismes de renseignements, on abordait les choses de manière détournée. Je trouvais amusant qu'une semaine ou deux après que nous eussions refusé une arme quelconque, un parti, ou un membre du Comité militaire nous fît brusquement l'éloge de ses avantages, nous pressant de l'acquérir, alors qu'il n'avait jamais rencontré personne de la CIA.

Une partie du problème provenait de ce que Washington, le Congrès et, en dernier lieu le public américain dont la CIA dépensait l'argent, exerçaient une forte pression sur celle-ci. À l'image de leur directeur, ses membres supportaient mal la contrainte politique, avec une tendance à incriminer les politiciens lorsque les choses marchaient mal. Ainsi un haut fonctionnaire de la CIA prétendit devant moi que le Président Carter avait eu connaissance de l'invasion imminente de l'Afghanistan par les Soviétiques grâce à des photos aériennes. « Mais ce salaud a refusé d'y croire parce qu'il n'avait pas envie de réagir – s'il l'avait fait, vous n'auriez jamais été dans ce pétrin. » S'il y a une chose sur laquelle je n'eus jamais de doutes, ce fut leur détermination résolue de faire souffrir les Russes en Afghanistan. « Il faut bousiller ces salauds », était une des rengaines favorites de la CIA.

Une autre activité intéressante de la CIA, et bien entendu des services de renseignements occidentaux, britanniques, français, allemands ou autres, consistait à se précipiter pour acheter les armes et les équipements soviétiques conquis. En 1985, les troupes soviétiques utilisaient le nouveau fusil AK74. Il est plus petit et plus léger que l'ancien AK47 et tire une cartouche de 5,45 mm qui a tendance à pénétrer dans les chairs en provo-

quant une blessure interne considérable et à ressortir par un vaste orifice. Le premier récupéré fut vendu à la CIA pour 5.000 dollars. Puis la bousculade commença. Armes, plaques de blindage, équipements d'aéronefs (particulièrement ceux des hélicoptères d'assaut MI-24), machines à coder, chenilles de char, même les binoculaires, tout avait une valeur marchande, vite appréciée par les Moudjahidin. Les voitures des personnels des ambassades prirent l'habitude d'aller dans les zones des tribus près de la frontière pour faire leurs emplettes jusqu'à ce que le général Akhtar proteste auprès des ambassades pour faire cesser ce trafic et exige que les demandes passent par le canal de l'ISI.

Depuis 1984, la CIA essayait au moyen de ses agents d'obtenir qu'un pilote afghan déserte avec un hélicoptère d'assaut *Hind* MI-24. Ils avaient pris des contacts à Kaboul et m'annoncèrent à maintes reprises l'arrivée de l'hélicoptère dans un bref délai afin que je puisse lui trouver un terrain d'accueil convenable, que j'avertisse l'armée de l'air pour qu'elle ne l'abatte pas et que je fasse en sorte qu'il ne soit pas détruit au sol par un avion soviétique une fois qu'il aurait atterri. Inutile de préciser qu'il ne vint jamais et que je cessai d'importuner la PAF avec ces fausses alertes perturbatrices. La difficulté provenait de ce que la CIA attendait du pilote qu'il se conforme exactement, pour son évasion, à un certain plan dont la date et l'heure étaient prévues à l'avance. Ils n'arrivaient pas à admettre qu'un tel plan doit être simple et laisser le déserteur libre de choisir le moment et le lieu. Lorsqu'elle se présenterait, l'occasion serait fugitive et devrait être saisie sur-le-champ sans avertir la CIA à l'avance. En fin de compte, ce fut un de nos plans qui procura à la CIA non pas un, mais deux MI-24.

J'expliquai seulement aux Chefs des partis que nous avions besoin de nous procurer un appareil de ce type. Ils firent savoir tout simplement à Kaboul qu'un déserteur serait le bienvenu. Une après-midi de 1985, je reçus une communication téléphonique me disant que deux MI-24 venaient d'atterrir à Miram

Shah, au Pakistan, en bordure de la frontière. Apparemment, à leur arrivée l'officier de sécurité des frontières alerté leur avait expliqué qu'ils avaient fait une erreur et qu'ils avaient atterri au Pakistan ; s'ils le désiraient, il tournerait le dos pendant qu'ils décolleraient. Ils restèrent, bien qu'un des copilotes ait ignoré, lorsqu'ils avaient décollé de Kaboul, que son capitaine était en train de déserter. Dans les heures qui suivirent, nous commençâmes à recevoir des messages de félicitations ; chaque ambassade voulait examiner les hélicoptères. On les mit en sûreté sur une base aérienne pendant deux semaines avant de permettre aux experts du Royaume Uni, d'Allemagne fédérale, de France et de Chine de les examiner et de les photographier. Après quelques semaines, ils furent transportés aux États-Unis où se trouvaient finalement quatre des six membres d'équipage. Il y eut d'autres désertions de pilotes afghans. Le premier fut un pilote d'hélicoptère MI-8 au début de la guerre. Puis vint un avion léger. Durant le vol, le pilote avait annoncé au copilote qu'il se dirigeait vers le Pakistan pour déserter. Le copilote protesta si violemment que le capitaine dégaina son pistolet et l'abattit dans le cockpit. La CIA mit également la main sur un chasseur SU-22 grâce à la désertion d'un remarquable pilote afghan, le capitaine Nabi, qui combattit pendant quelque temps en tant que commandant moudjahid, jusqu'à ce que des chamailleries mesquines avec son parti le conduisent à opter pour aller vivre aux États-Unis.

La contribution militaire de la CIA la plus importante à la guerre d'Afghanistan fut faite au moyen des photographies prises par satellite. Rien au sol n'échappait au satellite qui voyait tout. Les images, prises d'une altitude énorme, montraient les chars, les véhicules, les ponts, les accès et les dommages causés par bombes ou roquettes avec une clarté qui me stupéfiait. Cela faisait du planning des opérations, comme des instructions données aux commandants moudjahidin, une tâche relativement simple. Cela me permettait de choisir les objectifs prioritaires pour les attaques à la roquette, les différents points d'attaques,

et de considérer les différentes routes d'accès et de repli. Je pouvais demander à la CIA les photos d'une zone particulière et peu de temps après je les recevais à mon bureau pour les étudier. La CIA reportait ensuite tous les détails sur une carte que nous pouvions conserver. La carte n° 20 de Sherkhan sur la rivière Amu (p. 255) montre un exemple typique d'une carte de ce type sur laquelle nous organisâmes une opération. À chaque photographie, ou carte, était jointe une liste d'objectifs possibles, une description de chacun, avec les approches recommandées, les positions ennemies, les réactions probables à l'attaque et les contre-attaques possibles. Ces informations, conjuguées à la connaissance locale des Moudjahidin, accrûrent considérablement notre aptitude à conduire des opérations efficaces.

J'ai toujours été fasciné par la capacité technique des Américains. En matière de communications c'était véritablement époustouflant. On me raconta, par exemple, qu'aux États-Unis les ordinateurs enregistraient la conversation d'un pilote soviétique volant aux environs de Moscou. Apparemment tous les pilotes ont une certaine manière de parler, que ce soit l'accent, les pauses, les mots utilisés ou les expressions. C'est leur signature. Les Américains donnaient à chaque pilote un numéro de code ; ainsi, si le pilote X était entendu plus tard aux alentours de Kaboul, on savait que, soit l'individu avait été muté, soit son escadron avait été déplacé. Il ne restait qu'à savoir lequel des deux. De cette manière, l'ordre de bataille de l'armée de l'air soviétique en Afghanistan, ou aux abords, était constamment tenu à jour.

Nous utilisions également leur technicité lorsqu'il fallait évaluer la meilleure manière de détruire un objectif particulier, que ce soit un pont, un barrage, un dépôt de carburant ou un oléoduc. La CIA nous fournissait les photos et un expert en démolition nous conseillait sur le type d'explosif, la quantité nécessaire, la meilleure procédure de destruction consécutive à l'emplacement des charges, ainsi que l'étendue probable des dommages.

Encore une information inappréciable pour la préparation des opérations.

La CIA fournit également une aide substantielle avec l'installation d'équipements d'écoute radio. Je n'ai pas directement pris part à ce type d'assistance mais je sais qu'elle fut importante et qu'elle m'a fourni une source d'information de dernière minute digne de foi grâce aux messages radio interceptés, qu'ils soient soviétiques ou afghans. Nous avions là une information tactique de première importance sur le mouvement des unités, et parfois sur leurs intentions. Les messages étaient souvent intenses et dramatiques, comme lorsque nous entendions, au cours d'une attaque, les opérateurs hurler leurs ordres, ou appeler frénétiquement à l'aide. J'étais à l'écoute de certains de ces messages qui confirmaient l'énorme méfiance qui régnait entre les Soviétiques et les Afghans. Quand les Moudjahidin possédèrent les *Stinger*, nous pûmes entendre les pilotes afghans protester contre le fait qu'on les engageait dans des missions risquées alors que les hélicoptères soviétiques restaient à leur base. Une fois, ce fut un commandement soviétique qui menaçait du tribunal militaire un officier subalterne qui voulait à tout prix être relevé de son poste. L'interception radio nous fournissait aussi les réactions aux succès des Moudjahidin, ou au contraire des détails sur les pertes et les dommages qu'ils avaient subis au cours de leur attaque.

Au cours de l'été 1985, après de multiples invitations, je me rendis au quartier-général de la CIA à Langley, Virginie, aux environs de Washington. J'y allai avec enthousiasme car je pensais y apprendre beaucoup. Malheureusement, ce voyage me rapporta peu sur le plan professionnel. En réalité, il s'avéra plus proche d'une partie de vacances dont je revins avec un point de vue personnel sur la CIA fortement minoré.

Je comprends la nécessité, pour la CIA, de protéger ses activités et ses installations avec un système de sécurité perfectionné.

Toutefois, je fus tout d'abord surpris par le temps qu'ils me firent perdre, puis choqué et vexé de la manière dont ils appliquaient leurs règlements mesquins à une personne qui faisait partie de leurs alliés et qui était elle-même officier supérieur dans un service de renseignement ami. Je fus très étonné lorsque, me conduisant au quartier-général, on me fit entrer dans l'ascenseur spécial du directeur. Lorsque je pénétrai dans la cage, le liftier me sourit et je trouvai sa figure familière. Quand je redescendis, le même homme me demanda si je ne le reconnaissais pas car il faisait partie de l'équipe des gardes du corps de M. Casey. J'étais surpris que même l'ascenseur du directeur soit actionné en permanence par un de ses gardes du corps, surtout, comme c'était justement le cas, lorsqu'il était absent.

Je fus choqué par ma visite à l'école de sabotage de la CIA, située à proximité de Washington. Nous nous y rendîmes par avion, ce qui me fit penser que l'on faisait cela pour me convaincre que l'école se trouvait loin de la capitale. Je suis certain que l'avion a tourné en rond beaucoup plus que nécessaire pour augmenter la durée du vol, tandis que les rideaux de tous les hublots étaient soigneusement tirés. On ne me permit pas de jeter un coup d'œil pour voir où nous allions. Il en fut de même au sol. Notre voiture était entièrement fermée, rendant impossible toute vue sur l'extérieur. On aurait pu aussi bien me mettre un bandeau sur les yeux depuis le début. Je considérai cela comme une insulte. On m'expliqua que mes hôtes devaient se soumettre aux règlements, mais je n'étais pas un suspect et chaque fois que des agents de la CIA vinrent visiter mes camps d'entraînement au Pakistan, ils ne furent jamais soumis à ce genre de traitement. Ils arrivaient en plein jour, dans des véhicules ouverts, sans aucune tentative pour dissimuler la route ou l'emplacement du camp.

Ce fut également durant cette visite que mes soupçons sur l'importance excessive que la CIA accordait à l'opinion de ses analystes-bureaucrates furent vérifiés. D'abord, on me fit entrer dans une salle de conférence où l'on me fit un rapport sur

l'Afghanistan. Je n'avais jusque là jamais assisté à un compte-rendu fait par une femme analyste-militaire ; aussi mon attention fut-elle immédiatement captivée. La pauvre femme était nerveuse et tremblante en lisant ses notes – un bon moyen pour lasser son auditoire, mais une pratique que semblent adopter beaucoup d'Américains. C'est le signe que le conférencier ne maîtrise pas le sujet. Et ce fut le cas à cette occasion. Lorsqu'elle eût terminé, je lui demandai ce qu'elle entendait pas les pertes importantes qu'elle attribuait aux Moudjahidin à l'occasion d'un combat particulier. Quel était le pourcentage qu'elle considérait comme lourd – 10, 20 ou 50 pour cent ? Elle fut immédiatement désarçonnée. Elle se troubla également quand j'insistai pour qu'elle me dise combien de Moudjahidin avaient effectivement participé au combat. Ses compagnons essayèrent de venir à sa rescousse. J'appris plus tard qu'elle étudiait les affaires d'Afghanistan depuis l'invasion soviétique et qu'elle avait obtenu à l'université une licence en études militaires avant d'entrer à la CIA. Elle n'avait bien entendu aucune expérience pratique de la guerre, et n'en aurait jamais. Sans cette expérience, sans connaissance personnelle des conditions du champ de bataille, même le meilleur analyste peut tirer les conclusions les plus fausses de ses faits ou de ses chiffres.

J'eus ensuite l'exemple d'un homme considéré comme un expert sur les tactiques soviétiques. Après avoir entendu pendant un certain temps un discours sur ce qui me semblait se rapporter aux tactiques de l'Armée Rouge franchissant les plaines européennes, je m'enquis de savoir la relation entre ce qu'il venait de dire et la guerre sur le terrain en Afghanistan. J'eus l'impression de l'avoir vexé car il n'ouvrit plus la bouche par la suite.

En résumé : la tâche de la CIA pour l'Afghanistan était de fournir des armes et des équipements et d'organiser leur transport vers le Pakistan ; de procurer des fonds pour l'achat de véhicules et de moyens de transport entre le Pakistan et l'Afghanistan ; de former les instructeurs sur les nouvelles armes ou les équipements ; de fournir des photos prises par satellite et des

cartes pour nos besoins opérationnels ; de fournir l'équipement radio et la formation, et les conseils sur les problèmes techniques lorsque nécessaire. L'entière conduite de la guerre, tous les types d'entraînement des Moudjahidin et l'allocation et la distribution des armes et des fournitures étaient de la seule responsabilité de l'ISI, donc la mienne en particulier.

J'insiste sur le fait que la force de la CIA résidait dans sa capacité de mettre en œuvre une technologie perfectionnée. S'il était possible de résoudre un problème par des moyens techniques, ils pouvaient y répondre, mais lorsque les décisions militaires devaient être prises sur la base de l'expérience, de la connaissance militaire, ou même en appliquant le simple bon sens du combat, alors, à mon point de vue, peu d'officiers de la CIA pouvaient fournir une solution valable.

Des sommes d'argent considérables furent gaspillées, et le sont probablement encore, dans la guerre d'Afghanistan. Une partie d'entre elles est due indubitablement à la corruption ou aux erreurs commises au Pakistan et en Afghanistan mais je crois qu'une grande proportion a disparu dans les poches de gouvernements sans scrupules, de marchands d'armes, de politiciens et d'agents de la CIA qui, par incompétence ou malhonnêteté, ont acheté ou vendu pour des millions de dollars des armes et des munitions inutilisables ou inappropriées.

Laissez-moi terminer sur une note positive. En dépit de tout ce que je viens d'écrire, en fin de compte la participation de la CIA a joué un rôle vital dans la conduite du Djihad afghan. Sans le soutien des États-Unis et de l'Arabie Saoudite, les Soviétiques seraient encore incrustés dans ce pays. Sans les renseignements fournis par la CIA de nombreux combats auraient été perdus et sans l'entraînement par la CIA de nos instructeurs pakistanais, les Moudjahidin se seraient trouvés dangereusement sous-équipés pour affronter, et finalement se faire battre par une superpuissance.

Ce qui se passait, une fois les armes au Pakistan, était de notre responsabilité.

Le Pipeline

« Nous avons découvert que le pipeline secret de la CIA, qui fournit les armes aux Moudjahidin, est criblé d'occasions de corruption. Les perdants en sont les partisans pauvrement équipés qui combattent les Soviétiques en Afghanistan, et le peuple américain dont les représentants au Congrès ont été trahis par la CIA. »
Washington Post, 8 mai 1987

La citation ci-dessus est extraite du texte d'un article sur la fourniture d'armes et de munitions aux Moudjahidin écrit par un journaliste qui avait passé quelques semaines au Pakistan, essayant de démêler les complexités d'un système qui faisait la moitié du tour du monde, mettait en jeu six pays autres que le Pakistan et l'Afghanistan, et coûtait, vers 1987, plus d'un million de dollars par jour. Peut-être, ce qui n'est pas surprenant, que les commentaires de M. Jack Anderson étaient grandement hypothétiques, mais en l'occurrence il n'était pas très loin de la vérité. Ainsi que je l'ai expliqué dans le chapitre précédent, la CIA était largement responsable du gaspillage de son système de fournitures. Néanmoins, ce n'était pas le *pipeline* de la CIA qui procurait les armes aux Moudjahidin. La responsabilité de la CIA cessait dès que les armes étaient arrivées au Pakistan. À partir de là, c'était notre pipeline, notre organisation qui déplaçait, allouait et distribuait chaque cartouche fournie par la CIA. Mais en fait, ce n'était pas l'ISI qui distribuait aux Moudjahidin les fusils et les munitions dont ils allaient se servir dans les combats. Le dernier tronçon du tuyau en Afghanistan était aux mains des sept partis et des commandants sur le terrain. Pour comprendre comment les armes parvenaient au champ de bataille, en provenance de lieux aussi éloignés de l'Afghanistan que les États-Unis ou la Grande Bretagne, il est nécessaire de souligner que le pipeline

était divisé en trois parties distinctes. La première appartenait à la CIA, qui achetait les armes et payait leur transport pour le Pakistan ; le second tronçon se trouvait sous la responsabilité de l'ISI, qui prenait en charge tout ce qui traversait le Pakistan, l'allouait et le remettait aux quartiers-généraux des partis, près de Peshawar et de Quetta ; la troisième et dernière partie du trajet leur appartenait. Les partis allouaient les armes à leurs commandants et les distribuaient en Afghanistan.

Quand un Moudjahid chargeait un projectile dans le tube de son mortier, cet obus avait été manutentionné au moins une quinzaine de fois ; il avait été transporté sur des milliers de kilomètres par camion, bateau, train, camion à nouveau, à dos d'animal, avant d'être porté sur l'emplacement de tir par l'équipe du mortier elle-même. Rarement, même dans des opérations de partisans, une ligne de communication aura été aussi ténue et propice à toutes les frustrations, longtemps avant qu'un article quelconque ait atteint le territoire ennemi. Un général britannique a dit un jour quelque chose de ce genre : chaque fois qu'un chef adresse une pensée à son ennemi, il a probablement jeté auparavant une centaine de coups d'œil anxieux dans son dos vers sa propre ligne d'approvisionnement. J'approuve entièrement cette remarque.

En ce qui me concerne, mon casse-tête principal était la logistique – prévoir suffisamment d'approvisionnement, en temps voulu, pour ceux qui en avaient besoin, au bon endroit. Tout le reste était d'importance secondaire. Mes difficultés étaient accrues du fait que je ne contrôlais directement que la section centrale du pipeline, les autres tronçons étant aux mains d'autres personnes. Avec la CIA, comme avec les partis, je pouvais seulement plaider, expliquer, cajoler ou persuader. Je ne pouvais pas intervenir directement lorsque les choses tournaient mal et je ne pouvais pas utiliser mes propres ressources pour les redresser. La tâche de mon colonel de la logistique était certainement la moins enviable de tout mon bureau, pour ne pas dire de toute

l'organisation de l'ISI. Sa corvée journalière consistait à maintenir le rythme de transport des fournitures, à s'inquiéter de l'arrivée des bateaux et des avions, du manque de main-d'œuvre, du retard dans la fourniture des wagons, des véhicules insuffisants, des pannes mécaniques, et par-dessus tout de la sécurité – prévenir toutes les fuites possibles vers le public, les journalistes trop curieux et les agents de l'ennemi. Ce qu'il accomplît fut un petit miracle car le système ne fut jamais découvert, jamais interrompu par un sabotage au Pakistan durant la période 1984-1987. En 1983, près de 10 000 tonnes d'armes et de munitions transitèrent par le pipeline. En 1987, ce montant avait augmenté jusqu'à 65 000 tonnes, le tout manutentionné par 200 hommes des services de police du ministère de la Défense, avec quatre chariots élévateurs, travaillant sept jours sur sept, mois après mois.

Au bout du tronçon de la CIA, n'existaient pas que des problèmes d'armes inadéquates ou hors d'usage que nous ne désirions pas ; le programme d'arrivée des bateaux ne tenait souvent pas compte de notre capacité à stocker les énormes quantités en jeu. C'était le festin ou la famine. J'insistais sans arrêt sur la nécessité d'un courant homogène et régulier au port de Karachi, d'un à deux bateaux par mois. Nous nous en serions très bien tirés ainsi. Un tel afflux progressif aurait empêché les embouteillages dans des entrepôts submergés, ou les périodes où ils se trouvaient pratiquement vides. Peut-être demandais-je l'impossible car parfois trois ou même quatre bateaux arrivaient au cours du même mois ou au contraire, rien ne nous parvenait pendant une longue période.

Une petite partie des armes arrivait par air à Rawalpindi (Base aérienne de Chaklala). Jusqu'en 1986, nombre de ces livraisons furent une cause croissante de frictions entre l'ISI et l'armée de l'air pakistanaise (PAF). Le problème semblait provenir d'Arabie Saoudite où la CIA s'était mise à entreposer, sur la base

aérienne de Dhahran, des fournitures que livraient ensuite des avions saoudiens ou que l'armée de l'air pakistanaise venait chercher. Pour quelque raison inconnue de moi, ces vols se passaient toujours de travers. La CIA fournissait la liaison mais, même lorsqu'elle avait sur place un agent sur le terrain saoudien, invariablement on ne permettait pas à nos avions d'atterrir comme prévu, quand on ne les renvoyait pas. Lorsque c'étaient les avions saoudiens qui venaient au Pakistan, ils n'arrivaient jamais à l'heure, ou bien ils venaient sans être annoncés, ce qui provoquait de fausses alertes pour la PAF. Après presque deux ans de cette situation, je m'arrangeai pour que le système fut arrêté et que l'on utilisât des avions militaires américains, mais nos relations avec la PAF étaient devenues passablement aigres.

Une fois les armes sur le sol pakistanais nous les prenions en charge. Il faut dire que ce système de fournitures avait été organisé avant mon arrivée à l'ISI et que la sécurité générale de nos méthodes fut grandement facilitée par l'application de la loi martiale. Les militaires avaient la main sur tout. Ce sont les militaires qui faisaient la loi et eux qui l'appliquait. Par exemple, en ce qui nous concernait, la séquence habituelle des paperasses administratives avait été suspendue. Jusqu'à une date tardive, au moment où la taille du système d'approvisionnement devint trop importante, aucun document n'était obligatoire. Les fonctionnaires des services ou départements de l'administration qui devaient s'occuper des mouvements de fournitures recevaient des instructions verbales sur ce qu'ils avaient à faire. Lorsqu'ils se montraient trop curieux, on leur disait que leur travail était en relation avec le projet largement connu, mais toujours « secret », de fabrication d'une bombe atomique. Cela suffisait pour obtenir leur coopération.

À Karachi, les autorités portuaires étaient payées normalement, les manifestes des bateaux étaient simplement marqués « matériel défense » et les douanes n'intervenaient pas. Du bateau, les caisses étaient chargées sur une dizaine ou une ving-

taine de wagons de marchandises pour le trajet par rail jusqu'à mon entrepôt du camp Ojhri ou, pour une petite partie, directement vers Quetta. Les trains étaient escortés par des gendarmes armés. Ce voyage par chemin de fer était un événement journalier. Dix wagons transportaient 200 tonnes à peu près, bien qu'on puisse s'arranger pour les charger jusqu'à 400 tonnes au maximum. Si plusieurs bateaux arrivaient à la file, le système s'écroulait, avec l'accumulation des marchandises sur les quais, que mes hommes s'exténuaient à déplacer, tandis que mon colonel se battait avec les fonctionnaires des chemins de fer pour obtenir davantage de matériel roulant.

Nous avions à Rawalpindi une flotte de 200 véhicules, en majorité des camions de cinq ou dix tonnes avec de fausses plaques minéralogiques que l'on changeait fréquemment, avec laquelle nous transportions les armes le long du pipeline vers l'aval. Il fallait d'abord charrier les caisses de la gare jusqu'au camp afin de les répartir, de les vérifier et de les stocker dans l'entrepôt. Il fallait tout enregistrer et faire l'inventaire quotidiennement. Je tenais absolument à avoir cette information sur mon bureau chaque matin.

Venait ensuite le travail de répartition des armes et des munitions pour les expédier aux partis à Peshawar. Ceci se faisait en fonction des priorités d'allocations, que nous verrons un peu plus loin. Il ne sert à rien de posséder des armes et des munitions dans un dépôt, elles doivent se trouver aux mains de ceux qui s'en servent ; aussi mettais-je un point d'honneur à maintenir la cadence vers l'Afghanistan. Je préférais un entrepôt presque vide à un magasin plein – cela représentait en outre une cible moins tentante dans le cas où un saboteur aurait connaissance de sa localisation ou encore en cas d'incendie accidentel. Nous étions, en fin de compte, assis sur un énorme volcan qui pouvait se réveiller, tout près de zones d'habitation. 80 pour cent au moins de toutes les armes et munitions utilisées en Afghanistan transitaient par mon entrepôt de Ojhri, et cependant je pense

que notre secret était bien gardé. Malgré le volume du trafic et l'activité déployée vers, ou en provenance du camp, nous n'avons jamais durant ces quatre années constaté d'incident qui aurait laissé croire que la sécurité avait été violée.

Chaque matin, entre cinq heures et midi, un convoi de camions, conduits par des chauffeurs de la police militaire en civil, partait pour Peshawar. C'était un voyage de 150 kilomètres qui devait être accompli avant le soir, ce qui impliquait que plus rien ne pouvait partir après midi. Chaque après-midi rentraient les véhicules vides de la livraison de la veille. Les équipes de l'atelier étaient alors frénétiquement occupées à l'entretien.

Il est sans doute un peu abusif de parler de convois car ces 50 ou 60 camions ne se suivaient pas sur la route en une longue colonne – loin s'en fallait. Nous les faisions partir par petits paquets de deux ou trois à intervalles de cinq ou dix minutes. Ils se coulaient dans le trafic civil, l'accompagnateur armé, dans la cabine, tenant son fusil dissimulé sur le plancher. Une fois, alors que je revenais de Peshawar avec le chef de la CIA locale, je le mis au défi de reconnaître un seul de nos véhicules. Il n'y parvint pas.

Notre grande préoccupation était le risque d'accidents de la route. Un officier voyageait toujours dans le véhicule de tête, un autre à la fin du convoi et nous ajoutions un ou deux véhicules vides en cas de panne. Le général Akhtar se refusait à admettre la possibilité d'accidents bien qu'il connaisse nos difficultés et qu'il soit statistiquement inévitable qu'il n'en arrive pas quelques-uns. Il demeurait inflexible sur le fait que cela ne devait pas se produire, ce qui me forçait à augmenter le nombre des officiers partant avec les convois, au détriment de l'entraînement et des besoins opérationnels.

En 1986, je calculai que mes camions avaient parcouru plus d'un million de kilomètres. Sur un telle distance, il est fatal qu'il y ait des accidents. Le plus fâcheux fut celui au cours duquel un

camion percuta une voiture de plein fouet. Au moment où l'officier qui était en queue arriva sur les lieux, les blessés avaient déjà été évacués et malgré ses recherches à l'hôpital proche, il ne put retrouver les occupants de la voiture. Or il se trouva que ceux-ci étaient des officiers de l'armée et que deux d'entre eux étaient morts à l'hôpital militaire. Cela nous créa toutes sortes d'ennuis car l'armée imputa la responsabilité de l'accident à l'ISI, bien que les témoins aient certifié que la voiture était dans son tort.

À Peshawar, les partis prenaient la suite. On déchargeait leurs livraisons dans leurs entrepôts tandis que les chauffeurs y passaient la nuit avant le voyage de retour du lendemain. C'était le système que j'utilisais pour le plus gros des armes et des munitions. Il y eut de rares exceptions, hormis les livraisons qui allaient directement de Karachi à Quetta. Celles-ci comprenaient les lance-roquettes et les SAM, armes qui étaient peu nombreuses et dont on avait besoin dans des zones opérationnelles particulièrement critiques comme les alentours de Kaboul, les bases aériennes ou le long de la route Salang. Tout le monde voulait abattre des hélicoptères ou lancer des attaques à la roquette à dix kilomètres de l'objectif, d'autant plus que cela augmentait le prestige du commandant, mais je tins bon pour que l'on utilise ces armes dans le cadre d'une stratégie générale. C'étaient des armes d'une telle importance que je me réservais le soin de les livrer directement aux commandants de ces zones critiques, après avoir toutefois consulté les partis. De même, lorsqu'une opération spéciale était organisée, comme d'envoyer par le fond des barges sur la rivière Amu, ce qui nécessitait des mines ventouses, ou d'attaquer une importante garnison ennemie par une vaste opération coordonnée, je pouvais également ravitailler directement les commandants qui y prenaient part, nonobstant les livraisons d'armes provenant des partis.

En dépit des accusations de corruption à l'encontre de ceux qui s'occupaient du pipeline d'armes, je demeure totalement convaincu qu'en ce qui concerne mon organisation il y eut peu

de pertes. La corruption était à peu près inconnue dans la section médiane du pipeline. La section de départ, sous contrôle de la CIA, fourmillait d'occasions de fraudes et, comme je l'ai montré plus haut, faisait la part belle à l'inaptitude, probablement autant qu'à la malhonnêteté.

Je dois ajouter que l'on prétendit également que l'ISI avait détourné des armes au profit de l'armée pakistanaise. Ceci est exact dans la mesure ou 200 mitrailleuses de 14,5 mm, des RPG-7 et des SA-7 furent livrés à l'armée pour être déployés de toute urgence sur la frontière occidentale au moment où les forces soviéto-afghanes intensifièrent leurs violations du territoire par attaques aériennes ou tirs d'artillerie. Je peux affirmer avec une absolue certitude que ce fut le seul cas de détournement. Il fut stupide de notre part d'avoir agi sans mettre la CIA dans la confidence, d'autant que je suis certain qu'elle aurait été d'accord. Au lieu de cela, elle le découvrit, ce qui entraîna un concert d'accusations et de démentis qui empoisonnèrent nos relations sans nécessité. Peut-être encore plus préjudiciables à notre association avec la CIA, et qui ne firent que s'amplifier avec le temps, furent les interminables chamailleries au sujet de ses demandes réitérées pour contrôler toutes les attributions d'armes et de munitions qui entraient au Pakistan.

Durant les huit années que le général Akhtar passa à l'ISI comme directeur-général, la politique, sur laquelle il demeura inflexible, fut que l'ISI décidait de qui recevait les armes, en quelles quantités et de quels types. Je veux dire par là qu'après la formation de l'Alliance, la distribution en détail à chaque parti relevait de notre responsabilité. Il faut le répéter. Personne en dehors de l'ISI, y compris le Président Zia, ne pouvait prendre part ou contrôler les allocations d'armes, de munitions et de fournitures logistiques provenant de nos dépôts de Rawalpindi et de Quetta. Il n'y avait pas que la CIA pour nous critiquer sur cette affaire. L'ambassadeur des États-Unis nous désapprouvait franchement souvent, de même que le Congrès américain,

les journalistes étrangers, les généraux de l'armée pakistanaise et les partis eux-mêmes. Ils pensaient tous qu'ils en savaient plus que les autres. Ils avaient tous des motifs personnels ou politiques pour démolir le système, ils saisissaient donc toutes les occasions pour presser l'ISI de modifier ses allocations. Les partis et les commandants réclamaient de façon systématique davantage d'armes, qui soient meilleures et plus puissantes, tandis que les Américains prétendaient que nous favorisions les partis fondamentalistes, en particulier Hekmatyar. C'était une interminable source de friction, de querelles et de frustrations.

Les Américains s'imaginaient que, comme ils payaient au moins la moitié des armes, ils devaient avoir leur mot à dire sur ceux qui les utilisaient. Au fur et à mesure que la guerre se poursuivait, et en particulier lorsque les Soviétiques commencèrent à parler de se retirer, les fonctionnaires américains prirent de plus en plus conscience que le futur gouvernement de Kaboul pourrait bien être islamique fondamentaliste, et que Hekmatyar pourrait bien devenir un nouveau Khomeini. Cette crainte finit par conduire à une politique délibérée des États-Unis pour réduire leur soutien afin de prévenir une victoire des Moudjahidin ; toutefois, au temps de mon action, elle ne se manifesta que par des accusations de partialité dans l'attribution des armes.

Ma tâche consistait à appliquer en Afghanistan une pression militaire pour obtenir le retrait des Soviétiques. J'étais un soldat de métier, ayant une ambition de soldat de gagner la bataille. Par ces motifs, je décidais qui devait recevoir les moyens de gagner – armes et munitions – sur la base de l'efficacité maximum au combat. Je devais appliquer une stratégie pour influer sur les opérations sans capacité de donner des ordres aux combattants, sans aucune infrastructure militaire pour soutenir ou appliquer les décisions. Je devais coordonner des attaques sur des objectifs stratégiques et entretenir l'initiative par mes exhortations, sur une zone de 400 000 km^2, approvisionnée par des caravanes de mulets, et soutenue le plus souvent par un système de

messagers qui n'avait guère évolué depuis l'époque d'Alexandre. Concentration et coopération sont deux principes immuables de la guerre. Le succès du combat dépend souvent des deux, appliquées simultanément au bon moment et au bon endroit. La seule façon que j'avais d'influencer les partis et les commandants pour qu'ils restent dans le droit chemin passait par l'allocation ou le refus d'approvisionnement et d'entraînement.

Ainsi que je l'ai souligné plus haut, les armes ont toujours joué un rôle important dans la vie des Afghans. L'importance d'un homme se mesure à la modernité de son fusil. Le but commun des Moudjahidin était la possession d'armes lourdes et l'abondance des munitions ; pour l'atteindre, ils étaient prêts à montrer de la souplesse, de la bonne volonté pour écouter ou suivre les instructions. La seule manière que j'avais parfois d'obtenir une certaine coopération était de promettre que telle opération donnerait droit à des armes supplémentaires ou à davantage de missiles et que son succès conduirait à d'autres fournitures. Je pouvais offrir une carotte. Mon bâton consistait à ne pas livrer d'armes. Si l'ISI n'avait pas conservé cette prérogative, ma tâche aurait été impossible.

Quatre-vingt pour cent des armes et des munitions étaient alloués aux partis qui les redistribuaient. Pour obtenir des armes, les commandants devaient appartenir à un parti ; on ne faisait exception que lorsqu'ils venaient s'entraîner pour une mission spéciale mais, bien qu'en ce cas on leur fournisse les armes directement, celles-ci étaient prélevées sur l'allocation de leur parti. Nos alliés américains nous poussaient à distribuer les armes directement aux commandants. C'était le système pratiqué avant que j'en sois chargé, avant l'incident de Quetta décrit précédemment, avant la formation de l'Alliance et alors que l'approvisionnement était encore très réduit. Vers 1985, ce système était devenu impraticable. Il était déjà assez incommode d'essayer d'obtenir des résultats en traitant avec sept partis ; tenter de le faire par contact direct avec des centaines de commandants

rivaux, qui ne pensaient qu'à leur propre réputation, eut mené à la catastrophe.

Tous les trimestres, se tenait une conférence opérationnelle à laquelle assistait le général Akhtar, moi-même et mes officiers jusqu'au grade de lieutenant-colonel. Un des points de discussion et de décision les plus litigieux était toujours la répartition des armes et les modifications éventuelles aux arrangements existants. Comme c'était une matière critique sujette à controverses, je passais de longues heures avant la conférence pour discuter des problèmes avec mes collaborateurs. J'avais besoin de leur avis avant de faire des propositions fermes au général. Ce sujet entraînait fréquemment de longs débats au cours de la conférence mais, bien que la décision appartienne en fin de compte à Akhtar, il outrepassait rarement nos recommandations. Nos prévisions étaient basées sur un pourcentage approximatif pour chaque parti. Celui-ci n'était pas fixé de façon permanente ; il pouvait varier légèrement en fonction de raisons opérationnelles et pouvait se trouver délibérément réduit lorsqu'on avait l'impression que le parti manquait d'énergie sur le terrain. De telles réductions étaient en principe faites graduellement et toujours après un avertissement verbal au chef du parti en question.

Les critères que nous utilisions pour dresser ces pourcentages empiriques étaient tous basés sur la compétence au combat. Le nombre d'adhérents à un parti n'était pas un facteur en tant que tel. Par exemple, le parti de Khali était comparativement moins nombreux mais plus efficace sur le terrain qu'un parti plus important comme celui de Mujaddadi. On tenait largement compte de l'emplacement des commandants en Afghanistan. La majorité d'entre eux n'était pas disposée à combattre en dehors de sa zone d'opération, ou même de sa vallée, de sorte qu'il était inutile d'approvisionner en armes par le pipeline un commandant se trouvant éloigné des objectifs stratégiques. Les partis possédant des forces autour de Kaboul pouvaient prétendre à un pourcentage plus élevé, de même que ceux qui opéraient

contre des points sensibles comme les terrains d'aviation ou les principales lignes de communication. En parlant de « forces », je ne veux pas dire un grand nombre de Moudjahidin en un lieu donné mais la fréquence d'attaques réussies dans une certaine zone. Pour estimer celle-ci, je devais faire appel au service d'interception radio qui me fournit souvent la confirmation des activités revendiquées par les commandants et les partis. Pareillement, nous utilisions les photos prises par le satellite de la CIA pour établir la validité des dommages revendiqués. Mes officiers et moi comprenions fort bien la tendance des Moudjahidin à l'exagération. Les interrogatoires individuels, les rapports hebdomadaires de la CIA et du MI-6 et le passage au crible de toutes les informations de sources variées étaient des moyens importants pour connaître ceux qui combattaient effectivement et ceux qui ne le faisaient pas.

Par ailleurs, nous prêtions attention au contrôle qu'exerçaient les partis sur certaines activités douteuses comme la vente illégale d'armes. Un de mes majors travaillait à plein temps à réunir des informations. Si un parti n'arrivait pas à contrôler ses commandants sur ce point, sa part se voyait réduite. Toutefois, je dois préciser, au sujet de ces ventes illégales d'armes par les Moudjahidin, que je suis persuadé qu'il n'y eût probablement pas un seul commandant en Afghanistan qui n'ait, à un moment donné, vendu ou échangé des armes. Tant que ceci se produisait en Afghanistan, entre Moudjahidin, pour le Djihad, nous fermions toujours les yeux. C'était parfois, en cas d'urgence, le seul moyen de se procurer de la nourriture, d'évacuer un blessé ou de pallier un besoin urgent de munitions. Si la vente avait lieu au Pakistan pour l'enrichissement ou le confort personnel du commandant, nous la traitions comme un délit sérieux. Certains chefs n'étaient pas très fermes sur ce sujet avec leurs commandants ; c'étaient plutôt les modérés, ce qui explique en partie qu'ils étaient souvent à court de fonds. Ils entretenaient un état-major permanent, composé souvent de gens élevés

à l'occidentale qui ne se satisfaisaient pas du maigre salaire mensuel de 100 dollars que payaient les Fondamentalistes. Ils exigeaient, et obtenaient, trois fois plus et le logement gratuit. Ils étaient constamment tentés de revendre, avec cent pour cent de bénéfice, les armes qu'ils avaient reçues, pour combler leur manque d'argent.

Le dernier facteur que nous prenions en compte était l'efficacité générale du parti et son propre système logistique, que je voudrais décrire brièvement. Un bon moyen de juger de la compétence d'un parti était de visiter régulièrement son entrepôt. Si mes officiers me rapportaient qu'un entrepôt était toujours plein, parfois pendant des mois, cela signifiait que le parti était rien moins qu'enthousiaste pour poursuivre la guerre et par suite qu'il ne méritait pas qu'on augmente sa part de fournitures d'armes. Le parti de Nabi fut un des premiers coupables de ce chef. En dépit d'un fort potentiel, avec quelques commandants capables sur le terrain, plus un grand nombre d'adhérents, ainsi qu'un ancien général afghan comme responsable militaire, Nabi et ses fonctionnaires ne semblèrent jamais capables d'augmenter leur efficacité. À l'opposé se trouvait Sayaf, dont les magasins contenaient invariablement le minimum de stocks ; je suis toutefois obligé de reconnaître qu'il possédait d'avantage singulier de recevoir directement une aide financière généreuse particulière de la part de riches Arabes.

En 1987, les divers pourcentages alloués aux partis étaient les suivants : Hekmatyar – 18-20 %, Rabbani – 18-19 %, Sayaf – 17-18 %, Khalis – 13-15 %, Nabi – 13-15 %, Gailani – 10-11 %, et Mujaddadi en queue avec 3-5 %. C'étaient évidemment les Fondamentalistes qui prenaient la tête avec 67-73 %, au grand dam de la CIA, mais en se basant sur des critères purement militaires il ne pouvait en être autrement. Ceux qui me critiquaient prenaient en compte des considérations politiques et des préjugés qu'en tant que soldat j'avais le bonheur de pouvoir ignorer.

J'aurais aimé calculer le coût total pour qu'une arme ou une cartouche parvienne du vendeur jusqu'au tireur ; cela aurait été une stupéfiante statistique ; les coûts de cargaison, de rail et de camion vers Peshawar, suivis par le transport à travers la frontière au plus profond de l'Afghanistan, devaient multiplier le prix d'achat au centuple. Il est probable que la partie la plus coûteuse du parcours était le dernier secteur du pipeline qui allait des partis aux Moudjahidin qui utilisaient les armes. Dans certains cas, lorsque les fournitures allaient à Kaboul ou dans les provinces orientales, c'était la partie la plus courte du voyage et de ce fait, les coûts étaient plus maîtrisables. Mais les charges pour fournir des armes aux provinces cruciales du nord augmentaient sans arrêt ; vers 1986, elles devinrent exorbitantes. À cette époque, le prix moyen était de 15-20 dollars par kilo. Cela signifie que le coût pour envoyer un mortier de la frontière pakistanaise jusqu'à la zone de Mazar-i-Sharif était approximativement de 1100 dollars, alors qu'un seul obus coûtait aux environs de 65 dollars. Il n'est pas étonnant que les dépenses mensuelles des partis en transport et frais annexes aient été d'un million et demi de dollars.

La CIA plaçait chaque mois des fonds sur le compte bancaire contrôlé par l'ISI. Cet argent devait payer les bureaux des partis, la construction et l'entretien des entrepôts, l'achat de matériel (rations, vêtements), les indemnités des chefs, les salaires des employés-fonctionnaires, et le transport. Ce dernier incluait l'achat de véhicules et le paiement des agents pour transporter les fournitures en Afghanistan, mais pas l'achat de mules à la Chine (ou plus tard de chevaux à l'Argentine) que la CIA réglait elle-même. En général, chaque parti avait épuisé ses ressources dans les dix ou douze jours. Sans argent, les fournitures restaient coincées dans le tuyau, c'est-à-dire dans les dépôts des partis à Peshawar ou à Quetta. Je me rappelle combien je fus horrifié lorsque je visitai pour la première fois leurs entrepôts à Peshawar,

qui à cette époque étaient de simples maisons en ville. Il n'y avait aucun stockage organisé ni aucune mesure de sécurité car on rangeait les fournitures de la manière la plus désinvolte et la moins militaire. Dans un certain entrepôt, le magasinier, assis sur une mine antichar renversée, réchauffait son repas sur un feu bien flambant. Les choses s'améliorèrent très peu ; je m'arrangeai donc pour obtenir des fonds afin de transporter les sept entrepôts à quelques kilomètres hors de la ville, mais je pouvais difficilement combler les manques d'argent.

Les partis et les commandants avaient d'autres sources de financement. Jusqu'à la fin de 1984, les commandants levaient des impôts locaux dans les vallées qu'ils contrôlaient en Afghanistan, mais comme les Soviétiques se mirent à pilonner les villages, à détruire les systèmes d'irrigation, à brûler les récoltes et à emmener les survivants dans des camps de réfugiés, il devint impossible de percevoir ces taxes. Les armes prises à l'ennemi étaient utilisées, revendues ou échangées. Selon la loi islamique, un cinquième du butin de guerre doit revenir à l'état (au parti). Je sais que certains Moudjahidin ont parfois trouvé meilleur marché d'acheter des armes ou des munitions aux postes soviétiques ou afghans. Je puis affirmer que cela s'est produit sur une petite échelle en de nombreuses occasions.

C'est l'argent arabe qui sauvait grandement le système. Je parle de fonds provenant de riches individus ou d'organisations privées du monde arabe, et non pas des fonds du gouvernement d'Arabie Saoudite. Sans ces millions supplémentaires, le torrent d'armes qui se déversait réellement sur les Moudjahidin aurait été réduit à un filet. Mais il se trouve que tout cet argent allait aux quatre partis fondamentalistes, et non aux modérés. Sayaf, en particulier, avait de nombreux contacts personnels, religieux ou académiques, en Arabie Saoudite ; ainsi, ses coffres étaient en général bien remplis. De la sorte, les Modérés devenaient peu à peu proportionnellement moins efficaces, le manque d'argent arabe étant l'une des causes de leur incapacité à se mesurer

aux Fondamentalistes en ce qui concerne l'efficacité opérationnelle. Leurs revenus moindres, leurs dépenses administratives et bureaucratiques supérieures augmentaient ainsi leur difficulté à atteindre nos critères d'allocation.

Lorsque mes camions avaient déposé leur chargement d'armes et de munitions dans les entrepôts, la responsabilité de leur distribution aux Moudjahidin incombait aux partis (sauf pour certains types d'armes spéciales ou pour ceux qui étaient réservés à des opérations particulières). Si certains commandants ne recevaient pas leurs fournitures, ou s'ils estimaient que leur part était insuffisante, je n'y pouvais pas grand-chose. Chaque parti avait sa propre méthode pour décider des allocations à ses commandants. Celle-ci reposait parfois sur la base d'un pourcentage fixe – système désespérément inefficace, qui permettait aux Moudjahidin des zones calmes de recevoir la même quantité que ceux qui se battaient fréquemment. Les approvisionnements étaient parfois envoyés à un unique commandant provincial, à charge pour lui de les répartir ; d'autres fois, plusieurs commandants étaient chargés de la distribution à leurs subalternes. De temps en temps, tous les commandants d'une province venaient se fournir directement aux bases du parti sur la frontière.

La façon dont les partis transportaient leurs fournitures était l'une des opérations les plus compliquées, les plus désordonnées et les plus interminables de la guerre. Camions et tracteurs, charrettes et chameaux, mulets et chevaux, tout y passait, jusqu'aux épaules des Moudjahidin eux-mêmes.

Les partis les plus importants possédaient jusqu'à 300 véhicules de toutes sortes. C'étaient des camions de type civil, qui s'insséraient dans le trafic normal de la frontière. Un certain nombre d'entre eux était constitué de véhicules afghans achetés à Kaboul, que l'on utilisait pour les plus longs voyages par route. Ils étaient plus nombreux que ceux de l'ISI car ils entreprenaient souvent des voyages de plusieurs jours sans la possibilité de revenir à vide

le lendemain. Un camion pouvait ainsi se trouver indisponible pendant des semaines. Le transport pouvait parfois se faire par camion sur plus de mille kilomètres vers les provinces du nord ou de l'ouest, alors qu'en d'autres cas le transport à dos d'animaux était seul possible. En Afghanistan, il arrivait que l'on s'arrange avec les commandants locaux afghans pour utiliser les moyens de transport de l'armée afghane. Une des particularités de cette guerre était qu'il pouvait se faire que les armes soient livrées aux Moudjahidin dans les camions de l'ennemi. C'était sans doute plus fréquent à l'occasion d'opérations de sabotage à Kaboul ou dans d'autres villes importantes, ce qui permettait d'obtenir également des véhicules du KHAD. Il arrivait que ces livraisons soient faites gratuitement, mais en général elles se faisaient moyennant finance.

Les partis transportaient leur frêt vers la frontière par camion, pour la section suivante du pipeline. Près de cinquante-cinq bases frontalières se trouvaient situées au Pakistan, groupées pour la plupart autour des principaux points d'entrée, près de Parachinar et de Chaman, au nord-ouest de Quetta. Pour les atteindre, les véhicules devaient traverser les zones interdites des NWFP, du Balouchistan et des tribus. Partout, ces régions étaient sillonnées par l'armée pakistanaise, la police et les éclaireurs des frontières. Les passages étaient contrôlés, soumis à laisser-passer, barrages ou fouilles des véhicules. Pour faciliter le trafic, l'ISI avait muni tous les camions d'un « laisser-passer » donnant une description détaillée du véhicule sans mentionner la cargaison. On donnait à l'avance aux barrages la liste des camions qui devaient passer. Ces véhicules étaient dispensés de fouille seulement pour le voyage d'aller, ceci comme précaution contre l'introduction de drogue ou d'armes de contrebande au Pakistan. Le système fonctionnait la plupart du temps mais il était loin d'être parfait. Il arrivait que la police du barrage exige un « dédommagement » pour raccourcir les délais d'attente. Avec un pot-de-vin, la barrière s'ouvrait sur le champ ; si l'on refusait, toutes sortes de prétextes

et de coups de téléphone à des supérieurs absents ou imaginaires pouvaient retenir le véhicule durant des heures.

Je vécus une amusante expérience personnelle de cette sorte de difficulté lorsque j'emmenai à la frontière le membre du Congrès Wilson, avant sa visite clandestine en Afghanistan. J'avais dépêché à l'avance un de mes officiers pour signaler aux postes de garde que ma voiture ne devait pas être retardée. Au premier barrage, un fonctionnaire civil refusa de nous laisser poursuivre sans « autorisation ». Je lui montrai ma carte d'identité militaire mais il insista pour vérifier. Ses appels téléphoniques aboutissaient comme par hasard à des supérieurs qui se trouvaient absents de leur bureau – ce qui augmentait notre attente. Au bout d'un quart d'heure, j'explosai. Je dis au fonctionnaire que s'il ne levait pas la barrière immédiatement j'ordonnerais à mes trois gardes du corps, qui étaient armés d'AK-47, de vider leurs chargeurs sur lui. Ils armèrent leur fusil d'assaut et la barrière s'ouvrit vivement. Je racontai plus tard cet incident à l'officier que j'avais envoyé en avant, lui faisant remarquer que je n'étais pas très impressionné par la manière dont il avait aplani les difficultés. Pour le retour, ce même officier voyageait dans un second véhicule. Au barrage, il ordonna à ses hommes d'entrer dans le poste et emmena le malheureux fonctionnaire sous la menace de ses armes. Malgré ses hurlements de protestation, on le fourra dans la voiture qui démarra. Je suis sûr qu'il crût sa dernière heure venue. Après une quinzaine de kilomètres, durant lesquels le malheureux sanglotait et s'excusait pitoyablement, on le déposa sur le bord de la route où on le laissa se débrouiller. Pour exiger son « pot-de-vin », il s'était trompé d'adresse.

Près de la frontière, particulièrement autour de Parachinar, Miram Shah et Chaman, tout le monde était en relation avec la guerre, d'une façon ou d'une autre. Il y avait des dizaines de milliers de réfugiés dans leurs camps, les bases grouillaient de Moudjahidin, des centaines de transporteurs contractuels déambulaient avec leurs animaux et des tas de camions étaient

chargés pour le dernier tronçon vers l'extrémité du pipeline de fournitures. Chaque jour de chaque mois, si l'hiver le permettait, les armes et les munitions étaient en route. Ces zones contenaient les principales bases avancées de fournitures pour les Moudjahidin. La ligne Durand était aux Moudjahidin ce que la rivière Amu était aux Soviétiques. Là, les commandants venaient chercher leurs approvisionnements, là, les camions de Peshawar et de Quetta étaient déchargés, et là les trains d'animaux de bât étaient rassemblés et chargés.

Dans les débuts, un commandant venait au Pakistan avec ses propres chevaux, parfois une centaine, pour emporter ses armes, mais comme les magasins se multiplièrent et que les chevaux disparaissaient, le système devint totalement inadéquat. On avait besoin de milliers d'animaux, qui comptèrent parmi les pertes au même titre que les hommes ; aussi fut-il nécessaire de mettre en place une organisation de remplacement sérieuse. La solution était le transporteur contractuel, bien que les coûts fussent élevés et grimpassent régulièrement chaque année. Le transporteur était un homme d'affaires qui possédait les animaux, les accompagnait en Afghanistan et les nourrissait. Comme c'était son gagne-pain, il prenait soin de ses bêtes, retirant cette responsabilité aux Moudjahidin. Nos camarades de la CIA n'aimaient pas ce système. Ils préconisaient d'utiliser des compagnies de transport animales spécialement formées et manœuvrées par les Moudjahidin. Je ne fus pas d'accord, car les Moudjahidin n'auraient pas été propriétaires des animaux, n'auraient eu aucun intérêt financier à en prendre soin et qu'il aurait été nécessaire de réserver la moitié des bêtes pour transporter du fourrage. Je savais par expérience que ce genre de compagnies seraient aussi coûteuses mais moins efficaces que les transporteurs contractuels.

Les animaux utilisés étaient des chameaux, des chevaux et des mules. On employait généralement les chameaux sur les longues routes menant aux provinces méridionales où la terre était aride. Les chevaux étaient de loin les plus nombreux des animaux de

bât. Le poney afghan était idéal pour cette tâche, ayant été élevé dans ce pays pendant des siècles pour faire précisément ce type de travail. Le cheval devint le transport stratégique de fournitures à longue distance de la frontière vers les bases opérationnelles des provinces. Comme ils mouraient ou se faisaient tuer de plus en plus, nous eûmes recours, au cours des dernières phases, à l'importation de chevaux argentins. Il y avait beaucoup moins de mulets que de chevaux. On n'élève pas de mulets en Afghanistan. Il y en avait quelques-uns au Pakistan et la Chine possédait des élevages de mulets qui fournirent une source supplémentaire. On considérait généralement ces animaux comme des transports opérationnels ou tactiques. C'était en principe des mulets qui portaient le mortier, la mitrailleuse lourde ou le lance-roquettes (LR), et leurs munitions jusqu'au lieu du combat, ou à un endroit très proche. On donnait des mulets, ainsi que quelques chevaux, aux commandants pour qu'ils les gardent dans leurs bases d'opérations en tant qu'échelon de transport « F », selon le terme militaire – moyen pour transporter les armes sur le terrain de combat ou proche de lui. La CIA achetait les animaux, les fournissait ensuite aux partis qui les répartissaient entre leurs commandants. Ce système était indépendant de celui des animaux de bât des transporteurs.

En dehors de la branche de Karachi vers Quetta, il existait réellement un pipeline principal via Rawalpindi et Peshawar vers la frontière. De là, de nombreux embranchements se répandaient en Afghanistan. On aurait pu comparer notre système à un arbre. Les racines étaient les bateaux et les avions qui apportaient au Pakistan les fournitures des divers pays. Le tronc allait de Karachi presque jusqu'à la frontière, que les grosses branches traversaient. Ces branches se divisaient en centaines de branches plus petites en Afghanistan, transportant la sève (armes et munitions) jusqu'aux feuilles (les Moudjahidin). Coupez une petite branche, même une grosse, et l'arbre survit tout de même, et d'autres poussent avec le temps. On ne tue l'arbre qu'en coupant les racines ou le tronc.

Dans notre cas, seules les branches pouvaient être attaquées. À la différence des Soviétiques dont les lignes de communications se limitaient aux routes principales, les nôtres utilisaient des tas de chemins et de sentiers à travers les montagnes et les vallées. Si une voie était bloquée, on pouvait toujours trouver une déviation.

Il y avait six routes principales menant en Afghanistan. En partant du nord, de Chitral, une grande route menait à la vallée du Panjshir, à Faizabad et aux provinces du nord. C'était le passage le plus court, le meilleur marché et le plus sûr vers ces régions mais il était fermé par la neige pendant plus de huit mois par an. Nous ne pouvions l'utiliser que de juin à octobre. Venait ensuite la route la plus chargée. De Parachinar (le bec de perroquet) via Ali Khel vers la province Logar se trouvait la porte du Djihad, par laquelle transitaient 40 pour cent de nos approvisionnements. C'était le chemin le plus court vers Kaboul, rien qu'une semaine de voyage. Nous l'utilisions également pour des transports vers le nord, par les montagnes jusqu'aux plaines autour de Mazari-Sharif, bien que cela puisse prendre un mois ou davantage. La difficulté résidait dans la forte opposition ennemie qui tentait de barrer la route. Lorsque les Soviétiques voulaient desserrer la pression sur Kaboul, c'est dans les provinces de l'est qu'ils lançaient leurs plus vastes opérations de traque et de destruction.

Un peu plus au sud, la troisième route commençait aux alentours de Miram Shah, via Zhawar, à nouveau dans la province de Logar. Les trains de fournitures pouvaient soit virer au sud près de Gardez ou de Ghazni, soit au nord pour rejoindre la seconde route par les montagnes. C'était encore une route chargée mais les incursions ennemies y étaient relativement faibles.

La quatrième route commençait à Quetta, traversait la frontière à Chaman, avant de conduire vers Kandahar et les provinces alentour. C'était un pays beaucoup plus ouvert où l'on avait besoin de véhicules pour charrier le plus gros des fournitures

rapidement. Nous tentions d'obtenir que les camions arrivent à destination en un jour ou une nuit en conduisant vite. Les véhicules suspects pouvaient subir des attaques terrestres ou aériennes de l'ennemi.

À 400 kilomètres plus à l'ouest, sur la frontière méridionale de la province de Helmund, se trouvait à Girzi-Jungle une base impopulaire plus petite. Nous l'utilisions pour ravitailler Helmund, Nimroz, Farah et les provinces de Herat. Elle était impopulaire parce que les véhicules y étaient très vulnérables aux attaques. Nous y avons rarement envoyé un convoi sans incident. C'était une contrée aride, ouverte, à la population éparse, avec peu de possibilités pour se prémunir contre une attaque. Les camions qui circulaient vers le nord étaient aisément repérés du ciel et souvent attaqués par des véhicules blindés, ou tombaient dans des embuscades tendues par des troupes aéroportées postées à l'avance. Atteindre Herat avec un véhicule prenait une semaine.

Enfin, la sixième route passait par l'Iran. La carte n° 9 montre que pour envoyer des fournitures rapidement et sûrement à Farat et aux provinces de Herat, le meilleur trajet passait le long de la frontière du Balouchistan vers l'Iran, puis 600 kilomètres vers le nord de Zahedan en Iran jusqu'à la frontière Iran-Afghanistan en face de Herat, en un voyage de trois jours – en théorie. En pratique, c'était différent. Bien que cette route fut couramment utilisée, il fallait plus de six mois pour obtenir un permis spécial des Iraniens et encore ne pouvait-on y transporter que des armes légères car chaque convoi était contrôlé, inspecté et escorté par des gardes de la révolution. Il en était de même pour les véhicules vides qui repassaient par l'Iran.

Tel était notre pipeline. Malgré sa complexité, son coût et sa longueur, il fonctionnait à peu près. Il y avait bien sûr beaucoup de rouspétance de la part de commandants ulcérés qui se plaignaient amèrement qu'on les laissait sans approvisionnement. Ils étaient parfois à court mais je ne me souviens pas de combats

perdus par les Moudjahidin à cause d'un manque de munitions, et certainement pas entre 1983 et 1987. Le plus souvent, c'était les commandants dont les partis étaient inefficaces, ou qui opéraient dans des zones éloignées des objectifs stratégiques, ou qui manquaient de vigueur dans le combat, qui avaient des raisons de se plaindre.

Mon problème était de fournir le bon type d'arme avec suffisamment de munitions au bon commandant, au bon endroit, en temps utile. Si j'y parvenais, c'était habituellement le prélude à une opération réussie. Cela impliquait des mois de réflexion. Il fallait près de neuf mois pour organiser une opération dans le nord. C'est ce décalage incompressible entre la conception d'un plan et son exécution que, si souvent, ceux qui n'étaient pas dans le coup, comme la CIA, n'arrivaient pas à comprendre.

Référence : Mohammad Yousaf et Mark Adkin, *The Bear Trap,* rééd. *The Battle for Afghanistan*, Londres, Pen and Sword, 2009 ; édition française, *Afghanistan, l'ours piégé. Histoire secrète du conflit afghan ou la revanche de la CIA,* éditions Alerion, 1996, traduit de l'anglais par Gérard Gauvain.

Chapitre 14

Les suites inattendues de l'affaire Farewell

Les Français n'ignorent plus rien, ou presque, de l'affaire Farewell, nom de code donné au colonel Vladimir Vetrov, une des plus importantes « taupes » recrutées au sein du KGB par les services occidentaux, en l'occurrence la DST que personne n'attendait sur ce terrain (ce qui peut expliquer en partie sa réussite). Un livre de Sergueï Kostine (*Bonjour Farewell*, Robert Laffont, 1999) et un film de Christian Carion (*L'Affaire Farewell*, 2009) ont popularisé cette histoire dans ses moindres détails : la démarche spontanée du francophile Vetrov, désabusé par le système communiste mais méfiant envers la CIA ; la décision prise avec l'accord de François Mitterrand de le « traiter » au niveau de la DST ; ses révélations multiples et abondantes sur le pillage technologique des Russes aux dépens des Occidentaux ; la coopération franche des Français avec les services américains ; le « nettoyage » des taupes soviétiques dans les institutions scientifiques et industrielles.

Mais ce que l'on ignorait jusqu'à présent, c'est la riposte technologique secrète des Américains suite aux révélations du dossier Farewell, et ses conséquences spectaculaires. Le témoignage qui va suivre n'est pas celui d'un espion à proprement parler. Gus Weiss, scientifique de formation, était membre du Conseil national de Sécurité sous Ronald Reagan. À la lecture du dossier Farewell, qui comprenait la « liste de commissions » du KGB (c'est-à-dire la liste des technologies prioritaires à acquérir), Weiss eut l'idée audacieuse

de rendre aux Soviétiques la monnaie de leur pièce, et surtout il sut la « vendre » à William Casey, le patron de la CIA, et au président Reagan. Sa proposition, en substance, était la suivante : puisque nos adversaires tiennent tellement à acquérir nos technologies, nous allons leur en *donner* certaines, mais elles seront imperceptiblement trafiquées. Et elles se dérégleront sans prévenir ! C'est ainsi que des puces trafiquées furent introduites en URSS. Avec un effet majeur, visible depuis les satellites de la NSA…

Cette action agressive, dont on va suivre le déroulement, eut un effet majeur dans l'effondrement de la superpuissance communiste. Privée de technologies récentes, l'URSS déjà affaiblie par la chute des cours pétroliers, les déboires en Afghanistan et ses contre-performances économiques, n'avait plus beaucoup de cartes à jouer. Le lancement par Ronald Reagan de l'IDS (Initiative de défense stratégique rebaptisée « Star Wars » par la presse) était certes un énorme coup de « bluff » (les satellites antimissiles ne virent jamais le jour), mais qui acheva de convaincre les leaders soviétiques qu'ils étaient surclassés et que l'apaisement avec l'Ouest restait la seule stratégie viable.

Autre conséquence de ce « cheval de Troie » informatique : les dirigeants du KGB de l'époque, dont certains sont toujours actifs, n'ont pas oublié l'humiliation que pouvait causer l'arme informatique, bien maîtrisée. Il n'est donc pas si étonnant de constater que la Russie d'aujourd'hui est la patrie de nombreux pirates informatiques, parmi les plus doués au monde comme on a pu le constater lors du récent conflit entre la Russie et la Géorgie. Des pirates qui ne sont certes pas des agents salariés du FSB (Sécurité intérieure) ou du SVR (Renseignements extérieurs), mais à qui on laisse une étonnante liberté d'action… En échange de menus services ?

Duper les Soviétiques

« Pour le moment, nous, communistes, devons nous entendre avec les capitalistes, car nous avons besoin de leur argent, de leur agriculture et de leur technologie. Cependant, nous continuerons d'investir massivement dans nos programmes militaires et d'ici le milieu des années 1980, nous pourrons revenir à une politique étrangère beaucoup plus agressive qui nous donnera l'avantage dans nos relations avec l'Ouest. »

Léonid Brejnev, remarques faites au Politburo en 1971 au début de la détente.

Pendant la guerre froide et particulièrement dans les années 1970, les services de renseignement soviétiques déployèrent avec succès des efforts considérables pour acquérir clandestinement les connaissances techniques et scientifiques de l'Ouest. Certaines personnes au sein du gouvernement américain nourrissaient des soupçons, mais il fallut attendre 1981 pour en avoir la preuve. Cette année-là, le colonel Vladimir I. Vetrov, surnommé « Farewell » par les services de renseignement français, photographia 4 000 documents du KGB relatifs à ce programme. À l'été 1981, le président Mitterrand informa le président Reagan de l'existence de cette source. Le matériel fourni par Vetrov déclencha une vigoureuse opération de contre-espionnage de la part des services de renseignement de la CIA et de l'Otan.

Pour le président Nixon et le secrétaire d'État Kissinger, la détente était un moyen de réduire les tensions chroniques dans les relations soviéto-américaines. Ils cherchèrent donc à conclure des accords avec l'URSS qui permettraient aux deux superpuissances de passer de la confrontation à la négociation, notamment dans les domaines du contrôle des armements, du commerce et des investissements. Pour les Soviétiques, la détente était une « coexistence pacifique » et un moyen de renforcer une économie défaillante en profitant de l'amélioration des relations politiques pour obtenir des céréales, des prêts et de la

technologie[37]. En science pure, les Soviétiques méritaient leur impressionnante réputation et leur programme spatial montrait l'originalité et le degré d'accomplissement de leur technologie des fusées. Toutefois, sur le plan de la production, il leur manquait le savoir-faire nécessaire pour concurrencer à long terme les États-Unis. En effet, les gestionnaires soviétiques rencontraient des difficultés à traduire les résultats obtenus dans les laboratoires en produits finis. Le contrôle de la qualité était déficient et les usines étaient mal organisées. La gestion des coûts de revient, même dans le secteur de la défense, était désespérément inadéquate. En informatique, les ordinateurs et les microprocesseurs utilisés par les Soviétiques accusaient un retard de plus d'une décennie par rapport à ceux qui étaient employés à l'Ouest.

Les dirigeants soviétiques étaient conscients de ces lacunes. En 1970, ils réactivèrent et intensifièrent les opérations de collecte d'informations de nature scientifique et technologique qui permettraient de combler cet écart. Le Conseil des ministres et le Comité central créèrent un nouveau service au sein de la première direction générale du KGB, appelé direction T, qui s'intéresserait aux programmes occidentaux de recherche et de développement. Le Comité d'État pour la science et la technologie et la Commission militaro-industrielle fourniraient à la direction T et à son bras opérationnel, la ligne X, une liste de choses à trouver. Le service de renseignement militaire (le GRU), l'Académie des sciences d'URSS et le Comité d'État pour les affaires étrangères compléteraient cette liste. La collecte d'informations serait assurée en grande partie par le KGB et le GRU avec l'aide des services de renseignement des pays de l'Est. Un formidable dispositif fut mis en place pour faire de l'espionnage scientifique, et l'ampleur de cette structure en montrait toute l'importance. Le début de la détente ouvrit de nouvelles voies à exploiter pour la

37. Henry Kissinger, *White House Years*, Little, Brown and Company, Boston, 1979, pages 1, 142.

ligne X et les services de renseignement soviétiques en tirèrent le maximum.

Au début des années 1970, l'administration Nixon n'avait aucune politique globale concernant les relations économiques avec l'URSS. La vente de biens d'intérêt stratégique était supervisée par le Comité de coordination du contrôle des échanges stratégiques de l'Otan (Cocom), qui gérait une liste de produits et de données dressée par ses membres et dont la vente était soumise à un embargo. La politique de Nixon se trouvait au cœur de ce système ; pour l'exportation de produits qui n'étaient pas inclus dans la liste officielle, des ententes spéciales étaient requises. Les États-Unis et l'URSS signèrent donc de nouvelles ententes scientifiques et commerciales qui prévoyaient la création de commissions techniques conjointes dont le mandat serait d'évaluer les possibilités de coopération. L'agriculture, l'énergie nucléaire, l'informatique et l'environnement étaient parmi les secteurs d'activités visés. Comme le notait Kissinger :

« Avec le temps, le commerce et les investissements amoindriront les tendances autarciques du système soviétique, ce qui permettra à l'économie soviétique de s'intégrer graduellement à l'économie mondiale et favorisera un degré d'interdépendance propice à la stabilité politique[38]. »

À partir de 1972, des délégations de spécialistes soviétiques vinrent aux États-Unis pour visiter des entreprises et des laboratoires en lien avec leur commission. La ligne X, toujours à l'affût, plaça ses agents au sein de ces délégations ; par exemple, dans une délégation pour l'agriculture qui comptait environ 100 personnes, environ le tiers était composé d'officiers de renseignement connus ou soupçonnés de l'être. C'est ainsi que lors d'une visite chez Boeing, un invité soviétique qui avait appliqué un adhésif sur la semelle de ses chaussures put recueillir des échantillons de métal. Dans un autre cas, des scientifiques

38. Thomas G Paterson et Dennis Merrill, *Kissinger sur la détente – Major Problems in American Foreign Relations,* vol. II : « Since 1974 », 1995, page 600.

et des gestionnaires qui travaillaient dans les secteurs de l'informatique et de l'électronique en URSS obtinrent un visa dans le but précis de visiter une entreprise, l'Uranus Liquid Crystal Company (une entreprise non inscrite dans la liste « Fortune 500 »), située à Mineola à Long Island. Trois jours avant son arrivée, la délégation demanda une modification de l'itinéraire prévu pour y inclure la presque totalité des entreprises américaines œuvrant dans le domaine de l'informatique et des semi-conducteurs. Comme cette manœuvre qui avait pour but d'observer (de voler) la technologie de pointe était faite à la dernière minute, le département de la Défense n'avait pas le temps de s'y opposer, sans compter que cette demande était tout à fait légale. La ligne X avait étudié nos lois et savait s'en servir à son avantage.

Pour acquérir la technologie de pointe en matière d'avionique, les Soviétiques proposèrent en 1973 d'acheter 50 avions de transport Lockheed à la condition que l'entreprise, qui avait alors des difficultés financières, accepte de construire et d'équiper une « cité de l'aviation » moderne en URSS. Une proposition similaire fut faite à Boeing (imaginer Brejnev aux commandes d'un Aeroflot 747 est une image qui défie l'imagination). La ligne X utilisait la vieille tactique capitaliste qui consistait à amener deux concurrents à faire une surenchère qui permettait aux Soviétiques de mettre la main sur des données technologiques qu'ils pourraient réutiliser. En 1972, dans une autre opération du genre, mais cette fois dans un secteur plus traditionnel, les Soviétiques achetèrent sans faire de bruit 25 % de la récolte de céréales des États-Unis en interceptant des conversations téléphoniques entre acheteurs et vendeurs de céréales. Cet achat fit grimper le prix des céréales aux États-Unis, sans compter que les Soviétiques bénéficièrent d'une subvention de 25 % du prix du boisseau destiné à l'exportation. Ceux d'entre nous qui furent témoins de ces entourloupettes commencèrent à douter de la sincérité de l'URSS envers la détente.

À la fin de 1973, le président Nixon demanda au Council on International Economic Policy de déterminer quels types d'ordinateurs et de technologie de production qui y était associée pourraient être vendus sans risque aux pays communistes. Cette étude était nécessaire en raison de l'augmentation des échanges économiques avec l'URSS et les pays de l'Est entraînée par la détente. Il fallait également de nouvelles règles plus souples du Cocom pour répondre à ces nouvelles possibilités, aussi illusoires puissent-elles être. Le secteur le plus important à revoir était celui du traitement des données. Je devins responsable de ce projet ainsi que du problème plus vaste du transfert technologique. L'étude sur l'industrie informatique fut le premier changement politique concernant la technologie à être fait pendant la détente ; elle devait évaluer les avantages commerciaux pour les États-Unis par rapport au risque posé par ces ventes sur sa sécurité nationale.

Sans surprise, l'étude en arriva à la conclusion qu'il y avait effectivement une pénurie d'ordinateurs en URSS, mais qu'il y avait également un manque de ressources financières pour en importer. Nous présumâmes que les Soviétiques utiliseraient le taux de change à leur avantage pour acheter les ordinateurs les plus puissants qui étaient également ceux qui étaient les plus dangereux pour la sécurité nationale (ce type d'ordinateurs était utilisé pour l'armement nucléaire et la cryptographie). Nous terminâmes notre rapport en disant que le potentiel commercial de l'URSS pour l'industrie informatique américaine était faible alors que le risque associé à la vente d'ordinateurs plus puissants était élevé. Le rapport recommanda d'accroître modérément la puissance des ordinateurs admissibles à l'exportation en vertu des règles du Cocom tout en restreignant la vente de la technologie qui y était associée. L'exportation des plus gros ordinateurs était quant à elle interdite. Dans une décision rendue le 14 mars 1974, le président Nixon approuva ces recommandations qui devinrent les nouvelles lignes directrices en matière d'exportation. Détente

ou pas, les Soviétiques ne pouvaient plus importer les puissants ordinateurs fabriqués à l'Ouest.

Pour atteindre la parité avec les États-Unis en informatique, les Soviétiques devraient se tourner vers leurs ingénieurs pour que ceux-ci conçoivent et produisent des ordinateurs. La ligne X utiliserait ses ressources en espionnage pour compenser ce qui ne pouvait être développé en URSS. Même si la décision de mars 1974 fermait le robinet aux Soviétiques, les services de renseignement occidentaux ignoraient que ceux-ci avaient monté une opération de renseignement pour obtenir cette technologie.

Au début des années 1970, les services de renseignement américains n'avaient aucun programme spécifique s'intéressant au transfert technologique et à l'espionnage scientifique et il y avait très peu d'information à ce sujet. Néanmoins, ceux au sein de l'appareil gouvernemental américain qui avaient observé le comportement des délégations soviétiques lors des visites d'usines et l'astucieux achat de céréales de 1972 commencèrent à se demander s'il n'existait pas un vaste plan mis en place pour obtenir notre savoir-faire. Il n'existait aucune preuve directe, mais seulement des indications de nature anecdotique. Dans le passé, les Soviétiques avaient réussi à obtenir le secret de la bombe atomique ; pendant les années 1920, ils avaient eu accès à la technologie industrielle allemande. Après la Seconde Guerre mondiale, ils avaient copié le B-29 américain et le moteur à réaction Nene de Rolls-Royce (qui devint le moteur du MiG-15). Deux anciens membres du réseau Rosenberg avaient créé l'industrie microélectronique moderne de l'URSS. Les services de renseignement soviétiques savaient trouver ce dont ils avaient besoin en matière de science et de technologie, et les résultats obtenus le prouvaient. De plus, les Soviétiques étaient des experts dans la copie de modèles étrangers. Le reste était élémentaire comme le dirait Sherlock Holmes : l'URSS accusait un retard techno-

logique important, ses services de renseignement étaient passés maîtres dans la cueillette d'information et la détente leur ouvrait une porte.

Ceux qui soupçonnaient l'URSS de se livrer à un Grand Jeu dans le domaine de l'espionnage industriel purent constater que le gouvernement américain n'avait rien en commun avec le propriétaire du 221b Baker Street : nos efforts pour convaincre les responsables des services de renseignement que les États-Unis faisaient face à une nouvelle menace donnaient des résultats mitigés. Nos appels à l'aide restèrent sans écho : aucune preuve d'un « grand plan » ; « rien d'inhabituel dans le comportement des Soviétiques » ; « aucune nécessité et aucun intérêt » ; « aucune source ». Les autorités ne semblaient pas comprendre que l'absence de preuves ne signifiait pas qu'il ne se passait rien. Le système restait passif.

Il y avait cependant quelques collègues plus allumés dispersés parmi les divers ministères. Par exemple, quelqu'un au département du Commerce se rendit compte qu'une entreprise fictive qui avait été créée par la ligne X spécialement pour l'occasion essayait d'acquérir un ordinateur soumis à l'embargo : les officiels interceptèrent le conteneur et remplacèrent l'ordinateur par des sacs de sable. (Une note accompagnait le tout, mais il serait politiquement incorrect d'en dévoiler la teneur.) En 1975, les Soviétiques utilisèrent le rendez-vous spatial *Apollo-Soyouz* pour obtenir des informations sur le programme spatial américain. Ce projet lancé par l'administration Nixon s'insérait dans le cadre de la détente et le président Ford n'eut d'autre choix que de le poursuivre. Or, quelques semaines avant le lancement, la Nasa fut consternée d'apprendre que selon le contre-espionnage américain, il y avait parmi les cosmonautes un officier du KGB qui avait collecté des informations tout au long du projet.

Le président Carter fut le premier chef de l'exécutif à accorder de l'importance au vol de technologie. C'est sous son administra-

tion que la CIA commença à s'intéresser au détournement d'ordinateurs vers les installations de défense soviétiques et il voulait en savoir plus. Pour répondre à sa demande, la CIA assigna du personnel à cette tâche et brossa le tableau le plus complet à ce jour du vol technologique. Carter commanda également la première étude globale sur le transfert de technologie, mais le document n'aborda qu'indirectement la menace posée par la collecte clandestine d'informations. Malgré cette occasion ratée, Carter riposta à l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique en imposant des sanctions, en annulant plusieurs ventes d'ordinateurs et en interrompant la livraison de matériel destiné à l'usine de camions de Kama River.

Dès son arrivée au pouvoir, le président Reagan voulut refermer ce qu'il considérait comme une « fenêtre de vulnérabilité » favorisant les Soviétiques sur le plan des armements stratégiques. Il croyait également que la situation économique de l'URSS était désastreuse et que le système était sur le point de s'effondrer. Il en était arrivé à la conclusion que la guerre froide pouvait être gagnée. Plusieurs parmi nous appuyèrent l'idée défendue par le Conseil de sécurité de Reagan selon laquelle l'application de pressions économiques pourrait s'avérer efficace. Les politiques proposées visaient à tirer avantage de la faible productivité en URSS, de son retard technologique, du poids écrasant de ses dépenses militaires et de l'inefficacité de sa structure économique. Reagan était le premier président qui endossait cette vision de la situation.

C'est dans ce climat favorable que l'administration Reagan apprit de la bouche du président Mitterrand l'existence de Farewell, c'est-à-dire du colonel Vetrov. Lors d'une rencontre privée qui eut lieu en juillet 1982 à l'occasion du sommet économique d'Ottawa, il en avisa le président Reagan et lui offrit l'information obtenue. Celle-ci fut transmise au vice-président Bush puis à la CIA. Une brèche venait de s'ouvrir dans la ligne X.

Vetrov était un ingénieur âgé de 53 ans qui était analyste à la direction T, un poste idéal pour une taupe. Il avait offert lui-même ses services aux Français pour des raisons idéologiques. Il fournit une liste d'organisations soviétiques qui collectaient de l'information ainsi que des rapports de la direction T présentant les objectifs du programme à atteindre et les résultats obtenus. Farewell révéla les noms de 200 officiers de la ligne X stationnés dans 10 *rezidents* du KGB situés à l'Ouest, ainsi que le nom de 100 recrues potentielles[39].

Je pus consulter le document reçu par la CIA (surnommé dossier Farewell par le renseignement français). La lecture de ce document confirma mes pires appréhensions. Depuis 1970, la ligne X avait obtenu des milliers de documents et d'échantillons de produits. La quantité était telle que j'avais l'impression que la recherche civile et militaire soviétique était en grande partie un calque de celle qui était effectuée à l'Ouest, particulièrement aux États-Unis. Leur défense nationale reposait sur notre science. Le vol d'informations touchait des domaines comme les radars, l'informatique, les machines-outils et les semi-conducteurs. La ligne X avait réussi à combler entre trois quarts et quatre cinquièmes des besoins en information. Un résultat impressionnant.

Du jour au lendemain, la question du transfert technologique sortit des limbes pour devenir une priorité des services de renseignement. La CIA créa un service consacré à cette fin, le Technology Transfer Intelligence Center. De son côté, le Pentagone forma des groupes afin d'évaluer les dommages causés et de trouver des moyens de resserrer les contrôles technologiques. Un examen minutieux de l'information transmise par Farewell montra que cette masse de renseignements ouvrait d'autres possibilités. Grâce à Farewell, la CIA disposait de la liste d'épicerie de la ligne

39. Pour une source primaire fournie par un ancien officier du KGB, voir : Oleg Gordievsy et Christopher Andrew, *KGB : The Inside Story*, Harper Collins, New York, 1991.

X quant aux besoins soviétiques en technologie et pourrait l'utiliser pour contrôler, en partie du moins, l'information qu'elle parvenait à obtenir. En d'autres mots, la CIA inversait les rôles avec le KGB pour mener sa propre guerre économique.

Un après-midi du mois de janvier 1982, je rencontrai le directeur de la CIA, William Casey. Je proposai d'utiliser le matériel transmis par Farewell pour fournir à la ligne X les produits dont elle avait besoin ; toutefois, ces produits « améliorés » proviendraient de nos propres fournisseurs. Malgré leur apparente authenticité, ils seraient conçus pour tomber en panne une fois arrivés en Union soviétique. Les services de renseignement américains répondraient donc aux besoins de l'URSS en utilisant les listes de la ligne X fournies par Vetrov, mais notre version des produits ne serait pas à la hauteur de la vaste structure mise en place par les Soviétiques pour les obtenir.

Même si le KGB apprenait par un agent double que les Américains connaissaient la ligne X et s'immisçaient dans le processus en pervertissant, voire même en sabotant, ses efforts, j'estimais que les États-Unis en sortiraient encore gagnants. Méfiants de nature, les Soviétiques remettraient en question et rejetteraient tout ce qui serait recueilli par la ligne X. Encore une fois, notre opération serait quand même une réussite même si elle était dévoilée au grand jour, ce qui était plutôt une rareté dans le monde de l'espionnage. La proposition plut à Casey.

Comme il fut rapporté dans le magazine *Aviation Week and Space Technology*, la CIA et le département de la Défense, en collaboration avec le FBI, mirent sur pied un programme précisément à cette fin : des produits modifiés furent conçus et « mis à la disposition » des réseaux de collecte de la ligne X. Le chef de projet de la CIA et ses collègues étudièrent le matériel de Farewell, en examinèrent les implications, notamment quant aux permis d'exportation, et trouvèrent des moyens de glisser des produits trafiqués dans la récolte du KGB. L'industrie américaine participa à la préparation de produits « destinés » à

ligne X. De fausses puces se retrouvèrent dans le matériel militaire soviétique, des turbines défectueuses furent installées dans un gazoduc et des plans erronés perturbèrent la production d'usines de produits chimiques et d'une usine de fabrication de tracteurs. De son côté, le Pentagone laissa couler de la fausse information sur les avions furtifs, le programme de défense spatiale et les avions tactiques[40]. La navette spatiale soviétique fut construite à partir d'un plan rejeté par la Nasa[41]. Quand Casey informa le président Reagan de l'opération, ce dernier fut enchanté. Avec le temps, le projet s'avéra un modèle de coopération interagences : le FBI se chargea du programme en sol américain alors que la CIA était responsable des opérations outre-mer. Le programme connut un succès éclatant et resta secret.

Le projet Farewell eut d'autres retombées. Casey délégua le directeur adjoint de la CIA en Europe pour informer les gouvernements et les services de renseignement des pays membres de l'Otan de la menace posée par la ligne X. Grâce à ces rencontres, 200 officiers du renseignement soviétique et leurs sources furent expulsés ou mis hors d'état de nuire, ce qui entraîna l'arrêt des activités de la ligne X en Europe. Même si certains officiers militaires survécurent à la débâcle, le cœur de l'opération de collecte d'informations cessa de battre. Ce coup mortel fut porté au moment même où Reagan annonça l'Initiative de défense stratégique (IDS) et l'arrivée des avions furtifs dans l'arsenal des forces américaines.

Le 17 janvier 1983, Reagan approuva le NSDD 75, un document qui définissait les relations politiques, militaires et économiques avec l'URSS. Ce document précisait les objectifs, les thèmes et la stratégie des États-Unis face à la guerre froide. Cette politique s'articulait autour de trois axes : l'endiguement

40. Peter Schweizer, *Victory : The Reagan Administration's Secret Strategy that Hastened the Collapse of the Soviet Union,* The Atlantic Monthly Press, New York, 1995, pages 187-190.
41. Conversation avec James Fletcher, directeur, Nasa.

et l'arrêt de l'expansionnisme soviétique ; la promotion de changement sur le plan interne visant à réduire le pouvoir de la classe dirigeante ; un engagement en vue d'entreprendre des négociations et de signer des ententes favorables aux intérêts américains. Sur le plan économique, le NSDD soulignait la nécessité d'exercer un contrôle sur la technologie ; de toute évidence, les rapports de Farewell avaient incité les auteurs du document à donner la priorité à la prévention du vol de technologie, recommandation acceptée par le président (ce qui veut dire qu'une taupe au sein du KGB travaillant pour un service de renseignement étranger avait influencé une politique présidentielle). Plus tard en 1983, Reagan proposa l'IDS, une menace que Gorbatchev et les militaires russes prirent beaucoup plus au sérieux que les commentateurs américains. En cas de déploiement, l'IDS exercerait sur le système soviétique une pression insoutenable sur le plan économique et technique. Même le discours sur « l'empire du mal » prononcé par Reagan en 1983 eut un impact économique car immédiatement après, les militaires soviétiques exigèrent une augmentation de leur budget, une hausse qui viendrait s'ajouter à des dépenses déjà incontrôlables.

Deux événements extérieurs à l'annonce présidentielle se conjuguèrent à ce document. Il y eut d'abord la politique monétaire restrictive adoptée par la Réserve fédérale américaine au début des années 1980 qui entraîna une chute du prix de l'or et des matières premières, deux sources de devises étrangères pour l'URSS. Il y eut ensuite la découverte de pétrole en Alaska qui contribua à la chute du prix du pétrole en 1986, ce qui affecta non seulement les revenus de l'Opep, mais aussi ceux de l'URSS. La simultanéité de ces deux événements et de la politique gouvernementale eut le double effet d'alourdir le fardeau imposé à l'URSS et de permettre aux États-Unis de prendre un net avantage dans la lutte que se livraient les deux superpuissances sur le plan technologique.

À peu près à la même époque que ma rencontre avec Casey, un étrange incident impliquant Vetrov, une femme et un autre officier du KGB survint dans un parc de Moscou. Dans des circonstances restées nébuleuses, il poignarda et tua l'officier, puis il poignarda la femme, mais sans la tuer. Il fut arrêté et l'enquête qui suivit permit de découvrir ses activités d'espionnage ; il fut exécuté en 1983. La CIA disposait alors de suffisamment d'informations pour prendre des contre-mesures de protection.

En 1985, le dossier prit une autre tournure inattendue. Après que des informations sur le dossier Farewell eurent fait surface en France, Mitterrand en vint à croire que Vetrov était en fait un agent de la CIA qui avait pour mission de vérifier si le matériel qu'il transmettait serait conservé par les Français ou remis aux Américains. Cette fausse croyance poussa Mitterrand à congédier le chef des services français, Yves Bonnet[42].

En 1994, le conseiller scientifique de Gorbatchev, Roald Sagdeev, écrivit qu'en informatique et en microélectronique – secteurs clés de la technologie civile et militaire – les Soviétiques accusaient un retard de quinze ans et la preuve la plus spectaculaire de cet écart était l'incapacité de l'URSS à fabriquer un superordinateur. Les Soviétiques considéraient le superordinateur comme un « atout stratégique » et une superpuissance ne pouvait se permettre de ne pas en avoir un[43]. Toutefois, la ligne X était incapable d'obtenir les plans d'une telle machine et les scientifiques soviétiques ne pouvaient pas en fabriquer une. La norme NSDM 247 mettait fin à l'aide de l'Ouest. En ce qui a trait à Farewell, sa contribution permit de neutraliser un programme crucial de collecte d'informations à un moment où les militaires soviétiques en avaient désespérément besoin et aida l'Otan à protéger efficacement sa technologie. En 1987, face à un

42. Douglas Porch, *The French Secret Service,* Farrar, Straus and Giroux, New York, 1995, page 448.
43. Roald Z. Sagdeev, *The Making of a Soviet Scientist*, Jolui Wiley & Sons, New York, 1994, pages 298-301.

accroissement du potentiel militaire américain et à l'enlisement de sa propre économie, le Politburo en arriva à la conclusion que l'URSS n'était plus en mesure de concurrencer les États-Unis.

Quand les historiens examineront les raisons qui ont mené à la fin de la guerre froide, le dossier Farewell méritera peut-être une note en bas de page. Elle sera pleinement méritée.

Référence : Gus Weiss, *Duping the Soviets,* CIA research paper, n.d., extrait traduit de l'anglais par Miville Boudreault.

Chapitre 15

Quand les États-Unis ignoraient les défis naissants du terrorisme islamiste[44]

Aucun historien ne s'est risqué à ce jour à chiffrer les dépenses totales de la lutte contre le bloc communiste entre 1945 et 1989. Si tant est qu'un tel calcul soit possible, il aboutirait à des estimations chiffrées en *milliers de milliards de dollars*. Pendant toutes ces années, au sein des services occidentaux, les départements les plus « nobles » étaient ceux qui étaient consacrés à la lutte contre l'Union soviétique, puis contre les pays communistes d'Europe de l'Est, puis contre les autres pays communistes.

Dans les pays du Sud, socialistes ou non-alignés, les actions de la CIA et de leurs alliés avaient avant tout pour justification de contrer les manœuvres du KGB. Bref, à Washington comme à Langley, on voyait le monde à travers les lunettes de l'anticommunisme. Moyennant quoi l'apparition de nouvelles menaces a été systématiquement ignorée, puis sous-estimée. La guerre économique des années 1990-2000, puis le 11 Septembre ont entraîné une révision générale qui n'a pas encore produit tous ses effets, car il faut du temps pour former des espions de qualité et surtout adapter les organisations aux nouveaux défis.

Le témoignage qui va suivre revient sur un des épisodes clés qui ont annoncé la nouvelle guerre contre le terrorisme. En avril 1983,

44. Interview partiellement inédite de Bill Cowan à la chaîne PBS.

un terrible attentat contre l'ambassade américaine de Beyrouth et un camp de Marines faisait 241 morts, tandis qu'un autre camion piégé faisait 58 victimes au sein des troupes françaises stationnées dans la ville. Officier du renseignement militaire américain, Bill Cowan fut alors dépêché sur place avec une équipe pour enquêter et identifier les possibles auteurs à des fins de représailles. Aujourd'hui retraité, notre homme n'est pas du genre à mâcher ses mots avec qui que ce soit, Pentagone compris. Ce n'est pas non plus un libéral bon teint, comme en témoignent ses prises de position musclées sur Fox News. En tant que lieutenant dans les Marines, il a passé trois ans et demi au Vietnam pendant la guerre, avant de devenir conseiller militaire auprès des autorités du Sud-Vietnam. De retour au pays, il a travaillé quelques années comme conseiller à la Maison-Blanche, puis dans une structure de renseignement. Mais après sa mission à Beyrouth, il a choisi de se retirer. Officiellement, il a intégré l'équipe d'un sénateur républicain. Pendant ce temps, il créait avec d'autres anciens du renseignement une force d'intervention clandestine et privée, qui allait notamment intervenir pendant la guerre du Golfe.

Alors, qu'est-ce qui a bien pu convaincre un patriote de ce calibre de quitter les services à son retour de Beyrouth ? Dans l'interview qui suit, Cowan parle, pour la première fois et sans langue de bois, de son enquête qui a produit des informations tangibles et concordantes. Des informations troublantes puisqu'elles ne se limitent pas à accuser le Hezbollah, bras armé de ces attentats, ni même l'Iran, probable sponsor de l'opération. Sans périphrases inutiles, Cowan accuse un autre pays qui a selon lui fomenté les attentats de 1983 et peut-être d'autres : la Syrie. Et il accuse aussi les responsables américains de l'époque, Ronald Reagan en tête, d'avoir été plus bravaches que guerriers en promettant des représailles pour ne rien faire par la suite. Enfin, il livre un jugement surprenant sur la frappe américaine contre la Libye du colonel Kadhafi quelques semaines plus tard : une simple diversion contre un trublion isolé. Des accusations troublantes, au vu des événements qui ont suivi…

Pouvez-vous faire un résumé des efforts faits par les États-Unis pour contrer le terrorisme pendant les années 1980 ?

Je commencerai par la situation au Moyen-Orient pendant les années 1980. Il y a eu les attentats à la bombe contre l'ambassade américaine et la base des Marines, les prises d'otages et plusieurs détournements d'avion. Tout au long de cette période, nous n'avons pas adopté une approche proactive pour riposter à ces attentats.

Lors de l'attaque contre la base des Marines où 241 personnes ont perdu la vie, le même jour dans le même secteur, une caserne de l'armée française a également été attaquée et 58 personnes ont été tuées. Les Français ont riposté immédiatement contre des cibles qui avaient été identifiées comme étant des cibles terroristes. Entre-temps, aux États-Unis, le président s'est adressé au peuple américain et a déclaré : « Cet attentat ne restera pas impuni. Nous exercerons des représailles contre les auteurs de cette attaque. » Quelques jours plus tard, le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, a ajouté : « Nous allons réagir. Nous allons envoyer une équipe là-bas et nous atteler à la tâche. »

J'étais un membre de cette équipe dont la mission était de préparer des représailles contre les auteurs de ces attentats. Il a fallu cinq semaines de coordination avant que le Pentagone ne nous donne l'autorisation de prendre l'avion. Chaque jour, je quittais la maison avec mes bagages, je disais au revoir à ma famille, je me préparais à monter à bord de l'avion et chaque soir, je revenais à la maison.

C'est une longue histoire… Nous n'avons rien fait.

Quelle image cela renvoie aux terroristes ?

Que nous faisons preuve de laxisme… Si vous êtes de ceux qui considèrent que lancer un missile de croisière constitue des représailles, je répondrais que pour les terroristes, ce qui est arrivé est une farce ; ils en rient probablement encore aujourd'hui. Un mis-

sile de croisière n'est pas un moyen de répondre à quelqu'un qui cherche à tuer le plus grand nombre possible de vos concitoyens.

Comment faut-il réagir ?

Je pense que l'option militaire est la seule option. Pendant son passage au secrétariat d'État, George Shultz préconisait une politique proactive. Nous devons aller sur le terrain et pourchasser les terroristes dès qu'ils se manifestent. Nous devrions disposer du même genre de renseignements au sujet des cibles terroristes que ceux dont nous disposions sur les Russes quand ils étaient notre principal ennemi. Nous avons dépensé des milliards de dollars pour identifier des cibles russes que nous pourrions frapper en cas d'attaque de leur part. Je ne sais pas combien d'argent nous avons dépensé pour identifier des cibles terroristes, mais je ne crois pas que ce soit un gros montant. Nous attendons qu'il arrive quelque chose avant de déterminer comment réagir.

Quand Rich Higgins a été pendu à Beyrouth [en juillet 1990] et que des images de son exécution ont été diffusées, nous n'avions aucune cible prédéterminée que nous aurions pu frapper. Nous ne savions pas comment réagir. Nous étions en état de choc. Nous recevions l'image d'un lieutenant-colonel des Marines pendu par des terroristes et nous n'avions aucun plan de riposte.

Revenons sur le moment où nous avons obtenu l'image [de Higgins]. Où étiez-vous lorsque la photo a été diffusée. Quel type de débat a eu lieu à ce moment-là ?

Je n'étais plus un militaire à l'époque. Comme je travaillais au Capitole, mes interlocuteurs étaient différents : la Maison-Blanche, la CIA, le Pentagone. La colère était palpable. Ceux d'entre nous qui avaient été sur le terrain, qui avaient travaillé au Liban et qui connaissaient très bien Beyrouth savaient qui étaient ces terroristes et où ils s'entraînaient. Nous étions furieux, désap-

pointés, en colère et très attristés par la mort de Rich, mais nous étions aussi très en colère contre le Pentagone pour ne pas avoir vraiment fait le travail qui aurait dû être fait.

Commençons par vos premières expériences à Beyrouth. Pourquoi aviez-vous été envoyé là-bas ?

Notre équipe s'est rendue sur place à deux occasions. Après l'attentat contre l'ambassade des États-Unis, le secrétaire Shultz avait exprimé à la télévision sa tristesse et sa douleur. Cet attentat représentait pour beaucoup un échec pour les services de renseignement. Les États-Unis n'étaient pas préparés à ce genre d'attaque contre une ambassade. À l'époque, il y avait aussi une forte présence militaire américaine à Beyrouth et je suis persuadé que le secrétaire Weinberger, en voyant l'attaque contre l'ambassade, s'est probablement dit : « Je ne veux pas que nous soyons la prochaine cible. »

Nous avons donc dépêché une petite équipe à Beyrouth avec pour principale mission d'évaluer la situation sur le plan du renseignement. Disposions-nous de suffisamment d'informations ? Comment les obtenions-nous ? Ces informations circulaient-elles ? Était-ce les bonnes personnes qui y avaient accès ?

À l'époque, les services de renseignement américains étaient très actifs à Beyrouth. Il y avait plusieurs responsables. La vraie question était la suivante : ces informations convergeaient-elles vers un seul endroit où elles pouvaient être analysées et utilisées immédiatement et à bon escient ? La réponse était non.

Quel a été l'impact de l'attentat contre l'ambassade sur notre capacité en matière de renseignement ?

Le chef de la station de la CIA et plusieurs personnes qui travaillaient pour lui ont été tués. Les opérations de la CIA à Beyrouth ont cessé pour l'essentiel. Quand vous perdez ce genre de personnes, vous perdez aussi le contact avec leurs sources. Tout est à recommencer.

Vous avez envoyé un rapport. Quelle en était la teneur ?

Nous avons envoyé un rapport au secrétaire à la Défense lui expliquant la nécessité de monter une opération de renseignement plus ciblée où toutes les informations disponibles seraient regroupées en un seul endroit. Nous devions nous assurer que ces informations soient adéquatement analysées, qu'elles soient acheminées directement aux forces militaires présentes à Beyrouth afin que celles-ci aient connaissance des menaces et qu'elles puissent se défendre si l'une d'entre elles se concrétisait.

Vous mentionniez dans votre rapport la forte possibilité qu'il y ait des pertes.

Nous avons dit que si rien n'était fait pour améliorer la collecte d'informations à Beyrouth et le partage de ces informations, nos soldats seraient en danger.

Qu'est-ce qui a été fait ?

Rien n'a été fait. Nous nous sommes butés aux procédures bureaucratiques. Habituellement, il y a une résistance au changement dans une bureaucratie. Nos recommandations n'ont été mises en application qu'après l'attaque contre les Marines. Après cet attentat, toutes ont été mises en application, mais il a fallu 241 victimes pour en arriver là.

Vous êtes retourné au Liban après l'attentat contre les Marines. Pourquoi ?

Nous y sommes retournés après cette attaque parce que le président avait annoncé des représailles et le secrétaire à la Défense voulait que nous examinions la situation pour voir comme nous pourrions riposter.

Nous avions une très petite équipe. Washington nous envoyait des informations sur des cibles potentielles et sur les endroits où elles pouvaient se trouver. Nous prenions ces informations, puis nous allions sur le terrain voir ce que nous pouvions faire…

Nous n'avons eu aucune difficulté à identifier un certain nombre de cibles.

Vous disposiez également d'une liste de personnes qui avaient été ciblées. Pourquoi une telle liste ?

La CIA nous avait fourni une liste de personnes, car elle avait une nette idée de l'identité des gens qui avaient trempé dans ces attentats. Nous n'étions pas à la recherche d'informations sur ces individus, mais sur les endroits où ils se trouvaient. Dans quelles maisons vivaient-ils ? Quels édifices fréquentaient-ils ? Nous étions davantage à la recherche de lieux. La CIA savait qui étaient ces individus, nous voulions savoir où ils étaient.

Parlons de l'assassinat en tant qu'outil. Quels sont les avantages et les inconvénients ?

Pour nous à l'époque, l'assassinat n'était certainement pas une option envisageable. D'ailleurs, un décret présidentiel l'interdisait. Notre équipe n'était pas à la recherche de cibles en vue de les assassiner. On parle d'assassinat lorsque vous ciblez spécifiquement une personne et que vous concentrez vos efforts pour l'éliminer. Cela n'a jamais été notre intention.

Chercher les endroits qu'une personne fréquente ne revient-il pas dans les faits à la cibler ?

D'un point de vue militaire, vous ciblez quelqu'un, vous ciblez l'endroit où il se trouve, vous ciblez le poste de commandement où il se trouve. Je n'ai jamais considéré cela comme un assassinat.

Que pouviez-vous faire ? Qu'avez-vous trouvé ? Qu'avez-vous écrit dans votre rapport ?

Je ne peux aborder ces sujets. Cette information est en partie classifiée. Je vais plutôt commencer par le début.

Il y avait deux batteries antiaériennes syriennes, éloignées des populations civiles, éloignées de tout endroit où se trouvaient des personnes étrangères au conflit. On ne pouvait pas les attaquer parce qu'elles se trouvaient en territoire libanais, et non syrien. En ce qui concerne les terroristes, les personnes que nous recherchions et les endroits où elles se trouvaient étaient clairement identifiables. Toutefois, une frappe de précision dans un de ces endroits aurait entraîné des dommages collatéraux…

Qu'est-il arrivé ?

Il n'est rien arrivé. Nous n'avons rien fait. En fait, quand nous sommes revenus au Pentagone avec un rapport plutôt substantiel qui présentait les options s'offrant à nous, non seulement sur le plan des représailles, mais aussi sur le plan des opérations de renseignement qui pourraient être entreprises, nous avons été accueillis avec colère, nous n'étions pas les bienvenus. Oser même suggérer des représailles nous a valu des réprimandes. Ces réactions nous ont pris par surprise, c'est le moins qu'on puisse dire. C'était un très petit rapport. Peu de gens l'ont lu et il a été mis dans un tiroir très, très rapidement. Il n'y a eu aucun suivi à nos recommandations.

Pourquoi ?

Je pense que le rapport a été rejeté parce que les gens se rappelaient l'opération « Desert One », en 1979, lorsque nous avons tenté de libérer les otages en Iran. L'échec de la mission a coûté une présidence [Jimmy Carter], ruiné des carrières de généraux et de dirigeants civils au Pentagone, et empêché des promotions sous une forme ou une autre. J'aurais tendance à penser que les gens ont peur d'appuyer quelque chose qui pourrait échouer et faire dérailler leur carrière. Nous avons obtenu une rencontre à la Maison-Blanche avec M. Ed Hickey, une agréable réunion d'une heure. Nous lui avons présenté notre rapport et nos recommandations. Il a écouté avec attention, a posé de très

bonnes questions, puis il a dit à la fin de la rencontre : « Messieurs, si le président pouvait entendre ce que vous venez de me dire, il ordonnerait immédiatement de le mettre en application, mais ils (en pointant vers le Pentagone) ne permettront pas qu'il l'entende. » Il avait raison. Le président ne l'a jamais vu et rien n'a été fait.

Quel était le débat à ce moment-là entre, par exemple, le département d'État et le département de la Défense ?

À l'époque, la politique officielle du secrétaire Weinberger était de ne pas s'engager dans des opérations militaires dont les cibles, les objectifs et les buts poursuivis n'étaient pas clairement définis. Il était réticent, comme beaucoup de militaires d'ailleurs, à lancer des opérations militaires s'il ne pouvait entrevoir d'issue décisive et favorable. Ni lui ni son entourage n'étaient enclins à riposter aux terroristes.

Le secrétaire Shultz se trouvait à l'opposé. Il parlait ouvertement de la nécessité de riposter face aux terroristes chaque fois que nous le pouvions. Si nous avions vent d'une attaque avant qu'elle ne se produise et que nos informations étaient solides, il fallait prendre les devants et frapper les terroristes avant que ceux-ci ne le fassent. La situation était surréaliste : d'un côté le département d'État parlait d'attaquer les terroristes et de l'autre le département de la Défense était réticent et hésitant.

Il a été souvent question des États qui soutiennent les terroristes, mais à l'époque où vous étiez à Beyrouth, saviez-vous de quels États il s'agissait et quelle était l'étendue de leur soutien aux terroristes ?

Quand je suis arrivé au Liban, le nom de Hezbollah n'existait pas encore. Un grand nombre de musulmans chiites étaient des radicaux, mais ils n'étaient pas regroupés. L'Iran les appuyait ouvertement et le mouvement a évolué vers une participation très active de la Syrie. Les Syriens participent depuis longtemps aux

attaques terroristes contre nous. La Maison-Blanche l'a admis lorsque la question lui a été directement posée en 1985, et cette participation s'étend aux attentats contre l'ambassade et contre la base des Marines ainsi qu'aux prises d'otages. Les Syriens ont été là jusqu'à la libération du tout dernier otage.

Les Iraniens étaient impliqués, les Syriens également. De toute évidence, ces groupes sont actifs dans le sud du Liban et à Beyrouth même avec la faction Hezbollah. Malheureusement, nous n'avons jamais critiqué la Syrie. Damas abrite encore plusieurs organisations terroristes dont les quartiers généraux ont pignon sur rue dans la capitale.

C'est aussi à cette époque que le secrétaire Shultz déclarait : « Nous allons frapper durement les terroristes, nous en avons la capacité et nous allons le faire, la situation est inacceptable. » Nous avions la preuve de leur participation, mais nous n'avons rien fait contre la Syrie. Pourquoi ?

Nous n'avons jamais rien fait en ce qui concerne la Syrie. Même sur le plan diplomatique, il a fallu attendre le décès de Hafez el-Assad (l'ancien président de la Syrie) et l'arrivée de son fils pour constater une amélioration.

Les choses ont peut-être changé, mais en réalité, les Syriens sont impliqués jusqu'au cou dans ces affaires. Ils étaient impliqués dans le vol Pan Am 103. Nous étions fiers de citer deux Libyens au procès, mais ces pistes libyennes remontaient jusqu'à Damas où une grande partie de la planification a été faite et, d'après ce qu'on m'a dit, là où une partie de la bombe a été fabriquée, ou à tout le moins conçue.

Quand le président parle de représailles contre les États qui soutiennent les terroristes, il est très difficile pour ceux qui travaillent depuis longtemps dans les domaines du terrorisme, du contre-terrorisme et du renseignement de ne pas remettre immédiatement en question notre position à propos de la Syrie.

Revenons en 1984. Des preuves indiquent que la [Syrie] est impliquée directement dans l'attentat contre l'ambassade et dans celui contre la base des Marines… Si l'on en juge par la rhétorique entendue à l'époque, on pourrait en conclure qu'il y avait une volonté ferme au sein de la classe politique de passer à l'action.

Pour une raison ou une autre, nos dirigeants ont voulu balayer le tout sous le tapis. Je pense qu'ils voulaient passer sous silence le retrait des Marines. C'est comme si nous avions voulu reléguer aux oubliettes tout le chapitre libanais. C'est en fait ce que nous avons fait. Il y avait peut-être la crainte qu'en ripostant, nous ne ferions qu'aviver les tensions ; il y avait peut-être la crainte qu'un affrontement avec la Syrie aurait un impact sur la relation entre la Syrie et Israël…

Beaucoup de ceux d'entre nous qui étaient présents au Moyen-Orient, et plus particulièrement au Liban, pendant les années 1980 et 1990 et qui [avaient sonné l'alarme] quant à la participation de la Syrie à ces incidents majeurs ont toujours demandé : « Pourquoi n'ont-ils jamais été dénoncés ? [Ou] du moins jamais dénoncés publiquement ? » Que le peuple américain sache ce qu'Hafez el-Assad et ses complices nous ont fait pendant une longue période.

J'ai posé la question à beaucoup de personnes intelligentes et bien informées, à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement, et je n'ai jamais eu de réponse claire…

Un des moyens utilisés a été de soutenir les services de renseignement libanais. Pouvez-vous nous en dire davantage ?

Il y a eu des allégations estimant que nous étions de mèche avec les services de renseignement libanais dans l'attentat à la bombe qui visait la demeure de Cheikh Fadlallah. En fait, la CIA travaillait avec un groupe de militaires libanais, mais l'intention n'était pas de s'en prendre à une cible ou de faire sauter la maison ou le quartier général de Cheikh Fadlallah. Le seul objectif visé à l'époque était la mise sur pied d'un service efficace de contre-terrorisme.

Je pense qu'il y avait des éléments incontrôlés au sein de ce groupe qui croyaient qu'en passant à l'action et en faisant sauter cette bombe, nous serions contents. J'avais toutefois des contacts solides au sein de l'agence au cours de cette période. Ils m'ont affirmé que ce n'était pas l'objectif visé par cette opération. Je pense qu'ils disaient la vérité, car cette opération a été mal exécutée. Je pense que si la CIA avait été dans le coup, le travail aurait été mieux fait.

Quelle a été la réaction ? Quelles ont été les répercussions ?

Cela a évidemment attisé la haine et le mécontentement à notre endroit ; les gens ont clairement pris position contre nous. Le Hezbollah a grossi ses rangs, le nombre de terroristes a augmenté par rapport au nombre qu'il y avait lorsque nous sommes arrivés, nous avons été la bête noire du Moyen-Orient, nous avons fait la première page des journaux. Sans compter que ce problème perdure.

Je pense qu'à chaque fois que vous menez une opération qui entraîne des décès parmi les civils, vous nuisez à votre capacité de travailler efficacement parmi les gens que vous essayez de cibler. Notre seul atout dans la lutte contre les terroristes, que ce soit au Liban ou ailleurs dans le monde, est notre capacité à trouver des musulmans qui nous appuient, qui travaillent pour nous, qui sont prêts à aller dans certains secteurs pour trouver de l'information. Lorsque nous tuons, intentionnellement ou non, des civils et que nous causons des dommages collatéraux, nous avons moins de chance de trouver des gens prêts à collaborer avec nous.

Pourquoi manquons-nous de ressources humaines [dans le renseignement] ?

Notre dossier est peu reluisant sur ce plan depuis des années… Au milieu des années 1970, le président Carter et l'amiral Turner, directeur de la CIA, ont procédé à un changement majeur dans la méthode utilisée pour collecter l'information. Ils ont déclaré publiquement que nous devions utiliser davantage la

technologie, que les satellites, qu'ils soient utilisés pour prendre des images ou capter des signaux, étaient la voie de l'avenir pour les États-Unis. Il y a donc eu une nette diminution du nombre d'agents qui travaillaient pour la CIA.

Au fil des ans, les diverses tentatives faites pour accroître de nouveau cette capacité ont rencontré des difficultés… Nos budgets n'ont pas augmenté. La technologie accapare une part importante de cet argent ; le personnel coûte de plus en plus cher. Au cours des vingt-cinq dernières années, nous n'avons pas été capables d'expansion. M. [George] Tenet, qui a été directeur de la CIA, a essayé de retrouver ce potentiel et il a accompli un travail relativement satisfaisant.

[John] Deutch, lorsqu'il était directeur de la CIA, avait pour politique d'éviter les contacts avec des gens sans scrupules. Or, travailler avec des terroristes, c'est travailler avec des gens sans scrupules. Cette politique a eu un impact sur notre capacité à recruter de nouveaux agents qui, même s'ils étaient loin d'être des enfants de chœur, nous permettaient d'avoir accès à des informations cruciales dans la guerre contre le terrorisme. [Avant Deutch], je crois que nous étions en train de suivre de bonnes pistes qui nous auraient menés à de plus grandes choses, mais bon nombre de ces pistes ont été abandonnées pendant son mandat de directeur.

Il y a un autre problème au sein de l'agence, et en fait au sein du gouvernement : aujourd'hui, si vous voulez faire de l'écoute électronique à l'extérieur des États-Unis, il faut recueillir quatorze signatures seulement à la CIA pour en obtenir l'autorisation[45]. Les obstacles bureaucratiques que nous rencontrons pour mener des opérations sont si importants que le système nous étouffe bien avant que nous soyons capables de monter une opération et l'exécuter. À moins que la cible soit extraordinaire, ça

45. Cette interview a été réalisée avant l'entrée en vigueur du Patriot Act.

ne vaut pas le coup de se battre contre la bureaucratie pour obtenir une approbation.

Bill Buckley… Quel a été l'impact de son enlèvement et pourquoi cet événement a été si important ?

Perdre Bill Buckley comme chef de station de la CIA a été un événement significatif, un événement dramatique. Beaucoup de personnes diront qu'il avait négligé sa propre sécurité personnelle. Enlever un chef de station de la CIA et le garder ont été sans aucun doute des coups d'éclat… Quand vous kidnappez un chef de station de la CIA, vous portez un dur coup à la capacité d'agir de notre gouvernement.

À un certain moment, nous étions très près de tenter une opération de sauvetage pour retrouver Bill Buckley. Des personnes bien informées m'ont dit que nous avions une très bonne idée de l'endroit où il se trouvait. Nous avions quelqu'un à l'intérieur de l'édifice qui nous donnait une bonne information, crédible. Nous avions mis en alerte des forces en Europe, et même plus près, en préparation d'une opération de sauvetage. L'opération a été annulée par la Maison-Blanche. Certains disent par Oliver North. Elle a été annulée à la toute dernière minute.

Pourquoi ?

Ceux à qui j'ai parlé et qui étaient au courant disent que l'opération a été annulée en raison d'un programme mené au même moment par la Maison-Blanche, des *armes contre des otages*, et que le sauvetage de Bill Buckley aurait eu un impact négatif sur ce programme.

Attendez une minute. Je pensais que ce programme avait pour but de libérer des otages.

Cette politique était très alléchante pour les Iraniens : nous libérons deux otages et nous en enlevons aussitôt deux autres.

C'est une source inépuisable d'argent. Je serais heureux d'avoir une telle entreprise. Vous me payez pour quelque chose que je suis certain d'avoir en abondance.

À quel point ce programme était-il absurde ?

C'était inconcevable. Je pense que les gens du département d'État, les membres de la CIA, qui comprennent les opérations de terrorisme et de contre-terrorisme, ont été atterrés par toute cette histoire C'était d'un amateurisme absolu.

Quelles ont été les conséquences sur notre capacité à combattre le terrorisme ?

Cela a sapé tous nos efforts… Quand vous essayez de mener des opérations secrètes et puis qu'arrive tout d'un coup une opération complètement dingue qui défie toutes les règles de l'art, vous perdez toute votre crédibilité aux yeux de ceux qui travaillent avec vous.

Quand vous menez une guerre de l'ombre où tout le monde utilise la tromperie, à partir des leçons apprises à Beyrouth, comment peut-on mener cette bataille ?

Nous avions adopté un profil bas, très bas, pour nos opérations à Beyrouth. Je veux dire que la chose la plus importante à faire quand vous menez des opérations comme celles que nous avions entreprises, c'est d'être anonyme, de parler à tout le monde, de ne jamais vous comporter comme si vous faisiez quelque chose de répréhensible. Nous parlions à tous ceux que nous pouvions regarder droit dans les yeux. Nous répétions sans cesse : « Parlons aux musulmans, parlons aux chrétiens. » Nous allions dans les cafés, nous nous promenions dans les rues. Rire et s'amuser, avoir du bon temps. Pendant ce temps, nous étions en train de recueillir de l'information.

Parlons de l'affaire Pan Am 103… l'idée qu'on peut utiliser le système judiciaire pour punir les terroristes. Qu'en pensez-vous ?

Quand nous capturons des gens, puis que nous amorçons un long et interminable processus judiciaire, nous agissons en conformité avec nos principes, mais nous n'envoyons pas le message que nous serons impitoyables face au terrorisme.

Quel a été l'impact sur les États qui soutenaient les terroristes ? Dans quelle mesure avons-nous loupé le coche dans l'affaire Pan Am 103 ?

Avec le Pan Am 103, il y avait des indications claires que les pistes remontaient jusqu'à la Syrie. Je pense que les deux Libyens que nous avons arrêtés n'étaient pas les cerveaux de l'opération. Nous les avons exhibés, nous les avons cités à procès, nous avons fait ceci, nous avons fait cela, mais pendant ce temps, les véritables auteurs de l'attentat et ceux qui les finançaient étaient tranquillement assis à regarder avec amusement. Encore une fois, les vrais responsables restaient impunis. Je crois que notre gouvernement connaissait les responsables. Ce n'était pas les deux Libyens.

Quels liens faites-vous entre ces événements et la situation présente ? Est-ce que nous nous sommes tiré une balle dans le pied d'une certaine façon ?

Premièrement, [les terroristes d'aujourd'hui sont] probablement étonnés quand nous réagissons. Maintenant, même si nous ne réagissons pas vraiment, nous menaçons de le faire et nous faisons des gestes indiquant que nous allons le faire. Selon moi, ils ne croient pas que nous irons plus loin que lancer quelques missiles de croisière.

Chaque fois qu'on nous a attaqués, nous avons proféré des menaces, nous nous sommes levés, nous avons bombé le torse, nous avons craché du feu, la fumée est sortie de nos oreilles, puis au bout de deux semaines, nous nous sommes calmés et tout est redevenu comme avant. Au fil des ans, nous avons envoyé le

message que nous n'étions pas vraiment sérieux. Nous lançons des poursuites. Nous les pourchassons pour les traîner devant les tribunaux. Mais nous ne sommes pas prêts à leur faire subir le même sort que celui qu'ils sont prêts à nous faire subir, c'est-à-dire affronter le danger, attaquer et combattre, tuer, expulser, bref parler le langage qu'ils sont le plus à même de comprendre.

Nous avons pourchassé un pays, un homme [le président libyen Mouammar Kadhafi]. En quoi son cas était-il différent ? Pourquoi soudainement avons-nous appelé la colère de Dieu sur ce pays ?

Pour répondre honnêtement, je pense qu'Ollie North en est responsable. Je pense qu'Ollie, grâce au poste qu'il occupait à la Maison-Blanche et en raison des informations qui indiquaient que les Libyens étaient impliqués, a probablement été capable de convaincre le président, directement ou indirectement, que nous pouvions agir, que le risque était faible, et que l'impact serait énorme…

Pourquoi la Libye ?

Les Libyens avaient participé à l'attentat contre la discothèque *La Belle* et nous avions des informations précises à cet effet. Je pense que nous voulions seulement frapper une cible facile. Les gros méchants à l'époque étaient encore l'Iran [et]… le Hezbolllah, principalement dans la plaine libanaise de la Bekaa contrôlée par les Syriens. Nous parlons ici d'implications géopolitiques qui nous feraient retourner au Liban.

Et là, il y avait la Libye, un pays isolé, une cible isolée. Comme Kadhafi faisait souvent cavalier seul, l'attaquer ne nous mettait pas à dos le reste du monde musulman. Il représentait une cible bien identifiée.

Dans quelle mesure cet événement a-t-il été un succès ?

Kadhafi n'a pas fait grand-chose après notre riposte. Je pense que nous l'avons surpris. Il est probablement passé tout près de

la mort. Peu importe si la bombe est tombée à 500 mètres ou à 50 kilomètres, il a compris que nous étions sérieux dans notre volonté de l'atteindre. Cela a été notre seule vraie tentative de riposter en visant des personnes.

Rétrospectivement, est-ce que les [forces militaires] auraient dû être utilisées à l'époque pour riposter de manière plus musclée ? La suite des choses aurait-elle été différente ?

Je pense que si nous avions utilisé la force militaire à ce moment précis, nous aurions envoyé un message qui résonnerait encore aujourd'hui : « S'il y a une attaque, plus précisément si 241 de nos soldats meurent, vous devez penser, le peuple américain doit penser, qu'il faut faire quelque chose. » Ne rien faire du tout, je pense, a envoyé un message clair aux terroristes à l'époque ainsi qu'aux terroristes présents et à venir. La seule façon de changer cette image est d'agir, d'agir maintenant et de s'assurer que les cibles que nous frappons sont les cibles que nous voulons frapper. Je crois que nous verrons alors un changement dans le terrorisme lorsque nous serons en mesure de riposter…

En quoi cela touche-t-il Ben Laden ?

Il y a quelques années, Ben Laden a accordé une entrevue où il a rappelé à son interlocuteur que nous n'avions jamais rien fait. Ben Laden est très conscient du fait qu'en tant que nation, historiquement, nous n'avons jamais eu tendance à répondre aux attaques…

Traduit de l'anglais par Miville Boudreault

Table des matières

Introduction 7

Chapitre 1
Ces hommes de la CIA qui ont passé vingt ans
dans les prisons chinoises 21

Chapitre 2
Quand le chasseur de taupes enquêtait sur lui-même 29

Chapitre 3
Quand le KGB noyautait les services secrets français 45

Chapitre 4
Quand les services britanniques espionnaient de Gaulle 81

Chapitre 5
La véritable histoire de l'espion infiltré dans l'entourage
du chancelier Willy Brandt 115

Chapitre 6
Bien avant la baie des cochons…
les préparatifs secrets de la CIA pour envahir Cuba 149

Chapitre 7
Quand la CIA plaçait Nasser à la tête de l'État égyptien 171

Chapitre 8
Quand le Mossad implantait un faux officier SS
dans la haute société égyptienne 219

Chapitre 9
Les dés pipés de la guerre du Vietnam 241

Chapitre 10
Les doubles jeux des « frères » Nicolae Ceaucescu
et Yasser Arafat 257

Chapitre 11
Quand le KGB prenait le dessus sur la CIA
en pleine chute du communisme 303

Chapitre 12
Dans le cercle de terreur de Saddam Hussein 321

Chapitre 13
Quand la CIA, à travers l'ISI,
armait les seigneurs de la guerre en Afghanistan 339

Chapitre 14
Les suites inattendues de l'affaire Farewell 395

Chapitre 15
Quand les États-Unis ignoraient les défis naissants
du terrorisme islamiste 411

Liste des copyrights 431

Copyrights des textes cités

Chapitre 1 : Yvonnick Denoël

Chapitre 2 : Kim Philby

Chapitre 3 : Oleg Kalouguine

Chapitre 4 : Peter Wright

Chapitre 5 : Markus Wolf

Chapitre 6 : Lluis-Manuel Gonzales-Mata

Chapitre 7 : Miles Copeland

Chapitre 8 : Wolfgang Lotz

Chapitre 9 : Éditions des Équateurs

Chapitre 10 : Ion Pacepa et Presses de la cité pour la traduction

Chapitre 11 : Rem Krassilnikov

Chapitre 12 : Hussein Sumaida et Carole Jérôme

Chapitre 13 : Mohammed Youssaf et Mark Adkin

Chapitre 14 : Gus Weiss

Chapitre 15 : PBS

HISTOIRE SECRÈTE DU XX^{e} SIÈCLE

Les historiens ignorent souvent le rôle des « espions » dans l'histoire contemporaine. Certains ont pourtant joué un rôle clé dans des événements que nous croyons connaître. Voici donc réunis pour la première fois les témoignages de quelques « grands espions » qui ont contribué à façonner notre époque. Cette anthologie sans équivalent propose au lecteur une histoire du XX^{e} siècle clandestin, celui qu'on ne raconte pas dans les manuels scolaires.

Des décombres du second conflit mondial à la fin de la guerre froide, en passant par la décolonisation et les nouvelles menaces terroristes, d'anciens chefs et agents de terrain des services du monde entier dévoilent ici les épisodes les plus marquants de leur carrière.

On croisera dans ce volume des noms connus des spécialistes du renseignement, comme Markus Wolf, le maître espion est-allemand qui a infiltré le cabinet du chancelier Willy Brandt, ou Kim Philby, la « taupe » soviétique au cœur de l'espionnage britannique. Mais on découvrira surtout nombre de personnages jusqu'ici méconnus dont nous publions pour la première fois les témoignages explosifs.

Historien et spécialiste du renseignement, ***Yvonnick Denoël*** *a publié chez Nouveau Monde éditions* Le Livre noir de la CIA *(2007),* 1979, guerres secrètes au Moyen-Orient *(2009),* Comment devient-on espion ? *(2009) et* Sexus Economicus, le grand tabou des affaires *(2010).*

19,90 euros
978-2-84736-534-4

nouveau monde
éditions

www.nouveau-monde.net

SODIS
751422-7

Couverture : © Duclos-Piel, Gamma Rapho / Conception graphique : Stéphanie Grieu